



La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



Causeries juin 2011

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	
1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30									

Le 1er juin

J'ai ajouté des articles dans les rubriques politique et internationale. Les articles de presse de mai et les causeries de mai sont en ligne au format pdf (Acrobat reader).

Non D. Gluckstein, jusqu'à preuve du contraire les travailleurs n'ont rien à perdre et rien d'autre que leur force de travail leur appartient, absolument rien ne leur appartient pas plus en Grèce qu'en France ou ailleurs : "*Alors on vend, on brade tout le patrimoine du pays, comme en Grèce*" (extrait de l'éditorial d'*Informations ouvrières* n°151 paru ce jour. Aurait-il une mentalité de propriétaire ? Désolé, en tant qu'ouvrier on ne sent pas concerné.

J'ai lu les extraits de leur congrès qu'ils ont publiés : à mourir d'ennui, on se croirait davantage dans un syndicat que dans un parti politique, c'est la première remarque. Ensuite, pas le début d'une analyse sur les rapports entre les classes, encore moins à l'intérieur des classes. Pas un mot non plus sur l'état d'esprit et le niveau de conscience politique des travailleurs, des différents couches de travailleurs, cela ne les intéresse pas apparemment, ils ont les yeux rivés sur les appareils et le PS et ses satellites, on ne peut pas avoir les yeux partout, on comprend. Avant-hier j'ai relu quelques passages du *18 Brumaire de Louis Bonaparte* de Marx, là au moins on avait une image précise et détaillée des différents acteurs qui constituaient la situation, on pouvait se faire une idée exacte de leur rôle et du fonctionnement des institutions. Si Marx et Engels avaient été aussi bornés que ces dirigeants, leur littérature aurait tenu en un seul feuillet qu'il aurait suffi ensuite de reproduire à l'infini !

Le POI appelle à combattre pour la défense de la démocratie et en même temps pour la liquidation de la Ve République qui serait incompatible avec la démocratie. De deux choses l'une, soit le combat pour la défense de la démocratie peut déboucher sur un succès et dans ce cas-là, il est infondé de dire que la Ve République serait incompatible avec la démocratie, soit le combat pour la défense de la démocratie ne peut déboucher que sur un échec et il n'a aucun sens.

En réalité, la démocratie (ouvrière) ne verra le jour que sur les cendres des institutions de la Ve République et ne se gagnera que les armes à la main, ce qu'on nous a vendu jusqu'à présent pour la démocratie n'était qu'une forme assouplie de la dictature du capital qui reposait sur les profits qu'octroyaient au capitalisme français ses positions sur le marché mondial et qui lui ont permis de financer les droits sociaux conquis par la lutte de classe du prolétariat des générations passées et de corrompre les chefs du mouvement ouvrier... Cette époque étant révolue, le POI, au lieu de porter son regard vers le futur, demeure les yeux braqués sur le passé dont il est nostalgique.

La lutte pour le pouvoir engagé entre les différents Etats capitalistes à l'échelle mondiale, sous la direction de l'aristocratie financière qui favorise les économies réalisant le maximum de profit sur le coût du travail, est incompatible avec le maintien des oripeaux de la démocratie, ainsi la fraction la plus réactionnaire de la classe dominante est engagée dans une lutte à mort contre le prolétariat mondial pour le soumettre en esclavage, et pour y parvenir elle s'appuie sur les dirigeants corrompus du mouvement ouvrier.

On peut constater que l'immense majorité des travailleurs se détournent des syndicats et des partis ouvriers, que les appareils constituent ou non un obstacle à la mobilisation des masses exploitées ne règle en rien la question de leur niveau de compréhension du fonctionnement de la société qui demeure trop faible pour envisager une issue politique qui romprait avec le capitalisme et ses institutions politiques.

On est dans la même situation qu'un renard qui aurait réussi à détourner l'attention du propriétaire d'un poulailler, mais qui ne saurait pas encore comment faire pour en ouvrir la porte et atteindre sa proie. Le POI est obnubilé par la majorité des syndicalistes qui n'ont toujours pas compris le manège du propriétaire de notre poulailler, tandis que la majorité des travailleurs l'ont compris depuis belle lurette. Comme la majorité de ces syndicalistes seront parmi les derniers à le comprendre parce qu'ils ne figurent pas parmi les catégories de travailleurs les plus affamés, d'ici là notre renard aura eu le temps de crever de faim !

Participera ou ne participera pas aux élections de 2012, apparemment les dirigeants et les militants du POI sont divisés sur cette question. Depuis l'époque de l'OCI dans les années 70, ils ont dépensé une énergie et des sommes folles dans des campagnes électorales qui ont servi strictement à rien sinon cautionner l'existence des institutions en place. (A suivre)

Indigeste. Le plus court chemin du Tron à la Lang.

Sur le plateau du «Grand Journal» de Canal+, lundi soir, l'ancien ministre de l'Education, Luc Ferry, a rappelé l'histoire d'«un ancien ministre qui s'est fait poisser à Marrakech dans une partouze avec des petits garçons» il y a quelques années.

« L'affaire m'a été racontée par les plus hautes autorités de l'Etat, en particulier par le Premier ministre », affirme Luc Ferry, qui refuse cependant de citer quelque nom que ce soit. Déclarant n'avoir aucune preuve de ce qu'il avance, l'ex-ministre assure pourtant détenir «des témoignages des membres de cabinet au plus haut niveau». (20minutes.fr 31.05)

Les anciens n'ont pas oublié l'histoire étouffée des "ballets bleus" auxquels était mêlée la mère Pompidou s'envoyant des gamins sur la Riviera française...

A l'époque du capitalisme ascendant ses représentants soutenaient un idéal philosophique qui s'exprimait dans les arts où pouvait s'épanouir l'illusion d'un monde meilleur pour tous à l'horizon, un mirage produit de la colonisation... Quelques guerres et crises plus tard, il ne reste plus de cet idéal que les miasmes immondes liés au culte du pouvoir et de l'argent que l'aristocratie financière a monté au pinacle.

La morale infâme et perverse de l'esclavagiste n'a pas disparu avec le passage d'un mode de production à un autre au cours des siècles ou des millénaires, de rustique ou raffinée à l'époque de l'Antiquité glorieuse puis décadente, à l'aube de la civilisation humaine, elle est devenue violente et glauque à son crépuscule, la merveilleuse époque dans laquelle nous vivons...

Le règne de l'exploitation et de l'oppression à travers les différentes formes qu'il a pris au cours de la préhistoire de la civilisation humaine, dans cette société divisée en classes dominante et dominée, le législateur s'est constamment employé à encadrer et policer les moeurs et les rapports auxquels devaient se soumettre les plus faibles, la plèbe, au nom de la morale chrétienne ou plus précisément pour des raisons économiques, tandis que les détenteurs du pouvoir pouvaient les enfreindre en toute liberté et satisfaire leurs fantasmes en toute impunité.

Aux orgies de l'Antiquité a succédé le libertinage et la prostitution des courtisanes à l'époque de la monarchie absolue, pour sombrer de nos jours dans la prostitution tout court des consciences qui inclut toutes les formes de prostitutions qu'on a du mal à imaginer et qui de ce fait se trouveraient justifiées sans avoir de compte à rendre à personne.

L'ère de la domination du capitalisme financier est synonyme de pouvoir absolu exercé par une infime minorité, de dictature, d'absence de démocratie et de tolérance zéro envers les plus faibles condamnés à vivre dans d'effroyables conditions et disparaître dans l'indifférence générale, elle est synonyme de dégénérescence et de réaction sur toute la ligne, un seul mot suffit à la résumer : barbarie.

A l'heure où le capital abandonne les oripeaux de la démocratie tout en prétendant agir hypocritement en son nom, nous ne devons pas revendiquer la démocratie dont il se réclame également, nous ne devons pas combattre pour la démocratie qui lui a permis d'asseoir sa domination, nous n'exigeons rien de son bourreau, de notre bourreau, qu'il l'épargne pour mieux perpétuer sa domination sur les masses exploitées, nous ne nous reconnaissons pas dans cette soi-disant démocratie en trompe l'oeil, cette démocratie qui s'est prostituée avec tous les dictateurs au pouvoir au XXe siècle en Afrique, en Asie ou en Amérique, nous devons engager le combat pour le terrasser et le vaincre définitivement, l'éradiquer de la surface de la planète, ensuite seulement une véritable démocratie pourra s'épanouir.

D'où la nécessité impérative de rompre toutes relations avec le capital et ses représentants, ses institutions politiques nationales, européennes ou internationales, de mener une guerre impitoyable contre toutes les formes d'opportunisme qui

se traduisent par des compromis avec notre ennemi et ses valets, les appareils des syndicats, le PS et ses satellites inféodés au capital.

Gare à ceux qui n'auraient pas suivi l'évolution du capitalisme mondial ou voudraient nous tromper plus longtemps et qui seraient tentés comme hier encore de mettre de l'eau dans le vin du capital pour le rendre plus supportable, car désormais ce vin est devenu un puissant acide qui au contact de l'eau leur explosera à la figure, les pulvérisera.

Je vais vous dire un truc, quand on a connu la pauvreté, la misère même, le chômage, qu'on a vécu toutes sortes de frustrations et d'humiliations au cours de sa vie ou au travail, au milieu des années 70 j'ai même testé la soupe populaire à l'angle de la rue Richelieu à Paris; dans une immense salle au 1er étage je m'en souviens encore, une autre fois je suis resté trois jours sans manger bien que je travaillais, quand on a accepté n'importe quel emploi à n'importe quel salaire pour tout juste survivre, notamment balayeur dans une entreprise du bas de Rueil, on ne peut éprouver que le plus profond rejet des institutions, de leur société, et je suis absolument certain que c'est la conviction qui habite des millions de travailleurs qui connaissent aujourd'hui la même situation ou pire encore.

Quand on a cet état d'esprit, je peux vous dire que tout ce qui pourrait améliorer notre vie quotidienne nous semble aléatoire, artificiel, illusoire, tellement insuffisant tant notre souffrance est grande et permanente. On a tellement l'impression d'être totalement impuissant face au sort qui nous est réservé, à cette terrible injustice, qu'on se sent étranger à toutes les couches d'exploités qui s'en tirent mieux que nous et que les syndicats et les partis ouvriers mettent tout le temps en avant ou dont ils se préoccupent, alors que notre propre sort ne les intéresse pas du tout. Rien que voir leurs dirigeants à la télé vous donne la nausée, les entendre parler de négociations, d'augmentations de salaire ou d'élections vous met littéralement en rage, vous ne pouvez pas vous empêcher de penser qu'ils se moquent de vous, qu'ils sont finalement tous complices, tous vendus, corrompus par le système qui vous pourrit la vie et les engraisse, à côté les représentants du parti de l'ordre semblent presque plus honnêtes, au moins ils affichent la couleur et on sait à quoi s'en tenir.

Les syndicats et les partis dits ouvriers, y compris le POI, le NPA et LO, ne représentent pas la classe ouvrière, ils ne représentent que l'aristocratie ouvrière, les couches privilégiées de la classe ouvrière, les couches moyennes, les fonctionnaires qui bénéficient de la garantie de l'emploi, les intellectuels à la bonne conscience, les petits bourgeois en général attachés à leurs avantages et qui se foutent bien du reste.

Je suis d'autant bien placé pour tenir ce discours, que lorsque j'ai cessé de militer en 1981, au cours des années suivantes avec mon ex-compagne nous disposions d'un tel niveau de vie, qu'à aucun moment nous avons éprouvé le besoin de participer à une action politique, pas une manifestation, pas une réunion, pas un meeting, pas même la lecture d'un journal traitant de politique, alors que nous étions auparavant des activistes forcenés qui militions 24h/24. Par contre nous étions tous les deux syndiqués et représentants du personnel.

Avant-hier je me suis fait cette réflexion : si nous ne nous étions pas séparés, aujourd'hui nous disposerions d'un revenu confortable d'environ 5 000 euros net par mois (13e et 14 mois inclus), pour des charges fixes d'environ 2 000 euros mensuelles, il nous resterait 3 000 euros pour vivre à l'aise, nous vivrions en HLM (3 pièces, 75m²), nous aurions chacun une mutuelle qui nous rembourserait à 100%, nous bénéficierions tous les deux de la garantie d'emploi, de la générosité de nos comités d'entreprise, location d'un studio à la montagne pour une bouchée de pain, un voyage au bout du monde à un prix imbattable une fois tous les trois ans et j'en passe, j'aurais une voiture de fonction (2 places) que je pourrais utiliser toute l'année y compris pendant les vacances, en cumulant nos mandats, on bosserait à trois quart ou quart temps en ce qui me concernerait, et la cerise sur le gâteau, avec l'ancienneté on aurait aujourd'hui une sixième semaine de congés payés, elle ne serait pas belle la vie ! C'est évidemment ce que se disent tous ceux qui sont aujourd'hui dans cette situation qui n'a rien d'extraordinaire. Ils seront tentés de se laisser vivre, si vous avez cru qu'ils descendraient dans la rue l'automne dernier pour défendre leurs retraites, vous vous êtes mis le doigt dans l'oeil. Mais dites-moi, à 1 000 ou 1 500 euros près en moins, c'est la situation dans laquelle se trouvent tous les couples ou ménages de notre âge qui cumulent deux salaires et qui ne vivent pas au-dessus de leurs moyens, non ?

Restos, bonne bouffe et bons vins, fringues de luxe, meubles de style, week-end à la campagne, sports d'hiver, vacances d'été exotiques au soleil, la routine quoi, et surtout pas un centime de dette et des dizaines de milliers d'euros d'économie placés et qui vous rapportent, on ne sait jamais... La retraite, on se la paie, et puis on va hériter de la maison des parents en Bretagne, de leur compte en banque qui doit dépasser les 100 000 euros, pourquoi se casser la tête, on la prendra le plus tôt possible, on revendique parce qu'on ne veut pas régresser socialement, et puis il faut bien justifier nos mandats, c'est plus un réflexe comparable à l'instinct de survie que le produit d'une prise de conscience, une fois pour toute on sait que le monde est pourri et qu'on ne pourra pas le changer, on s'est fait une raison, on a déjà donné...

C'est terrible d'avoir cet état d'esprit-là, n'est-ce pas ? Il n'a rien à envier à celui des bureaucrates ou des dirigeants qui n'auront finalement bossé que quelques années au cours de leur vie, les permanents planqués dans les organismes sociaux ou les comités d'entreprise. N'allez pas croire que j'aurais soudain l'impression d'être passé à côté de quelque chose, surtout que la vie que je mène en Inde depuis 1996 n'a rien du bague, je ne me plains pas, je n'en ai pas le droit, disons que contrairement à beaucoup de gens qui ont fait une croix sur leur passé, je n'en ai pas perdu une miette, c'est même une source d'inspiration politique inépuisable. J'ai commis beaucoup d'erreurs dans ma vie et j'essaie d'en tirer des enseignements au lieu de les nier ou les minimiser.

Quand on a connu tout cela et qu'on sait à quoi on a échappé, la routine est mortelle, qu'on a bossé dans plus de 45 boîtes, qu'on a été viré à de multiples reprises pour ses idées, qu'on a fini par s'exiler pour ne pas finir dans la rue, on ne peut pas porter le même regard sur la société et le monde, sur la lutte des classes et le mouvement ouvrier, que quelqu'un installé à son bureau et qui a passé sa vie à attendre la retraite ou pour qui la misère du monde ou la précarité n'a finalement été qu'un concept, la lutte de classe un moyen accessoire de briser cette routine sans trop se soucier du résultat.

Pourquoi par millions les travailleurs ont désertés les syndicats et les partis pour se rabattre sur des associations ? Pourquoi ce sont ces associations qui sont chargées de prendre en charge les plus malheureux, les plus démunis parmi les nôtres ? Pourquoi portent-ils un regard si négatif sur les syndicats et les partis en général ? Pourquoi n'avons-nous pas été foutus de construire un parti révolutionnaire digne de ce nom en un demi-siècle ? Pourquoi l'avant-garde est-elle éparpillée ou atomisée dans une nuée de formations politiques ? Pourquoi aujourd'hui n'existe-t-il aucune issue politique au capitalisme ? Pourquoi aucun parti n'aborde-t-il pas ouvertement ces questions ? Parce que la responsabilité de leurs dirigeants pourraient se trouver mise en cause ?

Au cours de la seconde moitié du XXe siècle, les rapports entre les classes et à l'intérieur des classes, entre la classe ouvrière et les appareils, la conception de la lutte de classe telle que l'ont défini et mis en oeuvre nos dirigeants ainsi que leur interprétation du monde, n'ont jamais été orientés de telle sorte qu'ils auraient pu permettre aux couches les plus déterminées du prolétariat de rompre avec le capital et les institutions, de s'organiser et contruire le parti. C'est ce constat d'échec qu'il faut analyser au plus vite pour corriger le tir, s'il n'est pas déjà trop tard.

Politique

1- France

1.1- Ah le bon vieux temps des dictateurs !

Gérard Longuet ne cèdera pas. Mis en cause pour un séjour en Tunisie tout frais payés par le régime de Ben Ali en 2006, le ministre de la Défense a exclu ce mardi toute démission, se disant toutefois prêt à rembourser. L'information a été révélée par le magazine Les Inrockuptibles et confirmée à l'AFP par un responsable de l'Office national du tourisme tunisien (ONTT). (20minutes. fr 31.05)

1.2- Décomposition politique. Populisme et infantilisme.

Daniel Cohn-Bendit, dont la motion n'a recueilli que 27% des voix (contre 50% pour celle de Cécile Duflot), a décidé de ne pas participer au congrès d'Europe Ecologie-Les Verts à La Rochelle ce week-end. (Rue89 31.05)

Commentaire d'un internaute :

- "Cohn-Bendit, pense que de nombreux services publics comme celui de l'énergie doivent être privatisés. Il est très à l'aise avec les patrons de la finance et autres industriels qui le trouvent gentil garçon. Danny prône une «croissance verte», et une «écologie de marché», normal, dans ses déclarations on apprend qu'il est pour le capitalisme avec tout ce qui va avec, du travail le dimanche aux délocalisations."

2- Espagne

Interview de Daniel Innerarity, professeur de philosophie politique et sociale à l'Université de Saragosse, extraits :

Quel est l'avenir du mouvement?

Le mouvement aborde un virage décisif. Lorsqu'on discute autour d'idées générales et de lieux communs, il n'y a pas de compromis à trouver ni de négociations à mener. Tout le monde est d'accord. C'est ce que faisait jusqu'alors le mouvement des Indignés. Maintenant, ils doivent concrétiser leur opposition, et envisager des solutions concrètes. C'est à ce moment-là que des divisions peuvent apparaître. Le mouvement a besoin aujourd'hui d'une organisation, d'une structure semblable à celle d'un parti politique. Le mouvement est face à un dilemme. Soit il reste en dehors du système politique et il se conforte dans les belles paroles sans être efficace, ou alors il rentre dans le jeu politique. Si les Indignés choisissent cette solution, ils devront alors prendre des positions et avancer vers une certaine efficacité par la compromission.

Le mouvement a-t-il un avenir en dehors du système politique?

Malheureusement je ne crois pas. Il faut que le mouvement trouve un moyen d'entrer dans le système politique et de le renouveler.

En restant en marge de la politique, la critique est trop théorique, trop généralisée, et elle devient inefficace. Elle est alors instrumentalisée par les partis d'opposition et sert à stabiliser le fonctionnement du système. En cela, si l'Indignation reste en marge de la politique et de ses décisions, elle ne permet pas le changement auquel elle aspire et devient une posture conservatrice.

Cette situation est-elle différente en France?

Le mouvement des Indignés aurait plus de chance d'intégrer la sphère politique en France. Ainsi, son influence en serait plus grande.

Le système politique espagnol, composé de deux grands partis, est plus rigide qu'en France. Il est imperméable. Les deux partis nationaux espagnols (PSOE à gauche et PP à droite) représentent 80% des voix. Intégrer le système politique français, est plus facile car il est plus diversifié. Les Indignés pourraient trouver des alliés et faire entendre leur voix. D'ailleurs, l'une des propositions intéressantes du mouvement espagnol est d'améliorer la représentativité des petits partis. Mais les deux partis traditionnels n'ont pas intérêt à modifier ces règles électorales. (lexpress.fr 31.05)

3- Yémen

De violents combats ont repris, mardi 31 mai, dans le nord de Sanaa autour de la résidence du plus puissant chef tribal yéménite, le cheikh Sadek Al-Ahmar. Des tirs de mortier ont d'abord été entendus, suivis par des échanges de tirs. Les combats se sont concentrés autour du quartier général de la police militaire, dans l'avenue de la Ligue-Arabe, et autour de la résidence du cheikh Ahmar. Selon des sources médicales, sept personnes auraient été tuées.

D'autres heurts se sont déroulés près du siège de l'agence officielle d'information SABA. Les autorités ont accusé Sadek Al-Ahmar d'avoir rompu la trêve qu'il avait annoncée vendredi après trois jours d'affrontements, qui avaient fait soixante-huit morts. Le site Internet du ministère de la défense, 26sep.net, a affirmé que les hommes du chef de la tribu Hached ont pris le contrôle du siège du Congrès populaire général (CPG, parti du président Ali Abdallah Saleh) et de celui de la compagnie des eaux.

Des sources proches de Sadek Al-Ahmar ont accusé au contraire les autorités d'avoir repris les tirs sur sa résidence. Des témoins ont indiqué qu'une colonne de fumée noire s'élevait de la résidence du chef tribal. Aucune indication n'a pu être obtenue pour le moment sur d'éventuels morts ou blessés dans ces nouveaux combats.

De violents affrontements touchent également la ville de Taëz. Selon le Haut Commissariat de l'ONU aux droits de l'homme, plus de cinquante personnes y sont mortes depuis dimanche, "*tuées par l'armée yéménite, la garde républicaine et d'autres éléments affiliés au gouvernement*". (lemonde.fr 31.05)

Social

France

Malgré un appel lancé par tous leurs syndicats, la mobilisation des fonctionnaires contre le gel des salaires, mardi, n'aura été que symbolique. Le gouvernement a comptabilisé environ 5% de grévistes et les rassemblements et manifestations organisés un peu partout en France ont rassemblé peu de monde.

A Paris, plusieurs centaines de fonctionnaires (750 selon la police) se sont rassemblés à la mi-journée devant leur ministère de tutelle avant un défilé dans le calme jusqu'à la place de la Bastille. La mobilisation a été similaire un peu partout en France, selon des sources syndicales.

Certaines organisations (FSU, CGT et Solidaires) avaient déposé des préavis de grève chacune de leur côté, mais aucun appel national unitaire à cesser le travail n'avait été lancé. Le ministre du Budget et de la Fonction publique François Baroin a rejeté la demande de négociations sur le point d'indice -qui sert de base de calcul au salaire des fonctionnaires- formulée par les huit fédérations à l'origine de cette journée. Assurant vouloir maintenir le "*dialogue*" avec les syndicats, il a notamment promis la semaine dernière de poursuivre la discussion, "*mais pas sur le point d'indice*".

Avec cette mobilisation, les fédérations de fonctionnaires CFDT, CFTC, CGC, CGT, FO, FSU, Solidaires et UNSA entendaient condamner "*la politique d'austérité salariale menée par le gouvernement à l'égard des agents publics*", alors que les salaires dans la Fonction publique seront gelés en 2012 pour la deuxième année consécutive. (AP 31.05)

Economie

Grèce

La Grèce s'est entendue avec l'Union européenne, le FMI et la BCE sur une baisse de la TVA, a déclaré mardi une source de la coalition au pouvoir en Allemagne, décision visant à rallier l'opposition grecque et à éviter un défaut de paiement.

Le quotidien financier grec Imerissia écrit que la troïka autorise la Grèce à abaisser le taux plafond de TVA de 23% à 20% et le taux plancher de 13% à 10%.

L'opposition n'a pas tardé à réagir. L'un de ses responsables a dit mardi à Reuters que la baisse de la TVA serait bienvenue mais ne suffirait pas à relancer l'économie et à assurer au gouvernement la bienveillance de ses adversaires politiques.

"La baisse de l'impôt sur le revenu et de l'impôt sur les sociétés que nous proposons aurait davantage de répercussions, coûterait moins et n'aurait pas d'impact immédiat sur le cash flow", a expliqué un responsable du parti Nouvelle Démocratie. (Reuters 31.05)

Haut de page ↗

Le 2 juin

La vocation du parti et du militant, sa raison d'être, son devoir, sa mission, son objectif numéro 1 sans lequel les autres ne seraient que dilettantisme, aventurisme ou gauchisme, c'est d'aider par tous les moyens possibles à sa disposition la conscience de classe des travailleurs à progresser, pour finalement au cours de la révolution être capable de s'élever au niveau du programme du socialisme pour vaincre son ennemi et s'emparer du pouvoir.

Le principal obstacle à la mobilisation révolutionnaires des masses exploitées réside dans leur subordination au capitalisme et aux institutions. Donc notre objectif est de tout faire pour les aider à rompre avec le capitalisme et ses institutions politiques, à se défaire de leurs illusions qui sont le produit de leur ignorance du fonctionnement de la société.

La question est ensuite de savoir si on doit se transformer en porte-parole de ces illusions en les reprenant à notre compte comme si elles traduisaient la réalité sous prétexte que c'est ainsi que les masses se la représente (à travers le prisme déformant de leurs illusions), ou se refuser à leur présenter la réalité sous cet angle et se situer exclusivement sur le terrain conscient de la lutte des classes.

Ces illusions traduisent la difficulté ou l'impossibilité de se situer sur un terrain politique correspondant effectivement à leurs intérêts de classe, ainsi elles traduisent la confusion entretenue notamment par la propagande gouvernementale et patronale, selon laquelle l'ensemble des classes sociales aurait finalement les mêmes intérêts ou des intérêts communs supérieurs aux intérêts spécifiques de chaque classe, de manière à ce que la classe exploitée reprenne à son compte les intérêts de la classe dominante ou s'incline devant. Ces illusions traduisent un état de soumission (éducation, habitude, inertie de l'histoire...) envers la classe des capitalistes et ses institutions politiques.

Dès lors, doit-on ou peut-on employer dans nos discours écrits ou oraux le même langage, la même terminologie, les mêmes formules utilisées par les représentants des capitalistes qui ne servent qu'à tromper les travailleurs et les tenir solidement enchaînés au capitalisme ? Ne serait-ce pas contradictoire et antinomique avec l'objectif que nous nous sommes fixés ?

S'agirait-il que d'un compromis linguistique, les mots et la syntaxe perdraient leur signification, ce qui est bien sûr un argument insoutenable. Prenons un exemple.

On nous dit que le pays n'est pas à vendre, que l'Etat brade le patrimoine ou encore que les patrons délocalisent à tour de bras, quelle horreur ! En réalité voilà un affreux constat, qui formulé de la sorte, partageront les nationalistes de tous poils, y compris les plus réactionnaires d'entre eux, les social-nationalistes du FN, les partisans du capitalisme d'Etat parmi lesquels les républicains bourgeois, y compris les monarchistes, enfin les champions en titre du produisons français, les staliniens.

Mais le pays il appartient à qui, le patrimoine il appartient à qui, les entreprises ils appartiennent à qui, pas aux travailleurs à ce qu'on sache, eux ils ne sont propriétaires que de leur force de travail, or on emploie un langage qui perpétue l'illusion que les travailleurs bénéficieraient d'un statut égal à celui des patrons, des riches actionnaires, des châtelains et autres collectionneurs d'art.

"Le consensus est l'ennemi de la démocratie" lit-on dans la lettre adoptée par le IIIe congrès du POI, très bien, mais dans ce cas-là toutes les formes de consensus avec l'ennemi sous quelque masque qu'il revêt sont les ennemis de la démocratie, y compris

dans le langage que l'on emploie pour traduire la place qu'occupe chaque classe dans la société, laissons de côté ici les consensus qui peuvent exister entre les appareils des partis ouvriers avec ceux des syndicats, laissons de côté la participation des partis ouvriers aux institutions et autres organismes qui en sont issus au côté du parti de l'ordre et qui consiste à légitimer en coeur ces institutions...

Le consensus entre les classes est avant tout l'ennemi de la révolution prolétarienne et socialiste. Il n'a pas seulement un contenu réactionnaire, il s'inscrit dans une perspective contre-révolutionnaire. Le consensus traduit l'illusion que l'ensemble des classes sociales en présence auraient les mêmes intérêts, c'est une supercherie. Le consensus entretient cette confusion, l'alimente.

On ne peut pas adhérer à cette formule "*Le consensus est l'ennemi de la démocratie*", car elle sous-entend que ce consensus n'a pas toujours existé et que par conséquent hier encore existait dans ce pays une démocratie avec laquelle on pouvait s'accommoder, or hier comme aujourd'hui cette démocratie n'a pas changé de nature sociale, ce qui a changé en revanche, c'est que sa véritable nature de classe apparaît plus clairement, s'exprime plus violemment, ce dont on devrait se féliciter car du coup il va devenir plus facile d'en prendre conscience et de l'opposer à la démocratie ouvrière, de la dénoncer pour ce qu'elle est vraiment et la combattre plus efficacement.

Pire encore, cette formule tend à masquer le fait ou à nier qu'il a toujours existé un consensus entre l'ensemble des partis institutionnels dits de droite ou de gauche, consensus sur le fond et c'est bien ce qui nous intéresse pour aider la conscience de classe du prolétariat à progresser, à rompre avec tous ces partis pour se tourner vers le ou les partis ouvriers combattant pour le socialisme, l'objectif prioritaire demeurant la construction du parti à ce stade.

Le défaut de cette formule, c'est qu'elle est trop approximative lorsqu'elle s'adresse à des travailleurs ou des militants qui n'ont pas un niveau politique suffisant pour l'interpréter correctement. Le capitalisme au stade suprême de l'impérialisme, dans sa phase descendante, en décomposition, n'est-il pas l'ennemi de la démocratie, ne l'a-t-il pas toujours été dès lors qu'il avait pris conscience de la puissance de la classe ouvrière, sa négation, encore faut-il se demander laquelle, pour qui, pour comprendre de quelle démocratie on parle, pour ne pas parler de la démocratie telle que la conçoit la bourgeoisie, Lénine fustigeait violemment ceux qui en appelaient à la démocratie en général.

A l'adresse des militants aguerris, on pourrait dire que la démocratie est incompatible avec le pouvoir absolu de l'aristocratie financière, pour laquelle la soif insatiable de profit nécessite la liquidation de tous nos droits ou acquis sociaux et politiques, dont les syndicats et les partis ouvriers, leur soumission totale à l'ordre établi, un consensus avec la Bourse, leur intégration au sein des institutions, processus largement entamé depuis 1945. Attention, soumission qui n'a jamais pu empêcher la lutte des classes de continuer d'exister, voir les Etats policiers qui existaient en Allemagne et en Russie à la fin du XIXe siècle par exemple.

L'ennemi de la démocratie n'est pas en soi le consensus des syndicats et du PS ainsi que ses satellites avec le parti de l'ordre, ce sont les lieutenants du capital qui dirigent les syndicats, les soi-disant partis ouvriers inféodés à l'ennemi de la classe ouvrière, le capital, qui en sont les mettre d'oeuvre, prétendre autre chose signifierait que ces dirigeants syndicaux pourris et ces partis pourraient un jour défendre les intérêts fondamentaux du prolétariat, qu'ils pourraient rompre avec le capitalisme, alors que cela ne se produira jamais (voir le Programme de transition), une illusion criminelle que nous refusons de colporter auprès des travailleurs et des militants.

Les dirigeants du POI ne peuvent pas partager cette analyse, parce qu'à travers le front unique ils s'emploient à entretenir cette illusion, le front unique qu'ils appellent de leur vœu ne fait que la traduire, la perpétuer depuis 70 ans avec le succès que l'on sait.

Jamais aucun gouvernement, aucune Assemblée constituante issue de la "*mobilisation de millions de travailleurs*" majoritairement composé de représentants de ces partis, dont l'existence repose uniquement sur le régime en place, ne rompra avec le capitalisme et les institutions, ne prendra "*les mesures d'urgence et de sauvegarde du peuple et de la démocratie*" contrairement à ce qu'affirme le POI. Comment un tel gouvernement, une telle Assemblée constituante pourrait-elle seulement voir le jour et incarner un autre pouvoir que celui de la classe dominante toujours au pouvoir à défaut de l'avoir préalablement mâtée, réprimée, écrasée militairement, vaincue définitivement ? Qu'on nous fournisse un seul exemple tiré du passé qui prouve le contraire de ce que nous avançons ici.

Nous ne sommes pas bornés et nous sommes prêts à étudier sérieusement et sans a priori les arguments sur lesquels reposent les perspectives politiques qu'on nous propose, encore faut-il que ces arguments existent et qu'ils ne sortent pas de l'imagination de leurs auteurs, qu'ils ne posent pas davantage de questions qu'ils n'en résolvent ou les laissent sans réponse.

Le POI pose correctement la question des déficits publics, mais son argumentaire est incomplet.

Jusqu'à présent les impôts directs et indirects que nous payions servaient à financer l'école publique, les hôpitaux, etc, disons les budgets sociaux de l'Etat, notamment mais pas seulement. En quelque sorte cet argent que nous versions à l'Etat provenait de

nos salaires, il correspondait à la part de la plus-value engendrée par notre travail que nous reversions à l'Etat en échange d'un service qui prenait la forme d'une classe, d'un lit d'hôpital, d'une route ou d'une ligne électrique par exemple, l'Etat en était le dépositaire mais il nous appartenait, il nous était rendu en partie sous forme de services qui pour cette raison nous n'avions pas à payer ou plus exactement, que nous n'avions pas à payer au prix fort, l'école était gratuite, le droit à la santé était garantie pour tous, de même que le prix de l'électricité, du gaz, de l'eau et du téléphone, etc. était le même pour tous...

Ces services étant le monopole de l'Etat, ils n'étaient pas assujettis aux lois de la concurrence et de la spéculation qui existaient dans le secteur privé, le marché n'ayant pas de prise sur ce secteur des services, c'était la notion de service qui l'emportait sur celle de la recherche du profit maximum, et de fait que l'on soit riche ou pauvre, qu'on ait contribué dans des proportions minimales ou importantes au budget de l'Etat, peu importait, nous avions tous droit à la même qualité de service, aux mêmes droits, pour ainsi dire l'inégalité des salaires était en partie compensée par cette redistribution des richesses sous forme de services ou droits sociaux.

Voilà ce à quoi l'aristocratie financière a décidé de mettre fin, estimant qu'il était anormal qu'un service ne soit pas réglée à sa valeur réelle par une partie de la population, la moins bien nantis et la plus nombreuse de la société, tandis que les privilégiés réglaient cette part à sa place, elle a estimé que cette injustice envers les plus riches devaient cesser et que le meilleur moyen pour y remédier serait de privatiser petit à petit tous ces services, et en attendant, à la fois d'en augmenter toujours le coût et de détourner l'argent que l'Etat y consacrait chaque année pour les mettre littéralement en faillite, d'où le recours au marché pour les financer, autrement dit créer un déficit en augmentation constant une fois les patrons ayant bénéficié de baisses d'impôts, et d'exonérations de cotisations sociales pour ce qui est des comptes des organismes sociaux conduit artificiellement cette fois à la banqueroute.

Ce que je voulais expliquer par là, c'est que la partie de notre salaire que nous versions jusqu'à présent à l'Etat et dont une partie nous revenait sous forme de services, ne devait plus servir qu'à financer les missions régaliennes de l'Etat, son appareil bureaucratique, judiciaire et policier, et que tout le reste devait être livré à la rapacité des marchés.

Hier encore, on percevait un salaire, puis on reversait une partie de notre salaire à l'Etat qui nous en rendait une partie sous forme de services, d'écoles, d'hôpitaux, etc, donc à ce qui nous restait une fois déduit les impôts directs et indirects (dont la TVA) que nous payions, l'ensemble constituait la part de la plus value total que nous avions perçue en échange de notre travail, je simplifie ici pour faire bref, aujourd'hui, de cet ensemble il faut déduire la part qui ne nous revient plus sous la forme de services puisque nos impôts ne couvrent plus ces services, pour se faire soigner il faut payer une franchise médicale, les frais d'hospitalisation sont de plus en plus à la charge du patient de même que ses médicaments qui ne sont plus remboursés, les frais d'inscription à l'université ne cessent d'augmenter tout comme le prix de l'électricité ou du gaz, etc. bref, nos impôts qui couvraient en grande partie nos dépenses correspondant à des services ne les couvrent plus, non seulement cet argent est détourné de sa raison d'être par l'Etat, mais il faut déboursier toujours plus pour satisfaire nos besoins élémentaires, la société est de plus en plus inégalitaire, pire, elle est ouvertement basée sur cette inégalité de traitement entre les riches et les plus pauvres. L'Etat perçoit toujours l'impôt qu'il redistribue généreusement aux banquiers et aux capitalistes ou qu'il gaspille pour assurer son train de vie de monarchie républicaine dégénérée.

En fait, l'évolution du capitalisme des dernières décennies n'a pas seulement mis en concurrence les travailleurs du monde entier dont les revenus s'étaient sur une échelle allant de 1 à 100, tandis qu'un ouvrier chinois ou bangladaise perçoit un salaire mensuel compris entre 50 et 100 euros pour 48 h de travail hebdomadaire, son équivalent en France perçoit un salaire d'environ 1000 ou 1500 euros cotisations sociales (ouvrières) incluses pour 35h de travail hebdomadaire, je n'ai pas inclus ici les cotisations sociales dites patronales puisque les patrons en sont exonérés, il a mis en concurrence également tous les services auxquels ils pouvaient prétendre de la part de l'Etat et qui s'étaient sur une échelle équivalente à celle des salaires, par exemple le coût de la prise en charge d'un collégien sera infime en Chine ou en Inde par rapport à ce qu'il est en France, cela vaut aussi pour le prix de l'eau, des transports en commun par exemple, il faut ajouter à cela les exonérations de cotisations sociales dont bénéficie le patron et que prend en charge l'Etat français et qui n'existe pas en Chine.

En résumé, ce n'est pas seulement le prix de la force de travail qui a été mis en concurrence à l'échelle mondiale tel qu'on le perçoit à travers sa feuille de paie, mais le taux d'exploitation net tel qu'il ressort une fois pris en compte l'ensemble des facteurs qui le constituent une fois qu'on y a intégré la part que l'Etat redistribue à chaque travailleur sous forme de services. Il manque à cette analyse brouillon que je viens d'improviser, la différence au niveau des impôts payés en Chine et en France par la population que je ne connais pas. En Inde par exemple, je paie mensuellement 1,5 euro l'eau à volonté, et seulement 1,5 euro de taxe d'habitation par an, quant à la TVA je n'en sais rien, autour de moi personne n'en sait rien, je crois qu'elle est prélevée à la source et tourne autour de 20%, les transports en commun sont bon marché, une centaine de roupies pour aller de Pondichéry à Chennai, 2 000 en taxi.

Ce ne sont donc pas seulement les salaires qui sont écrasés en France ou en Europe, mais aussi l'ensemble des services qui correspondent à des besoins élémentaires, que demain les plus pauvres ne pourront même plus satisfaire.

Les déficits publics sont le produit de la mise en concurrence de la force de travail à l'échelle mondiale ainsi que la marchandisation de tous les besoins humains accentuant les inégalités entre les riches et les pauvres, conduisant à la paupérisation une masse toujours plus importante de la population qui ne peut être atténuée ou en partie masquée que par l'accentuation

de l'exploitation à laquelle vont être livrés tous les travailleurs. Affirmer que le capital nous a déclaré la guerre est un euphémisme.

Politique

1- Syrie

Les forces syriennes ont tué mardi 41 civils à Rastan, dans le centre du pays, au cours d'une opération de répression des manifestations en faveur de la démocratie, a déclaré mercredi à Reuters Razan Zaitouna, une avocate de la cause des droits de l'homme. (Reuters 01.06)

2- Yémen

Des explosions ont été entendues mercredi dans le nord de Sanaa, la capitale du Yémen où s'affrontent les groupes tribaux opposés au président Ali Abdallah Saleh et les troupes fidèles au pouvoir.

Des fusillades ont également eu lieu pendant la nuit près de l'aéroport de Sanaa, qui a brièvement été fermé la semaine dernière.

Quatorze soldats ont été tués, dit le ministère de la Défense sur son site internet. Au moins cinq autres personnes sont mortes dans les derniers combats, a-t-on appris de source médicale.

De même source, on ajoute que l'opposition dispose désormais de blindés, laissant à penser que l'armée a subi de nouvelles défections. (Reuters 01.06)

3- Libye

Le ministre libyen du Pétrole Choukri Ghanem a indiqué mercredi à Rome avoir "*quitté son pays*" pour rejoindre la rébellion et "*combattre pour un Etat démocratique*", selon l'agence italienne Ansa.

"*Dans la situation actuelle, on ne peut plus travailler, j'ai donc quitté mon pays et mon travail pour rejoindre le choix des jeunes Libyens de combattre pour un Etat démocratique*", a déclaré M. Ghanem. (libération.fr 01.06)

Social

La méthode Coué au secours de la collaboration de classes.

La 100ème Assemblée de l'organisation créée en 1919 (qui s'est réunie parfois plus qu'une fois par an depuis) doit être selon l'OIT "*historique*".

"*Plus de 90 ans après la naissance de l'organisation (...), nos valeurs et nos politiques sont toujours indispensables pour mettre en place un monde meilleur et plus juste*", explique M. Somavia dans un rapport réclamant "*une nouvelle ère de justice sociale*".

Pour cela, "*le moteur doit changer*", a-t-il martelé, estimant que le tripartisme de l'OIT, composé de représentants des gouvernements, employeurs et travailleurs, "*est à même de faire intervenir le changement*".

Elle marque de fait une nouvelle légitimité de l'organisation qui a retrouvé, avec la crise, une place au premier rang des institutions internationales, à commencer par le G20.

Cette nouvelle autorité est illustrée par le panel important d'invités de marque, parmi lesquels la chancelière allemande Angela Merkel et le Premier ministre russe Vladimir Poutine attendus les 14 et 15 juin. (AFP 01.06)

Où a-t-il vu un "*un monde meilleur et plus juste*" ? Sous l'égide de l'ONU dont l'OIT est issue ? De Merkel et Poutine, de l'heure de travail rémunérée 1 euro et du chef d'un Etat mafieux ? L'OIT intégrée au G20 et il faudrait en attendre quelque chose ? C'est une blague ou une provocation ?

Le tripartisme, c'est la collaboration de classes à laquelle s'adonnent quotidiennement les dirigeants syndicaux depuis plus d'un demi-siècle et que nous combattons. Que penser de ceux qui mettent en avant la rupture avec le capitalisme et ses institutions et qui soutiennent l'OIT, l'ONU ? Qu'ils ne sont plus à une contradiction près.

Economie

Grèce

Moody's a abaissé mercredi la note de la dette souveraine grecque de trois crans pour la ramener à un niveau extrêmement spéculatif (Caa1), jugeant qu'une restructuration était probable et prévenu que d'autres dégradations n'étaient pas à exclure. (Reuters 01.06)

[Haut de page ↗](#)

Le 3 juin

La crise, quelle crise, pour qui ?

(en France)

1- Près de 300 kilomètres de bouchons ce jeudi midi - 20minutes.fr

(au Portugal)

2- À 41 ans, mère d'un garçon de 7 ans, Veronica est sans emploi, comme son mari qui a dû fermer sa microentreprise. Criblé de dettes, le couple dispose pour tout revenu de 400 euros d'allocation chômage, pour 2500 euros de charges de remboursement ! Ils n'ont pas moins d'une dizaine de crédits sur les bras : immobilier, auto, personnel, cartes d'achat... sans compter le passif de l'entreprise, arriérés de sécurité sociale et d'impôt. Aujourd'hui, Veronica ne voit plus d'autre issue que de déclencher une procédure d'insolvabilité. *« Pour repartir à zéro, espère-t-elle. Tous nos biens seront confisqués, on sera sous tutelle d'un administrateur pendant cinq ans, mais ensuite finies les dettes, elles seront effacées. »*

Si Pedro recourt à Deco, c'est pour tenter de renégocier deux crédits : un prêt à la consommation de 8500 euros contracté auprès de Cofidis et une hypothèque de 15.000 euros à la Caisse centrale des dépôts qu'il n'a pu rembourser malgré la vente de sa maison en août 2010. *« J'espère obtenir un rééchelonnement, voire payer uniquement les intérêts, le temps de remonter la pente. »*

Les difficultés pour ce jeune professeur ont commencé après le licenciement de sa femme en 2009, puis en janvier il a perdu 200 euros sur son salaire, résultat des premières mesures d'austérité du gouvernement, si bien qu'aujourd'hui ses revenus n'excèdent pas 1500 euros, pour payer un loyer de 650 euros, les charges courantes et les études universitaires de ses deux enfants. *« On n'y arrive plus. On a bien demandé l'aide de la famille, mais c'est dur pour tout le monde »,* confesse le quadra. *« Pour la première fois de ma vie, je suis allé à la banque alimentaire. »*

Des exemples comme ceux de Pedro ou de Veronica, l'association en reçoit plus de vingt par jour, sans compter les nombreux courriers. Ils ont entre 30 et 45 ans, ils sont ingénieurs, professeurs, avocats, simples employés... un niveau d'études secondaires ou supérieures, un revenu moyen de 1500 euros, en moyenne cinq crédits à leur passif mais souvent bien plus. En 2010, Deco a reçu 17.372 demandes, soit deux fois plus qu'en 2008, dues pour beaucoup à une perte d'emploi.

En 2009, selon la Banque du Portugal, le taux d'endettement des ménages s'élevait à plus de 130 % de leur revenu disponible. Et, pour Natalia, c'est sûr, le problème va s'amplifier dans les prochains mois avec la récession et les mesures de restriction imposées par l'accord FMI-UE. *« Il y aura un effet cumulatif entre la suppression des abattements fiscaux, les coupes des aides sociales, les gels de salaires et pensions, la hausse des prix et des taux d'intérêt »,* détaille la responsable de la division du surendettement chez Deco. (lefigaro.fr 02.06)

Les ouvriéristes de service vont les plaindre, c'est dégueulasse ce qui leur arrive... C'est surtout très con quand on est professeur ! Moi je suis un ouvrier, mais je ne me suis jamais foutu dans une telle merde, franchement à ce niveau-là, il faut le chercher. Je n'ai jamais vécu au-dessus de mes moyens, je n'ai jamais voulu péter plus haut que mon cul bien que je ne sois pas très grand !

Je me souviens encore lorsque je vivais avec mon ex-épouse, nous avions deux salaires supérieurs au smic par 14 mois (elle était sténodactylo dans une caisse de retraite et j'étais technicien SAV en bureautique), tous les mois on était sollicité par la BNP pour nous endetter. On vivait très simplement et on évitait de gaspiller, on vivait confortablement mais sans superflu, plus fort encore, plus on dépensait et plus on économisait. Explication : pendant que mes collègues achetaient chaque année quatre à cinq paires de chaussures à 200 ou 300 francs la paire, donc dépensaient au bas mot 1000 francs par an, j'en achetais une seule en solde à 1500 francs (Baillly made in Suisse, genre Church, rue du Louvre à Paris) qui me ferait au minimum 10 ans, je les ai encore et elles sont impeccables, eux en 10 ans ils auront dépensé 10 000 balles en chaussures. Comme je n'avais qu'une seule

paire de chaussures pour aller travailler, je la faisais ressemeler le samedi matin et je la récupérais en fin de journée. Je n'en avais rien à foutre de porter toujours la même paire de chaussures, puisque j'étais bien dedans et qu'elles me plaisaient, après tout les chaussures c'est fait uniquement pour marcher, pas pour se mirer dedans ! Mes principes : confort et esthétique, ceux de mes collègues, quantité et esbroufe. Je suis un conservateur et je préfère la qualité à la quantité. Et puis je sais compter !

Idem pour les fringues, ils achetaient tous les mois des vestes et des pantalons histoire de frimer ou d'avoir l'air riche, moi j'avais acheté deux vestes et pas une de plus, Yves Saint-Laurent, j'ai oublié le prix, 2500 balles environ la veste. 5000 balles pour deux vestes, payées cash évidemment, toujours cash, cela peut paraître cher, mais sur 10 ans, cet investissement m'a coûté 41 francs par mois là où mes potes dépensaient 4 ou 5 fois plus avec des dettes sur le dos par dessus le marché et pas un rond en poche à la fin du mois. Ce n'est pas une question de savoir gérer son budget, c'est une question de mentalité, d'art de vivre et un peu d'intelligence.

J'avais le même salaire que mes collègues, leurs compagnes travaillaient également, tandis qu'ils étaient toujours dans la merde et couverts de dettes, avec ma compagne non seulement nous n'avions pas de dettes mais nous avions des dizaines de milliers de francs à la banque, et on ne se privait pas, resto deux fois par semaine, mais à 40 balles le menu dans une pizzeria de quartier, apéritif et vin compris, souvent le pousse café gratuit en supplément, pas la brasserie ou le resto gastronomique 3 ou 4 fois plus cher, les vacances en camping deux étoiles seulement ou dans des campings municipaux, etc.

Dans les années 70 jusqu'au début des années 80, nos salaires augmentaient tous les ans de 10 à 30% par le biais des augmentations générales ou de promotions, chaque fois que je changeais de boîte je m'arrangeais pour que mon salaire augmente, il n'y avait pas de chômage à l'époque. Notre secret, c'est que nous n'avons jamais changé nos habitudes parce que nous avons plus de fric pour vivre, nous avons continué de vivre modestement. Nous n'avons jamais acheté de caméscope ou de magnétoscope par exemple, nous n'avons jamais loué une cassette vidéo, et pour changer de téléviseur ou de réfrigérateur nous attendions qu'ils soient foutus, on recousait nos chaussettes au lieu de les jeter, mais quand notre fille s'est mise sérieusement au piano, on n'a pas hésité à acheter cash un piano Yamaha à 40 000 balles. Elle n'est pas belle la vie des couches moyennes, des petits bourgeois, franchement ?

En Inde je vis exactement de la même manière. J'économise tous les mois, et par exemple je ne mange plus de mouton parce que le prix est prohibitif, imaginez, 6 euros le kilo pour se voir servir 500 grammes d'os et de gras, je préfère manger du poulet trois fois moins cher que je cuisine moi-même et dont je me régale.

Le capitalisme c'est le miroir aux alouettes, un mirage qui nourrit la cupidité.

Pour revenir à l'extrait de l'article du figaro.fr, ces travailleurs sont enchaînés plus que jamais au capitalisme, au-delà même de ce que les capitalistes avaient rêvés eux-mêmes. Par des moyens sournois et intéressés on les a poussés à s'endetter, entre nous, il n'a pas été nécessaire de beaucoup les y pousser. Un ignorant aura l'esprit médiocre d'un comptable sans idéal, qui parce qu'il passe son temps à additionner des pertes ou des profits croit sans cesse s'enrichir. Acquérir sans cesse des biens matériels nouveaux, les renouveler pour les modèles dernier cri, les accumuler sans forcément les utiliser, les stocker dans un coin puis les jeter encore en bon état serait une source de plaisir supérieure à tout autre, de pouvoir, une liberté qui donnerait un sens à notre vie. Cela fait surtout marcher la machine capitaliste et entretient l'esclavage salarié !

En fait une faiblesse récurrente, le témoignage d'un malaise, d'un complexe d'infériorité dans une société basée sur le superficiel, le clinquant, et qui flatte l'inconscience, toutes les tares de l'être humain tel que la société l'a façonné, ne sachant pas par quel bout exister, le pauvre bougre qui n'est pas forcément un crétin - ingénieurs, professeurs, avocats, il est écrit plus haut, va s'employer à serrer la corde qu'on lui a passé autour du cou jusqu'à s'étouffer lui-même, au lieu de la laisser suffisamment lâche pour se donner un peu d'air et rechercher son salut ailleurs, se donner un idéal plus élevé et trouver la force nécessaire pour se donner les moyens de l'atteindre, ce qui est impossible quand on est à l'agonie.

Le travailleur ignorant creuse ainsi sa propre tombe, n'ayant pas suffisamment souffert dans le passé apparemment, il en redemande et il va être servi au-delà de toute espérance, il s'emploie méthodiquement à se pourrir davantage l'existence tout en croyant bien faire, et si vous lui demandiez à quoi cela rime au bout du compte, il serait bien en peine de vous répondre, il n'est plus en l'état pour y réfléchir, il ne l'a jamais été et c'est bien son drame, le fin mot de cette tragédie.

A défaut de conscience pour nous guider dans l'existence, on singe les autres sans imaginer un instant qu'on n'est pas forcément exactement dans la même situation. Le prolétaire qui a cru accéder au même statut que le bourgeois a oublié qu'en dernière instance on ne prête qu'aux riches dans cette société, même aux riches endettés, mais pas au pauvre définitivement insolvable.

Je ne crois pas être parano ni différent de mes frères de classe, je me dis que lorsque l'on observe dans quel état sont la société et le monde, de quelle manière ils évoluent dangereusement, on se doit d'envisager l'avenir avec la plus extrême prudence, sans cesser de vivre pour autant entendons-nous bien, je ne prône pas l'ascétisme, on se doit de ne pas s'engager à l'aveuglette pour des années au point de risquer de mettre un jour en péril son existence et celle de sa famille, on doit savoir raison garder en toutes circonstances ce que le commun des travailleurs est malheureusement souvent incapables de penser ou de faire.

La vie nous prend souvent en traître ou plutôt leur société pourrie, alors que c'est quand on est encore jeune qu'il faut se donner un idéal, qu'il faut établir la liste des critères, des qualités, des principes qui nous semblent les plus importants dans la vie, la fougue de la jeunesse nous pousse à croire que tout est possible, alors que ce n'est pas le cas et on déchantera plus tard, bien plus tard sans comprendre comment on a pu se mettre dans une merde pareille, parce que depuis on a oublié le jour où on a mis le doigt dans cet engrenage infernal qui a fini par nous broyer littéralement.

Nos semblables sont suffisamment à plaindre pour ne pas avoir besoin de juger leur comportement, cela n'a jamais été notre propos d'ailleurs. On voudrait juste les aider à remettre les pendules à l'heure en leur signalant que l'heure du crépuscule du capitalisme responsable de tous leurs malheurs a sonné, et qu'il n'est pas encore trop tard pour rejoindre les rangs de ceux qui le combattent afin de précipiter sa chute finale et le plus tôt sera le mieux.

Inutile de se morfondre dans son coin, de chercher des coupables ici ou là, de s'accuser mutuellement, le seul responsable et coupable est le capitalisme, il faut trancher et extraire le mal à la racine qui gangrène toute la société, c'est une question salutaire pour tous les exploités, une question de salut public pour la civilisation humaine et l'humanité entière.

Ce genre de discours tranche avec celui qu'on a l'habitude d'entendre. Il s'adresse aux travailleurs sous un angle très personnel, mais il n'en demeure pas moins politique, bien plus politique en réalité que bien des discours politiques que les militants reprennent en boucle à l'adresse des travailleurs. Si j'employais le même discours que celui que vous trouverez dans la Tribune libre du site, j'aurais l'impression de répéter ce que d'autres ont fort bien dit, cela ne présenterait aucun intérêt. Non, volontairement j'emploie le discours de l'ouvrier qui pense tout haut tel qu'il perçoit la société.

Il y a d'autres sujets que j'aurais bien voulu aborder dans le site, mais je n'ose pas par crainte d'être incompris. Ce sont des sujets d'actualité dont les travailleurs parlent forcément, mais curieusement pas les militants qui ne savent pas par quel bout les aborder, du coup comme des crécelles ils entonnent leur refrain habituel qui fait un flop. Du coup la réaction a le champ libre pour propager tranquillement dans les masses ses saloperies. Je pense notamment aux déclarations du ministre de l'Intérieur qui emploie la même méthode que les dirigeants du FN pour monter les différentes couches d'exploités les unes contre les autres.

Les constats qu'ils dressent sont souvent justes, en revanche leurs conclusions sont insupportables, et comme on ne sait pas comment faire pour aborder ces questions sans prendre le risque d'être accusés d'aller sur leur terrain, on préfère nier leurs constats, on se retranche derrière un principe en guise d'analyse, mais le travailleur qui est au prise avec un problème soulevé par Guéant, lui il ne peut pas nier son existence, il ne peut pas se satisfaire de l'énoncé d'un principe, il veut qu'on lui propose une solution pour le résoudre, il va écouter de préférence ceux qui osent aborder de front ses problèmes et se détournera de ceux qui les fuient ou leur parlent d'autres choses.

Ainsi Guéant ou Le Pen apparaissent aux yeux des travailleurs comme des gens qui détiennent un certain pouvoir et qui peuvent régler leurs problèmes, alors que le militant leur apparaîtra comme quelqu'un d'impuissant qui pour cette raison leur parle de tout sauf des questions qui les intéressent, sous l'angle qu'ils ont choisi de les aborder, maladroitement certes, du coup votre argumentation aussi valable soit-elle tombera à côté de la plaque ou sonnera creux.

Quand Guéant dit par exemple "*on n'a pas besoin de maçons en France*", il a parfaitement raison, et nous ici en Inde on n'a pas besoin de "*spécialistes français*" pour nous montrer comment faire un trou dans le sol pour trouver de l'eau ! Il y a 5, 6 ou 7 millions de chômeurs en France, alors pourquoi des centaines de milliers d'offres d'emploi ne sont pas pourvus ? Si une entreprise cherche un maçon et n'en trouve pas, c'est normal qu'elle en fasse venir un de Tunisie, et si une entreprise tunisienne ne trouve pas un technicien en informatique, c'est normal qu'elle en fasse venir un de France, où est le problème ? La France manquerait de main d'oeuvre mais pas de chômeurs. Le problème ne serait-il pas là ?

Pourquoi tandis qu'il manque de médecins en France, ils en recrutent à l'étranger ? Parce que depuis des décennies par l'intermédiaire du *numerus clausus* ils ont limité le nombre de places au concours de recrutement des étudiants en médecine, pendant que la population augmentait, il manque maintenant de médecins en France. Vaut mieux qu'un médecin soit formé à l'étranger, sa formation n'aura rien coûté à l'Etat français, un autre aura payé à sa place ou l'étudiant lui-même selon le pays d'où il vient. Ce serait donc simplement un problème purement comptable, mesquin ? Exactement.

A quoi bon faire venir des étrangers qui se retrouveront au chômage et que l'Etat devra prendre en charge ensuite, donc la collectivité comme ils disent. Mais pourquoi viennent-ils, pourquoi quittent-ils leur pays, pourquoi étaient-ils déjà au chômage dans leur pays, dans leur pays n'y aurait-il pas par hasard des multinationales étrangères qui exploiteraient ses richesses, ceux qui sont à la tête du pays ne seraient-ils pas complices du régime corrompu qui sévit dans leur pays ? Chacun tente sa chance, essaie de s'en sortir comme il peut, c'est humain, naturel, ne sommes-nous pas tous dans la même situation à défaut de détenir le pouvoir de changer cette situation ? La vraie question ne serait-elle pas celle-ci : comment faire pour changer la société et le monde ?

La violence dans les banlieues ouvrières, la décomposition de pans entiers de la jeunesse voués à la misère, à la drogue ou à l'obscurantisme, sans autre avenir, ce n'est pas une fatalité, elle est à l'image de la violence de l'Etat et du régime capitaliste qui interdisent à l'ensemble des travailleurs de travailler et de pouvoir vivre décemment de leur travail, aux jeunes de pouvoir suivre les études de leur choix, d'apprendre un métier et de préparer un diplôme tout en recevant un vrai salaire et non une aumône.

Ils ont fabriqué des monstres pour mieux les jeter ensuite en pâture à la vindicte publique, pour après dénoncer leur refus ou leur incapacité à rentrer dans le rang. A qui la faute, à ces jeunes désœuvrés qu'ils ont pourris ou à l'Etat qui était responsable de leur avenir ? L'Etat a manqué à tous ses engagements envers ces jeunes, il a failli à ses responsabilités, c'est lui le véritable responsable et coupable de la situation actuelle, ce n'est pas à ces jeunes ou leurs parents qui ne disposent d'aucun pouvoir pour inverser la situation qu'il faut s'en prendre, mais à cette racaille cynique et infâme qui dirige le pays, qui possède les richesses.

On nous dit que chacun serait maître de son destin. Or c'est totalement faux dans une société qui n'a jamais connu un tel niveau d'inégalités et d'injustices. Et encore, pour s'en sortir il faut accepter de consentir d'énormes sacrifices, il faut adopter une mentalité individualiste et marcher sur la tête de son voisin qui est en concurrence avec nous. (A suivre)

Ceux qui se prénomment les indignés de Madrid à Athènes en passant par Paris, accusent les partis institutionnels, les partis de la Ile Internationale et leurs satellites qui en sont issus ainsi que les débris du stalinisme et les dirigeants syndicaux d'être corrompus par le capitalisme, et au même moment on nous demande de combattre pour réaliser l'unité avec eux, mais c'est vouloir sciemment tirer la conscience des masses en arrière.

Il faut leur répondre qu'ils ont parfaitement raison, qu'ils n'ont définitivement rien à attendre de ces partis qui défendent les intérêts des capitalistes contre ceux du prolétariat et sa jeunesse, pas davantage des institutions politiques du capital, des dirigeants syndicaux tout aussi corrompus qu'il faut chasser des syndicats, que leur avenir repose uniquement sur leur propre mobilisation révolutionnaire et leur capacité à se tourner vers les partis ouvriers qui ont inscrit dans leur programme et qui luttent quotidiennement pour la rupture avec le capitalisme et la liquidation de ses institutions politiques, pour la rupture avec le FMI, la BCE, l'UE.

A eux de voir quel parti incarne le mieux leurs intérêts fondamentaux, combattre à ses côtés ou le rejoindre, car seul un gouvernement dirigé par ce parti et issu de leur mobilisation sera à même de les guider pour vaincre le capitalisme, prendre le pouvoir et ensuite décider des mesures à mettre en oeuvre pour enfin pouvoir satisfaire leurs revendications sociales et leurs aspirations.

En France, seul le POI est engagé dans une voie proche de celle que nous préconisons (depuis des années) et que par conséquent nous soutenons, avec toutefois la réserve suivante : nous rejetons son appel à l'unité en direction des dirigeants des partis qui combattent la classe ouvrière au côté du parti de l'ordre, par contre nous soutenons son appel à constituer des comités d'action politique et nous appelons tous les militants à y participer.

La lutte engagée contre le gouvernement, les institutions, le FMI, la BCE et l'UE prendra à la prochaine étape la forme et le contenu de la lutte pour le pouvoir, voilà à quoi nous devons nous préparer et préparer les travailleurs.

Politique

1- Yémen

Les combats entre les forces fidèles au président Ali Abdallah Saleh et les groupes tribaux ralliés à l'opposition se sont poursuivis dans la nuit de mercredi à jeudi à Sanaa, portant le bilan des affrontements à 135 morts au moins en dix jours.

Le trafic à l'aéroport de Sanaa a été suspendu pendant plusieurs heures, avant de reprendre dans l'après-midi.

Les forces présidentielles et les combattants de la puissante fédération tribale Hached s'affrontent dans les rues à coups de mitrailleuses, de mortiers et de lance-grenades.

La capitale est divisée entre le nord contrôlé par les groupes tribaux ralliés à l'opposition et le sud tenu par les forces loyalistes.

Les habitants estiment que des dizaines de combattants ont probablement été tués dans les dernières batailles de rue pour le contrôle des bâtiments gouvernementaux et des bases utilisées par les ennemis de Saleh.

A Taëz, foyer de la contestation à 200 km au sud de Sanaa, les soldats yéménites ont effectué des tirs de sommation jeudi face à une foule de manifestants. (Reuters 02.06)

Syrie

La répression se poursuit en Syrie: les forces syriennes ont tué au moins 15 personnes jeudi dans la ville de Rastan (centre), selon les Comités de coordination locaux en Syrie, qui participent à l'organisation des manifestations.

On ne faisait pas état de nouvelles protestations jeudi à Rastan. Mais l'opposition syrienne a appelé à la tenue de nouvelles manifestations vendredi, jour de prière pour les musulmans, pour rendre hommage à la trentaine d'enfants tués dans les violences.

Les autorités syriennes ont libéré mercredi plusieurs centaines de prisonniers politiques et mis en place une commission en faveur d'un dialogue national, afin de tenter de mettre fin au mouvement de révolte en cours depuis dix semaines. Mais les concessions ont coïncidé avec des attaques meurtrières dans des localités considérées par Damas comme les foyers les plus menaçants de l'insurrection. (AP 02.06)

3- Burkina Faso

Des soldats se sont livrés à des pillages jeudi à Bobo-Dioulasso, la deuxième ville du Burkina-Faso, ont affirmé des témoins.

Des habitants de la ville ont brûlé des voitures et se sont également livrés à des pillages pour protester contre le comportement des militaires. Le gouverneur a décrété un couvre-feu de l'aube au coucher du soleil. (AP 02.06)

Economie

1- Grèce

La Grèce a accepté de prendre de nouvelles mesures d'austérité budgétaire pour 2011, représentant 6,4 milliards d'euros.

"Les mesures comprennent une baisse des exonérations d'impôts sur le revenu, la suppression d'autres exonérations et éventuellement une taxe sur les boissons et le gaz naturel", a déclaré jeudi à Reuters un haut fonctionnaire du gouvernement. (Reuters 02.06)

2- UE. Le Talon de fer.

L'Union européenne doit envisager de développer la centralisation de ses politiques économiques si elle ne parvient pas à juguler la crise de la dette dans la zone euro, a déclaré jeudi le président de la Banque centrale européenne Jean-Claude Trichet.

A l'occasion de la remise d'un prix pour sa contribution à l'unification européenne, Jean-Claude Trichet a avancé plusieurs idées comme la formation d'un ministère des Finances européen ou un droit de veto européen sur certaines décisions économiques nationales.

"Dans un premier temps, il est justifié de fournir une assistance financière dans le cadre d'un programme d'ajustement fort", a déclaré Jean-Claude Trichet. *"Mais si un pays n'y arrive toujours pas, je pense que tout le monde est d'accord pour dire que le deuxième stade doit être différent"*, a-t-il poursuivi.

"Irait-on trop loin si on envisageait, à ce deuxième stade, de confier aux autorités de la zone euro un droit de regard plus marqué et qui fasse autorité dans la définition des politiques économiques d'un pays, si celles-ci dévient dangereusement?"

Poursuivant son raisonnement, Trichet a dit: *"On pourrait imaginer que les autorités européennes aient un droit de veto sur certaines décisions de politique économique nationale. Cette attribution pourrait concerner en particulier certaines dépenses budgétaires majeures et des choix essentiels à la compétitivité du pays"*.

A plus long terme, Jean-Claude Trichet a suggéré la création d'un ministère central des Finances pour l'UE, dans la lignée du marché unique, de la monnaie unique et de la banque centrale européenne.

"Pas nécessairement un ministère des Finances chargé d'un important budget fédéral. Mais un ministère des Finances qui aurait des responsabilités directes dans au moins trois domaines".

"Premièrement, la surveillance des politiques budgétaires et de compétitivité. Deuxièmement, toutes les responsabilités typiques du pouvoir exécutif en ce qui concerne le secteur financier intégré de l'UE. Troisièmement, la représentation de la confédération européenne auprès des institutions financières internationales", a-t-il détaillé. (Reuters 02.06)

[Haut de page ↗](#)

Le 4 juin

A bien des égards Sarkozy et l'UMP font penser à Louis Bonaparte et la société du Dix décembre au gang du Fouquet's, le parti de la finance et de la Bourse, et l'élection de La Talonnette en 2007 a constitué une sorte de coup d'Etat à froid comparable à celui du 2 décembre 1851.

Lisez et relisez attentivement le *18 Brumaire de Louis Bonaparte* de Marx, vous constaterez peut-être comme moi que ces parallèles parmi bien d'autres sont en grande partie justifiés et riches en enseignements pour mieux comprendre la situation politique actuelle.

Dans un autre registre, personne n'est obligé de lire les articles du Réseau Voltaire, mais à la lecture par exemple des derniers articles mis en ligne sur les relations entre le Pakistan et les Etats-Unis ou encore avec la Chine, on est bien obligé d'admettre qu'une grande partie des analyses qui nous ont été proposées ont été confirmées par les faits et permettent de mieux comprendre comment se disposent les différents impérialistes et dans quelle perspective à l'échelle mondiale. Vous pouvez le vérifier sur le champ en lisant dans cette page les deux articles parus à quelques jours d'intervalle sur les dernières tensions entre la Chine et les Etats-Unis.

Il n'y aura que les indémodables dogmatiques ou des intellectuels bornés et sclérosés pour n'y voir que la théorie du complot et les rejeter en bloc, alors qu'on peut facilement identifier pas à pas en toile de fond la lutte des classes et la lutte que mènent les différents Etats pour le pouvoir à l'échelle mondiale. (spécialement à l'adresse du crétin qui continue de me harceler avec ces courriels débiles.)

On peut évidemment faire l'économie de la lecture de ces articles comme on peut se passer des enseignements du marxisme, mais dans ce cas-là on se demandera qu'est-ce qui nous resterait pour interpréter correctement le monde, sur quoi reposerait l'interprétation qu'on en fait, au-delà, pourquoi notre propre interprétation serait plus crédible que d'autres ou digne de confiance. Nous mettons en ligne ces articles qui regorgent d'informations, afin que chaque militant puisse s'en servir pour se forger sa propre opinion, c'est cela la démocratie.

Notez bien que certains dirigeants s'en servent allègrement sans toutefois les nommer, imaginez un instant que cela se sache... Du coup les militants un peu naïfs se disent : que nos dirigeants ont de grands yeux, que nos dirigeants ont de grandes oreilles, que nos dirigeants ont de gros cerveaux, comme ils en savent des choses, ben oui gros balot, les informations dont ils disposent ne sont pas tombées du ciel, et avant eux d'autres ont souvent déjà produit les mêmes analyses ou des analyses similaires, ils n'ont plus qu'à les reprendre à leur compte ou à en modifier la perspective pour qu'elles soient compatibles avec ce qu'on est en droit d'attendre d'un parti ouvrier et le tour est joué.

Souvenez-vous, Marx n'avait fait que mettre en lumière des facteurs et leurs rapports décrits auparavant par des économistes bourgeois en les situant dans une autre perspective, tandis que ces partisans du capital les avaient naturellement (aveuglement) interprétés en faveur de la classe à laquelle ils devaient leur statut dans la société... Marx a corrigé leurs erreurs parce qu'il était dépourvu d'a priori, mais il leur doit toutes les données sans lesquelles il n'aurait pu mener à terme son oeuvre génial, ce qu'il n'avait pas manqué de signaler lui-même. Ce rappel figure dans une des notes de la préface de 1885 d'Engels du *18 Brumaire de Louis Bonaparte*.

Marx était très modeste, son pouvoir reposait uniquement sur ses qualités et particulièrement sur sa faculté à analyser en profondeur n'importe quelle question, il n'avait pas besoin de recourir à des méthodes déloyales ou malhonnêtes pour que ses interlocuteurs soient convaincus de sa supériorité intellectuelle ou pour que sa théorie s'impose finalement.

Ne vous étonnez pas de trouver dans la rubrique *Social des Infos en bref* deux articles signés tf1.fr, ces infos étaient disponibles dans la News letter de Yahoo.com consacrée aux grèves et mouvements sociaux en cours.

Aveu : le pire c'est de mourir con ! Le terrible drame des nantis du vieux monde.

- Jean-François Kahn : "*Il faut admettre le droit à la connerie*" - LePost.fr - ven. 3 juin 2011

Un peut trop facile quand la connerie ne vous coûte rien, à l'opposé le plébéien la paie toujours comptant !

Non monsieur Kahn, car à votre niveau la connerie se nourrit exclusivement de la misère du monde dans laquelle vos amis le maintiennent ou l'ont plongé, et si vous en étiez une de ses victimes vous la condamneriez sans appel.

Cela dit, les intellectuels de votre trempe, qui demeurent incapables d'envisager le monde autrement que placé sous le joug de la barbarie capitaliste, une fois avancée la contrevérité selon laquelle l'exploitation de l'homme par l'homme aurait toujours existé, méritent bien qu'on les traite pour ce qu'ils sont : de cons !

Vous pensiez peut-être qu'en vous faisant juge et partie, vous éviteriez ainsi qu'on vous juge pour ce que vous êtes, c'est raté, vous auriez dû savoir que la misère humaine est sans pitié envers ses maîtres et leurs laquets dont vous faites partie.

En fait d'élévation intellectuelle, vous venez de faire la démonstration que parvenu au crépuscule de votre vie vous n'aurez aucun mal à retourner en enfance pour n'en être jamais réellement sorti, tout du moins dans ce domaine-là, et comme la vie est fort injuste ou plutôt votre société, vous n'aurez même pas à souffrir de cet atterrissage qui s'effectuera tout en douceur. Et une, deux ou trois marches plus bas, vous serez arrivé à votre destination finale, votre point de départ en somme que vous n'avez jamais vraiment quitté. On ne vous envie pas monsieur Kahn. En guise d'adieu, on ne vous salue pas et sachez qu'on vous méprise bien bas.

Parole d'internaute

- "Elle est tragique, la France des assistés : Liliane Bettencourt, dans le besoin a dû être secourue par une aide de 30MEUR de l'Etat français ; tous ces actionnaires qui doivent compter sur des dividendes pour assurer leurs fin de mois ; tous ces managers qui seraient en détresse sans leurs indemnités de départ et leur retraite chapeau ; ces banques qu'il a fallu secourir.

Heureusement que les salariés sont là pour financer par leur travail et leurs impôts cette solidarité nécessaire.

Une chose m'inquiète cependant. Tout ces rentiers et actionnaires contribuent-ils au développement de la France ?

Les rentes et dividendes réinvestis en produits financiers ou dans l'immobilier ne contribuent pas à ce développement. Et les dividendes obtenus en accroissant la rentabilité par des délocalisations ou des licenciements n'augmentent pas la richesse du pays.

Danger : en perpétuant ce système, il n'y aura plus de salariés pour assurer cette solidarité envers nos riches.

Question : Combien coûte le RSA à l'Etat et aux collectivités ? A combien s'élèvent les bénéfices des sociétés du CAC40 et des banques ? Et les dividendes perçus par leurs actionnaires ?" (lefigaro.fr 03.06)

Politique

1- France

1.1- Une seule issue : la révolution socialiste !

La "French revolution" est-elle en marche ? C'est en tout cas ce qu'espèrent ces milliers d'"indignés" français qui tentent de reproduire le mouvement espagnol lancé le 15 mai dernier.

En dehors de Paris, où la place de la Bastille a du être évacuée par la police le 30 mai, de nombreuses autres places dans des villes françaises sont devenues le lieu de réunion de ces indignés depuis le début du mouvement espagnol.

À Quimper, Lille, Besançon ou encore Dijon, la presse régionale fait état de différentes mobilisations sur les grandes places de ces villes. En général, les personnes se rassemblent plusieurs fois par semaine en assemblée générale et en diverses commissions ou initiatives.

Au total, entre 20 et 30 villes sont concernées par le mouvement, selon l'agenda mis en ligne sur le site Réelle Démocratie. (Lepost.fr 03.06)

1.2- Terrorisme d'Etat et exécutions sommaires.

Philippe Legorjus, ancien patron du GIGN, affirme que des indépendantistes kanaks ont été exécutés en 1988 lors de l'assaut de la grotte d'Ouvéa en Nouvelle-Calédonie. "*Je n'ai pas assisté aux exécutions mais j'ai vu des choses. Par exemple la manière dont Alphonse Dianou a été traité après l'assaut. Il est mort d'un manque de soins*", déclare l'ancien militaire dans les Nouvelles Calédoniennes. "*Pour les autres [deux Kanaks], les debriefings ont bien montré qu'il y avait eu exécution. Effectivement!*", ajoute-t-il.

Emmené par le militant indépendantiste Alphonse Dianou, un commando du FLNKS (Front de libération nationale kanak socialiste) a attaqué le 22 avril 1988 la gendarmerie de Fayaoué, tuant quatre gendarmes. Les activistes avaient ensuite emmené une quinzaine d'otages dans la grotte de Gossanah, en pleine élection présidentielle française.

Le 5 mai 1988, l'opération "Victor" était déclenchée pour libérer les otages. Deux militaires trouvèrent la mort et 19 Kanaks

étaient tués, suscitant ensuite une vive controverse sur les conditions de leur mort. "Il y a eu une loi d'amnistie dans le mois qui a suivi. Je trouve cela aberrant", déclare également Philippe Legorjus, qui a quitté la gendarmerie peu de temps après le drame d'Ouvéa. (lemonde.fr 03.06)

Qui a donné l'ordre de ce massacre en règle, le décoré de la francisque, le boucher de Sétif ? (Mitterrand)

1.3- Voilà à quoi on en arrive quand on gère la société pour le compte du capitalisme.

Le maire écologiste de la ville, Stéphane Gatignon, a provoqué un choc jeudi en réclamant une force d'intervention de type «casques bleus» dans Sevrans, où des écoliers ont été privés de récréation en raison de coups de feu répétés.

«C'est Chicago. Il y a eu des tirs samedi, des tirs lundi, des tirs mercredi. La situation ne peut plus durer comme ça», a-t-il dit en réclamant une présence de l'armée «s'il n'y a pas assez d'effectifs pour installer des agents 24h/24h».

«Dans un Etat démocratique, c'est à la police républicaine, sous le contrôle de la justice, de rétablir la sécurité», a répliqué Claude Guéant en se rendant dans la cité Montceau, point névralgique du trafic de drogue.

Stéphane Gatignon a fait le parallèle vendredi entre Sevrans et des pays en guerre, estimant que les gardiens de la paix ne sont plus suffisants.

«Aujourd'hui on envoie des gens en mission dans le monde entier pour justement s'interposer entre des belligérants pour éviter qu'ils ne s'entre-tuent. Eh bien là je dis à Sevrans, dans d'autres endroits bientôt, c'est un peu la même chose», a-t-il dit sur France Info. (20minutes.fr 03.06)

Communiqué de presse du POI - 29 mai 2011 : "Le rétablissement de la démocratie réelle passe par une Assemblée constituante souveraine chargée d'instaurer une vraie République."

Heureusement que Guéant est là pour donner une signification hautement révolutionnaire à ce mot d'ordre ! Accessoirement, mais à voix basse, osons vivre le socialisme ! Si vous lisez ce communiqué sur leur site Internet, ne cherchez pas le mot socialisme, il n'y figure pas, tandis que République y figure une fois et démocratie deux fois.

2- Grèce

Des manifestants se sont emparés vendredi matin du bâtiment abritant le ministère des Finances à Athènes, déployant sur la façade une immense banderole appelant à la grève générale, à l'heure où la Grèce boucle des négociations difficiles avec des responsables internationaux sur de nouvelles mesures d'austérité.

Quelque 200 protestataires de l'organisation syndicale PAME soutenue par le parti communiste ont bloqué à l'aube l'entrée du ministère, empêchant les employés de pénétrer dans le bâtiment. Ils ont déployé une banderole géante sur la façade de l'immeuble et enlevé le drapeau européen au sommet du ministère pour le remplacer par le drapeau de leur syndicat, précisant que leur action durerait toute la journée.

3- Tunisie

Le président déchu tunisien Zine el Abidine Ben Ali et son épouse Leila Trabelsi seront jugés par contumace «dans les jours ou les semaines à venir» pour deux premières affaires, a déclaré vendredi à la presse un porte-parole du ministère de la Justice.

«Les juges d'instruction ont terminé leurs enquêtes. Elles seront transférées à la cour pénale «dans les jours ou les semaines à venir», a-t-il ajouté. Le premier procès portera sur «la découverte d'armes et de drogues dans le palais présidentiel de Carthage», selon lui.

La deuxième action en justice portera sur les 27 millions de dollars en liquide découverts en février par la commission tunisienne anti-corruption dans un palais de Ben Ali à Sidi Bou Saïd, dans la banlieue nord de Tunis.

Au total, 88 enquêtes sont en cours concernant le couple Ben Ali, sa famille et d'anciens ministres et responsables du régime déchu, a indiqué le porte-parole du ministère de la justice.

Ces affaires concernent des cas d'homicides volontaires, d'abus de pouvoir, de malversation, de trafic de pièces archéologiques, de blanchiment d'argent et de violation de la réglementation sur les marchés publics. (20minutes.fr et AFP 03.06)

4- Yémen

Le président yéménite Ali Abdallah Saleh a été blessé vendredi dans le bombardement de son palais.

Dans un discours dont seul le son a été diffusé, il a annoncé que sept personnes avaient trouvé la mort dans cette attaque, qu'il a imputée à la fédération tribale des Hached, dirigée par Sadek al Ahmar, qui affronte ses forces dans Sanaa.

"Je salue nos forces armées et nos forces de sécurité qui se sont tenues fermement pour faire face au défi lancé par cette bande hors-la-loi qui n'a rien à voir avec la soi-disant révolution de la jeunesse", a dit le président yéménite.

Selon la chaîne de télévision Al Arabia citant un responsable de son parti, Saleh a été soigné dans un hôpital militaire.

Les forces loyalistes ont répliqué au bombardement du palais en pilonnant les résidences des chefs tribaux Hached, a-t-on appris de source proche des services de sécurité.

Sadek al Ahmar, ancien allié de Saleh, a démenti catégoriquement que ses hommes soient responsables des tirs et a dénoncé en retour une manipulation de Saleh pour envenimer la situation.

Les affrontements ont fait 370 morts depuis le début des troubles, dont 155 au cours des dix derniers jours dans les affrontements entre miliciens tribaux et les troupes loyalistes qui ont fait basculer le pays dans la guerre civile à Sanaa et dans d'autres régions du pays.

Des combats acharnés se poursuivaient vendredi dans la capitale yéménite dont les habitants restaient à couvert chez eux tandis que la ville était secouée par des explosions. (Reuters 03.06)

5- Syrie

Alors que des dizaines de milliers de personnes ont de nouveau manifesté vendredi en hommage aux enfants "martyrs" du mouvement de contestation contre le régime de Bachar Al-Assad, le réseau Internet n'était plus accessible vendredi matin à Damas et à Lattaquié, dans le nord-ouest du pays. Selon un premier bilan des associations de défense des droits de l'homme, 34 personnes auraient été tuées dans le pays au cours des manifestations.

D'après un militant anti-Al-Assad cité par l'AFP, plus de 50 000 personnes ont manifesté à Hama, à quelque 200 km de Damas.

Les forces de sécurité ont "ouvert le feu directement" sur les manifestants près du siège du parti Baas au pouvoir, selon des militants. Cette ville, hautement symbolique pour le mouvement de contestation, avait été le théâtre de violents affrontements lors de la révolte de 1982, entre les Frères musulmans et l'armée syrienne. Entre 10 000 et 25 000 civils avaient alors été tués pendant les vingt-sept jours de siège.

La plus importante mobilisation. Selon des militants, il s'agit de la plus importante mobilisation depuis le début du mouvement mi-mars.

Manifestations dans le Nord. Dans le Nord, des dizaines de milliers de personnes se sont rassemblées à Maaret al-Nouman, a déclaré un militant sur place. Plus de 5 000 personnes ont également manifesté à Qamichli, Amouda et Ras al-Aïn, a affirmé un militant kurde des droits de l'homme.

Des milliers de manifestants étaient aussi réunis à Damas et dans des localités proches, a déclaré le chef de la Ligue syrienne des droits de l'homme, Abdel-Karim Rihaoui.

Dans le Sud, les forces de sécurité ont tiré en l'air pour disperser une manifestation à Jassem, près de Deraa, le foyer de la contestation, selon un militant des droits de l'homme. (lemonde.fr 03.06)

6- Libye

Les rebelles libyens ont marqué des points en mettant fin au siège imposé par les forces de Moammar Kadhafi à deux villes du Djebel Nafoussa, zone de montagnes située dans l'ouest du pays, et avec l'annonce d'un premier contact diplomatique entre la Chine et le Conseil national de transition, a-t-on appris vendredi.

Le colonel Jumaa Ibrahim, un chef rebelle, a déclaré vendredi que ses troupes avaient brisé le siège de Yefren et Chakchouk, une ville abritant une importante centrale électrique qui alimente un certain nombre de localités dans la région.

Les forces de Kadhafi avaient coupé le ravitaillement des deux villes et les soumettaient à des bombardements depuis le mois d'avril, a-t-il précisé dans un entretien via Skype.

Il a expliqué que les insurgés avaient libéré les deux villes jeudi avant de faire mouvement vers le nord pour affronter les forces gouvernementales dans le village de Bir Ayyad. "*Notre objectif est la capitale*", a-t-il dit. Il est toutefois peu probable que les rebelles de la zone, relativement peu nombreux, soient en mesure de prendre Tripoli, située à 70 km au nord-ouest. (AP 03.06)

7- Bahreïn

La police a fait usage vendredi de gaz lacrymogènes et tiré des balles en caoutchouc alors que des manifestants marchaient en direction de la place de la Perle à Manama, capitale de Bahreïn, ont rapporté des témoins sous couvert d'anonymat.

La marche organisée vendredi à Manama intervient deux jours après la levée de l'état d'urgence par les autorités. La mesure avait été imposée en mars pour réprimer les rassemblements, organisés par la majorité chiite en vue de réclamer plus de libertés, sur le modèle de précédents soulèvements dans le monde arabe. (AP 03.06)

Social

France

1- Tout est parti, mercredi, d'un comité d'entreprise extraordinaire au sein de l'équipementier automobile MBF Technologies. Selon les syndicats, la direction de cette entreprise basée à Saint-Claude, dans le Jura, a annoncé 199 suppressions de postes sur 450 salariés. Mais les salariés craignent que la crise n'aille plus loin encore. Aussi, pour protester contre "*la fermeture à terme de l'usine*" et demander une "*pérennité de l'emploi sur le bassin de Saint-Claude*", ils ont décidé de retenir le directeur, Christophe Eded, et le directeur des ressources humaines, Georges Escamilla, à l'intérieur de leurs bureaux.

La séquestration dure depuis mercredi soir. Près d'une centaine de salariés bloquent toutes les entrées et sorties du site. Du côté de la direction, on veut faire preuve de compréhension vis-à-vis de l'angoisse qu'expriment les salariés. "*Il n'y a pas de débordements, ni de pression particulière sur nous et nous ne cherchons pas à provoquer les salariés, dont nous comprenons et respectons l'émotion*", a témoigné le directeur des ressources humaines, Georges Escamilla. Mais si la direction a admis qu'une réorganisation et une restructuration étaient en cours, elle n'a ni confirmé ni infirmé le chiffre de 199 suppressions de postes, estimant qu'il fallait "*respecter une certaine confidentialité*" sur ces données.

La crise dure en fait depuis longtemps à MBF Technologies. Ce sous-traitant automobile spécialisé dans la fonderie sous pression fait partie du groupe Arche depuis juillet 2007. Ses principaux clients sont Peugeot et Renault. En 2009, 76 postes avaient été supprimés et l'entreprise a régulièrement connu des périodes de chômage partiel depuis décembre 2008. En février, les salariés avaient suivi plus d'une semaine de grève. Ils avaient repris le travail contre l'assurance du maintien d'une activité suffisante sur le site si la conjoncture automobile le permettait. Et aujourd'hui, d'après Nail Yalcin, délégué CGT de l'entreprise et secrétaire du CE, la direction estime la restructuration nécessaire parce que le sous-traitant automobile "*n'arrive pas à être rentable*". (tf1.fr 03.06)

2- La question des salaires est source de crispations croissantes chez Carrefour. L'une après l'autre, les diverses branches du groupe de distribution sont touchées par des mouvements sociaux plus ou moins durs.

Ce vendredi, et pour deux jours, ce sont les salariés des 600 Carrefour Market (soit environ 32.000 personnes) qui sont appelés à cesser le travail.

L'appel à la grève émane de la CGT, syndicat majoritaire, et vise à peser sur les négociations salariales, alors que la troisième réunion de négociation obligatoire a eu lieu mardi. Pour la direction, "*les négociations continuent*". La CFDT, qui avait appelé à une grève le 14 mai, n'appelle pas à la mobilisation cette semaine.

La direction a proposé une augmentation de deux pour cent au 1er juillet, ce qui fait seulement un pour cent sur l'année, ainsi que des titres restaurant de quatre euros pour les salariés avec plus de deux ans d'ancienneté, a indiqué Laurent Lamaury, délégué CGT. "*Les titres restaurant, ce n'est pas négligeable, mais l'augmentation de deux pour cent au 1er juillet, c'est insuffisant. La CFDT n'appelle pas à la grève ce week-end, on veut d'abord consulter la base. Par contre, tous les collègues qui voudront la faire, on ira les soutenir*", a expliqué Franck Dutertre, délégué CFDT.

La direction du groupe indique pour sa part que lors de la réunion de négociation mardi, elle a proposé 2,5% d'augmentation salariale pour la majorité des salariés, de plus de six mois d'ancienneté, et deux pour cent pour les autres. Autre concession, selon elle : une hausse de 7% à 10% de la remise sur les produits vendus dans l'enseigne. (tf1.fr 03.06)

2- Sri Lanka

Des centaines de moines bouddhistes ont manifesté vendredi devant la résidence du président du Sri Lanka pour réclamer le rétablissement des droits des travailleurs et des étudiants, après la répression violente par la police d'une manifestation qui a causé la mort d'un ouvrier.

Lundi, la police a tiré des coups de feu et des gaz lacrymogènes pour mettre fin à une manifestation contre des propositions du gouvernement sur les retraites. Une personne a été tuée et près de 200 ouvriers et policiers ont été blessés. (AP 03.06)

Rappel : le Sri Lanka fait partie dorénavant des alliés de la Chine depuis l'assaut lancé contre le LTTE, alors qu'elle était précédemment celui de l'Inde, et bien que les Etats-unis aient débarqué en force à l'occasion du tsunami qui avait ravagé la côte sud du pays, apparemment ils n'ont pas réussi à prendre pied au Sri Lanka.

La manifestation ouvrière de lundi était légitime, celle des moines de vendredi est en revanche à prendre avec des réserves, car leur démonstration peut s'inscrire dans la perspective de déstabiliser le pays au profit des Etats-Unis, comme en Chine où ils sont manipulés sur fond de question tibétaine.

Economie

1- Grèce.

1.1- La Grèce recevra sans doute en juillet une nouvelle tranche d'aide de la part de ses bailleurs de fonds internationaux, ce qui lui permettra d'éviter le défaut, en échange d'un nouveau train de mesures d'austérité.

Après avoir examiné pendant un mois entier la mise en oeuvre par la Grèce du premier plan de sauvetage de 110 milliards d'euros décidé en mai 2010, les inspecteurs représentant la Commission européenne, le Fonds monétaire international et la Banque centrale européenne ont déclaré vendredi que la Grèce avait accompli des progrès considérables mais qu'il fallait accélérer les réformes structurelles.

Une des conditions pour la poursuite de l'aide sera que les porteurs d'obligations du secteur privé aident eux aussi la Grèce, mais sur la base du volontariat, a précisé Jean-Claude Juncker. Il n'a pas dit comment. Cette question fait l'objet de très vifs débats.

Le gouvernement grec a esquissé un projet de budget à moyen terme qui prévoit de nouvelles réductions de dépenses, des mesures pour accroître les recettes de l'Etat et la vente plus rapide des actifs publics.

C'est ce plan que George Papandréou a présenté à Jean-Claude Juncker durant leur réunion de deux heures. Athènes a accepté notamment de créer une agence indépendante pour gérer les privatisations.

L'idée d'un nouveau programme d'austérité a suscité une forte opposition des syndicats et des jeunes ainsi que de certains membres du Pasok, le Parti socialiste au pouvoir de George Papandréou.

Les nouvelles réductions devront être ratifiées par le Parlement, où les socialistes au pouvoir disposent de la majorité. Plusieurs députés socialistes ne se sont cependant pas privés d'émettre de vives critiques, poussant le gouvernement à annuler cette semaine deux rendez-vous prévus avec ses parlementaires.

Seize députés socialistes ont en effet signé une lettre appelant à un vaste débat sur les nouvelles réductions proposées avant leur ratification, l'un des signataires, Thomas Robopoulos, menaçant même vendredi sur la chaîne de télévision NET de ne pas voter les mesures si le texte était présenté au Parlement "*sans discussions préalables*". (Reuters et AP 03.06)

Discuter de ces mesures antisociales afin de leur donner un vernis légitime, démocratique, et les présenter comme une fatalité, pour ensuite les faire accepter par les masses exploitées, CQFD ! Pas sûr que cela suffira pour qu'elles les acceptent...

1.2- La crise grecque profite aux banques suisses. Le ministre grec des Finances, Georges Papaconstantinou, chiffre entre 10 à 15 milliards d'euros par an le montant de la fraude fiscale à destination de la Suisse. Un mouvement qui s'accélère avec la traque contre la fraude et la perte de confiance dans les banques grecques.

Dimitris Kouselas, le secrétaire d'Etat au ministère grec des Finances, évalue à «280 milliards d'euros, soit 120% du PIB grec» les fonds helléniques en Suisse. Il a récemment indiqué au quotidien économique allemand Handelsblatt: «Depuis dix-huit mois, les comptes courants en Grèce ont perdu 38 milliards d'euros, transférés en majorité vers la Suisse.» (lefigaro.fr 03.06)

Haut de page ↗

Le 5 juin

A propos du site

2 600 connections, 10 000 documents lus ou téléchargés.

Les documents les plus téléchargés, le titre puis le nombre entre parenthèses.

- 1- tribune/RS35_A4.pdf (504)
- 2- archives2010/causeries2009.pdf (216)
- 3- marxisme/ical.pdf (161)
- 4- marxisme/vletat.pdf (103)
- 5- eco/Crise_2008_Wiki.pdf (92)
- 6- archives2010/causeries0411.pdf (90)
- 7- dossier/espagne_300411_rv.pdf (82)
- 8- presentation.htm (81)
- 9- service/texte_280411.pdf (79)
- 10- causeries0511.htm (67)

Vous avez plébiscité le dernier numéro de *Révolution socialiste* du Groupe bolchevik avec 504 téléchargements et entre le 1er et le 2 juin vous avez déjà été 125 à télécharger le numéro 101 de *L'Internationaliste* du Groupe GSI. Comme le fichier des deux pages du numéro 147 d'Informations ouvrières paru début mai n'a été téléchargé que 23 fois, j'en déduis que c'est en grande partie des militants du POI, puis du NPA et de LO qui ont effectué ces centaines de téléchargements, bravo camarades !

Pour vous encourager à nouveau à lire et étudier le *18 Brumaire de Louis Bonaparte* de Marx (1852), un extrait de la préface d'Engels de 1885 :

En effet, c'était un travail génial. Immédiatement après l'événement qui surprit tout le monde politique comme un éclair dans le ciel serein, qui fut maudit par les uns avec des cris d'indignation vertueuse, et accueilli par les autres comme l'acte apportant le salut hors de la Révolution et comme le châtimement du trouble provoqué par elle, mais fut un objet d'étonnement et d'incompréhension pour tous, Marx en fit un exposé court, épigrammatique. Il y expliquait toute la marche des événements survenus en France depuis les journées de Février dans leurs rapports internes, montrait comment le miracle du 2 Décembre n'était que le résultat naturel, nécessaire de ces rapports, sans avoir besoin de traiter le héros du coup d'État autrement qu'avec un mépris bien mérité. Et le tableau était brossé avec une telle maîtrise que toutes les révélations faites depuis n'ont fait qu'apporter de nouvelles preuves de la fidélité avec laquelle il reflète la réalité. Cette compréhension remarquable de l'histoire quotidienne vivante, cette intelligence claire des événements, au moment même où ils se déroulaient, est, en effet, sans exemple.

Qui doute encore du génie de Marx ?

Le parti, notre parti, le parti de la révolution socialiste, il est encore très faible mais il existe, il est seulement éclaté par la volonté de nos dirigeants qui en portent la responsabilité. Souvenez-vous de l'état du parti bolchevik en avril 1917 quand Lénine retourna en Russie. Il était sur une ligne opportuniste et quand Lénine soumit ses fameuses thèses qui étaient aux antipodes des positions défendues par la majorité du comité central, il ne se trouva pas un dirigeant du parti pour se ranger au côté de Lénine. Un mois plus tard la direction du parti avait repris à son compte les thèses de Lénine et avait effectué un virage à 180°. En voilà une formidable leçon de démocratie ouvrière dont nos dirigeants feraient bien de s'inspirer.

Lénine seul contre tous, il n'a pas été viré du parti bien qu'il fut unanimement traité de fou furieux, pas par les militants de base ou les cadres intermédiaires du parti notez bien. Les dirigeants qui ont organisé la résistance contre les thèses de Lénine devenues majoritaires au bout d'un mois après d'âpres discussions et qui s'opposaient de fait à la perspective de la prise du pouvoir et sa préparation, question oh combien déterminante tout le monde en conviendra, ces dirigeants qualifiés de contre-révolutionnaires par Lénine n'ont pas été virés, ils n'ont même pas été démis de leurs mandats quand ils se sont retrouvés minoritaires à leur tour, mieux encore, à quelques exceptions près ils ont tous adopté la ligne défendue par Lénine tout en continuant de la combattre pour certains, il aurait été possible et facile de déclarer qu'un tel comportement était inacceptable et contraire aux principes de fonctionnement du parti et les exclure, il n'en sera rien.

La ligne politique défendue par Lénine correspondait au développement de la situation et à l'état d'esprit des masses et de la majorité des militants du parti, dès lors elle était légitime et majoritaire, alors pourquoi pour combattre celle qui s'y opposait (c'était à la bourgeoisie de prendre le pouvoir et non à la classe ouvrière) il aurait fallu exclure des dirigeants et provoquer une crise dans le parti à un moment décisif de la révolution, laissons faire la démocratie dans nos rangs et tout se passera pour le mieux, pas besoin de prendre des décisions autoritaires ou arbitraires pour combattre cette ligne opportuniste, faisons confiance aux masses

et aux militants, ayons confiance dans la ligne que nous défendons et la vie fera le reste, telle fut la ligne de conduite de Lénine et les faits lui donnèrent raison.

Pourquoi nos dirigeants (successifs) sont-ils incapables depuis 70 ans de reprendre à leur compte cette méthode qui a fait ses preuves ? Parce qu'ils n'ont pas le talent, le charisme, l'autorité d'un Lénine pour défendre leur ligne politique ? Que craignent-ils au juste, que l'opportunisme s'empare de leur parti, diable, mais il n'a cessé de dominer alternativement à la direction du parti ouvrier social-démocrate de Russie ou du parti bolchevik avec la ligne révolutionnaire défendue par Lénine sans lui être fatal ou l'emporter pour autant. Le parti de Lénine était tout sauf un parti monolithique, sclérosé, antidémocratique. Le parti est un corps vivant dont la bonne santé repose sur un fragile et savant équilibre, qui fabrique ses anticorps pour se défendre contre des agressions venues de l'intérieur et de l'extérieur du parti, Lénine fut sans conteste le plus puissant anticorps pour combattre l'opportunisme et assurer la survie du parti, comme parti devant prendre la direction de la révolution socialiste et assurer sa victoire.

Comme quoi nos dirigeants manquent singulièrement de perspicacité. Ils savent pertinemment que sans Lénine la révolution d'Octobre n'aurait pas vaincu, Trotsky l'a signalé à plusieurs reprises. Cela peut paraître incroyable qu'une révolution ou plutôt son sort repose sur un seul homme, mais c'est ainsi, voilà, on fait avec la réalité au lieu de la nier ou de la réécrire parce qu'elle ne nous convient pas en l'état. On ne peut pas soupçonner Trotsky d'avoir pratiqué le culte de la personnalité envers Lénine au regard de leurs relations personnelles qui n'étaient pas aussi idylliques qu'on le croit souvent par ignorance, je rappellerai seulement que lorsque Lénine fut alité entre 1922 et 1923 pendant près d'un an et qu'il logeait chacun à une extrémité de la Place Rouge, Trotsky fut le seul dirigeant bolchevik à ne pas rendre une seule visite à Lénine.

Ils savent que depuis la disparition de Lénine puis l'assassinat de Trotsky par Staline, pas un seul dirigeant dans le monde de leur trempe n'a vu le jour jusqu'à présent, qu'aucun d'entre eux n'a réuni leurs qualités ou ne possède leur charisme et leur maîtrise du marxisme. Partant de ce constat qui n'a rien d'humiliant ou de choquant, ils auraient dû s'en tenir à une direction collégiale de leur parti afin de palier leurs faiblesses ou lacunes en mettant en commun leurs compétences, de telle sorte que le meilleur de chaque dirigeant soit mis au service du parti, ainsi auraient-il pu peut-être combler l'absence d'un dirigeant de la hauteur d'un Lénine ou Trotsky, réunir les conditions qui à une certaine époque étaient contenues dans un seul homme.

Pourquoi se sont-ils détournés de ce constat, pourquoi ne l'ont-ils pas conservé précisément à l'esprit en permanence, rien que cette faiblesse inexcusable leur enlève toute autorité sur les militants. Pourquoi au contraire n'ont-ils pas cessé de se déchirer entre eux, de se diviser pour aboutir à la situation que nous connaissons aujourd'hui où finalement il n'existe plus aucune autorité ou direction qui mérite la confiance des militants.

L'absence d'un dirigeant capable d'analyser le développement de la situation en France et à l'échelle mondiale avec la même profondeur d'esprit qu'un Marx, Engels, Lénine ou Trotsky et de rallier les autres dirigeants à son analyse, a été palliée par le recours à des méthodes indignes d'un parti se réclamant des enseignements du marxisme. La direction du parti s'est cristallisée autour d'un dirigeant qui ne le méritait pas, une cour s'est formée ensuite autour de lui qui est devenue l'appareil du parti. Ce processus a été favorisé par la faiblesse de l'avant-garde après guerre en bute à l'emprise du stalinisme sur le mouvement ouvrier.

A l'intérieur du parti bolchevik, il existait un contre-pouvoir à celui de l'appareil dirigé par les adversaires politiques de Lénine, ses milliers ou dizaines de milliers de militants révolutionnaires en contact avec le prolétariat, ces militants qui avaient été formés à l'école du combat théorique et politique contre toutes les formes d'opportunisme, principalement contre les mencheviks, les socialistes-révolutionnaires, les anarchistes, ces militants à qui on n'avait pas demandé aveuglément de prendre partie pour telle ou telle position, mais qui avaient appris à se déterminer librement sous le feu de la violente polémique entretenue par Lénine contre l'opportunisme, en fait Lénine n'a fait qu'entretenir la flamme révolutionnaire qui les habitaient et que les opportunistes s'employaient à atténuer ou vouloir éteindre par crainte de la révolution elle-même...

Alors qu'en 1945 et les années suivantes, l'avant-garde en France se réduira à une poignée de militants, ceux possédant le plus d'expérience s'autoproclamant dirigeants.

Hier soir j'ai expliqué à Mageswary, qui ne comprenait pas pourquoi deux femmes avec un homme passaient leur temps à se jalouser ou s'engueuler, que si elles étaient plus nombreuses ce problème n'existerait pas et que ce serait sans doute le meilleur ou le seul moyen de le résoudre, sauf que cette société ne peut accepter ce genre de rapports où les hommes et les femmes disposeraient librement de leurs corps et de leur sexualité, car pour que les capitalistes exploitent les hommes et les femmes il faut que tous leurs rapports soient solidement encadrés ou régimentés par le législateur, cette loi ne doit souffrir aucune exception sous peine de créer une brèche dans le système de servitude qu'ils nous imposent, et que le souffle de la liberté ne s'y engouffre et finisse par avoir raison du capitalisme lui-même, vaut mieux encore une société d'esclaves frustrés où la perversité, le viol, la prostitution prospèrent.

Bref, on aurait pu dire tout simplement, plus on est de fous plus on rit, mais cela ne ferait pas très sérieux et ce serait faux en l'occurrence, car je ne pense pas que les militants qui sont plus nombreux aujourd'hui aient de quoi être particulièrement optimistes en observant l'état lamentable du mouvement ouvrier, l'éparpillement de nos forces et le regard critique que portent sur lui de très nombreux travailleurs qui préfèrent s'en détourner.

Le fait d'être peu nombreux présente le danger qu'un désaccord politique se transforme en bataille d'ego dans laquelle on ne s'affronte pas sur le terrain politique mais sur un plan personnel, du coup l'intérêt collectif qui doit guider le combat politique cède la place à l'intérêt individuel qui n'a rien à voir avec notre combat et notre cause, au-delà tous les coups et toutes les manoeuvres sont permises y compris les plus tordues. Parvenu à ce stade, un dirigeant a perdu toute légitimité, il n'est plus que l'ombre de ce qu'il était censé représenter précédemment.

C'est pour éviter cet écueil que j'ai prôné une direction collective du parti. Mais qui dit direction collective du parti ne doit pas signifier dilution et affaiblissement de son niveau théorique, de devoir brader nos principes ou notre programme, au contraire, elle devrait être conçue pour les renforcer afin que chaque militant puisse s'en saisir et que leur niveau politique progresse. Il ne s'agit pas de changer la nature ou de type de parti, si la Commune de Paris fut la forme enfin trouvée de l'Etat ouvrier dont s'inspireront les bolcheviks lors des révolutions russes, le parti bolchevik a été et demeure le type de parti dont il faut s'inspirer pour construire notre parti, en l'adaptant à nos époques, dans un tout autre contexte.

Notre problème, ce n'est pas la société ou le monde tels qu'ils sont devenus, ce n'est pas la nouvelle division internationale du travail, ce n'est pas la dictature que l'aristocratie financière veut nous imposer, ce n'est pas non plus l'embourgeoisement de larges couches des masses exploitées, ce n'est pas davantage les appareils pourris des syndicats ou les partis corrompus par le capitalisme s'exprimant au nom des travailleurs, notre problème ce sont les faiblesses de nos dirigeants, leur manque de crédibilité et de légitimité qui se reporte sur leurs partis et se traduit par l'émiettement de l'avant-garde et un formidable gaspillage d'énergie qui finalement décourage les militants, plus précisément c'est le refus de ces dirigeants de l'admettre, d'admettre leur terrible responsabilité dans l'absence du parti aujourd'hui. Cela s'adresse aux dirigeants du POI, du NPA et de LO mais aussi des formations politiques qui en sont issus dont les responsables reprennent les mêmes travers à des degrés divers.

Mon propos n'est pas d'accuser qui que ce soit, c'est simplement d'expliquer simplement pourquoi nous sommes toujours incapables de faire un pas en avant vers notre objectif. Personnellement je n'ai pas l'étoffe d'un dirigeant et je ne me considérerai jamais comme tel, si je n'avais pas à l'esprit mes propres faiblesses et limites je ne tiendrais pas ce genre de discours, je n'ai donc aucun souci avec cette question, par contre les dirigeants actuels de ces partis ont le droit, que dis-je le devoir de se la poser sérieusement.

J'ai encore en tête des accusations ou des menaces portées contre des militants que j'ai entendues quand je militais à l'OCI, j'ai également en tête celles que nous ont rapportées d'autres militants qui ont été exclus ou qui ont démissionné du parti dans lequel ils s'étaient sincèrement investis parfois durant de nombreuses années, j'ai aussi en tête toutes les erreurs politiques qui ont été commises par ces dirigeants, j'ai aussi en tête de quelle manière ils les ont couvertes, les méthodes condamnables qu'ils ont employées pour se séparer de militants devenus trop encombrants parce qu'ils posaient trop de questions...

On pourrait dresser un tribunal révolutionnaire et les juger, les déclarer coupables pour tous ces crimes, mais je ne pense pas que ce serait le meilleur moyen à l'heure actuelle pour aller de l'avant et résoudre notre problème. Je me dis au contraire qu'il existe des dirigeants ou des cadres de grande valeur qui séparément ne possèdent pas les qualités suffisantes pour diriger un parti ou définir sa ligne politique, son fonctionnement, leur passé synonyme d'incurie politique qu'on peut leur opposer joue plutôt contre eux, mais qu'ensemble et animés des mêmes principes, débarrassés de l'esprit de cour qui règne dans leur parti, des bassesses, des flatteries, de la culture du mystère et des manoeuvres mesquines qui l'empoisonnent, une fois débarrassé de ce fatras tout serait possible.

Quand on se trouve face à un gosse qui ne sait pas trop ce qu'il deviendra plus tard, qui n'a aucune idée sur ses prédispositions pour autant qu'on puisse en avoir, on se dit qu'il y en aura forcément une qu'il pourra développer un jour pour peu qu'on l'encourage et dès lors qu'il fera preuve de persévérance, mais on n'exigera pas de lui qu'il développe les dispositions requises pour devenir pilote d'avion ou dessinateur, boulanger ou archéologue, pianiste de concert ou théoricien de la lutte des classes, on sait d'avance qu'il ne pourra jamais réunir les conditions ou les qualités pour remplir toutes ces fonctions. Beaucoup de prétendants mais peu d'élus, tout le monde n'est pas Léonard de Vinci, tout le monde ne deviendra pas Diderot ou d'Alembert, donc on ne peut pas l'exiger de nos dirigeants, à eux d'en prendre conscience et de réagir avant qu'il ne soit trop tard.

Un autre sujet. Elections législatives au Portugal.

- ... les principaux partis se sont engagés à respecter strictement les conditions du prêt de 78 milliards d'euros accordé par l'Union européenne et le Fonds monétaire international en échange d'un exigeant programme de rigueur et de réformes. (libération. f 04.06)

Boycott ! A bas le Parti social-démocrate (PSD, centre-droit), le CDS-PP (parti de droite), le PS ! A bas les institutions inféodées au FMI, à la BCE, à l'UE, aux agences de notation américaines, à bas la Bourse et le capitalisme, tout le pouvoir aux travailleurs !

Et en France en 2012, ne serait-ce point la même situation qui pointe à l'horizon, les dés ne sont-ils pas déjà jetés, tous les partis institutionnels ayant déjà annoncé qu'honorer la dette de l'Etat était leur priorité absolue ? Boycott des présidentielles et des législatives, tout autre position devrait être interprétée comme un moyen de légitimer les institutions politiques qu'il faut

abattre pour enfin pouvoir s'attaquer au capitalisme et satisfaire nos besoins et aspirations.

A bas la dictature du capital, à bas la dictature des institutions politiques du capital ! A bas tous les partis inféodés au capital !

Politique

1- France. Un Nicolas peut en cacher un autre.

"Nicolas Sarkozy a cherché à me voir il y a quelques semaines", a confié Nicolas Hulot lors d'un dîner, vendredi, à La Rochelle, en marge du congrès écologiste. L'ex-conseiller officieux du chef de l'État et désormais candidat à la présidentielle a décliné l'invitation. S'il a accepté de voir DSK (avant l'affaire new-yorkaise), Borloo et Bayrou, Hulot concède qu'avec Sarkozy, c'est plus délicat. "Là (pendant la campagne des primaires), ce n'est pas le moment, mais..." Mais, l'écologiste inclassable n'exclut rien pour l'avenir. "Il est chef de l'exécutif, il y a des sujets sur la table, comme l'énergie..." Et de préciser : "On a convenu qu'on se reparlerait plus tard."

Nicolas Hulot, candidat à la primaire d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV), a assuré ce samedi qu'un partenariat avec Jean-Louis Borloo, qu'il avait un temps envisagé, était encore possible si ce dernier disait «très clairement qu'il est en phase avec les valeurs de la gauche».

Après avoir la veille révélé qu'il avait caressé pendant un «court temps» l'idée d'un tandem avec le président du Parti radical pour 2012, Nicolas Hulot a déclaré sur Europe 1 que cette hypothèse avait été «très vite écartée», le positionnement de l'ancien ministre de Nicolas Sarkozy n'ayant pas été jugé «compatible» avec celui d'Europe Ecologie-Les Verts.

«La priorité et la cohérence pour moi c'est de travailler avec EELV et il aurait fallu pour envisager cette hypothèse (d'un partenariat) que Jean-Louis Borloo s'affranchisse très clairement de la majorité et passe dans ce camp-là», a dit Nicolas Hulot. Il s'est toutefois refusé à rejeter cette possibilité.

«La cohérence et la logique aujourd'hui c'est d'envisager plutôt un partenariat avec le socialistes. Mais pour autant, si dans quelques mois Jean-Louis Borloo - par rapport à nos propositions, par rapport au programme d'EELV - veut nous rejoindre, je ne vois pas pourquoi il faudrait (lui) fermer la porte. Mais enfin on n'en est quand même pas là», a-t-il dit.

Il faudrait que le patron du PR «dise très clairement qu'il est en phase avec les valeurs de la gauche», a insisté Nicolas Hulot. «De la même manière qu'on a tous évolué (...) si demain il y a une plus grande convergence et cohérence, je pense qu'Europe Ecologie-Les Verts sera ravi d'élargir son territoire. Mais c'est aux uns et aux autres à venir vers nous, et pas le contraire», a encore dit le responsable écologiste. (lepoint.fr et 20minutes.fr 04.06)

Laissons le soin à une adepte de l'enfumoir de commenter cet aveu qui n'en est pas un, Voynet : «Il faut qu'il apprenne à gérer sa parole», à ne pas dire tout haut ce que tout le monde pense tout bas ou fait. Il a le droit d'être sur la même ligne que Borloo ou Sarkozy, mais chut, il ne doit pas le dire !

2- Grèce

Seul un millier de Grecs sont descendus dans la rue samedi pour protester contre de nouvelles mesures d'austérité. Les syndicats, qui avaient appelé à défiler massivement, semblent peiner à mobiliser.

«Nous résistons». Voilà ce qu'on pouvait lire sur la pancarte de l'un des manifestants descendus dans les rues d'Athènes ce samedi, pour protester contre les mesures additionnelles d'austérité adoptées par le gouvernement grec afin d'assainir ses comptes publics. Répondant à l'appel des deux principaux syndicats du pays, la GSEE (salariés du secteur privé) et Adedy (secteur public), le millier de manifestants recensé a dénoncé la «barbarie sociale» issue de la tutelle renforcée des institutions internationales sur leur pays. «Nous nous opposons au gouvernement et au mémorandum pour ces mesures barbares et antisociales» a déclaré Gregoris Kalominis, un responsable d'Adedy. Dans un communiqué commun diffusé en marge de la manifestation, les deux organisations syndicales ont appelé à «une politique économique différente, avec des mesures de développement et des mesures sociales qui préservent les emplois et augmentent nos droits sociaux et économiques».

Après neuf grèves générales, la mobilisation a donc été modérée ce samedi. Les manifestants étaient essentiellement des salariés de la compagnie électrique publique PPC, des employés du port et des enseignants. Une manifestation qui s'est déroulée sans heurts. Rien à voir avec les débordements constatés lors de précédentes manifestations.

La mobilisation et la dégradation du climat social semble plutôt se déplacer sur un autre front, moins encadré par les organisations syndicales ou les partis politiques. Déjà expérimenté en Espagne, un mouvement spontané parti d'internet illustre le ras-le-bol des Grecs, celui des «Indignés». Désormais, ceux-ci n'hésitent pas à prendre à parti publiquement et physiquement la classe politique, responsable selon eux de la situation actuelle. Depuis une dizaine de jours, ces «Indignés» se rassemblent

chaque soir sur la place de la Constitution, juste devant le Parlement Grec. (lefigaro.fr 04.06)

Commentaire d'un internaute

- "Ceci s'appelle de la désinformation. Depuis plus de dix jours les indignés grecs se rassemblent sur plusieurs places, dans plusieurs quartiers des grandes villes du pays. Selon le reportage d'une chaîne parmi les plus objectives du pays (skai), environ 300 000 personnes avaient participé au rassemblement (trans-classe, trans-age, et trans-courant) de la place Syntagma (devant le parlement), depuis le début. Depuis trois jours les attaques physiques contre les députés se multiplient (jeudi la foule empêchait à une vingtaine de députés de sortir du parlement)."

3- Vaticanerie. Le pape VRP de l'UE !

"*Je pense que la majorité des Croates pense avec une grande joie*" au moment de la prochaine adhésion à l'UE, a déclaré le pape dans l'avion qui le conduisait vers Zagreb. "*Depuis ses origines, votre nation appartient à l'Europe*", a-t-il lancé ensuite sur le tarmac de l'aéroport, en s'adressant au président croate Ivo Josipovic. Il a vanté "*treize siècles de liens forts et spéciaux*" avec le Saint-Siège. "*Puisse cette chère nation contribuer à ce que l'Union européenne valorise pleinement sa richesse culturelle et spirituelle*", a-t-il encore insisté.

"*À vingt ans de la proclamation de l'indépendance et à la veille de la pleine intégration de la Croatie dans l'UE, l'histoire passée et récente de votre pays peut offrir un motif de réflexion à tous les autres peuples du continent, en aidant chacun d'eux et tout son ensemble à conserver et à revivifier l'incalculable patrimoine commun des valeurs humaines et chrétiennes*", a-t-il dit à l'aéroport. Il faisait une référence transparente à l'indifférence religieuse et au refus de certains dirigeants européens de reconnaître leurs "*racines chrétiennes*".

Benoît XVI a décrit à nouveau la culture contemporaine de manière pessimiste. Elle est, selon lui, caractérisée "*par le peu de stabilité, (...) un individualisme favorisant une vision de la vie sans obligations et la recherche continue d'espaces privés*". (lepoint.fr 04.06)

Qu'on ne s'y trompe pas, le chantre de l'anticommunisme international est favorable à tout principe collectif du moment qu'il est coercitif envers la population, et il est opposé à toute forme indépendante ou libre de pensée qu'il nomme individualisme.

4- Yémen

Blessé la veille lors du bombardement de son palais de Sanaa par des insurgés, le président yéménite Ali Abdallah Saleh est en route pour l'Arabie saoudite afin d'y recevoir des soins, a déclaré samedi un responsable saoudien sous le sceau de l'anonymat.

"Il est en route. Il arrivera ce soir. Il vient pour se faire soigner. Nous sommes le pays le plus proche et nous avons les capacités", a-t-il ajouté.

Prié de dire si Saleh quittait le pouvoir, le responsable a répété: "Il vient pour se faire soigner".

Quitter le Yémen en pleine instabilité, même pour des soins médicaux, pourrait être considéré comme une première étape de transfert du pouvoir et rendre difficile un retour de Saleh à la tête d'un pays qu'il dirige depuis près de 33 ans.

Le cessez-le-feu paraissait respecté samedi soir et le calme régnait dans les rues de Sanaa.

Selon la BBC, qui cite des "*sources proches du président*", Saleh aurait reçu un éclat de shrapnel long de 7,6 cm sous la région coeur et serait brûlé au second degré au thorax et au visage.

On ignore qui gouverne le pays si Saleh est effectivement parti.

Des milliers d'habitants de Sanaa ont fui samedi la capitale.

Le chef de la fédération tribale Hached, Sadek al Ahmar, a démenti pour sa part être derrière le bombardement du palais présidentiel.

Les forces loyalistes ont riposté à l'attaque du palais en pilonnant les résidences des chefs tribaux incriminés, qui mènent une guérilla urbaine contre le régime, parallèlement aux manifestations pacifiques pour la démocratie qui se déroulent quasi quotidiennement depuis le début de l'année. (Reuters 04.06)

5- Syrie

Plusieurs dizaines de milliers d'habitants de Hama, dans le centre de la Syrie, ont participé samedi aux funérailles des dizaines de victimes tuées la veille par les forces de sécurité syriennes, qui ont ouvert le feu sur une manifestation contre le régime de Bachar el-Assad.

Samedi après les prières de la mi-journée, des dizaines de milliers de personnes sont sorties des mosquées, portant des cercueils vers les deux principaux cimetières de la ville, a expliqué M. Abdul-Rahman. La plupart des magasins étaient fermés, en signe de solidarité.

"*Les gens sont en état de choc*", a témoigné un habitant sous couvert de l'anonymat, par crainte de représailles. "*Dieu sait s'ils vont tuer encore plus de gens lors des obsèques*", a-t-il ajouté. Selon les organisations syriennes de défense des droits de l'Homme, au moins 1.270 personnes ont été tuées depuis le début du soulèvement. (AP 04.06)

D'autres sources ont fait état de 100 000 manifestants. A ce niveau, on peut dire tout un peuple contre un dictateur, au-delà des manoeuvres provocatrices orchestrées par l'impérialisme américain pour déstabiliser le régime. Il y a loin de la coupe aux lèvres, il a échoué au Vietnam, contre Cuba, il n'a pas pu maintenir Moubarak au pouvoir, etc. rien ne dit que demain il parviendra à ses fins en Syrie et en Libye, on en reparlera.

6- Tunisie

Trois personnes ont été tuées et 90 autres ont été blessées dans de violents affrontements dans la nuit de vendredi à samedi entre des factions tribales à Metlaoui, ville minière du sud-ouest tunisien, a rapporté samedi l'agence officielle TAP.

Selon l'agence, ces violences ont éclaté à la suite de "rumeurs" relatives à la politique de recrutement de la Compagnie des phosphates de Gafsa (CPG), principal employeur dans la région.

Citant "une source militaire de haut niveau", l'agence a indiqué que les forces de sécurité et l'armée avaient été empêchées de s'approcher des lieux des affrontements dans la ville, où les membres des factions ont utilisé des cocktails Molotov et des fusils de chasse.

Les belligérants ont dressé des barricades aux entrées de la ville, barrant la route aux renforts sécuritaires et militaires, ajoute la TAP, qui fait état de dégâts importants occasionnés par les affrontements. Des locaux commerciaux ont été pillés et incendiés. (AP 04.06)

[Haut de page ↗](#)

Le 6 juin

Dit autrement. Arguments.

1- La théorie de la fatalité à laquelle adhère encore la majorité des masses exploitées est le produit de leur incapacité à se saisir du socialisme qui constitue la seule alternative au capitalisme.

Le soutien que les couches moyennes et la petite bourgeoisie accorde encore au PS et à ses satellites, témoigne qu'elles estiment encore possible une redistribution des richesses en leur faveur dans le cadre du régime capitalisme auquel elles sont subordonnées et qu'elles soutiennent. Par conséquent, elles ne sont pas encore poussées à rechercher une issue politique au-delà du capitalisme et ses institutions politiques.

S'adresser notamment à cette fraction des exploitées ne constitue pas une erreur politique, se tourner vers elle ou déterminer sa politique en fonction de ses intérêts en est une dans la mesure où elle a toujours les moyens de les satisfaire, ce qui n'est pas le cas des ouvriers et des employés qui doivent se battre quotidiennement pour assurer leur survie.

Un parti dit ouvrier doit se tourner résolument vers la classe ouvrière, vers ses couches les plus exploitées, les plus durement frappées par la crise du capitalisme, définir sa politique en fonction de ses besoins dans la perspective d'en finir avec le capitalisme et ses institutions, perspective à laquelle ne peut adhérer que des travailleurs ayant conscience de n'avoir rien à perdre à la chute finale du capitalisme et des institutions, ce qui ne sera pas le cas du petit bourgeois qui doit son niveau de vie actuel relativement confortable au régime en place.

La crise actuelle du capitalisme et la dette de l'Etat qui servent de prétexte à la liquidation de tous nos droits sociaux et politiques

sont présentées comme des fatalités avec lesquelles il faut faire avec, autrement dit il faudrait accepter sans broncher de vivre de plus en plus mal en sachant que le pire est encore à venir parce qu'il existerait aucune alternative économique et politique à la situation actuelle.

Soit on se borne à ce constat et on dépose les armes, soit on tire la conclusion que la crise du capitalisme et la question de la dette de l'Etat ne peuvent trouver une issue politique qu'en remettant en cause les fondements économiques de la société qui reposent sur la propriété privée des moyens de production et d'échange, en rompant avec le capitalisme.

La situation économique et sociale pose directement la question de la liquidation du capitalisme, question que la classe et les masses demeurent incapables d'aborder car trop complexe en apparence, elle leur semble inaccessible, ce qui est normal puisqu'elle implique un changement radical de la société et de tous les rapports que nous connaissons aujourd'hui et qui régissent notre vie quotidienne. Le poids des habitudes constitue une formidable force d'inertie qui agit comme un obstacle à tout changement social ou politique.

En quoi consisteraient les premières mesures économiques que prendrait un gouvernement ouvrier révolutionnaire pour permettre de satisfaire dans un premier temps les revendications sociales portées par la révolution socialiste.

- annulation de la dette de l'Etat et des ménages envers les gangsters de l'industrie financière ;
- expropriation sans indemnité des propriétaires ou des actionnaires des grandes entreprises, dont l'ensemble des banques, assurances et institutions financières, confiscation de tous leurs biens et avoirs ;
- fermeture de la Bourse, la spéculation et l'évasion fiscale seront décrétée hors la loi et sévèrement réprimées ;
- planification de la production en fonction des besoins de la population afin de pouvoir les satisfaire, moyens qui permettra d'éradiquer le chômage, la précarité et la pauvreté, de faire disparaître la violence individuelle et les comportements anarchiques qui sévissaient sous l'ancien régime en réponse à sa politique antisociale.

L'ensemble des institutions financières et des grandes entreprises passeraient sous le contrôle des travailleurs eux-mêmes et leurs syndicats, l'Etat aurait le monopole du commerce extérieur, les prix et les loyers seraient bloqués dans un premier temps, l'impôt serait progressif en fonction des revenus, les plus hautes revenus seraient plus lourdement imposés en attendant la suppression de la TVA...

On ne va pas entrer ici dans les détails, je voulais juste montrer qu'on pouvait avancer quelques mesures qui permettraient d'assurer le travail et le salaire de chaque travailleur, le fonctionnement de la société, et que la remise en cause du capitalisme ne se traduirait pas obligatoirement par le chaos ou une vie pire qu'aujourd'hui.

Maintenant il faudra aller plus loin avec les travailleurs qui poseront d'autres questions, des questions très précises et elles ne manqueront pas, c'est légitime et salubre.

S'agissant de la réaction des nantis et des moyens dont ils disposeront pour organiser la résistance et combattre ces mesures économiques, empêcher qu'elles se concrétisent, ils disposeront dans un premier temps de l'appareil judiciaire et répressif de l'Etat, ces tribunaux d'exception et ses prisons, la police, les forces spéciales et l'armée pour tenter de briser le processus révolutionnaire, s'ils s'en servent, en situation de légitime défense pour défendre la révolution, immédiatement le gouvernement décrètera l'armement générale de la population et la dissolution de toutes les forces de répression nées sous l'ancien régime.

L'ancien régime prendra l'initiative de la répression armée contre la mobilisation révolutionnaire des masses, de déclencher la guerre civile, dès lors la seule réponse possible sera l'armement des masses pour y mettre un terme rapidement et écraser les forces de la réaction. On va nous rétorquer qu'il s'agit là d'un scénario de guerre, effectivement, un scénario de guerre civile inévitable car les nantis n'accepteront jamais de bonne grâce ou pacifiquement qu'on les dépouille de leurs privilèges et leur pouvoir au profit des masses laborieuses.

2- La théorie de la fatalité à laquelle adhère encore la majorité des masses exploitées est aussi le produit de leur embourgeoisement qui se traduit par leur subordination au capitalisme, condition qui s'oppose à la nécessité de rechercher une alternative au capitalisme.

On pourrait dire aussi que les conditions objectives ne sont pas encore mûres pour la révolution, les conditions matérielles d'existence des masses ne se sont pas dégradées au point d'envisager de devoir engager le combat contre le régime. On comprendra très bien que cette absence de maturité des conditions objectives se traduit sur le plan des conditions subjectives, leur état d'esprit, leur combativité, la manière dont elles perçoivent les syndicats, les partis et les institutions, la situation politique en général.

Bien entendu, il y a des couches entières du prolétariat qui sont au bout du rouleau et qui ont déjà dépassées ce stade depuis longtemps, mais il n'existe aucune représentation politique dans laquelle elle pourrait se reconnaître, elles demeurent inorganisées, elles n'intéressent personne, ni syndicat ni parti qui les considèrent comme des parias ou pire les assimilent au lumpenprolétariat, elles forment le gros des troupes des abstentionnistes lors de chaque élection.

L'absolue nécessité de lier chaque revendication à la perspective de la liquidation du capitalisme est capitale, car elle matérialise le combat contre les illusions que les masses ont encore dans le capitalisme pour les aider à s'en défaire, à prendre conscience que leur condition ne pourra pas s'améliorer dans le cadre du capitalisme, que persister à croire le contraire c'est creuser leur propre tombe. Elles n'ont point de salut à attendre sous le régime capitaliste et leur situation ne peut qu'empirer année après année, des milliers et des milliers de travailleurs et jeunes peuvent le comprendre et s'organiser sans attendre d'être confrontés à une situation encore plus difficile que celle qu'ils vivent aujourd'hui.

L'être humain étant ce qu'il est, il est malheureusement à prévoir qu'il faudra attendre que le capital frappe encore beaucoup plus fort et plus violemment les masses exploitées pour qu'enfin elles se soulèvent contre le régime. Bien entendu on ne peut pas rester les bras croisés à attendre que cette condition se réalise. La question est de savoir quelle orientation politique on propose aux travailleurs dans la perspective d'un affrontement direct entre les classes, pour les y préparer, pour qu'elles soient prêtes à aborder cette situation dans les meilleures conditions.

Un sujet que l'on pourra aborder plus tard (encore une fois) : République bonapartiste contre République sociale.

Bonne semaine à tous.

Politique

1- France

1.1- UMP ou PS, la dictature en marche.

Extrait de l'interview de Marie-Ségolène Royal parue sur lemonde.fr 05.06 :

- Violence urbaine à Sevran : "*Moi, le maire demande l'intervention de l'armée, il a parfaitement raison.*" - Cannabis ; "*On ne peut pas relâcher la répression sur le trafic. Pas de légalisation.*"

- Question : Des policiers en permanence dans les quartiers, c'est ça ?

Réponse : Bien évidemment. Le maintien de l'ordre public c'est le rôle de la police républicaine. (lemonde.fr 05.06)

Commentaire d'un internaute : "*Heureusement que les metteurs en page de Lemonde.fr n'ont pas oublié, cette fois-ci, d'écrire qui parle. J'ai cru un instant que c'était Marine Le Pen. A part le paragraphe Strauss-Kahn, tout y est: envoyer l'armée, réprimer sans faillir, non au non-droit, fermer les frontières...*"

Le PS, le FN, le front populaire et le fascisme, les derniers remparts contre la révolution socialiste pour sauver les institutions et le capitalisme. Flics, soldats, barbelés, prisons, etc. le programme du PS pour accompagner la faillite du capitalisme responsable de tous les maux de la société dont les plus faibles sont en premier les victimes...

1.2- Imprévu. Mélenchonade et grandes manoeuvres.

Tout devait se passer comme prévu entre la direction du PCF et Jean-Luc Mélenchon.

- Pierre Laurent se prononçait pour la candidature du dirigeant médiatique du PG la veille du conseil national du PCF les 7 et 8 Avril

- Le Conseil National se prononçait largement pour Mélenchon

- L'Humanité et le site national du PCF mettait en avant les compte-rendu de sections et fédérations favorables à Mélenchon pour créer un courant sur sa candidature

- et la conférence nationale allait parfaire le processus en votant massivement pour Mélenchon, conduisant Chassaigne à se retirer

- le vote des communistes étaient alors un plébiscite pour la stratégie en plein succès de la direction nationale

Pierre Laurent avait donc bien raison de répondre à tous les médias "*il y aura un candidat soutenu par le PCF aux présidentielles, Jean-Luc Mélenchon*"

Jean-Luc Mélenchon avait déjà organisé son arrivée triomphante à la conférence nationale du PCF, ovationné par les délégués venant de le désigner, bras dessus bras dessous sur sa gauche avec Pierre Laurent, sur sa droite avec Marie-Georges Buffet...

Mais que s'est-il passé ?

Si le conseil national a bien voté à 75% pour Mélenchon (avec 7% d'abstentions et ... 46% d'absents !), la conférence ne lui accorde qu'un résultat étonnamment bas de 64% (avec 3% d'abstentions et 16% d'absents...), et surtout, la direction a du se résoudre à un vote ouvert avec l'ensemble des candidats, vote demandé par plus de la moitié des interventions...

Si entre les 126 votants du conseil national et les 672 de la conférence, Mélenchon perd déjà 11%... on se demande ce qu'aurait donné un cumul des votes des conférences fédérales, et encore plus ce que donnera le vote des communistes eux-mêmes... à 10% de moins par niveau de délégation, Mélenchon se retrouve minoritaire largement à la base !

André Gerin, qui a annoncé se retirer pour permettre le rassemblement des communistes, avait bien raison d'interroger la direction nationale, "*faut-il prévoir un second tour si aucun candidat n'obtient la majorité...*"

Dans ce contexte, pas d'ovation pour Mélenchon, il a du faire annuler son déplacement à Montreuil... (lepcf.fr 05.06)

2- Portugal

Selon des résultats officiels portant sur 80% des circonscriptions, le Parti social-démocrate (PSD, centre-droit) a recueilli 40,6% des voix. Il devance ainsi largement le Parti socialiste au pouvoir, qui obtient 28,5% des suffrages. Le parti minoritaire de droite CDS-PP reste la troisième force politique du pays avec 10,9% des voix. La gauche antilibérale enregistre un net revers par rapport aux dernières législatives de 2009, avec 7,2% pour la coalition communistes-verts CDU et 4,5% pour le Bloc de gauche. (lefigaro.fr 05.06)

Complétons cet article : L'abstention 40% aura été le principal vainqueur des élections législatives de dimanche au Portugal (Rue89 05.06)

Il m'a fallu lire cinq articles pour enfin en trouver un où figurait le taux d'abstention. Il faut vraiment de la détermination et consacrer de plus en plus de temps pour fournir une information la plus complète possible et donc exploitable ensuite.

Donc en réalité le PSD et le CDS-PP gouverneront avec une majorité de... 30%. Et la réaction poivoise : on a gagné, repris en boucle par les médias aux ordres. Pas sûr que cela suffira pour tromper les masses qui se déterminent avant tout par rapport aux conditions objectives (matérielles et morales) qu'elles subissent.

3- Grèce

Plusieurs milliers de personnes se sont de nouveau rassemblées dimanche dans le centre-ville d'Athènes pour protester contre les nouvelles mesures d'austérité prises par le gouvernement face à la crise de la dette du pays.

La manifestation de dimanche était la 12e en autant de jours dans la capitale grecque, où le centre-ville est occupé par les manifestants. (AP 05.06)

4- Espagne

Les jeunes «indignés» qui participent à une fronde sociale inédite en Espagne ont maintenu dimanche leur campement de la Puerta del Sol à Madrid, symbole de ce mouvement alternatif soutenu par l'opinion publique mais menacé d'asphyxie.

Faute de consensus sur le maintien ou non du village de tentes, des représentants du mouvement ont annoncé que le campement «*restait en place*», malgré des dissensions de plus en plus visibles dans leurs rangs, le temps d'organiser d'autres manifestations pour les semaines à venir.

«*C'est une évolution. Nous avons fini notre travail et maintenant nous essayons d'avancer*», expliquait Raquel Pintado, une étudiante en effets spéciaux de 28 ans, occupée à déménager des monceaux de matériel. «*Nous voulons occuper moins d'espace, moins déranger*», disait-elle.

Le mouvement des «indignés», vecteur du malaise de millions d'Espagnols étonnés par le chômage (21,29% des actifs) et la précarité sociale, continue à bénéficier d'un large soutien trois semaines après son apparition le 15 mai.

66% de la population éprouve de la «*sympathie*» pour le mouvement contre 21% qui exprime son «rejet», selon un sondage publié dimanche par El País.

81% estiment que les manifestants «*ont raison*» sur le fond, selon ce sondage effectué les 1er et 2 juin auprès d'un échantillon de 1.001 personnes.

Depuis vendredi, les représentants de 56 «*acampadas*», les campements organisés sur les places de toute l'Espagne pour protester contre les retombées de la crise et «*l'inaction*» des politiques, se sont relayés à la Puerta del Sol pour témoigner des actions menées dans leurs villes et villages.

Les «*indignés*» espèrent ainsi «*étendre le mouvement aux quartiers, aux villages, aux villes et à tous les citoyens*» à travers l'Espagne, a expliqué un porte-parole, Paco Andres.

Des manifestations sont prévues le 11 juin, le jour où les maires désignés lors des élections locales du 22 mai prendront leurs fonctions, avant une journée nationale de manifestations le 19 juin.

Ce jour-là, cinq «*caravanes*» devraient quitter différentes régions d'Espagne et parcourir le pays pour converger à Madrid lors d'une grande manifestation le 17 juillet. (AFP et 20minutes.fr 05.06)

5- Palestine. Tir à bout portant sur des Palestiniens désarmés ou assassinats ouvertement revendiqués

Des soldats israéliens ont ouvert le feu dimanche sur des centaines de Palestiniens qui tentaient de pénétrer sur la partie du Golan conquise en 1967 par Israël, faisant 18 morts et plus de 200 blessés, selon un dernier bilan de l'agence de presse officielle syrienne.

Selon la radio israélienne, un grand nombre de Palestiniens ont été victimes d'une mine antichar dont l'explosion a été déclenchée par un feu de broussaille à Kouneïtra, la principale ville du Golan, un des lieux de rassemblement des protestataires.

"*J'ai donné pour instructions à nos forces de sécurité d'agir avec détermination, avec le maximum de retenue mais avec détermination afin de protéger notre souveraineté, nos frontières, nos communautés et nos citoyens*" a déclaré dimanche le Premier ministre israélien Benyamin Nétanyahou lors du Conseil des ministres.

«*Quiconque essaiera de franchir cette frontière sera tué*», ont prévenu par haut-parleurs les militaires israéliens déployés face à la foule des Palestiniens qui entendaient marquer le 44^e anniversaire du début de la guerre des Six-Jours.

En Cisjordanie, une centaine de manifestants ont marché en direction d'un point de contrôle israélien. Les soldats ont tiré des cartouches de gaz lacrymogène et la foule s'est dispersée. De source médicale palestinienne, on fait état de 14 protestataires blessés par des balles de caoutchouc. (20minutes.fr et AP 05.06)

6- Yémen

Deux personnes sont mortes et 15 autres ont été blessées dimanche à Sanaa dans une attaque à la grenade contre une installation utilisée par le général Ali Mohsen, opposé au président Ali Abdallah Saleh, a-t-on appris d'une source médicale.

Une source militaire a toutefois mis en doute l'hypothèse d'une attaque, ajoutant que l'explosion était peut-être d'origine accidentelle.

Des tirs nourris et des explosions ont retenti dimanche dans la capitale yéménite, au lendemain d'une trêve obtenue par l'Arabie saoudite, rapportent des témoins.

Les tirs étaient concentrés dans le quartier de Hassaba, principal théâtre des affrontements qui opposent depuis deux semaines les forces loyales au président Ali Abdallah Saleh aux combattants de la confédération tribale Hached. (Reuters 05.06)

7- Syrie

Vingt-cinq personnes -19 civils et 6 agents de sécurité- ont été tuées en 24 heures en Syrie dans la région de Jisr al-Choughour (nord-ouest) où des opérations se poursuivent, a indiqué dimanche Rami Abdel-Rahmane de l'Observatoire syrien des droits de l'Homme.

«Vingt-cinq personnes ont été tuées dans des tirs dans la région de Jisr al-Choughour: 10 hier et 15 aujourd'hui», a affirmé le chef de l'Observatoire à l'AFP. (Liberation.fr 05.06)

Economie

Grèce

Une nouvelle aide à la Grèce pourrait dépasser les 100 milliards d'euros, écrit Der Spiegel, dans un article à paraître lundi.

Le ministère des Finances allemand et la "troïka" (Union européenne, Fonds monétaire international, Banque centrale européenne) estiment possible un tel montant si la Grèce doit encore s'appuyer sur l'aide internationale en 2013 et 2014, ajoute le magazine. (Reuters 05.06)

[Haut de page ↗](#)

Le 7 juin

Précision.

Grèce.

La police a déclaré que plus de 80.000 personnes s'étaient rassemblées dimanche sur la place Syntagma, devant le parlement. (Reuters 06.06)

Parole d'internaute.

1- Ado-pitbull

- "Le plus simple est de télécharger un logiciel libre de peer-to-peer, je vous conseille aussi de télécharger un proxy qui s'intercalera entre votre bécane et celles avec lesquelles vous échangez des fichiers, vous deviendrez très difficilement décelable pour les hadopitbull." (lefigaro 06.06)

Ecrire pit-bull ou pitbull. (Le Grand Robert de la langue française).

2- Dictature de l'aristocratie financière. Réaction à un article du banquier du PS, J. Attali, paru hier sur Slate.fr.

- "Vous ne dites rien du système inique de la BCE qui prête à - de 1% des sommes folles à des organismes Européens qui ensuite vont prêter ces mêmes sommes à des taux de 8% ou plus à aux EM de l'Union...empochant au passage la différence...

Je ne vais même pas m'étendre sur l'idée de "démocratie financière" qui est absurde par essence, comment accepter en se disant démocrates que des étrangers des technocrates fmieste ou Banque mondialiesque ou même BCEsque décide de l'avenir d'une nation, et se dire en même temps démocrates ?

Le système international des marchés ou des organisations "politiques" c'est l'absence de démocratie."

Vous avez raison, la démocratie financière est un oxymore, la démocratie est incompatible avec la prise du pouvoir par le lumpenprolétariat de la bourgeoisie (Marx), l'aristocratie financière. (Oxymoron ou oxymore : Figure qui consiste à allier deux mots de sens incompatibles pour leur donner plus de force expressive. Ex. : Une douce violence. « Cette obscure clarté... » (Corneille). (Le Grand Robert de la langue française).

L'inquiétude hypocrite mais bien réelle manifestée ces derniers jours par l'ONU, suites à l'envolée des prix des matières premières destinées à l'alimentation sur les marchés, qui est le produit de la spéculation orchestrée par l'industrie financière, témoigne à la fois de sa complicité avec les voyous de la finance internationale et de son impuissance à prévenir (à terme) les explosions sociales et la déstabilisation politique de régimes déjà fragiles qui viendrait s'ajouter aux soulèvements révolutionnaires en cours depuis le début de l'année, et qui posent la question de la survie du régime capitaliste ou s'inscrivent dans la perspective de la remise en cause de ce système économique sur fond de chômage de masse et de corruption généralisée.

L'ONU craint que dans sa folie l'aristocratie financière mette le monde à feu et à sang et finisse par créer les conditions favorables au regroupement des exploités pour abattre le capitaliste, à la révolution socialiste.

Ils ont dû prendre connaissance d'un sondage effectué en Grèce pour le journal To Vima le week-end dernier relaté par leparisien.fr le 4 juin : *"seulement 40% jugent qu'un "gouvernement élu démocratiquement" est capable de faire face à la crise, 30% souhaitant "un groupe d'experts et de technocrates" et 22,7% préférant un "dirigeant puissant auquel parlement et élections ne puissent pas faire obstacle". Plus inquiétant, les sondés sont 57% à "approuver ou plutôt approuver" les agressions verbales et physiques contre les responsables politiques."*

Ce qu'indique ce sondage, c'est que le temps des discours est terminé ou sur le point de l'être, que les masses laborieuses ne veulent plus rien entendre, que le temps de l'action, de l'action violente pour régler nos problèmes est venu, est en train de s'imposer à la majorité des masses exploitées qui ne supportent plus la violence de l'Etat qui veut leur imposer toujours plus de sacrifices, que la situation est en train de mûrir pour devenir révolutionnaire et menace l'édifice des institutions, l'Etat des capitalistes et le capitalisme lui-même, et qu'une telle brèche une fois ouverte pourrait constituer rapidement un appel d'air pour le prolétariat de chaque pays soumis à la même dictature à se soulever pour remettre en cause l'ordre établi, s'engager dans la lutte pour le pouvoir et trouver les moyens pour vaincre.

Les médias aux ordres ne s'y sont pas trompés lorsqu'ils ont généreusement couvert les mouvements sociaux qui ont pris le nom des *"indignés"*, parce qu'ils y voyaient une soupape de sécurité salubre à la colère grandissante des masses pour le capitalisme qui les effraie. Ils s'en sont faits les relais (intéressés) quasi quotidiennement, parce qu'ils estimaient qu'ils ne présentaient pas un danger pour les institutions en place puisqu'ils n'étaient pas dirigés par des partis révolutionnaires, que sans orientation ou objectifs politiques précis, ni représentation, ils se termineraient fatalement dans une impasse, tandis que les partis dits ouvriers et les syndicats continueraient de soutenir le régime et feraient tout pour empêcher les travailleurs de trouver une issue politique à la crise du capitalisme.

De notre côté, peu importe jusqu'à un certain point que ces mouvements sociaux aient été et ou soient manipulés ou qu'ils aient vu le jour à l'initiative de personnes incapables d'inscrire leur action dans une perspective politique consciente, de toutes manières ils sont incapables de contrôler de quelle façon les travailleurs et jeunes qui y participent l'interprètent et quelles leçons ils vont en tirer pour la suite.

Cette mobilisation spontanée alimente la crise politique dans chaque pays et nourrit la réflexion de chaque travailleur ou jeune qui cherche la voie du combat politique pour résoudre les problèmes sociaux auxquels ils sont confrontés. Confrontés à des conditions d'existence et de travail qui vont continuer de se dégrader, ils auront le choix entre continuer de se mobiliser sans objectif politique précis pour finalement se résigner à vivre de plus en plus mal ou chercher la voie de l'affrontement avec le régime qui passera forcément par le regroupement et l'organisation pour le renverser et ouvrira l'ère des révolutions socialistes. A condition toutefois qu'au cours de ce processus ils parviennent à construire le parti révolutionnaire sans lequel il leur sera impossible de vaincre...

Répétons ce que nous avons dit hier : l'évolution du capitalisme mondial et ses conséquences dramatiques pour le prolétariat international pose aujourd'hui directement la question de l'abolition du système économique capitaliste et la liquidation de la totalité des institutions politiques existantes qui ont pour seule raison d'être d'assurer la pérennité du capitalisme. Le sort du prolétariat mondial et de l'humanité entière repose sur la capacité des masses exploitées à s'élever au niveau de la compréhension de la nécessité d'éradiquer le capitalisme de la surface de notre planète.

Ces mouvements sociaux sont révolutionnaires dans la mesure où ils réclament l'impossible aux capitalistes, ils sont bourgeois dans la mesure où ils ne s'inscrivent pas dans la perspective de l'abolition du capitalisme et des institutions.

Politique

1- France. Attac, sa véritable nature, confirmation.

L'association altermondialiste Attac a proposé lundi sa propre coprésidente, pour prendre la succession de Dominique Strauss-Kahn, à la direction générale du Fonds monétaire international (FMI).

"Le FMI joue un rôle décisif dans la régulation, ou plutôt l'absence de régulation, de la finance internationale. C'est pourquoi l'association Attac a décidé de proposer une candidature", a-t-elle indiqué dans un communiqué.

La candidate d'Attac propose une réorientation fondamentale du FMI pour lutter contre la spéculation financière qui *"fait aujourd'hui rage sur les matières premières et les titres des dettes publiques"*. (libération.fr 06.06)

Touchant, confondant, Attac se propose de diriger l'institution du capitalisme mondial à la pointe du combat pour la destruction de

tous les droits sociaux des travailleurs au profit des gangsters de la finance internationale et organise la marchandisation des besoins élémentaires des peuples en prônant ou exigeant la privatisation des services publics.

Attac est une organisation contre-révolutionnaire au service du capital, était-il besoin de le démontrer ? Normal que cette organisation postule à la direction du FMI qui incarne le capitalisme, honnit des travailleurs du monde entier.

2- Grande-Bretagne

Le gouvernement britannique a bien l'intention de mener à terme son plan de rigueur. Quitte à durcir le droit de grève si les syndicats répliquent à sa politique par un mouvement social, a prévenu lundi le ministre des Entreprises, Vince Cable.

La cure d'austérité dévoilée par le gouvernement de David Cameron prévoit une réduction des dépenses publiques de 91 milliards d'euros environ sur les quatre prochaines années. Ce tour de vis pourrait se traduire par la disparition de plus de 300.000 emplois et une baisse des pensions de retraite.

Face à cette menace, des syndicats de la fonction publique menacent d'appeler à une journée de grève le 30 juin. Devant les délégués du syndicat GMB, qui l'ont sifflé, Vincent Cable a appelé au sang froid.

Rappelant que les journées perdues pour cause de grève étaient retombées à leur plus bas niveau depuis les années 1930, le ministre Lib Dems a également déclaré: «*Sur cette base, et à condition que cette tendance se poursuive, il n'y a nulle contrainte à changer la loi sur le droit de grève. Cependant, si cela devait changer et si des grèves devaient infliger des dégâts sérieux à notre tissu économique et social, la pression nous poussant à agir s'accroîtrait.*»

Pour Len McCluskey, secrétaire général d'Unite, la principale organisation syndicale du pays, «*évoquer une répression contre les travailleurs, c'est un cirque imaginé par un gouvernement qui n'a pas la moindre idée des véritables problèmes auxquels le pays est confronté*». (20minutes.fr 06.06)

Len McCluskey, le mauvais clown : dégage ! Le gouvernement sait parfaitement ce qu'il fait et c'est bien pour cette raison qu'il brandit cette menace, parce qu'il n'est pas au service du pays comme vous dites, le contraire signifierait qu'il tiendrait compte des besoins de toutes les classes, alors que seuls ceux de la classe dominante qu'il représente l'intéressent... pour les satisfaire.

Len McCluskey craindrait-il de perdre le contrôle de son syndicat si le gouvernement mettait sa menace à exécution et que les travailleurs passaient outre, ce qui entraînerait une réaction violente du gouvernement et une réponse tout aussi violente des masses ? Que craint-il le plus, la réaction du gouvernement ou celle des travailleurs ou les deux à la fois parce qu'elles sont liées ?

3- Maroc

De nouvelles manifestations antigouvernementales ont eu lieu dimanche au Maroc, à Rabat et Casablanca, et la police ne les a pas dispersées violemment contrairement aux précédentes.

Le mouvement a semblé prendre de l'ampleur, quelque 60.000 personnes ayant défilé à Casablanca selon les organisateurs, et 10.000 à Rabat.

La police antiémeutes a été discrète, tandis qu'elle avait arrêté et frappé de nombreux manifestants ces dernières semaines.

"*Ils ont fait les choses tactiquement et intelligemment, pour ne pas réveiller la colère contenue qu'a suscité la répression policière lors des précédentes manifestations*", a dit Mounaim Ouihi, l'un des organisateurs.

A Rabat, les manifestants criaient "*Le peuple veut la fin de la tyrannie ! Le peuple veut la fin de la corruption !*".

Lors des révolutions tunisienne et égyptienne, la répression n'avait fait que renforcer le mouvement d'opposition.

Dimanche, la police a calmement regardé les défilés, où les manifestants réclamaient la chute du gouvernement et davantage de travail, de protection sociale et d'éducation. (Reuters 06.06)

4- Yémen

Des groupes d'hommes armés ont abattu sept soldats et en ont blessé 12 autres lundi à Zindjibar dans le sud du Yémen, ont rapporté un responsable et des témoins.

Une unité de l'armée a tenté de reprendre le contrôle de cette ville de 20.000 habitants, chef-lieu de la province d'Abyan.

En mai, des dizaines d'hommes en armes, qui appartiendraient à Al Qaïda, ont fait irruption dans Zindjibar, en chassant les forces de sécurité et s'emparant des bâtiments officiels. (Reuters 06.06)

5- Syrie

Des combats entre les forces de sécurité syriennes et des centaines d'hommes en armes à Djsir el Choghour, une ville du nord-ouest de la Syrie, ont fait au total 120 morts, a rapporté lundi soir la télévision d'Etat syrienne.

Quatre-vingts des morts sont des membres des forces de sécurité, a affirmé la télévision.

Djsir el Choghour, ville de 50.000 habitants, est située sur la route reliant la ville portuaire de Lattaquié, sur la côte méditerranéenne, à Alep, la deuxième ville de Syrie. Sa population est majoritairement sunnite mais, selon des militants, la région compte des villages alaouites (une branche du chiisme, dont est issu le clan Assad, au pouvoir) et chrétiens.

Des groupes armés ont mis le feu à des bâtiments officiels de cette ville, où ils ont dérobé cinq tonnes de dynamite et tiré sur des civils et sur les forces de sécurité à la mitrailleuse et avec des lance-roquettes, a continué la télévision officielle.

Selon elle, *"Les forces de sécurité ont réussi à lever le blocus d'un des quartiers (de la ville) qui était sous le contrôle des groupes armés, et elles sont passées à l'attaque pour lever le blocus d'autres quartiers"*.

C'est la première fois que les autorités syriennes font état d'une confrontation d'une telle ampleur en onze semaines de contestation du régime autoritaire du président Bachar al Assad.

Un peu plus tôt, des militants de l'opposition avaient déclaré qu'une opération de sécurité était en cours dans la ville depuis samedi, et qu'au moins 37 habitants et dix policiers avaient péri.

Selon des habitants, les violences à Djsir el Choghour ont éclaté samedi quand des tireurs embusqués sur le toit de la poste centrale ont ouvert le feu sur un cortège funèbre dont les participants portaient en terre six manifestants tués la veille.

Les membres du cortège funèbre ont alors mis le feu à la poste, a témoigné un habitant de la ville. La télévision d'Etat a indiqué que huit membres des forces de sécurité avaient été tués dans l'attaque de la poste. (Reuters 06.06)

6- Libye

Les insurgés libyens sont entrés lundi dans la ville de Yafran, à environ 120 km au sud-ouest de Tripoli, a rapporté un photographe de Reuters sur place.

La ville, qui était assiégée depuis plus d'un mois par les forces de Mouammar Kadhafi, semble avoir été désertée par les troupes fidèles au colonel libyen, visées il y a quatre jours par un raid des forces britanniques.

Yafran est située dans le djebel Nafoussa, région montagneuse dont la population majoritairement berbère s'est soulevée contre le régime de Tripoli. (Reuters 06.06)

7- Pérou

Le candidat de gauche Ollanta Humala a revendiqué la victoire à l'élection présidentielle au Pérou et a adopté aussitôt un ton conciliant à l'adresse des investisseurs et de ses adversaires, inquiets d'assister à un coup d'arrêt de la croissance économique du pays.

Après dépouillement de 87,8% des bulletins de vote, Ollanta Humala, 48 ans, était crédité dimanche soir d'une courte mais croissante avance de 2,5 points sur son adversaire de droite Keiko Fujimori. Les sondages de sortie des urnes lui attribuaient près de 53% des voix.

"Nous voulons instaurer un gouvernement d'unité nationale", a-t-il lancé devant plusieurs milliers de ses partisans lors d'un rassemblement dans le centre de Lima qui s'est prolongé jusqu'aux premières heures de la journée de lundi. *"Nous voulons la croissance économique avec un volet social. Nous pouvons construire un Pérou plus juste pour tous"*, a-t-il ajouté.

L'ancien officier, qui a troqué l'uniforme pour le costume-cravate et les armes pour un chapelet, s'efforce d'adopter un style conciliant et acceptable par les milieux financiers.

Il a promis de maintenir un budget en équilibre, d'inclure dans le gouvernement des technocrates expérimentés et de respecter les investisseurs étrangers qui prévoient d'injecter 40 milliards de dollars dans des projets miniers et pétroliers au cours de la prochaine décennie.

"C'est la fin de la droite traditionnelle et des hommes d'affaires tout puissants", juge l'universitaire Cesar Lecca qui estime que Humala a affiné son discours politique.

Le candidat de la gauche a également promis d'accorder aux pauvres une plus large part de la richesse nationale et de mettre fin aux conflits sociaux récurrents.

Les milieux d'affaires craignent, pour leur part, que le futur chef de l'Etat ne soit tenté par une politique interventionniste et un accroissement des dépenses sociales qui plomberaient le succès économique du Pérou ces dernières années.

Ses détracteurs assurent qu'il reste un dogmatique dans l'âme et ne renoncera pas à la tentation des nationalisations et d'une réforme constitutionnelle pour se maintenir au pouvoir, à l'instar du Vénézuélien Hugo Chavez. Certains redoutent même d'assister à un retour à l'époque militaire.

Ollanta Humala soutient que son passé marxiste est derrière lui, promet qu'il n'accomplira qu'un seul mandat et a fait de nombreux efforts pour apparaître comme un modéré, à l'image du Brésilien Luis Inacio Lula da Silva. (Reuters 06.06)

Social

France.

Jean-François Copé (UMP) propose que certains des bénéficiaires du revenu de solidarité active (RSA) travaillent "entre cinq et dix heures par semaine" au service d'une collectivité, sans quoi ils pourraient le voir progressivement diminuer, dans un entretien à *La Voix du Nord* à paraître mardi 7 juin.

Marc-Philippe Daubresse, secrétaire général adjoint de l'UMP, précise ce projet dans un entretien au *Parisien* à paraître mardi : "Le principe novateur du RSA, visant à ce que toute personne qui travaille, ne serait-ce qu'une heure, gagne plus qu'en ne faisant rien, n'est pas apparu clairement. (...) Nous allons proposer un contrat d'utilité sociale rémunéré de cinq à dix heures par semaine", indique-t-il, estimant que cette idée "répond aux interrogations de Laurent Wauquiez, mais garde la philosophie de la loi Hirsch".

"C'est un élément de valorisation et d'insertion pour les personnes, et c'est un premier pas dans le retour vers l'emploi" continue Jean-François Copé. "Voilà une des pistes que nous ouvrons. Nous ferons mercredi avec Marc-Philippe Daubresse d'autres propositions pour une politique sociale plus juste et plus efficace", ajoute-t-il. (lemonde.fr 06.06)

[Haut de page ↗](#)

Le 8 juin

J'ai mis en ligne quelques articles dans les rubriques Justice, Economie, International. J'ai actualisé la page Economie du site.

A propos des articles politiques du Réseau Voltaire, Mondialisation.ca et Alterinfo.net. Leurs auteurs réduisent parfois ou souvent la situation à un affrontement entre Etats, nouvelle mouture de la théorie des blocs, au détriment de la lutte des classes, ce qui est logique de leur point de vue puisque pour eux une seule classe ne peut accéder au pouvoir, celle des capitalistes, du coup leurs analyses sont faussées en partie ou en totalité.

Ils ne se souviennent de l'existence des masses laborieuses, que lorsqu'elles se sont mobilisées et ont contrecarrées les plans minutieusement mis au point par les représentants de l'ordre. Leurs analyses peuvent indiquer une tendance, des intentions ou rappeler un penchant de certains acteurs, sans pour autant que la réalité ou l'évolution de la situation politique s'y conforme ou y corresponde obligatoirement.

Mes causeries des derniers jours n'étaient pas fameuses parce que je suis de nouveau accaparé par des problèmes personnels qui s'accumulent, donc j'ai un peu l'esprit ailleurs.

Hier soir je me suis dit que notre priorité devrait portée sur l'éducation politique des travailleurs parallèlement à celle des militants, et qu'on ne pouvait évidemment pas l'aborder sous le même angle.

Si l'on partage le constat que le problème numéro un demeure la faiblesse du niveau de conscience politique des travailleurs, il faut chercher sur quoi elle repose, comment elle se manifeste, dans quel contexte, pour déterminer les moyens qui permettraient de la faire progresser rapidement et durablement.

Autrefois on avait le choix entre se résigner ou adhérer à un parti ouvrier, leur nombre était limité à partir de 1905, SFIO ou PC, après la stalinisation du PC au milieu des années 20 plusieurs groupes puis partis se réclamant du trotskisme virent le jour au cours des années 40, de 1945 à 1958 le PS et surtout le PC dominaient (contrôlaient) le mouvement ouvrier et apparaissaient toujours aux yeux des travailleurs comme des partis représentant leurs intérêts, de 1958 à 1980 la confiance des travailleurs dans ces partis ne cessa de s'effriter ou plutôt elle prit un autre contenu, les travailleurs sachant dorénavant qu'ils ne changeraient jamais radicalement la société, bien avant les années 80 pour la majorité des travailleurs le socialisme n'était plus qu'une utopie ou un vague souvenir, ils étaient devenus incapables de lui donner un contenu précis tant les social-libéraux et les stalinien s'étaient employés à le déformer ou l'avaient carrément abandonné.

A partir des années 80, les travailleurs se détournèrent davantage de ces partis sans pour autant se tourner vers les différents partis se réclamant du trotskisme ou du maoïsme, parallèlement une multitude d'associations et d'organisations allaient voir le jour, organisations politiques et associations dites apolitiques. Si pendant plus de 20 ans les travailleurs n'avaient cessé de se détourner du socialisme, ce n'était pas pour y adhérer du jour au lendemain à partir de mai 81, la théorie opposée qu'on nous avait servi jusqu'en 1981 était erronée ou carrément farfelue.

L'Etat a compris tout l'intérêt qu'il aurait à encourager et financer généreusement une miriade d'associations qui ne se donnaient pas pour objectif d'abolir le capitalisme, mais agir pour accompagner sa décomposition en atténuant ses conséquences sur les travailleurs de manière finalement à assurer la stabilité politique du régime, processus que ne pouvait évidemment pas comprendre les travailleurs et qui devait contribuer utilement à affaiblir davantage les partis PS-PC, ces partis étant le plus souvent à l'origine de la création de ces associations.

Le but de l'opération consistait à diluer la question du pouvoir, à en éloigner le plus possible les travailleurs, à la faire disparaître littéralement, de manière à renforcer l'impression qui prédominait déjà chez les travailleurs que dorénavant il faudrait faire avec le capitalisme et qu'il n'existait aucune alternative à ce système économique, qu'il faudrait définitivement accepter de vivre sous un régime capitaliste. En détournant les travailleurs des partis politiques, ils renforceront l'idée qu'il n'existait pas de solution collective à la crise du capitalisme, que c'était uniquement au niveau individuel qu'il fallait chercher une solution à nos problèmes, cet état d'esprit présentera l'avantage de faciliter la privatisation des entreprises et des services publics entreprise par les gouvernements successifs depuis les années 80.

En procédant de la sorte, chaque problème est traité comme une abstraction de manière à ne pas avoir à se demander quelle en est l'origine, pour ne pas pouvoir remonter à sa racine, autrement dit aux fondements du capitalisme qu'il ne fallait surtout pas remettre en cause. Désormais on ne devait s'attaquer qu'aux conséquences de la survie du capitalisme pour tenter de les atténuer pour maintenir en place l'ordre établi. Rompre le lien de cause à effet était pour eux une priorité, rompre le fil qui reliait chaque difficulté auxquelles le prolétariat était confronté, de façon à ce que tout mouvement social ne puisse se cristalliser contre l'Etat et les institutions, contre le capitalisme, qu'il n'ait aucune orientation politique de manière à pourrir sur place ou à être récupéré facilement par les valets du capital que sont le PS et ses satellites.

Empêcher à tout prix et par n'importe quel moyen que les travailleurs et jeunes accèdent à la compréhension du fonctionnement de la société, leur interdire de chercher une issue à la crise du capitalisme, les couper du socialisme, favoriser l'individualisme, l'atomisation des masses exploitées, faire en sorte d'opposer leurs différentes couches de travailleurs entre elles pendant que le capital tirait les ficelles, renforcer l'esprit corporatiste, opposer les travailleurs du secteur public à ceux du secteur privé, opposer les générations entre elles, diviser pour mieux régner, le procédé classique quoi, bien que plus raffiné et sournois qu'autrefois.

Ils se sont employés à faire en sorte que les travailleurs considèrent leurs problèmes par n'importe quel bout sans qu'ils soupçonnent un instant que les rapports de production pourraient en être à l'origine. Les travailleurs y ont été encouragés par les syndicats qui ne situaient plus le combat pour les revendications sociales comme un moment ou une étape du combat pour l'émancipation du capital, ils ont définitivement abandonné cette perspective ou objectif. Tous les partis à des degrés divers leur ont emboîté le pas, chaque combat, chaque bataille qu'ils ont menée sur une question sociale ou politique était totalement détachée de la question du pouvoir qui n'apparaissait plus que dans leur programme inconnu des travailleurs ou hors de leur portée.

L'amélioration du niveau de vie général n'a fait que renforcer l'illusion qu'on pourrait toujours s'en sortir individuellement et a contribué à subordonner davantage les travailleurs au capitalisme, en aucun cas elle leur a permis de mieux comprendre son fonctionnement puisqu'ils étaient inconscients du processus qui était en train de se dérouler sous leurs yeux, ils ont

été encouragés à se détourner de cette question, laissant les différents partis qui se relayaient au pouvoir s'en occuper à leur place.

A la multitude de formations politiques, puis d'associations, vient se greffer maintenant ce qu'ils appellent les "réseaux sociaux" sur le Net qui se disent apolitiques. L'explosion des sites et des blogs marque l'apogée et la limite du processus initié au milieu des années 80 avec le déferlement d'associations en tous genres. De façon déformée et désordonnée, elle témoigne de la volonté de la population de prendre en main son destin, de pouvoir s'exprimer librement, et bien que ce soit souvent un mode d'expression individuel, paradoxalement il a pour but de partager des expériences, de rompre avec un certain isolement qui pèse de plus en plus lourdement au fur et à mesure que la crise sociale s'amplifie, de rompre avec le silence et être entendu.

Si le narcissisme accompagne la création artistique et libère l'imagination de l'artiste, il est permis de penser que le même phénomène se produira chez l'internaute qui a notamment besoin de s'exprimer librement autant qu'il quête à découvrir la vérité qu'on lui cache, à se saisir de cet outil de communication dans un but avant tout pratique. Il est en train d'en faire l'expérience, et à la prochaine étape il se rendra compte des limites de cet outil dans sa forme actuelle, que l'éparpillement de la pensée et des actions, que l'addition d'individualités ne peut pas concurrencer des partis politiques, ébranler les institutions ou le capitalisme, ne garantit pas une interprétation correcte (consciente) du monde dans lequel nous vivons, ne suffit pas pour constituer un organisme de pouvoir et changer la société.

Avec Internet, on a l'impression de vivre à la fois dans un monde réel et virtuel, le virtuel domine logiquement chez l'individu qui n'a pas encore pris conscience de sa situation, cela peut l'occuper pendant un temps, mais le monde réel va le rattraper, il n'a jamais complètement rompu avec lui puisqu'il y ait violemment confronté quotidiennement. La question est donc d'hâter le moment où il prendra son sort en main. Il se fourvoie, il perd son temps et s'égarde sur Internet, cela ne servirait à rien à essayer de le dissuader de changer ses habitudes, laissons-le épuiser ainsi toutes ses illusions. Notre responsabilité est de l'aider à trouver la voie du combat politique quand il remet les pieds sur terre, puisque finalement c'est le seul moyen qui existe pour changer la société.

Une fois l'individualisme poussé à l'extrême, une fois épuisé ce moyen pour s'en sortir et constaté que c'était impossible par cette voie-là, il restera à chaque travailleur à se convaincre qu'il n'y a rien de tel que la vieille recette du parti qui a déjà fait ses preuves. Pourquoi y reviendrait-il plus qu'hier ou aujourd'hui ? Parce qu'entre temps il aura acquis une expérience critique qui le mettra en confiance. Eh oui ! on en revient toujours à la même question, le manque de confiance en soi des masses.

Et qu'on ne nous dise pas qu'elle reposerait sur son expérience de la lutte de classe, c'est vrai en partie seulement ou prête à de nombreuses réserves. Quand un travailleur n'est pas capable de tirer les leçons d'une expérience, c'est comme s'il ne l'avait jamais vécue, il n'y a que les dogmatiques pour croire encore le contraire, et cela vaut dans la vie en général. Une formule foireuse parmi des dizaines d'autres que des dirigeants incapables se sont employés à incruster dans le cerveau de militants qui ne se sont jamais donnés la peine d'en vérifier la véracité ou qui en étaient incapables eux-mêmes, je sais ce que c'est pour être passé par là.

En conclusion, il nous faut éduquer les travailleurs, les aider à prendre en main leur destin, à considérer que leurs besoins ou aspirations sont parfaitement légitimes contrairement à ce que martèlent les représentants du capitalisme et leurs valets, à renouer avec l'idéal du socialisme.

Dictature du capital.

Côté jardin.

- Fillon contre l'intégration des œuvres d'art dans l'ISF - (Liberation.fr 07.06)

Côté cour.

- Jean-François Copé veut lier le RSA à un travail obligatoire - (Liberation.fr 07.06)

Politique.

1- France.

1.1- La soumission à l'ordre établi par la force en guise d'éducation et de prise de conscience.

« Il y a quelques propositions qui me semblent intéressantes pour réinsérer des délinquants multi-récidivistes. Je pense à l'encadrement militaire, je l'ai toujours dit. » Questionné sur son alignement sur Ségolène Royal qui propose elle-aussi l'encadrement militaire, il a répondu par l'affirmative. *« Oui mais je pense effectivement qu'il y a des moyens, on l'a déjà dit, moi je l'ai écrit. Il y a des moyens pour retirer des jeunes multi-récidivistes, pour éviter même qu'ils soient en prison parce que la prison, telle qu'elle est aujourd'hui, surchargée, c'est plutôt une école du vice qu'une école de la réinsertion. »*

Ségolène Royal est d'ailleurs revenue sur le sujet ce matin sur Canal + : « *Oui je suis favorable à l'encadrement militaire des [jeunes] délinquants et d'ailleurs je propose que ce soit expérimenté dans la région Poitou-Charentes que je préside* », a précisé la candidate à la primaire socialiste.

Selon François Rebsamen, que des délinquants fréquentent l'armée pendant quelques temps ne peut que leur permettre une meilleure réinsertion. « *Les écarter ou les retirer de la société pendant un an ou deux, pour leur permettre d'acquérir une formation, d'apprendre les règles de la vie en société, ce ne sont pas des choses qui me choquent.* » (publicsénat.fr 07.06)

Finalement, l'épileptique du Palais pourrait très bien être réélu en 2012, non ?

1.2- Une troublante coïncidence, non ?

Un journaliste américain, spécialiste de la police, décrit sur son blog les nombreux liens, qui existent entre le chef de l'Etat français et l'un des principaux protagonistes de l'affaire DSK.

Dans l'affaire DSK, les premiers rôles sont joués par l'accusé, la victime, les avocats, le procureur, mais aussi les policiers new-yorkais, et particulièrement leur chef, Ray Kelly.

Or, un journaliste, spécialiste du milieu policier new-yorkais, Leonard Levitt raconte sur son blog, que le même Ray Kelly est proche de Nicolas Sarkozy. De quoi alimenter la théorie, selon laquelle des fuites préjudiciables à DSK seraient organisées en haut lieu.

Leonard Levitt écrit qu'en 2006, le Président français, alors ministre de l'Intérieur, a décoré l'Américain de la légion d'honneur pour sa lutte contre le terrorisme.

Cet ancien responsable des douanes américaines sous Bill Clinton, francophile, a été également invité l'été dernier par le Président à la remise de la légion d'honneur à Alain Bauer, criminologue et expert français des questions de sécurité. Ce qui fait dire à Leonard Levitt que les relations du chef d'Etat et du commissaire ont "prospéré" depuis 2006, soulignant la tendance de Ray Kelly à accorder des faveurs aux "*personnes puissantes et influentes qui sont susceptibles de lui rendre des services*".

Il pointe ensuite le manque d'entrain de Ray Kelly à identifier l'origine des fuites concernant l'ancien directeur du FMI, aux conséquences pourtant dévastatrices pour l'accusé, alors qu'il avait déployé des moyens considérables lors de fuites similaires dans l'affaire Imette St. Guillen.

Sur la base de cet article de Leonard Levitt, Bruno Roger-Petit, chroniqueur politique du *Nouvel Observateur*, s'interrogeait ce matin sur le silence de la presse française à propos de cette amitié. Une connivence décrite comme "*éclairante*" dans la lecture du traitement de l'affaire DSK.

A ces informations sur le lien entre la police new-yorkaise et l'Elysée, est venue s'ajouter la révélation, le 3 juin par le site du Point, d'une rencontre le 16 mai (deux jours après l'arrestation de DSK), à New York, entre le procureur en charge de l'affaire, Cyrus Vance Jr. et le procureur de Paris Jean-Claude Marin. Le magistrat français a eu beau rappeler qu'il était invité de longue date pour une réunion sur la coopération anti-terroriste et assurer n'avoir pas abordé le sujet DSK, l'information est venue relancer les soupçons de manipulation par l'Elysée. (lexpress.fr 07.06)

2- Grèce

Le gouvernement grec n'est pas parvenu mardi à convaincre les députés sceptiques au sein du Parti socialiste au pouvoir (Pasok) de soutenir le plan d'austérité exigé par le Fonds monétaire international et l'Union européenne.

Vasso Papandreou, qui préside la commission des Affaires économiques au parlement, a évoqué Mirabeau, figure de la Révolution française, pour résumer ce qu'elle avait dit au ministre des Finances.

"*D'après Mirabeau, lorsque le parlement est soumis à du chantage, c'est la démocratie qui est soumise à du chantage*", a rapporté aux journalistes cette responsable n'ayant pas de lien de parenté avec le Premier ministre, George Papandreou. "*Vous n'avez aucun projet (...)* Ce que vous entreprenez ne vous mènera pas très loin."

Ces députés socialistes relaient l'hostilité d'une grande partie de la population à l'égard des projets du gouvernement après avoir déjà subi une cure d'austérité depuis un an dans le cadre du premier plan de sauvetage décidé par le FMI et l'UE.

La réunion avec les députés socialistes a duré si longtemps qu'elle a entraîné le report à mercredi du conseil politique du Pasok. La réunion ministérielle censée donner le feu vert du gouvernement au plan d'austérité pour le faire examiner par le parlement a de même été repoussée d'une journée, de mercredi à jeudi. (Reuters 07.06)

3- Syrie

De nombreux Syriens fuyaient Jisr al-Choughour dans le nord du pays mardi, craignant des représailles sanglantes du régime au lendemain de la mort de 120 membres des forces de sécurité. Damas accuse des groupes armés, mais des habitants et activistes évoquent une mutinerie sans précédent contre la répression du soulèvement anti-gouvernemental.

La thèse de Damas, selon laquelle des "groupes armés" auraient attaqué Jisr al-Choughour, n'explique pas comment des officiers lourdement équipés ont pu subir de telles pertes.

Un homme se faisant appeler Abdul-Razzaq Tlass et se présentant comme un déserteur de l'armée syrienne a appelé mardi les autres soldats à protéger les manifestants contre le régime. "*Souvenez-vous de votre devoir*", a-t-il lancé sur la chaîne panarabe Al-Jazira.

Selon l'habitant interrogé par AP, les tensions à Jisr al-Choughour remontent surtout à la semaine dernière, lorsque les forces de sécurité et des tireurs isolés ont ouvert le feu sur des manifestations pacifiques puis les funérailles des victimes, tuant une trentaine de personnes.

Un certain nombre de soldats auraient finalement fait défection, révoltés par le comportement des redoutées milices pro-gouvernementales, les "*Shabiha*", chargées de terroriser la population et d'attiser les tensions religieuses. La région est à majorité sunnite mais compte aussi des villages chrétiens et alaouites. Les Alaouites sont une branche du chiisme à laquelle appartiennent les Assad et les élites au pouvoir, qui représente environ 11% de la population syrienne.

Des militants des droits de l'Homme ont eux aussi fait état d'une mutinerie à Jisr al-Choughour, où des soldats ayant tourné casaque se seraient défendus contre les attaques des forces de sécurité.

Selon d'autres témoignages, de nombreux habitants auraient pris eux-mêmes les armes pour se défendre. Une thèse jugée peu crédible par un habitant de Jisr al-Choughour réfugié dans un village voisin. "*Les habitants de Jisr al-Choughour n'ont plus le droit de posséder des armes, même des fusils de chasse, depuis les années 1980. Comment pourrait-il y avoir une résistance armée?*", a-t-il réagi.

Un militant en exil influent, possédant des contacts dans la région a pour sa part affirmé que la mort de manifestants avait amené de nombreux Syriens à s'armer mais que les affrontements des derniers jours avaient surtout opposé des sympathisants des Frères musulmans aux forces de sécurité. Les armes passent selon lui par la Turquie et "*les forces de sécurité syriennes ont de fait perdu le contrôle de la zone*".

Ammar Qurabi, chef de l'Organisation nationale des droits de l'Homme en Syrie, a de son côté déclaré qu'on ignorait comment un grand nombre d'officiers avaient pu être tués à Jisr al-Choughour. Il a privilégié l'hypothèse d'affrontements au sein des forces armées mais a ajouté qu'il était possible que des habitants aient individuellement pris les armes pour se défendre contre les soldats. (AP 07.06)

4- Yémen

Quatre mille personnes environ ont manifesté mardi devant la résidence du vice-président yéménite à Sanaa pour exprimer leur refus du retour du président Ali Abdallah Saleh, évacué samedi en Arabie saoudite après avoir été blessé la veille dans une attaque contre son palais.

Le vice-président Abd-Rabbou Mansour Hadi assure l'intérim à la tête de l'Etat et de l'armée. Il a déclaré lundi que Saleh, qui a été opéré en Arabie saoudite, rentrerait dans les prochains jours.

"*Le peuple veut qu'on forme un conseil transitoire. Nous ne dormirons pas, nous n'arrêterons pas avant que ce conseil soit formé*", ont scandé les manifestants, qui réclament depuis cinq mois que Saleh quitte le pouvoir.

"*Notre révolution est yéménite, pas du Golfe ou d'Amérique*", proclamaient certaines banderoles agitées par les manifestants qui ont juré d'assiéger la résidence du vice-président jusqu'à ce qu'ils obtiennent satisfaction. (Reuters 07.06)

Syndicat

L'union syndicale Solidaires, qui réunit notamment les syndicats SUD, tient à partir de mardi son 5e congrès, qui s'annonce plutôt paisible et se concentrera sur son développement, dans un paysage où il tient une place encore modeste.

Trois cents délégués débattront pendant trois jours à Villefranche-sur-Saône (Rhône) de l'avenir de l'organisation, qui "va passer la barre des 100.000 adhérents" à l'occasion de ce congrès triennal, selon Annick Coupé, l'une des deux porte-parole, et tirera le bilan des dernières années, marqué par une notoriété en expansion.

Porteur d'"*un syndicalisme de lutte*", le plus contestataire des syndicats bénéficie d'"*une visibilité médiatique assez forte*", selon l'universitaire Jean-Michel Denis, qui les suit depuis plusieurs années et se dit "*assez bluffé par leur capacité à mobiliser dans les manifestations ces dernières années*".

On a vu ses militants nombreux dans les cortèges lors du conflit sur les retraites de l'automne 2010, même s'ils ne jouent pas dans la cour des grands (CGT et CFDT).

"*Depuis trois ans, on a réussi à bien marquer l'identité de Solidaires*", affirme Annick Coupé.

Solidaires a recueilli près de 4% des voix aux élections prud'homales de 2008. Mais il dispose de positions fortes dans le secteur public (SNCF, La Poste, la santé...).

Né en 1998 du regroupement de syndicats autonomes (de fonctionnaires notamment) et de syndicats SUD rejoints par de nombreux dissidents de la CFDT, Solidaires a su s'intégrer dans le paysage, grâce notamment à sa participation pleine et entière à l'intersyndicale, qui toutefois végète depuis l'échec du mouvement sur les retraites.

Sa présence dans cette structure unitaire ne fait pas débat dans ses rangs. Solidaires y a plaidé sans succès pour un durcissement du mouvement face à l'intransigeance gouvernementale tout en reconnaissant que le mot d'ordre de grèves reproductibles ne prenait pas.

Solidaires a su aussi établir des liens privilégiés avec la FSU, avec des colloques communs sur le partage des richesses, l'écologie, la précarité.

Quelques changements au secrétariat national interviendront lors ce congrès. Les départs les plus notables sont ceux de Pierre Khalfa, par ailleurs figure de l'association altermondialiste Attac, qui prend sa retraite, et de Jean-Michel Nathanson, le responsable de la fonction publique. (lepoint.fr 07.06)

[Haut de page ↗](#)

Le 9 juin

Il est tard ici, 17h50 et je n'ai plus le temps de me relire, tant pis pour les fautes, j'ai perdu 2 heures ce matin à régler une affaire de famille et d'argent qui traînait depuis... 5 ans, vous ne m'en tiendrez pas rigueur j'espère. Une histoire indienne dont je vous causerai plus tard. Hier à Mysore dans le Karnataka, dans le sud de l'Inde pas très loin de chez moi, deux éléphants se sont faits la belle en pleine ville massacrant plusieurs vaches au passage, tuant un homme et détruisant tout ce qui leur tombait sous la trompe... Réflexion avec Mageswary : il n'y a qu'en Inde que ce genre de choses peut arriver !

Education des masses. Argumentaire.

Vous devez tout à la lutte de classe des générations précédentes. Les travailleurs ignorent d'où viennent les droits sociaux et politiques dont ils bénéficient....

Les travailleurs ignorent pourquoi en Inde par exemple un salarié travaille 48 heures par semaine sans congés payés, ne dispose d'aucun avantage social, aucun droit, même pas un contrat de travail, il peut être viré comme un chien sur le champ sans aucun recours, alors qu'en France il travaille 35 heures, bénéficie de congés payés, d'un contrat et d'un certificat de travail, il peut saisir l'inspection du travail, les prud'hommes pour défendre ses droits, etc. En France le salarié a le droit à la retraite, en Inde ce droit n'existe pas (sauf dans la fonction publique et dans les grandes entreprises).

C'est parce que les travailleurs se sont organisés massivement en syndicats et en partis politiques et qu'ils se sont mobilisés contre l'Etat des capitalistes par la grève, les meetings et les manifestations dans la rue, qu'ils ont réussi à obtenir tous ces droits sociaux ou politiques dont sont privés les travailleurs en Inde.

Parfois il est arrivé que par crainte qu'une trop puissante mobilisation des travailleurs se produise et mette en péril l'Etat des capitalistes, les représentants des capitalistes négocient avec les représentants des travailleurs des avantages sociaux ou politique, leur objectif étant de préserver le système économique capitaliste. Sans un rapport de forces favorable aux

travailleurs, jamais l'Etat n'aurait accepté de céder le moindre avantage social aux travailleurs, il faut que les travailleurs en prennent conscience.

Il est arrivé autrefois que les capitalistes décident eux-mêmes d'améliorer le sort des exploités, mais c'était parce que sans régler des problèmes comme l'élévation du niveau des connaissances de la classe ouvrière, il aurait été impossible d'élever son niveau de formation professionnelle pour faire tourner les usines, utiliser des machines de plus en plus perfectionnées. De la même manière, pour amplifier l'exploitation des travailleurs, il fallait résoudre le problème de l'absentéisme pour cause de maladies à répétition et la faiblesse physique des travailleurs lié à des conditions de vie et de travail épouvantables, ils ont été obligés de prendre des mesures pour améliorer les conditions d'hygiène et de santé, de logement des travailleurs, par souci de leur bien-être, mais pour mieux pouvoir les exploiter.

Jamais depuis que le capitalisme a vu le jour un patron ou un capitaliste n'a pris une mesure sociale (gratuitement) en faveur des travailleurs, il a toujours agi en fonction de ses seuls intérêts pour soutirer le maximum de profit de leur force de travail. Ainsi c'est un leurre de croire qu'il existerait de bons et de mauvais patrons, il n'existe que des exploités qui vivent au dépend des exploités. C'est seule l'ignorance des travailleurs qui permet à cette forme moderne d'esclavage qu'on appelle salariat de continuer d'exister. (A suivre)

Pour développer et peaufiner cet argumentaire il faudrait y consacrer tout son temps, comme pour toutes les questions que j'aborde dans le site, seul un parti a les moyens de le faire sérieusement, les camarades peuvent le comprendre. Du coup ici on se contentera chaque fois d'aborder certaines questions sous un angle seulement.

En lisant les articles de presse des derniers jours ou des dernières semaines, on ne peut que constater que les facteurs d'une gigantesque crise du capitalisme à l'échelle mondiale sont sur le point d'être réunis aussi bien sur le plan économique, social que politique frappant de nombreux pays, dont les Etats-Unis, le Japon et l'UE.

A de multiples reprises on a expliqué que la crise du capitalisme qui a éclaté en 2007 n'était pas terminée, et que ce n'était pas les quelques dizaines de millions de chômeurs supplémentaires dans le monde qui suffiraient à atteindre le feu qui couve et empêcher la formidable explosion sociale qui se prépare d'avoir lieu, les soulèvements révolutionnaires en Afrique du Nord n'en sont que les symptômes apparents.

On en veut pour preuve que les tenants du capitalisme mondial n'ont rien trouvé de mieux que de faire chauffer à blanc la planche à billets pour tenter de juguler la crise qu'ils avaient provoquée, en fait ils n'ont fait que l'alimenter, jeter des braises dessus pour la rendre à terme encore plus gigantesque et incontrôlable. Chaque capitaliste entend recevoir une part du gâteau toujours plus grande, leur nombre a augmenté, leur rapacité aussi, mais à l'opposé le nombre d'affamés à qui il faut bien distribuer une part de ce gâteau à défaut de les laisser crever ou de les faire disparaître a augmenté encore plus vite, c'est cette contradiction, cet antagonisme tendu à l'extrême qui menace d'exploser à tout moment.

On a déjà expliqué en long en large et en travers ce processus au cours des causeries des derniers mois, on en donne ici qu'un modeste aperçu.

Maintenant il existe deux conceptions de la lutte de classe du prolétariat, l'une consistant à lutter pour faire payer les capitalistes, obtenir des concessions de leur part, c'est celle adoptée par tous les partis quand on y regarde de près, l'autre pour leur faire rendre gorge et abolir le capitalisme reprise par aucun parti, parce qu'elle serait à contre-courant de l'état d'esprit des masses subordonnées au capitalisme, occultant le fait qu'elle colle parfaitement à la réalité de la crise que subit le capitalisme.

On en a un parfait exemple dans le dernier numéro d'*Informations ouvrières* qui se réjouit de la "belle victoire" obtenue par les salariés des hôpitaux Sainte-Marie, bataille qui a aucun moment ne s'est inscrite dans la perspective de la rupture avec le capitalisme ou l'expropriation des actionnaires de ces établissements hospitaliers privés, on en veut pour preuve le compte-rendu qui en a été donné, dans la présentation de cette bataille, comme si finalement le combat pour une revendication partielle était une fin en soi, une pure abstraction totalement coupée du combat politique, dès lors il ne faudra pas s'étonner que la conscience politique des travailleurs qui y ont participé n'évolue pas. Son orientation politique n'est pas difficile à identifier : vivre mieux ou faire en sorte de mieux supporter le capitalisme, et au diable le combat pour le liquider. Ces travailleurs sont satisfaits, ils ont obtenu le maintien de leur accord d'entreprise, ils peuvent aller dormir le combat est terminé pour eux. On est très heureux pour eux, bravo, la question n'est pas là. De leur côté, les capitalistes ont perdu une bataille mais conservé l'essentiel, ce n'est que partie remise, pas de quoi en faire un plat la vie continue comme avant.

Des centaines de milliers de travailleurs ont été confrontés à des situations similaires au cours des 50 dernières années, ont fait grève ou participé à des mouvements sociaux sans jamais en retirer le moindre enseignement politique, sans que jamais leur conscience politique progresse. Cela ne vous interpelle pas, cela ne vous pose aucun problème ? Vous ne vous dites pas qu'il y a quelque chose qui cloche quelque part, non, du moment qu'on appuie sur le bouton et que l'ampoule s'allume tout va bien. Dites-vous bien que pour certains il ne se passe rien et que ce n'est pas nouveau. Ce serait un autre problème, facile de se défilier quand on a le ventre plein.

Mais, mais, bégaient-ils, on ne peut pas concevoir le syndicalisme, une action syndicale dans une telle perspective, cela diviserait les syndicats et les travailleurs, on n'arriverait à rien, avec de la mauvaise volonté en effet on arrive toujours à rien, mais si c'était à prendre ou à laisser, et si cela correspondait à ce que de nombreux travailleurs pensent tout bas ou qu'ils se disent sans l'avouer ou encore qu'ils n'osent même pas imaginer mais qu'ils ont à l'esprit, la petite lumière qui brille au fin fond de chacun se serait-elle éteinte à tout jamais, secrètement l'idéal d'une société meilleure qui a jailli un jour au cours de notre adolescence aurait-il disparu pour toujours au fil des ans, les travailleurs seraient-ils résignés à vivre dans cette société sans espoir de la changer un jour tout en constatant quotidiennement qu'elle devient de plus en plus pourrie, si c'est le cas, abandonnons le combat pour le socialisme, décrétons que le marxisme était une mauvaise farce.

On voit ici que ce qui prime pour le POI ce n'est pas l'élévation du niveau de conscience politique des travailleurs dans la perspective d'abattre le capitalisme, mais des résultats immédiats qui sont les seuls objectifs de leur combat. Tandis que les va-t-en-guerre capitalistes orchestrent des guerres qui ne devraient faire aucune ou peu de victimes dans leurs rangs, de nos jours toute forme de souffrance doit être bannie, déclarée illégitime dans cette société psychotique et en proie à une paranoïa généralisée, les partisans de la lutte des classes dans les rangs du mouvement ouvrier adoptent la même conception, ils veulent bien concevoir la lutte de classe à partir du moment où elle devrait se traduire par une victoire, peu importe son contenu, qu'elle ait ou non une valeur politique, ils s'en moquent, cet objectif est une victoire en soi, cela leur suffit, leur horizon s'arrête là, tout le reste, leurs discours sur le socialisme n'est que du baratin auquel ils ne croient pas eux-mêmes, ils ne cessent d'en faire la démonstration. C'est un peu comme si on disait : moi je suis bien pourvu, je ne manque de rien, tout va bien merci, si cela pouvait être encore mieux je ne cracherais pas dessus, à défaut en attendant on se contentera de ce qu'on a. J'ai l'impression que leur combat pour le socialisme se réduit à cet état d'esprit.

Mais si on enregistre une défaite au lieu d'une victoire, et bien quoi, ce serait un drame, un de plus voilà tout, tous les jours dans le pays des batailles se terminent par des défaites, et pourquoi êtes-vous défaitistes à ce point, vous ne la voyez donc plus luire cette petite lumière dans chaque travailleur ? Victoire ou défaite, au point où nous en sommes, qu'est-ce que cela change ? Rien, alors qu'est-ce que cela nous coûterait de situer chaque bataille dans une perspective politique, sans confondre les deux bien sûr, ne soyez pas de mauvaise foi et ne me faites pas dire ce que je n'ai pas dit, j'ai seulement voulu dire qu'on pouvait se battre sur une revendication sociale tout en la situant dans un contexte politique qui n'est pas figé et qui dans certaines conditions pourraient devenir favorable aux travailleurs, autrement dit que leur expérience sur le plan social pourrait leur profiter sur le plan politique, que les enseignements qu'ils pourraient tirer de leur bataille pourraient leur servir sur le plan politique, n'est-ce pas l'objectif que nous nous sommes fixés en tant que militants révolutionnaires, à moins qu'un peu de beurre dans les épinars suffisent à faire notre bonheur, dans ce cas-là on évitera de se proclamer révolutionnaire, réformiste serait plus approprié.

Je ne sais pas si je me suis correctement exprimé, je ne remets pas en cause le combat pour des revendications sociales, je dis seulement que ce qui n'était qu'une tendance autrefois, une déviation de l'objectif du mouvement ouvrier défini par les combattants révolutionnaires au milieu du XIXe siècle et confirmé au début du XXe, est devenu un penchant opportuniste sans cesse accentué depuis, au point que cet objectif a totalement disparu de toute bataille sociale, de tous les discours syndicaux, même la grève générale ne devrait plus avoir de contenu et d'objectifs politiques.

Une dernière réflexion très vite sur l'Assemblée constituante et la République.

Sur la République, dès lors qu'elle est chapeautée par un président de la République ou du Conseil ou tout autre personnage qui s'octroie un pouvoir absolu, la République n'est plus que l'ombre d'une République, ce qui n'a pas échappé à tous ceux qui s'en sont réclamés du haut de leur trône. Une monarchie sans couronne ni roi, un régime autocratique.... Pour approfondir cette réflexion, voyez le nombre de pays qui se proclament des républiques et la nature de ces régimes, les Etats-Unis, l'Iran ou la Chine par exemple. Autant dire que c'est le contenu plus que la forme de ces régimes qui en détermine la nature ou plutôt le fonctionnement, nature en dernière analyse déterminée par les rapports de production...

Prenez la IVe République sans le président du Conseil ou la Ve République sans le président de la République et le Conseil constitutionnel, et vous voilà flanqués d'une Assemblée constituante, un vrai bonheur paraît-il ! Il en faut de l'audace et de l'imagination pour avancer une telle perspective, une connaissance aigüe de la lutte des classes des trois derniers siècles...

Il paraîtrait que Papandréou envisagerait d'organiser un référendum sur sa politique d'austérité, cela doit être une farce ou il est complètement inconscient, à moins qu'il s'inspire de l'Irlande et de la France pour transformer un non en oui, sauf que là l'exercice va s'avérer autrement plus risqué dans un contexte plus explosif encore...

Il faut rompre avec le capitalisme, c'est la seule idée qui doit s'incruster profondément et durablement dans la tête de tous les travailleurs en Grèce comme ailleurs. Tout le reste est secondaire, hormis la liquidation des institutions politiques qui va avec.

Rompre avec le FMI ou la BCE, c'est bien, mais cela veut dire quoi dans la tête d'un travailleur, rien, ils ne savent même pas ce qu'est le FMI, d'où il vient, depuis quand il existe, comment il fonctionne et qui tirent les ficelles, admettons qu'ils n'aient pas besoin de se poser ces questions, d'accord, mais le FMI, ce n'est pas ici, c'est ailleurs, où, aux Etats-Unis, c'est loin, inabordable, c'est une institution au fonctionnement plus ou moins opaque, nous ici on a des institutions, un gouvernement et un parlement qui appliquent une politique antisociale que l'on rejette, ce sont eux que l'on doit virer, renverser, remplacer pour faire une autre politique...

A bas le FMI, des travailleurs le disent, c'est bien, ce serait peut-être mieux si le FMI était de notre côté, il y en a qui doivent en rêver chaque nuit, je ne pense pas que cela va les avancer à grand chose. En attendant certains parmi les chantres du capitalisme ont saisi l'occasion pour faire parler d'eux.

Quand Attac nie que les fondements, le fonctionnement et l'évolution du capitalisme reposent uniquement sur le profit.

Lemonde.fr : Attac, au début, plaidait pour une suppression du FMI. Vous voulez maintenant le diriger : vous avez évolué ?

Aurélie Trouvé : Non. Depuis le début, nous proposons une refondation totale du FMI et c'est le sens de ma candidature : nous voulons revoir les fondements et la gouvernance du FMI. Les fondements, c'est rompre avec la politique libérale qui impose depuis de nombreuses années des plans d'austérité drastique en échange des prêts accordés aux pays en difficulté.

Dans les années 80, cette politique s'appelait "ajustements structurels" et s'appliquait aux pays pauvres. De façon générale, dans les milieux économiques et politiques, on considère que cela a été un échec. Pourtant, c'est ce que le FMI applique aujourd'hui aux pays européens. C'est inefficace : par exemple, la dette de la Grèce a continué d'augmenter ces derniers mois, malgré les plans d'austérité. C'est aussi injuste : on fait payer la crise aux salariés, aux chômeurs et aux retraités, alors que les banques, elles, ont recommencé à augmenter leurs profits. (lemonde.fr 08.06)

La satisfaction des besoins de 6,5 milliards de travailleurs et les familles est incompatible avec l'accumulation du capital par quelques dizaines de millions de nantis qui accaparent toutes les richesses produites à travers le monde, voilà tout.

Le capitalisme était encore viable ou il avait encore de beaux jours devant lui quand quelques centaines de familles en Europe et aux Etats-Unis dirigeaient le monde qui n'était peuplé alors que de quelques centaines de millions d'êtres humains. Quand la population mondiale a atteint les un milliard, il y a eu la Première guerre mondiale, au seuil des trois milliards il y a eu la Seconde guerre mondiale, une fois dépassée les six milliards, l'existence du capitalisme est devenue impossible, pire encore, c'est la civilisation humaine et toute forme de vie sur la planète qui sont menacées de disparaître.

Sur un air de déjà vue, une nouvelle ère de guerres et de révolutions vient de s'ouvrir. Socialisme ou barbarie capitaliste, telle est la seule alternative dont dispose l'humanité.

L'économie mondiale en titre. L'effondrement annoncé.

- Wall Street termine en baisse pour la sixième fois de suite - Reuters
- La Fed entraîne l'Asie boursière dans le rouge - LeFigaro.fr
- Bernanke constate un ralentissement de l'économie américaine - Reuters
- L'économie du Japon devrait se contracter de 0,7% cette année, selon le FMI - AP
- La France enregistre un déficit commercial record - LeFigaro.fr
- Grèce : une restructuration jugée inévitable et effrayante - LeFigaro.fr

Politique.

1- Libye

Le secrétaire général de l'OTAN Anders Fogh Rasmussen a déclaré mercredi que l'Alliance atlantique n'enverrait pas de troupes au sol en Libye pour maintenir l'ordre, une fois le conflit terminé.

Il s'est exprimé au premier jour d'une réunion des ministres de la Défense des 28 pays membres de l'OTAN qui se tient jusqu'à jeudi à Bruxelles. (AP 08.06)

2- Yémen

Les rues de Zinjibar, dans le sud du Yémen, sont le théâtre de violents combats entre forces gouvernementales et activistes islamistes, a rapporté mercredi un responsable local.

Dans la capitale yéménite, une trêve conclue entre les forces de Saleh et les combattants du cheikh Sadek al Ahmar, chef de la puissante fédération tribale Hached, semble tenir.

Certains adversaires de Saleh l'ont accusé d'avoir délibérément laissé des militants d'Al Qaïda prendre la ville pour démontrer les risques encourus s'il venait à perdre le pouvoir.

Des informations contradictoires circulent par ailleurs sur l'état de santé du président yéménite Ali Abdallah Saleh, soigné en Arabie saoudite après avoir été blessé vendredi à Sanaa dans le bombardement de son palais. (Reuters 08.06)

3- Syrie

France 24 a diffusé mardi un message audio dans lequel une personne présentée comme l'ambassadrice de Syrie à Paris annonce sa démission. Lamia Shakkour dément et accuse la chaîne de désinformation et de falsification. (Reuters 08.06)

Manipulation impliquant les plus hauts sommets de l'Etat ? Lequel ou lesquels ? Paris, Washington ? Les paris sont ouverts...

4- Tunisie

Les élections en Tunisie pour désigner une Assemblée constituante auront finalement lieu le 23 octobre, a annoncé mercredi le Premier ministre tunisien, Beji Caid Essebsi.

En effet, les autorités doivent notamment inscrire 3 millions d'électeurs supplémentaires sur les listes électorales; et plus de 400.000 Tunisiens n'ont toujours pas de carte électorale. En outre, "*La commission électorale estime que les listes du ministère de l'Intérieur sont incomplètes, et constituées sur des critères non démocratiques*", explique Slah Jourchi, politologue tunisien.

Il faudra également organiser l'inscription des Tunisiens de l'étranger, appelés à voter pour la première fois. Quelque 19 sièges sur 218 leur seront réservés au sein de l'Assemblée constituante. Puis, le jour de l'élection, 8.000 bureaux de vote et 40.000 agents scrutateurs devront être prêts, et "*il faut encore mettre le système électronique en réseau*", explique le président de la Commission de réforme politique, Yadh Ben Achour, qui juge la tâche simplement "*inconcevable*" en deux mois.

"*Le plus important, c'est la transparence des élections (...) notre mission consiste à organiser des élections qui soient libres et transparentes. Nous devons préserver les acquis de la révolution*" a estimé le Premier ministre, qui dans un premier temps était favorable au maintien du scrutin en juillet. (lexpress.fr 08.06)

Si cet agent de l'impérialisme revendique "*la transparence*" pour reporter cette élection, c'est sans doute qu'ils estiment que les conditions ne sont pas réunies pour obtenir les résultats qu'ils escomptaient pour museler cette Assemblée constituante ou qu'elle soit à la botte de la classe dominante. On en aura confirmation au fil des jours jusqu'au 23 octobre, ils doivent compter sur le pourrissement de la situation qui profiterait aux partis issus du RCD, pour les propulser sur le devant de la scène...

Social.

1- France

1.1- AFP en grève

Une grève de 24 heures à l'Agence France-Presse a été votée mercredi 8 juin en assemblée générale à l'appel de plusieurs syndicats pour s'opposer à une proposition de loi visant à réformer la gouvernance de l'AFP. Une mise à l'ordre du jour de cette proposition de loi doit être décidée mercredi soir par la Conférence des présidents du Sénat.

Les présidents de groupe peuvent soit l'inscrire à l'ordre du jour de la session ordinaire qui s'achève fin juin, soit repousser cette décision à la rentrée parlementaire à l'automne. L'appel à la grève de 24 heures, qui concerne la diffusion de la production de l'AFP sur la France, a été lancé par les syndicats CGT, FO, CFTC, CFE-CGC, SAJ-UNSA et SUD. De leur côté, le SNJ et la CFDT avaient appelé à deux heures d'arrêt de travail de 19 heures à 21 heures pendant la tenue de la Conférence des présidents du Sénat.

L'arrêt de travail, qui a débuté à 14 heures, sera suspendu si la proposition de loi n'est pas mise à l'ordre du jour, ont indiqué les syndicats. L'ensemble des syndicats regrette notamment que cette proposition de loi n'ait pas fait l'objet de débats internes à l'AFP et estime que son contenu menace l'indépendance de l'Agence en renforçant le rôle de l'Etat, tant du côté de la gouvernance que du contrôle des finances de l'entreprise.

La proposition de loi relative à la gouvernance de l'Agence France-Presse a été déposée le 17 mai par le sénateur Jacques Legendre (UMP, Nord). Cette proposition amende la loi de 1957 portant création de l'AFP en prévoyant en particulier une modification de la composition du conseil d'administration de l'Agence et la mise en conformité de sa mission d'intérêt général avec les règles européennes en vigueur. (lemonde.fr 08.06)

1.2- Le personnel des crèches en grève à Paris

L'intersyndicale de la petite enfance de la Ville de Paris a lancé un nouveau préavis de grève pour la journée de mercredi. Alors que le conflit entre dans sa troisième semaine, les grévistes restent fermes sur leurs revendications.

Elles portent notamment sur le calcul de l'ancienne prime d'assiduité transformée en "prime petite enfance". La mairie propose que celle-ci soit composée à 60% d'une part forfaitaire et à 40% d'une part variable basée sur l'assiduité. Les syndicats demandent un partage 80/20. En outre la municipalité propose l'embauche de 90 personnes mais les syndicats en réclament 250. Les professionnels de la petite enfance touchent cette prime deux fois par an avec une part fixe et une autre variable selon la présence. (lexpress.fr 08.06)

1.3- La Bourse n'a plus la cote, tant mieux !

Les Français sont de plus en plus méfiants à l'égard de la Bourse et rechignent à y placer leurs économies. C'est ce qui ressort de l'enquête TNS Sofres pour la Banque Postale et *Les Echos* publiée aujourd'hui par le quotidien économique.

A l'appui, *Les Echos* citent une autre étude réalisée en mars 2011 auprès de 12 000 personnes, qui indique que la population des actionnaires individuels (hors actionnariat salarié) est passée au printemps sous la barre symbolique des 10 % contre 13,8 % en décembre 2008. En extrapolant ces données, cela signifierait que ce sont pas moins de 2,2 millions de petits porteurs qui ont abandonné la Bourse depuis 2008. Ils ne seraient plus que 4,2 millions actuellement.

Cette désaffection s'explique par la frilosité constatée actuellement à l'égard des marchés boursiers. 87 % des personnes interrogées jugent les placements en bourses risqués. Dans ce contexte, les sondés préfèrent des placements prudents tels que les livrets et comptes épargnes : 83 % d'entre eux déclarent en posséder. (lemonde.fr 08.06)

2- Grèce.

Le taux de chômage grec a augmenté en mars pour atteindre 16,2% de la population active. En mars 2010, le taux de chômage grec était de 11,6%.

Athènes a également publié les chiffres de sa production industrielle. Elle a chuté de 11% au mois d'avril après une baisse de 8% en mars. (Reuters 08.06)

3- Espagne. La baudruche sans orientation politique ni représentation se dégonfle.

Les manifestants, qui occupent depuis le 15 mai dernier la place madrilène, ont décidé de quitter leur campement dimanche

De tous âges et de tous milieux, le «réveil espagnol» avait attiré au total plusieurs dizaines de milliers de personnes. Néanmoins, ces dernières semaines le mouvement avait perdu de la vitesse et les indignés se sont fait moins nombreux. Seules quelques dizaines de manifestants continuaient d'assurer les permanences nocturnes.

Bien décidés à quitter la Plaza del sol, les manifestants n'ont pas pour autant l'intention de laisser s'éteindre leur mouvement: « *Notre révolution ne disparaît pas, elle évolue juste vers une nouvelle approche* », soulignait sur Twitter l'un des porte-parole du mouvement. « *La lutte ne peut pas s'arrêter là. Les actions des indignés seront plus ponctuelles mais nous souhaitons qu'elles soient inscrites dans la durée* », précise le jeune militant. (20minutes.fr 08.06)

Tu parles d'une "révolution" ! Twitter et Facebook (prononcer fesse book) : le parti, encore le parti, toujours le parti !

Economie.

1- France

Le déficit commercial de la France a inscrit un niveau record en avril, creusé par l'effet conjugué de la baisse des exportations et de la hausse des importations sur fond d'appréciation de l'euro.

Le solde de la balance commerciale a atteint 7,144 milliards d'euros après 5,906 milliards (révisé) en mars, selon les données CVS/CJO publiées mercredi par les Douanes.

Quant au taux de couverture, le rapport entre exportations et importations, qui gomme l'impact de la croissance des volumes d'échanges, il continue de se dégrader à 82,8% en avril contre 88,4% en moyenne en 2010.

Une dégradation qui découle d'un double mouvement de hausse des importations (+1,4% en avril à 41,5 milliards) et de baisse des exportations (-2% à 34,4 milliards).

Le déficit commercial cumulé depuis le 1er janvier s'établit à -25,7 milliards d'euros, soit dix milliards de plus que sur les quatre premiers mois de l'an dernier. Et sur les 12 derniers mois, la balance commerciale accuse un solde négatif de 61,3 milliards d'euros.

"Les exportations vers la zone euro représentent pratiquement 60% de nos exportations, il n'y donc pas de risque de change", a déclaré à Reuters François David, le président de l'assureur crédit Coface. "À cela, vous pouvez ajouter les marchés sur lesquels les entreprises françaises sont en concurrence avec des entreprises de la zone euro et où, par conséquent, la question du taux de change ne se pose pas."

"Donc, finalement, l'impact de l'euro ne concerne qu'un quart de nos exportations; c'est important mais ce n'est pas essentiel, sauf bien sûr pour quelques secteurs comme l'aéronautique." (Reuters 08.06)

2- Grèce

La zone euro a fait un pas de plus vers un compromis sur un deuxième plan d'aide à la Grèce qui verrait créanciers privés être invités à échanger leurs titres de dette souveraine contre des obligations à maturité plus longue.

Plusieurs banques européennes, dont le Crédit agricole fortement impliqué en Grèce avec sa filiale Emporiki, se sont déclarées favorables à un allongement de la dette souveraine du pays, une solution qui permettrait à Athènes de disposer de plus de temps pour atteindre ses objectifs budgétaires tout en évitant une restructuration plus radicale.

La Banque centrale européenne (BCE), qui pendant des mois avait manifesté son opposition à toute forme de restructuration, s'est ralliée cette semaine à l'idée d'une prolongation des échéances ("rollover") sur la base du volontariat des détenteurs de dette grecque. (Reuters 08.06)

Ils n'ont pas vraiment le choix. Et puis c'est une aubaine pour les banques, car au cours des années supplémentaires elles continueront de percevoir des intérêts à un taux exorbitant, allez trouver des placements garantissant un rendement supérieur à 10% par an pendant 10 ou 15 ans, cela n'existe pas ou plus. A moins que l'économie mondiale s'écroule entre temps...

[Haut de page ↗](#)

Le 10 juin

Note personnelle

Il y a environ 5 ans j'avais soldé les dettes de mes beaux-frères en proie à des usuriers en échange d'une parcelle de terrain minuscule, hier j'ai enfin réussi à m'en débarrasser. Non seulement je n'ai pas gagné une roupie dans cette transaction, j'ai plutôt perdu des dizaines de milliers de roupies que m'aurait rapporté cet argent si je l'avais placé en banque il y a 5 ans. Bref, je ferais un piètre capitaliste ! C'est sur ce terrain de 12m sur 18 qu'était située la maison où vivait la famille de Mageswary avant qu'elle ne soit détruite lors d'une rixe, le dernier bien qu'il leur restait. L'économie indienne tourne au ralenti, j'en ai eu la preuve hier en constatant que le bureau où sont enregistrés les actes de vente était quasi désert en fin de matinée, alors qu'il y a quelques années encore il y avait une cohue indescriptible du matin au soir. A cause de l'inflation galopante.

J'attends une réponse d'un jour à l'autre du type qui doit nous acheter la maison, j'ai accepté de baisser encore le prix pour m'en débarrasser.

Depuis 10 jours on héberge mon beau-frère qui est au chômage, sa tendre épouse lui a dit que s'il n'était pas capable de trouver un boulot payé au moins 8.500 roupies par mois, il pouvait dégager, ce qu'il a fait sur le champ. Depuis il veut divorcer. C'est tellement courant ici que les deux avocats qu'il a contactés n'ont rien pu lui dire sur la démarche à suivre ! Il n'est pas perdu puisqu'il a rejoint sa mère que nous hébergeons aussi. Je suis peut-être loin du terrain en France, mais pas de la vie quotidienne des travailleurs indiens.

Depuis que Mageswary a arrêté de prendre la moitié des médicaments que son médecin lui avait prescrits, elle ne se porte pas plus mal, même plutôt mieux. Je lui ai prescrit de la pomme et de l'orange en guise de traitement à son obésité. En jetant un coup d'oeil sur le Net, j'ai peut-être découvert d'où vient sa surproduction de cholestérole, du cortisol produit par les glandes surrénales. Cela peut provenir du stress, à défaut de pamplemousse inexistant ici ou pas comestible, pour remédier à

ce problème on s'est rabattu sur la pomme riche en flavonoïdes.

La plupart des médecins ont rompu avec le serment d'Hippocrate en se contentant de bourrer de médicaments leurs patients, ce sont des charlatans. Et ceux qui ironisaient il n'y a pas si longtemps sur la propagande gouvernementale ou médiatique en faveur des légumes et des fruits pour rester en bonne santé ne valent guère mieux, ce sont des ignares, les mêmes qui ont rompu avec les principes du marxisme et l'objectif du combat du mouvement ouvrier pour finalement prescrire aux travailleurs le réformisme ou une amélioration progressive de leurs conditions de vie et de travail.

J'ai rajouté provisoirement une rubrique Dictionnaire dans la page d'accueil du site, histoire de vous faire profiter du Grand Robert de la langue française que Magueswary m'a ramené de France sous forme de CD-ROM.

Un mot rapide de politique.

Le capitalisme n'est pas en faillite. Si vous tenez ce genre de discours aux travailleurs, comme ils identifient le capitalisme et la société, ils vont croire que la société est en faillite ou au bord de la faillite et se terrer chez en attendant que le ciel leur tombe sur la tête !

Je l'ai affirmé également, entre nous on se comprend et ce n'est pas erroné, il faut donc trouver une autre formule à destination des travailleurs. Cela n'a l'air de rien mais si l'on n'y prête pas attention, c'est ce genre de petits détails qui peut rendre un discours audible ou insaisissable. Les capitalistes s'emploient à créer les conditions d'une faillite pour faire accepter aux travailleurs de nouveaux sacrifices, mais en réalité il n'y a jamais eu autant de richesses produites en France et dans le monde, le seul problème c'est qu'une minorité de nantis se les accaparent, n'en ont jamais assez et veulent en accumuler toujours plus...

D. Gluckstein s'émeut dans son dernier éditorial (IO n°152) : "*les Parlements nationaux perdraient tout zeste de souveraineté*" si l'UE imposait "*leur veto à certaines décisions de politique économique nationale*", à croire que les "*décisions de politique économique nationale*" qu'adoptent ces parlements nationaux quand ils sont souverains seraient favorables aux travailleurs. Voilà encore une sortie maladroite qui tend à légitimer les institutions en place. Qu'il faille combattre la dictature de l'UE et freiner par tous les moyens possibles la construction de l'UE pour empêcher qu'on se retrouve dans une situation similaire à celles des différents Etats-Unis, on est d'accord, mais pas sur la manière.

Il est tellement embourbé dans ses contradictions, certains diraient ses compromis honteux avec les institutions de la Ve République, qu'il lui est impossible d'affirmer à la fin de son article qu'il faut rompre avec la Ve République qu'il identifie encore avec la démocratie, car "*des Parlements soumis à un veto supranational* signifierait "*la suppression de la démocratie*, démocratie assurée ou qu'il faut croire garantie sous la Ve République, qu'il ne nous reste plus pour ainsi dire qu'à vénérer ou lui souhaiter encore une longue existence.

Pour se sortir des griffes de l'UE, il en appelle à la Ve République, il tient le même discours qu'en 2005, lorsqu'il avait vanté les mérites de la Constitution de la Ve République par rapport au projet de Constitution européenne (TCE) n'hésitant pas à en appeler à de Gaulle ! Comme quoi Gluckstein n'a pas dérapé une nouvelle fois, c'est une constante chez lui.

Contrairement aux militants qui lisent ce genre de discours comme s'il leur était adressé, je le lis comme s'il était adressé aux travailleurs, et quand on le lit de cette manière on ne peut s'empêcher de constater que le POI colporte autant d'illusions dans les institutions ou le capitalisme qu'il ne les combat par ailleurs. Il y a là sans doute une contradiction ou tout du moins une confusion quelque part direz-vous, effectivement, elle n'est pas de mon ressort, je ne fais que la mettre en lumière.

De mon côté, je me demande si je ne dois pas corriger mon approche de l'OIT, j'avais aussi brocardé le POI sur ce sujet, peut-être à tort et vous allez comprendre pourquoi.

Ce n'est pas un canular. L'Entente Internationale des travailleurs et des peuples a organisé une rencontre à Genève en défense des conventions de l'OIT et de l'indépendance des syndicats, excusez la longueur de l'intitulé. On peut lire dans le compte-rendu qui a été publié dans le n°152 d'Informations ouvrières à la page 12 :

"Refuser l'intégration de l'OIT (et singulièrement des syndicats) aux institutions de la gouvernance mondiale, tel est bien l'enjeu"

Vous avez bien lu, or l'OIT est une création de l'ONU qui figure bien parmi les "*institutions de la gouvernance mondiale*". Oui ou non, vérifions-le encore une fois en se connectant sur le site de l'OIT (<http://www.ilo.org/global/about-the-ilo/lang--fr/index.htm>), voici ce qu'y figure :

- "L'Organisation internationale du Travail est l'organisme chargé au niveau mondial d'élaborer et de superviser les normes internationales du travail. C'est la seule agence des Nations Unies dotée d'une structure tripartite qui rassemble des représentants des gouvernements, des employeurs et des travailleurs, pour élaborer ensemble des politiques et des programmes et promouvoir le travail décent pour tous.". Précisons qu'elle a été créée par les États signataires du Traité de

Versailles en 1919 sous l'égide de la Société des Nations (SdN).

Il est bien écrit que c'est une " *agence des Nations Unies*". Et selon le POI il faudrait veiller à ce que l'OIT ne soit pas intégrée dans les " *institutions de la gouvernance mondiale*", mais peut-être ne considèrent-ils pas que l'ONU en fasse partie, mais qu'est-ce donc alors ?

Je me suis livré à une rapide recherche dans les quatre premiers congrès de l'Internationale communiste (1919 à 1922), pas trace de l'OIT. Ni Lénine ni Trotsky n'ont envisagé un seul instant que les syndicats puissent adhérer à une institution fondée par le capital. Or tous y adhèrent de nos jours sans que cela ne pose aucun problème aux dirigeants du POI. Que font les syndicats dans l'OIT, ils collaborent avec les représentants des Etats et du patronats qui sont en nombres supérieurs à ceux des travailleurs, vous pouvez le vérifier en consultant les statuts de l'OIT en ligne dans le site.

Donc nos trotskistes de service se sont employés année après année à réhabiliter l'ONU à travers une de ses agences. Pourquoi ? Parmi les réponses que l'on peut apporter à cette question, je vous en propose une. Une fois liquidé le PCI et enterré leu théorie foireuse de " *l'imminence de la révolution*" au milieu des années 80 au profit du PT puis du POI, ils ont considéré que le combat politique devait passer au passé au second plan au profit du combat syndical. Ils ont abandonné pendant plus de deux décennies la question du pouvoir (pour y revenir timidement aujourd'hui) pour privilégier les revendications sociales dans lesquels pouvaient se reconnaître des militants du PS et du PCF ainsi que des syndicalistes.

Chacun aura pu remarquer qu'en dehors des grandes déclarations prononcées à l'issue de manifestations politiques, le PT puis le POI n'avancé aucun objectif politique qui aurait pu effrayer les militants sur lesquels il avait jeté son dévolu, se transformant ou apparaissant de plus en plus comme un syndicat plutôt qu'un parti politique, ses militants étant appelés à se conformer à se tournant ou aller voir ailleurs.

Quand vous lisez les interventions des militants du POI dans la lutte des classes dans *Informations ouvrières*, sauf depuis la bataille engagée contre le projet de "réforme constitutionnelle" et nous y reviendrons plus loin, ils se comportent exclusivement comme des syndicalistes, en terme politique cela s'est traduit par l'abandon des enseignements de la révolution d'Octobre au profit du socialisme réformiste que combattirent sans relâche les marxistes de Marx à Trotsky que traduit parfaitement la perspective d'une Assemblée constituante s'inscrivant dans le cadre de la préservation du capitalisme.

S'agissant de la bataille qu'ils ont engagée contre le projet de "réforme constitutionnelle", ils lui ont donné un contenu qui pourrait convenir à des militants n'entendant pas rompre avec les institutions de la Ve République pour ne pas se les mettre à dos, une fois de plus ils ont bradé leurs principes et leur programme pour flatter les illusions de leur fond de commerce comme de vulgaires boutiquiers.

En se contentant de dire non à cette réforme, que disent-ils ou plutôt comment ceux qui signent peuvent l'interpréter, sinon comme un appel à ne pas rompre avec la Constitution de la Ve République, à conserver leurs illusions dans les institutions, de la même manière qu'il ne faut pas rompre avec l'OIT, donc l'ONU, comment le pourrait-on d'ailleurs une fois qu'on a éliminé toute alternative au capitalisme et ses institutions, qu'on a fait passer à la trappe le socialisme, le léninisme dont le parti, les enseignements de la révolution russe et les soviets ou comités qui constitueraient les piliers d'un Etat ouvrier.

De reniements en concessions, les dirigeants du POI (CCI), comme ils sont bien obligés de constater que cela ne suffit pas ou ne fonctionne pas, ils en viennent à réécrire l'histoire, peut-être s'agissait-il d'une maladresse, une de plus qui s'ajouterait à beaucoup d'autres, à la longue un penchant devient une tendance, qui lorsqu'elle se confirme prend la forme d'un état permanent ou d'un fait accompli, on a encore en mémoire comment ils ont réhabilité Bakounine et ses amis anarchistes virés de la Première Internationale par Marx et Engels pour justifier à la fois la forme de leur parti et justifier la présence d'anarcho-syndicalistes à sa direction, voilà maintenant qu'ils prétendent que l'ONU ne serait pas une *institution de la gouvernance mondiale*, jusqu'où vont-ils aller pour justifier les liens de leur appareil avec celui des syndicats dont celui de FO ? Si au moins cela se traduisait par la construction du parti dont la classe ouvrière aura impérativement besoin pour vaincre, on leur accorderait le bénéfice du doute, mais ce n'est pas le cas, de telles manoeuvres ne servent en rien notre cause.

Cela dit, doit-on défendre ou non l'existence de l'OIT. A priori je répondrais non, pour les mêmes raisons avancées autrefois par Lénine et Trotsky. Oui, mais, car il y a un mais, dans certaines circonstances précises et très rares des travailleurs ont eu gain de cause en s'appuyant sur les conventions de l'OIT. Certes, mais là encore c'est favoriser le mouvement spontané des masses au détriment de leur prise de conscience de l'objectif politique pour lequel ils doivent combattre. C'est favoriser le recours à une institution du capital au détriment de la mobilisation pour faire valoir nos droits. Comment voulez-vous les convaincre de rompre avec le capital quand ils doivent leur salut à une de ses institutions ? Comment souhaiter la mort de celui qui vous nourrit ?

Ce tour de force ressemble à s'y méprendre à un tour de passe-passe qui consiste à occulter le fait qu'on a changé d'objectif, qu'on ne combat plus vraiment pour abattre le capitalisme, et qu'on s'accommoderait bien de quelques arrangements à la marge qui nous permettraient de vivre relativement confortablement, non ?

Après on s'étonne que des travailleurs soient gagnés lors d'une bataille et qu'ils disparaissent quelque temps plus tard ou que

les partis comportent plus d'adhérents que de militants sur le modèle des syndicats, les syndiqués paient leur timbre une fois par an, voilà à quoi se réduit généralement leur activité syndicale.

Cela dit, mes critiques ne m'aveuglent pas ou ne m'empêchent pas de faire la part des choses et je soutiens toujours le POI. Je crois quelque part être plus honnête en exposant mes désaccords avec le POI que bien des militants ou des sympathisants de ce parti qui me considèrent comme un "ennemi" du POI, et qui, si je peux me permettre modestement et sans animosité, pourraient en prendre de la graine.

On se détend un peu. On essaie !

La République flanquée d'un bicornes, c'est les cornes sans la République ! Les islamistes radicaux ont raison de nous traiter d'infidèles ! Ainsi le Français tient plus du taureau que du coq ! Les Anglais de la fourmi, les Italiens du paon, les Indiens du corbeau... A compléter. Les Japonais n'entre pas dans ce bestiaire, aucun animal n'a l'air suffisamment martial, il dame le pion aux Allemands dans l'ordre et la discipline, un militaire au pays de l'empereur.

Qui dirige le monde ?

Ploutocratie, définition du Grand Robert : Gouvernement par les plus fortunés (timocratie). État d'une société où l'influence politique des riches, la puissance de l'argent sont prépondérantes. - La monstrueuse ploutocratie d'un pays.

J'appelle ploutocratie un état de société où la richesse est le nerf principal des choses, où l'on ne peut rien faire sans être riche, où l'objet principal de l'ambition est de devenir riche, où la capacité et la moralité s'évaluent généralement (...) par la fortune, de telle sorte, par exemple, que le meilleur critérium pour prendre l'élite de la nation soit le cens. RENAN, l'Avenir de la science, OE. compl., t. III, p. 1060.

Politique

1- Grèce. La réaction mobilise ses intellectuels.

Osez ! Osez gouverner, osez privatiser, osez licencier ! C'est, en substance, la supplique adressée au gouvernement d'Athènes par 32 personnalités grecques des arts et des lettres, de gauche comme de droite. A l'heure où des "indignés" hostiles aux mesures d'austérité remplissent par dizaines de milliers les places du pays, cette lettre ouverte constitue un pavé dans la mare. "Notre initiative n'a rien à voir avec l'aide supplémentaire demandée par la Grèce", explique l'écrivain Petros Markaris, le très populaire "Simenon" grec. "Le gouvernement accuse un retard inadmissible dans les réformes à mener et il n'ose pas dire aux Grecs combien la situation est tragique, ajoute-t-il. Quant à l'opposition, elle multiplie des propositions irréalistes car elle veut gagner des voix."

Les auteurs de ce manifeste s'adressent au gouvernement en particulier, mais aussi à la classe politique en général. "Un peu de sérieux, quoi! s'emporte Markaris. Peu importe la dureté des mesures. Qu'ils les appliquent! A force de se concentrer sur l'arbre, à savoir le mémorandum d'austérité, on perd de vue la forêt, à savoir l'avenir de la Grèce."

Takis Théodoropoulos, écrivain et chroniqueur dans le quotidien Ta Nea, proche du pouvoir, enfonce le clou: "*Nous disons à voix haute ce que le gouvernement craint d'expliquer. Ce n'est pas un hasard si les "indignés" se réunissent chaque jour devant le Parlement. Nos dirigeants ne sont pas capables de gérer cette crise, et les gens l'ont compris.*"

Dans leur texte, plutôt court, les 32 signataires ne proposent pas de solutions mais tirent la sonnette d'alarme: "*Changez de mentalité, cessez de naviguer à court terme avec pour seule boussole les intérêts politiques de chacun et dites vraiment aux Grecs les choses telles qu'elles sont! Il est encore temps de sauver le pays si on se met réellement au travail.*" (l'express.fr 09.06)

Commentaire d'un internaute grec (j'ai corrigé les fautes de français sans changer un seul mot) :

- "... Je suis Grec et je dois signaler à la rédaction et aux lecteurs que ce drôle de manifeste du 'groupe de personnalités des arts et des lettres de tous bords ' comme vous le désignez n'a connu que la moquerie et le mépris de la majorité des Grecs vu que ça n'a point correspondu ni à la profondeur à la complexité non plus de l'état social, économique et politique actuel en Grèce en ce moment difficile. Connaissez vous chers rédacteurs que certains 'membres' de ce groupe ont 'osé' proférer à la télé grecque des éloges de la dictature des Colonels (67-74) peu de jours après ce manifeste?"

Faites une petite enquête sur les ...Grecs BHL et de Vargas Yosa des articles néolibéraux de El Pais....Le démerite de la plupart des ces... 'sages' est déjà préétabli à la conscience des Grecs il y a bien longtemps de la rédaction de cette bourde...Déjà où étaient-ils depuis tant d'années....je pourrais y répondre...pas mal de ceux ils dévoreraient des subventions étatiques soit aux facultés (faites une petite enquête....) soit en offrant 'leurs services' au même pouvoir politique corrompu et pourri...Surtout messieurs Markaris dont vous citez les bourdes et un si grand auteur agenouillé à ses patrons allemand de la maison d'édition, si digne de

son manager (quel pensée profonde et néo-libérale!!!), qui a 'accepté' de changer la fin de son livre à la traduction allemande et bien évidemment il crie depuis longtemps que la Grèce doit payer absolument ses dettes surtout aux banques allemandes.... ça vend bien là-bas... Alors chers rédacteurs approfondissez votre reportage et j'espère bien que le prochain article là-dessus intègrerait le démerite de ce groupe comme il est bien exprimé par des dizaines de blogs et d'articles dans la presse..."

2- Yémen

Barack Obama a décidé d'intensifier la guerre secrète que mènent les Etats-Unis au Yémen, nous apprend le New York Times. Profitant du chaos ambiant, les forces américaines multiplient les attaques sur les militants d'al-Qaida à partir de drones et d'avions de combat.

Pendant que le Yémen s'enfoncé dans la guerre civile et que le président Saleh, allié des Etats-Unis, soigne ses graves blessures en Arabie saoudite, le rythme des attaques américaines contre les membres du groupe terroriste s'accélère.

Les opérations sont menées par le commandement interarmées des opérations spéciales en étroite collaboration avec la CIA. Les équipes au sol disposent d'un poste de commandement à Sanaa, duquel elles traquent les militants d'al-Qaida et identifient les cibles à frapper.

Le président Saleh avait donné son feu vert à ces frappes au Yémen en 2009, tout en déclarant publiquement qu'elles étaient conduites par l'armée de l'air yéménite, rappelle le journal. (slate.fr et lemonde.fr 09.06)

Bien que j'ai lu les titres de dizaines d'articles et lu des dizaines d'articles en entiers depuis des semaines consacrés au Yémen, jamais je n'ai soupçonné que l'impérialisme bombardait le sud du Yémen, Reuters et Associated Press ont su rester particulièrement discrets !

Social

Santé

1- L'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé (Afssaps) a décidé de suspendre l'autorisation de mise sur le marché du Nizoral (kétoconazole), un traitement des infections provoquées par un champignon, en raison de la toxicité de cet antifongique pour le foie. (AP 08.06)

2- Les antidiabétiques Actos et Competact, responsables d'une augmentation significative du cancer de la vessie chez les hommes, sont "*suspendus du marché immédiatement*", a annoncé, jeudi 9 juin, le directeur général de l'Agence du médicament (Afssaps). (lemonde.fr 09.06)

Economie

Grèce

Le gouvernement grec a donné jeudi 9 juin son feu vert pour le dépôt au Parlement du plan budgétaire pluriannuel 2012-2015 comprenant de nouvelles mesures d'austérité et une vague de privatisations.

Après de longs débats dans les organes politiques du parti socialiste, le Pasok, et dans la commission parlementaire socialiste, le conseil des ministres a finalement approuvé ce plan, dicté par l'Union européenne et le Fonds monétaire international et comprenant des économies de 28,4 milliards d'euros d'ici 2015, dont 6,4 milliards à réaliser en 2011. Très attendu par les créanciers du pays, ce feu vert doit être suivi par le dépôt jeudi soir au Parlement du texte, qui doit être voté d'ici la fin du mois. Les socialistes ont une majorité de 156 sièges sur un ensemble de 300.

Le plan prévoit l'accélération des privatisations (qui doivent rapporter 50 milliards d'euros d'ici 2015) ainsi que de nouvelles hausses d'impôts, la réduction de la masse salariale de la fonction publique et de certaines allocations sociales.

Le projet de loi prévoit également l'introduction d'une contribution obligatoire exceptionnelle. Cette mesure de dernière minute remplace l'abaissement du plafond d'exemption sur l'impôt sur le revenu qui avait initialement été annoncé. Une augmentation exceptionnelle pour 2011 des taxes sur les signes extérieurs de richesse que sont yachts, piscines et voitures de luxe est également prévue, tandis que certains produits qui bénéficiaient jusqu'à présent d'une TVA réduite à 13 % vont rejoindre le taux commun à 23 % à partir du mois de septembre.

Les retraités de moins de 60 ans touchant une pension sont soumis à une contribution fiscale exceptionnelle de 8 %, qui doit apporter 176 millions d'euros sur 2011 et 2012. Le gouvernement prévoit un renforcement du contrôle du travail au noir, qui

doit rapporter 1,3 milliard d'euros à partir de 2013, et ce jusqu'à 2015. Au chapitre des privatisations, le gouvernement a avancé dès cette année la date d'une cession cruciale initialement prévue en 2012 : celle de l'organisme de paris sportifs du pays. (lemonde. fr 09.06)

[Haut de page ↗](#)

Le 11 juin

J'avais écrit une très longue causerie personnelle, puis j'ai décidé de ne pas la mettre en ligne, je crois qu'à trop parler de soi nuit plus à notre échange politique qu'autre chose. C'est peut-être un moyen de briser mon isolement, j'ai décidé de m'en passer définitivement. Et puis vous en savez déjà plus sur moi que sur n'importe quel dirigeant ou militant.

Déjà que les causes de désaccords politiques ne manquent pas entre nous, alors si on ajoute ceux qu'on peut avoir sur la vie en général, on n'est pas près d'avancer ! J'oublie souvent que tout le monde n'est pas en mesure de prendre du recul quand c'est nécessaire, je corrige donc cette faiblesse.

Bon week-end à tous.

Un peu de politique.

"Le Conseil constitutionnel s'est transformé progressivement, de l'aveu même de son président, M. Jean-Louis Debré, en véritable « Cour suprême » semblable à celle des Etats-Unis." a écrit Fabrice Toscan dans la Tribune libre du n°152 d'*Informations ouvrières*.

En réalité, c'est la crise du capitalisme qui prend à un moment donné la forme d'une crise sociale et politique qui met en lumière l'aspect antidémocratique de la Constitution, qui conduit les représentants de l'Etat à recourir en dernière instance à cette autorité suprême, ce pouvoir d'exception digne d'une monarchie absolue ou d'une dictature dirigée par un bonaparte.

Non, le Conseil constitutionnel ne s'est pas "*transformé progressivement*", c'est la situation politique qui s'est modifiée, la crise du capitalisme qui s'est accentuée au point que l'Etat s'en remet de plus en plus souvent à ce pouvoir d'exception pour gouverner en lieu et place du Parlement qui n'est plus apte à remplir cette mission.

Puis il cite "*l'adoption de la procédure dite de la question préalable de constitutionnalité (QPC), qui donne le pouvoir au Conseil constitutionnel de « casser » chacune des lois en vigueur dans la République.*"

Elle date de 2008. Avant l'adoption de cette modification de la Constitution, le Conseil constitutionnel se prononçait sur la constitutionnalité des projets de loi qu'on lui soumettait. Depuis il peut agir avec effet rétroactif sur des lois déjà votées pour annuler s'il le décide. Si cette modification n'existait pas, il leur suffisait de rédiger une nouvelle loi qui par son contenu annule la précédente et le tour était joué .

Il pose ensuite une question : "*Qui l'a voulu ? Personne ne peut répondre à cette question tant on est surpris par le résultat du jeu des forces aveugles qui agissent sur les institutions de la République.*"

Aveugle est qui ne veut pas voir, la Constitution date de 1958 quand même.

Et de constater que "*les députés ont peut-être signé là une certaine mort de leur fonction.*"

On ne s'en plaindra pas, les choses sont plus claires ainsi, même pour les aveugles !

Pour terminer par le constat : "*Les chefs de l'Etat qui se sont succédé depuis des décennies se sont ainsi rendus coupables du coup d'Etat permanent dénoncé en sont temps par l'un d'entre eux.*"

Et la lumière fut ! Et oui, la Constitution de la Ve République est profondément antidémocratique, bonapartiste, depuis le jour où elle a été rédigée puis adoptée il y a plus d'un demi-siècle.

Pendant la période allant de 1958 au début des années 90, sur fond de reconstruction du pays et de reconstitution du capitalisme français après quatre années de guerre dévastatrices et de pillage continu des richesses en Afrique et en Asie, il y avait du "*grain à moudre*" pour les réformistes, staliniens et tous les collaborateurs du système capitaliste, pour que le jeu de la lutte des classes et des institutions fonctionne sans avoir à recourir au pouvoir suprême du Conseil constitutionnel pour museler

la démocratie.

Depuis, la démographie mondiale galopante, les générations d'après guerre étant parvenues à l'âge adulte dans les pays où la population a le plus augmenté, pour satisfaire leurs besoins et leurs aspirations au progrès social, elles ont été appelées à participer à la nouvelle division du travail qui a profondément modifié l'ordre social mondial établi depuis le début du XXe siècle ou la première moitié du XIXe siècle, processus toujours en cours, et dont la principale conséquence pour les travailleurs se traduit par la remise en cause de tous leurs droits sociaux et politiques incompatibles avec le taux d'exploitation en vigueur dans les nouveaux pays capitalistes développés où une grande partie de la production industrielle notamment a été délocalisée.

L'accélération de la construction de l'Union européenne à partir de 1992 signifiait que l'époque au cours de laquelle les articles de la Constitution reconnaissant la lutte des classes était sur le point d'être révolue, que le vernis démocratique dont l'avaient paré ses rédacteurs allait bientôt disparaître, tandis que la dictature qu'elle incarne allait violemment apparaître au grand jour et s'imposer sous les traits notamment du pouvoir du Conseil constitutionnel dont les membres ne sont pas élus. Il faut préciser que si le régime s'était retrouvé en grande difficulté dans les années 60, 70 ou 80, les représentants de l'Etat auraient agi de la même manière qu'ils le font aujourd'hui. En passant, comme quoi la question de l'Etat et du pouvoir n'aurait jamais dû être occultée ou remise au placard comme ce fut le cas.

L'auteur de cet article termine par cette phrase : "*Mais en mettant au centre de leur système la question de la Constitution, ils rendent aveuglante la nécessité d'une Assemblée constituante souveraine*".

Pardi, mais ce fut le cas à une multitude de reprises dans le passé, lors de chaque modification de la Constitution depuis 1958, lors de la signature de chaque traité, lors de chaque élection, lors de chaque référendum, etc. Ce ne sont pas les occasions qui ont manqué en un demi-siècle pour lier le combat politique à cette question, mais la volonté politique de nos dirigeants qui a fait défaut, ces véritables moulins à poivre qui pouvaient faire éternuer le patronat jusqu'aux larmes sans inquiéter pour autant le régime.

Présentée de cette manière l'objectif stratégique de l'Assemblée constituante souveraine ne manque pas d'intérêt, encore faut-il préciser qu'il s'agira de liquider toutes les institutions incluses dans la Constitution de la Ve République, toutes les institutions antidémocratiques, dont les représentants n'ont pas été élus directement par le peuple ou dont le peuple ne peut exercer aucun contrôle sur leurs mandats. Comme il faut préciser que cette Assemblée constituante souveraine ne pourrait exister ou fonctionner véritablement conformément aux intérêts des masses exploitées, qu'à partir du moment où elle s'appuierait sur la mobilisation du prolétariat révolutionnaire, où elle en serait l'émanation. J'arrêterai là, car c'est ici que mon point de vue diverge avec cet objectif, car on ne voit pas comment une institution dans laquelle les représentants de l'idéologie bourgeoise seraient finalement majoritaires, pourrait permettre au prolétariat d'exercer un contrôle sur ses activités, c'est antinomique.

Pour conclure, voici les articles de la Constitution consacrés au Conseil constitutionnel. Elle figure en ligne en entier dans la page d'accueil du site. (Rubrique Documents, chapitre politique)

Titre VII LE CONSEIL CONSTITUTIONNEL

ARTICLE 54. Si le Conseil constitutionnel, saisi par le Président de la République, par le Premier ministre, par le président de l'une ou l'autre assemblée ou par soixante députés ou soixante sénateurs, a déclaré qu'un engagement international comporte une clause contraire à la Constitution, l'autorisation de ratifier ou d'approuver l'engagement international en cause ne peut intervenir qu'après révision de la Constitution. ARTICLE 56. [Entrée en vigueur dans les conditions fixées par les lois et lois organiques nécessaires à leur application (article 46-I de la loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23 juillet 2008)] Le Conseil constitutionnel comprend neuf membres, dont le mandat dure neuf ans et n'est pas renouvelable. Le Conseil constitutionnel se renouvelle par tiers tous les trois ans. Trois des membres sont nommés par le Président de la République, trois par le président de l'Assemblée nationale, trois par le président du Sénat. La procédure prévue au dernier alinéa de l'article 13 est applicable à ces nominations. Les nominations effectuées par le président de chaque assemblée sont soumises au seul avis de la commission permanente compétente de l'assemblée concernée.

En sus des neuf membres prévus ci-dessus, font de droit partie à vie du Conseil constitutionnel les anciens Présidents de la République.

Le président est nommé par le Président de la République. Il a voix prépondérante en cas de partage.

ARTICLE 58. Le Conseil constitutionnel veille à la régularité de l'élection du Président de la République. Il examine les réclamations et proclame les résultats du scrutin.

ARTICLE 59. Le Conseil constitutionnel statue, en cas de contestation, sur la régularité de l'élection des députés et des sénateurs.

ARTICLE 60. Le Conseil constitutionnel veille à la régularité des opérations de référendum prévues aux articles 11 et 89 et au titre

XV. Il en proclame les résultats.

ARTICLE 61. Les lois organiques, avant leur promulgation, les propositions de loi mentionnées à l'article 11 avant qu'elles ne soient soumises au référendum, et les règlements des assemblées parlementaires, avant leur mise en application, doivent être soumis au Conseil constitutionnel qui se prononce sur leur conformité à la Constitution.

Aux mêmes fins, les lois peuvent être déferées au Conseil constitutionnel, avant leur promulgation, par le Président de la République, le Premier ministre, le président de l'Assemblée nationale, le président du Sénat ou soixante députés ou soixante sénateurs.

Dans les cas prévus aux deux alinéas précédents, le Conseil constitutionnel doit statuer dans le délai d'un mois. Toutefois, à la demande du Gouvernement, s'il y a urgence, ce délai est ramené à huit jours.

Dans ces mêmes cas, la saisine du Conseil constitutionnel suspend le délai de promulgation.

ARTICLE 61-1. [Entrée en vigueur dans les conditions fixées par les lois et lois organiques nécessaires à leur application (article 46-I de la loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23 juillet 2008)] Lorsque, à l'occasion d'une instance en cours devant une juridiction, il est soutenu qu'une disposition législative porte atteinte aux droits et libertés que la Constitution garantit, le Conseil constitutionnel peut être saisi de cette question sur renvoi du Conseil d'État ou de la Cour de cassation qui se prononce dans un délai déterminé.

Une loi organique détermine les conditions d'application du présent article.

ARTICLE 62. Une disposition déclarée inconstitutionnelle sur le fondement de l'article 61 ne peut être promulguée ni mise en application.

Une disposition déclarée inconstitutionnelle sur le fondement de l'article 61-1 est abrogée à compter de la publication de la décision du Conseil constitutionnel ou d'une date ultérieure fixée par cette décision. Le Conseil constitutionnel détermine les conditions et limites dans lesquelles les effets que la disposition a produits sont susceptibles d'être remis en cause.

Les décisions du Conseil constitutionnel ne sont susceptibles d'aucun recours. Elles s'imposent aux pouvoirs publics et à toutes les autorités administratives et juridictionnelles.

Juste un dernier mot.

En résumé, le Conseil constitutionnel est garant des traités, des lois, des institutions, de la Constitution, et de l'élection du Président de la République, de l'Etat des capitalistes. Bref, c'est cette institution qui détient la quasi totalité du pouvoir et qui en temps normal dirons-nous, le délègue aux différentes institutions de l'Etat, qui sont chargées à leur tour d'appliquer une politique conforme aux besoins de la classe dominante, d'assurer la pérennité du régime. La position du curseur correspondant au pouvoir qu'assume telle ou telle institution et il est appelé à changer de place en fonction de l'évolution de la situation économique, voilà tout.

Plus la crise du capitalisme s'amplifie et nécessite des mesures radicales contre la classe ouvrière, plus l'illusion de la démocratie qui s'exprimait à travers les joutes oratoires des représentants des différents partis politiques s'estompe au profit d'une dictature sous la direction du Conseil constitutionnel qui concentre tous les pouvoirs.

Les rapports entre les classes ne jouent qu'un rôle auxiliaire ou secondaire dans cette affaire, dans la mesure où ils sont faussés du fait que les partis censés représenter la classe ouvrière ne prendront jamais aucune mesure ou ne proposeront jamais aucune loi remettant en cause le capitalisme ou les institutions. Comme il est impossible qu'un véritable parti ouvrier devienne majoritaire un jour au sein de l'Assemblée nationale ou des institutions, ce qui justifie si besoin était la nécessité de liquider cette Constitution et la totalité des institutions de l'Etat.

Une dernière précision, le Conseil d'Etat, qu'il ne faut pas confondre avec le Conseil constitutionnel, n'a qu'un rôle consultatif dans la Constitution, c'est la plus haute juridiction administrative du pays, il rend des avis ou conseille le gouvernement sur un certain nombre de questions.

Pour ou contre le redoublement au collège ?

-...le redoublement coûte cher : il a été évalué à un milliard d'euros, l'équivalent de 25.000 postes d'enseignants par Philippe Meirieu, sociologue de l'éducation. (lefigaro.fr 10.06)

On a bien compris l'objectif de cette question... il est chiffré !

Politique

1- France

Ce sont donc un peu moins de 33 000 sympathisants écologistes qui pourront départager les quatre candidats à la primaire d'Europe Ecologie-Les Verts qui se tient courant juin par Internet et par courrier.

Outre les favoris Eva Joly et Nicolas Hulot, sont candidats l'élus alsacien Henri Stoll et le militant anti-nucléaire Stéphane Lhomme.

Ils seront environ "32 900" à pouvoir participer à la primaire, dont 15 000 adhérents, 16 000 "coopérateurs" EELV (sympathisants non adhérents) et 600 militants venus du Mouvement écologiste indépendant d'Antoine Waechter, a indiqué Alexis Braud, responsable de la commission primaire à EELV.

Ce chiffre n'est "pas tout à fait définitif", a-t-il précisé, soulignant que le nombre final ne serait connu qu'en fin de soirée après des dernières vérifications. La date limite d'inscription était fixée à vendredi 14h00.

En 2009, les écologistes ne comptaient que 8000 adhérents. Ils étaient 15 000 militants et seulement 2000 "coopérateurs" il y a encore un mois. (lexpress.fr 10.06)

Commentaire d'un internaute

- "Un peu comme avec les primaires socialistes, on se demande combien de "trolls" se sont inscrits pour saboter ou orienter le vote...."

Entre nous, qu'est-ce que cela change ? Rien !

2- Otan. Militarisation du monde, budget de guerre.

L'Alliance atlantique s'exposera à un risque d'"*inutilité militaire collective*" si ses membres européens n'augmentent pas leurs dépenses militaires, a dit vendredi le secrétaire américain à la Défense, Robert Gates.

Au total, les pays de l'Otan, y compris les Etats-Unis, comptent plus de deux millions de soldats sous les drapeaux. Mais, note Gates, le commandement allié éprouve des difficultés à maintenir entre 25.000 et 45.000 militaires en Afghanistan.

"*Pas seulement des soldats sur le terrain, insiste-t-il, mais aussi des moyens de soutien cruciaux comme des hélicoptères, des avions de transport, des unités de maintenance, de renseignement, de surveillance et de reconnaissance.*"

Rappelant que les Etats-Unis contribuent à hauteur de 75% aux dépenses de défense de l'Otan, Robert Gates prévient que le débat en cours à Washington sur le déficit budgétaire et les moyens de le juguler n'est pas de nature à conduire les Etats-Unis à "*dépenser de plus en plus de fonds précieux au nom de nations qui ne veulent visiblement pas allouer les ressources nécessaires ou entreprendre les changements nécessaires pour devenir des partenaires sérieux et capables pour ce qui relève de leur propre défense*".

Robert Gates s'exprimait devant le Security and Defense Agenda, un groupe d'étude et de réflexions de Bruxelles, au terme de deux jours de réunion des ministres de la Défense de l'Otan dans la capitale belge. (Reuters 10.06)

3- Libye

Le bilan des affrontements opposant vendredi les forces gouvernementales libyennes aux insurgés contrôlant Misrata, la grande ville de Tripolitaine aux mains des insurgés, s'établit à 31 morts, a annoncé un médecin travaillant à l'hôpital Hekma.

Les insurgés rapportent que les forces kadhafistes ont aussi bombardé jeudi soir leurs positions dans le djebel Nefoussa.

Un autre porte-parole des insurgés, Juma Ibrahim, a déclaré que les villes de Yafran et de Nalut avaient aussi été bombardées et que les forces kadhafistes se massaient près de la frontière tunisienne pour tenter de reprendre aux rebelles le point de passage de Wazin. (Reuters 10.06)

4- Yémen

4.1 - Des dizaines de milliers de Yéménites sont descendus dans les rues de Sanaa vendredi pour réclamer, les uns, que

revienne rapidement le président Ali Abdallah Saleh, les autres, séparément, qu'il reste à l'étranger.

Sur l'avenue Sitine, au coeur de Sanaa, la capitale, des milliers d'opposants à Saleh ont réclamé vendredi que celui-ci se démette au profit de Mansour Hadi.

Un plus petit nombre de manifestants se sont rassemblés parallèlement près du palais présidentiel après la grande prière hebdomadaire pour appeler de leur vœux son retour. (Reuters 10.06)

4.2- L'attentat dont a été victime le président yéménite, Ali Abdallah Saleh, le 3 juin était une tentative d'assassinat probablement montée de l'intérieur, ont affirmé, jeudi 9 juin, des experts du renseignement américain.

Le cabinet Stratfor affirme que l'explosion a été provoquée par une bombe placée dans la mosquée faisant partie du complexe présidentiel à Sanaa, et non par un obus tiré par mortier ou par char.

La thèse des experts est fondée sur l'analyse de photos prises à l'intérieur et à l'extérieur du site de l'explosion, et obtenues mardi. *'En regardant ces images de très près, nous avons pu établir qu'il s'agissait bien d'un engin explosif, et non d'une munition militaire'*, a déclaré Scott Stewart, vice-président chargé du renseignement tactique chez Stratfor.

Les photos montreraient, en particulier, que les briques du bâtiment ont été poussées vers l'extérieur plutôt que vers l'intérieur. Il en est de même pour les encadrements de fenêtres. (lemonde.fr 10.06)

Ils sont très forts ces "experts du renseignement américain" pour établir un diagnostic sur simple photo, leur argumentation semble tenir la route. C'est marrant, le 11 septembre 2001 pas le plus infime débris du Boeing qui se serait écrasé sur un bâtiment du Pentagone, pas le moindre morceau d'un passager ou d'une valise, d'un sac, d'un vêtement n'a été retrouvé sur place, ce qui n'a pas empêché ces experts de soutenir la thèse officielle livrée par Bush, alors qu'il était sur place.

5- Syrie

Des hélicoptères de combat ont, pour la première fois, été utilisés vendredi par le régime syrien du président Bachar al Assad afin de réprimer une manifestation de masse en faveur de la démocratie dans la localité de Maarat al Noumaane, entre Alep et Hama.

L'Observatoire syrien des droits de l'homme a déclaré que les aéronefs ont ouvert le feu sur la foule après la mort de cinq manifestants tués par les forces de sécurité au sol, mais qu'apparemment ils n'auraient fait aucune victime.

Selon un témoin, au moins cinq hélicoptères ont tiré à la mitrailleuse pour disperser des dizaines de milliers de protestataires. *"Les gens se sont précipité à couvert dans les champs, sous les ponts et dans les maisons mais les tirs se sont poursuivis durant des heures sur les rues quasi désertes."*

"Il y a eu des manifestations pacifiques aujourd'hui pour réclamer la liberté d'expression et la chute du régime. Les forces de sécurité nous ont d'abord laissés manifester, mais quand elles ont vu que la foule grossissait, elles ont ouvert le feu pour nous disperser", raconte un autre témoin.

"Durant la manifestation, deux officiers et trois soldats ont refusé d'ouvrir le feu, alors nous les avons portés en triomphe. Après cela, nous avons été surpris de voir des hélicoptères tirer sur nous", a ajouté ce manifestant de Maarat al Noumaane.

Selon des groupes de défense des droits l'homme, les combats dans cette région du nord-ouest du pays opposaient des militaires loyalistes à des mutins et ont fait des dizaines de victimes civiles, dont encore 28 à Djsir al Chougour pour la seule journée de vendredi.

Ailleurs dans le pays, les manifestations se sont également poursuivies. Il y a eu deux morts et de nombreux blessés dans le village de Bousra al Harir, dans le Sud, et un autre tué à Lattaquié, sur la côte méditerranéenne.

A Damas, les tirs des forces de sécurité sur une manifestation dans le quartier de Kaboune ont fait deux morts, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme.

Des milliers de manifestants réclamant *"la chute du régime"* ont également manifesté à Daïr az Zour, dans l'Est, à Hama et à Homs dans le centre, et dans la région de à Rakka, dans le Nord, à Alep et dans des faubourgs de Damas. (Reuters 10.06)

[Haut de page ↗](#)

Le 12 juin

Un camarade a répondu par courriel à ma causerie d'hier dans laquelle j'annonçais renoncer à publier des infos personnelles :

"Non! non! c'est communiquer! , quand ont apprend la vie des dirigeants à qui on a fait confiance pendant des années il est trop tard pour constater que c'était des cons.

Je ne suis pas un dirigeant. Il est vrai que si l'on avait pris connaissance plus tôt comment certains se comportaient dans la vie de tous les jours, on se serait peut-être posé plus tôt des questions sur leur conception du fonctionnement du parti ou leur politique.

Ce que je voulais dire, c'est qu'il y avait des militants qui pouvaient être amenés à porter un jugement sur mes positions politiques , plus qu'à les analyser sérieusement, à partir de renseignements que je fournissais sur ma façon de vivre la société et qui pouvaient les indisposer, tout confondre quoi. Avec toutes les données que je vous ai fournies sur moi dans le site, mon passé et mon mode de vie, vous en savez plus que mes proches ou certains membres de ma propre famille, à côté une fiche des RG ferait pâle figure !

Cela dit, ce n'est pas parce que quelqu'un à un comportement que l'on jugera inqualifiable, qu'il serait dénué de talents, voyez A. Rimbaud, poète, marchand d'armes et d'esclaves ou J-J. Rousseau qui a abandonné les quatre ou cinq gosses qu'il a faits à des femmes différentes. En politique cela passe plus mal ou présente une certaine gravité, car il s'agirait de taire un comportement qui trahirait des intentions inavouables ou incompatibles avec les idées ou la cause que l'on défend. Maintenant personne n'est parfait. J'ai connu des militants qui bastonnaient leur compagne, on trouvait cela insupportable, par contre un cadre qui méprisait ouvertement des militants, cela passait relativement bien.

Non, le plus grave c'est de faire en sorte de se caser pour ne pas bosser et avoir une vie relativement confortable, sans forcément s'enrichir, devenir simplement un bon gros bureaucrate vers la trentaine en légitimant cette situation au moyen d'arguments politiques, ce ne sont pas les exemples qui manquent. J'aurais pu embrasser autrefois cette carrière peu enviable à force de persévérance et de soumission, j'ai choisi une autre voie plus indépendante et je ne le regrette pas. Je suis du genre à tout dire et rien cacher, donc cela n'aurait jamais pu coller. C'est aussi pour cela que j'ai bossé dans un tas de boîtes et que j'ai atterri dans ce trou en Inde.

Ce qui est le plus significatif, c'est le caractère et la personnalité des dirigeants auxquels on nous demande d'accorder un minimum de confiance, et qui déteignent sur la direction et le fonctionnement de leur parti. Vous n'avez jamais remarqué à quel point les non-dits étaient nombreux dans les partis. Les militants s'interdisent de poser certaines questions somme toute souvent banales, pourquoi selon vous, la réponse figure au début de ce paragraphe. Oser porter un jugement sur les capacités d'un dirigeant est un crime de lèse-majesté intolérable, oser mettre en doute ses intentions relève du procès d'intention ou de la calomnie, c'est insupportable et mérite l'exclusion, bref, fait ce qu'on te dit et ferme ta gueule, voilà comment cela se passe encore dans tous les partis à des degrés divers. Cela n'encourage pas les travailleurs à s'engager dans un parti, mille fois hélas !

Ce qui importe ce n'est pas que l'on commette de petits ou gros mensonges que l'on taira par exemple, mais l'état d'esprit général d'un individu. Je vais vous avouer un truc. La causerie d'aujourd'hui n'a rien à voir avec celle que je n'ai pas publiée hier, j'improvise totalement.

Je vis au quotidien depuis de nombreuses années dans un milieu arriéré au possible, à côté les plus arriérés des travailleurs en France sont de véritables lumières, je ne plaisante pas, ce fut mon milieu pendant toute mon enfance et une grande partie de mon adolescence chez mes parents. Je ne le supporte pas toujours très bien évidemment, je me retrouve confronté à des situations invraisemblables, à devenir dingue, où mes faiblesses et ma vulnérabilité sont mises à rudes épreuves, je me retrouve totalement désarmé pour les affronter, donc parfois il m'arrive d'avoir des pensées peu enviables qu'il vaut mieux garder pour moi, d'autant plus que je me corrige, je ne me passe absolument rien, s'il y a au moins un domaine où je fais preuve de rigueur c'est bien celui-là, et bien je suis sûr que si je vous révélais ces réflexions et les corrections que j'y avais apportées immédiatement, il y en aurait parmi vous qui privilégieraient ces mauvaises pensées et oublieraient la manière dont je les ai corrigées pour en déduire que je suis un sale type.

Voyez-vous le langage n'est pas quelque chose de parfait, et chacun comprend ce qu'il peut ou veut bien entendre, c'est ainsi et je dois en tenir compte.

J'ai mauvaise conscience quand un oisillon meurt dans le creux de ma main, parce que je n'ai rien pu faire pour le sauver, cela a bien dû m'arriver une douzaine de fois en Inde. L'autre jour, je n'ai pas eu le courage d'achever un petit caméléon que des corneilles (gros corbeaux) avaient attaqué et crevé les yeux, je l'ai balancé de l'autre côté du mur pour ne plus le voir souffrir. C'est pour vous dire à quel point je suis attentif et sensible au moindre détail, mon attitude m'a dégoûté pour tout vous dire, la prochaine fois que je tomberai sur un animal blessé, je ferai en sorte de réduire au minimum sa souffrance, c'est l'enseignement que j'ai tirée de cette expérience. Pour me convaincre, je me suis dit : si tu n'es pas capable de le faire, tu n'es qu'un pauvre

type incapable d'évoluer. J'ai suffisamment de courage pour affronter seul 50 pêcheurs armés de machettes au risque de ma vie, mais je n'en ai pas suffisamment pour achever un petit animal. Ce n'est pas une question existentialiste, c'est plus qu'un cas de conscience, c'est une épreuve, un véritable problème qu'il me faut résoudre pour progresser dans la vie.

Etant donné que j'affronte chaque expérience de la même manière, pour autant que j'en trouve le temps, je me questionne à l'infini de la même manière qu'en politique. Donc je ne suis presque jamais satisfait, je ne le serai jamais de moi-même, du coup j'ignore ce que signifie avoir bonne conscience, cela pourrait être un idéal à se fixer à défaut de l'atteindre. Jamais rien ni personne ne sera parfait dans ce bas monde, les choses seront toujours ainsi et quelque part tant mieux, car dans le cas contraire on se retrouverait dans un monde uniforme et sans avenir où l'on s'ennuierait à mourir.

Pour conclure, ce camarade a raison, à ceci près que les militants ne vous jugent pas forcément par rapport à vos qualités personnelles qui en principe devraient être reléguées au second rang, et quand ils le font ils commettent souvent l'erreur d'inverser les valeurs, étalez vos faiblesses, faites état de vos limites, soyez modeste en toute circonstance et ils vous tourneront le dos ou vous prendront pour un fanfaron, ils préfèrent avoir à faire à des dirigeants plutôt autoritaires, qui ont l'air armés de connaissances jusqu'aux dents, qui assurent comme l'on dit, qui ont réponse à tout, qui enchaînent les mots sans hésitation aucune comme d'autres enfilent des perles machinalement, cela les rassure, ils se sentent en confiance, c'est ce qui leur manque le plus peut-être, c'est leur propre faiblesse que par aveuglement ils reconnaîtront davantage dans mon comportement, avec lequel ils s'identifieront et qu'ils détestent.

On reproche souvent aux autres ce que l'on est soi-même, comme on reproche à d'autres ce qu'ils sont devenus et que l'on a été incapable de devenir soi-même. En psychologie, le premier travail consiste à analyser ses propres pulsions ou ses propres réactions, au lieu de s'occuper de celles des autres qui sont souvent inconsciemment le reflet des nôtres. On devrait y consacrer sa vie pour ne pas perturber inutilement celle de notre entourage. Je suis bien placé pour savoir ce que signifie *loin des yeux loin du coeur*, et témoigner qu'il est en réalité plus difficile de penser aux autres en leur présence qu'en leur absence... ou de les supporter parfois !

Politique

1- France. En famille, on se rend visite, on se rend service...

Lors d'une visite du musée qui lui est dédié à Sarran (Corrèze), Jacques Chirac, accompagné de François Hollande, président PS du conseil général de Corrèze, a lancé samedi : *"Je vais voter pour lui [M. Hollande], sauf si Juppé se présente parce que j'aime bien Juppé"*. Comme M. Hollande lui désignait les micros penchés au dessus d'eux, l'ancien chef de l'Etat a répliqué en disant : *"Je peux dire que je voterai Hollande"*.

Devant la presse, M. Hollande a mis sur le compte de la plaisanterie la déclaration de l'ancien président. *"C'est une plaisanterie, c'est pour énerver ses amis, c'était sur le mode du sourire"*, a-t-il dit en faisant valoir qu'il ne fallait *"pas voir là une déclaration"*. Interrogé par BFMTV sur cette déclaration de M. Chirac signifiant ainsi qu'il ne voterait pour Nicolas Sarkozy en 2012, le député PS Jean-Marie Le Guen a fait valoir que celle-ci *"exprim(ait) la disponibilité de beaucoup de Français qui ne veulent pas d'une solution sarkozyste en 2012"*.

François Hollande affirme ne pas vouloir qu'un tel compliment soit *«instrumentalisé»* ou *«récupéré»*. *«Ca serait le pire service que je pourrais rendre, et à son livre et à ma candidature.»* (lemonde.fr et lefigaro.fr 11.06)

Une partie de la bourgeoisie française pourrait penser que pour affronter la tornade qui s'annonce sur l'économie mondiale et celle de la France en particulier, le candidat du PS serait mieux à même de défendre le capitalisme, les institutions et d'affronter le prolétariat, que son propre candidat Sarkozy.

Chirac incarne le capitalisme industriel français, Sarkozy le capitalisme financier. C'est le capitalisme financier, qui domine le capitalisme mondial et dont les Etats-Unis est le chef de file, qui a pris le pouvoir. Cependant il est impossible de concevoir un pays comme la France sans industrie, d'où la concurrence féroce que se livrent partisans du capitalisme industriel et financier.

Le courant politique qu'incarne Chirac plonge ses racines dans le capitalisme industriel, tout comme le PS (SFIO) dont les origines remontent au développement de l'industrie. Maintenant ni l'un ni l'autre n'entend s'opposer à la main mise du capitalisme financier sur le capitalisme et l'Etat, car c'est l'évolution naturelle du capitalisme qui a conduit l'industrie financière à prendre la direction du capitalisme, s'y opposer signifierait lutter contre un régime avec lequel ils s'identifient et auquel ils doivent tout, ce serait comme s'ils signaient leur arrêt de mort, impensable évidemment.

Chirac devient vieux, gâteux, comme tous les vieillards il a ses caprices et personne n'ose s'y opposer, personne ne peut lui imposer de se taire. En 1981, il paraîtrait que l'UDR (ex-UMP) avait donné la consigne de faire voter Mitterrand pour faire chuter Giscard (UDF), en cas de bataille au second tour en 2012 entre un candidat de l'UMP et du PS, Chirac vient simplement d'appeler ses amis à récidiver.

Après tout, les institutions de la Ve République dont certains affirment à tort et à travers qu'elle serait à l'agonie depuis des lustres a très bien résisté à cette épreuve, soi-disant qu'elle ne survivrait pas si le chef de l'Etat n'était pas le candidat du parti de l'ordre, la réalité a démontré le contraire, Chirac est rassuré et peut dormir tranquille sur ses deux oreilles si Hollande devait être élu en 2012.

La connivence qui existe entre l'UMP et le PS dépasse amplement et depuis belle lurette (depuis toujours en fait) le consensus qu'ils affichent au sein des institutions contre le prolétariat. On aurait dû avoir de cesse de la mettre en lumière depuis 1958, on aurait dû montrer aux travailleurs de quelle manière quotidiennement ils s'y prennent pour les duper au profits des capitalistes, les partis dits ouvriers auraient dû démonter minutieusement ce mécanisme, cette supercherie, chaque semaine dans leur journal.

Ils ne l'ont jamais fait ou pas suffisamment, pourquoi, on peut oser l'explication suivante : en procédant de cette manière envers le PS et le PCF, de nos jours il faut y ajouter ses autres satellites, il aurait été impossible de mettre en avant ensuite le mot d'ordre de gouvernement PS-PCF qui selon leurs auteurs incarnait au plus haut niveau le front unique ouvrier, ils se seraient retrouvés sans stratégie politique et auraient dû se couper des appareils pourris des syndicats avec lesquels ils avaient tissé des liens, pour masquer cette compromission et cette démission politique pour ne pas dire pire encore, ces dirigeants expliqueront aux militants que c'était pour ne pas se couper des masses, pour répondre à leur aspiration ou leurs illusions, les leurs en réalité, et comme dès cette époque la plupart des militants étaient déjà gangrenés par le socialisme réformiste ou étaient incapables de penser par eux-mêmes, d'interpréter un texte autrement qu'à la lettre ou de manière dogmatique, ils reprendront en coeur ce mot d'ordre, j'en ai fait partie hélas !

Il n'est pas exagéré de parler d'un complot permanent contre la classe ouvrière. Comme d'habitude, on s'est attaqué à la face visible de la collaboration de classes, notamment en dénonçant les briseurs de grève, aux conséquences de la survie du capitalisme, mais on ne s'est pas employé suffisamment à montrer aux travailleurs et aux militants comment le parti de l'ordre et le PS s'y prenaient en amont, sur le plan institutionnel, au sein des commissions de l'Assemblée nationale et du Sénat notamment qui peaufinaient les projets de loi qui allaient être adoptés, comment ces commissions fonctionnaient et fonctionnent encore à huis clos.

Dans ces commissions les élus peaufinent surtout les discours qu'ils vont ensuite tenir publiquement, le jeu de rôle ou la mauvaise farce qu'ils vont jouer au peuple, ils s'entraînent comme des comédiens au théâtre et s'entraident en quelque sorte, de quelle manière les élus des différents partis vont se répartir les rôles de façon à faire croire à leurs auditeurs sans expérience que sont les travailleurs ou qui ignorent tout de ce qui se trame dans leur dos, qu'ils assistent à un véritable exercice de la démocratie.

Ils s'entendent comme larrons en foire, qui, comme de vulgaires voleurs s'échinent au moment du partage du butin. De même qu'au sein du parti de l'ordre, leurs désaccords portent essentiellement sur la manière de mieux servir les intérêts du capital sans être lésés sur le plan politique, au moment de passer devant les électeurs les apparences doivent être sauvées, le salut du régime en dépend, l'essentiel.

Cohn-Bendit aurait bien voté Strauss-Kahn au premier tour en 2012, il n'aura qu'à voter pour Sarkozy qu'il voyait bien en Président de l'Union européenne si cette fonction existait, Hulot se verrait bien ministre dans un gouvernement présidé par Borloo, il n'aura qu'à voter pour son clone du PS, Chirac voterait bien pour Hollande s'il était candidat à la présidentielle, un juste retour des choses après avoir appelé à voter pour lui lors du deuxième tour de la présidentielle en 2002, le PCF n'a plus de candidat du tout, on ne le regrettera pas, il appellera à voter PS au second tour pour maintenir artificiellement en vie son cadavre, le Front de gauche qui n'a eu aucune peine à se frayer un chemin jusqu'à leur table pour l'avoir toujours fréquenté, compte bien en présentant son propre candidat récolter quelques miettes du festin permanent que réserve la Ve République à ses serviteurs ou laquais, surtout si le candidat du PS était élu.

Tout cela n'est pas nouveau, cela date de l'époque déjà lointaine où le PS et le PC étaient passés armes et bagages dans le camp des ennemis de la classe ouvrière.

Vous remarquerez le mimétisme presque parfait qui existe entre les discours des dirigeants de tous les partis, qui un beau matin nous font le coup de découvrir une situation ou des rapports qui existaient en réalité depuis des lustres et qu'ils ont couverts de différentes manières, par le silence ou en s'adressant à eux comme s'il fallait en attendre quelque chose.

Il faut matraquer sans relâche quotidiennement l'UMP, le PS et ses satellites, montrer aux travailleurs qu'au fil des ans ils ont soigneusement tissé des liens et des rapports qui ne servent qu'à maintenir solidement prisonnière leur proie, qu'il ne s'agit pas de faits isolés, de simples coïncidences, de banals incidents de parcours, mais l'expression de la volonté de servir au mieux le régime pour assurer sa survie et la leur du même coup.

Leur République est une forfaiture, leur démocratie une imposture, seul le socialisme pourra les réaliser pleinement une fois que par sa révolution la classe ouvrière aura pris le pouvoir et liquidé les institutions de la Ve République.

L'élection d'un Président de la République est incompatible avec La République, les institutions de la Ve République sont incompatibles avec la démocratie puisque la majorité du peuple et ses intérêts se retrouvent évincés du pouvoir, niés, dès lors participer à l'élection présidentielle, c'est cautionner cette forfaiture, participer aux élections législatives, c'est légitimer

cette imposture.

Autrefois il suffisait qu'un seul élu maîtrise l'éloquence et possède suffisamment de charisme pour que sa voix résonne au-delà de l'hémicycle de l'Assemblée nationale et enflamme jusqu'aux chaumières les plus reculés du pays, avec la toute puissance des médias ce temps-là est définitivement révolu, son discours est littéralement étouffé, ses paroles ne parviennent qu'aux oreilles de ses partisans, sa prestation, malgré ses talents, est devenue inutile.

2- Etats-Unis. L'Empire contre-attaque ou quand l'impérialisme américain ne supporte pas la concurrence d'un prédateur aux besoins insatiables.

L'Afrique doit prendre garde au "*nouveau colonialisme*" incarné par la Chine, a déclaré samedi la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton à Lusaka, première étape d'une tournée de cinq jours en Afrique.

Interrogée par la télévision zambienne sur l'influence croissante de Pékin sur le continent, la chef de la diplomatie américaine a estimé que les Africains devraient se méfier de partenaires qui ne traitent qu'avec les élites.

"*Nous ne voulons pas voir un nouveau colonialisme en Afrique*", a-t-elle dit. "*Nous ne voulons pas voir (les investisseurs) saper la bonne gouvernance en Afrique.*" (Reuters 11.06)

Commentaire d'un internaute

- "En Haïti, suite au séisme, les USA ont pris le pays en otage. 92% des contrats à la reconstruction sont attribués à des entreprises américaines. Le président de la Commission pour le Reconsturction est le mari de Mme Clinton, Bill, ceci expliquant cela. Un étranger à la tete d'une commission nationale ! Ces dernières années, les Etats-Unis, toujours en Haïti, ont éradiqué la production nationale de riz afin de la remplacer par les importation de riz américain en utilisant un savant système de montant compensatoire en leur faveur. Les USA ont un monopole économique complet sur Haïti.

Mme Clinton affirme que la Chine traite en Afrique avec les élites ! Depuis quand les Etas-Unis négociaient leurs investissements avec les pauvres ? En vérité, l'Occident est à court d'argument devant l'influence chinoise."

Voilà encore une manifestation de la tension grandissante entre les Etats-Unis et la Chine.

Social

France

Chez Carrefour Market, l'appel à la grève ce samedi a été «*très suivi, notamment en région parisienne*», d'après la CGT. Un constat des syndicats que ne partage pas la direction. Pour la première fois, FO et la CFDT ont rejoint le mouvement. Les salariés de ces magasins principalement en centre-ville, dénoncent des hausses des salaires insuffisantes et réclament l'attribution de titres-restaurants à l'ensemble du personnel. Ils souhaitent être traités comme leurs collègues des hypermarchés Carrefour.

Depuis le samedi 14 mai, la CGT appelle les 32 000 salariés à des débrayages tous les samedis. Cette semaine, la centrale syndicale elle a été rejointe par FO et la CFDT. «*On n'avait jamais vu une telle mobilisation chez Carrefour Market, a dit de son côté Jean-Marc Robin de FO. Certains magasins ont été bloqués comme à Reims.*» Laurent Lamaury, délégué syndical national CGT, premier syndicat chez Carrefour Market, a estimé le nombre de magasins touchés, à divers degrés, par le mouvement social à quelque 300- 350. Certains salariés ont décidé d'observer une grève toute la journée, d'autres ont débrayé quelques heure. «*Le mouvement est très suivi, notamment en région parisienne*», se réjouit-il.

La direction a fait état de 50 magasins touchés. Seuls «*2 à 4% des salariés*» du groupe, «*étaient en grève*», a-t-elle affirmé à l'AFP à la mi-journée. «*Tous les magasins sont ouverts et accueillent les clients de façon normale*», selon elle. La direction avait accordé fin mai entre 2% et 2,5% d'augmentation salariale selon l'ancienneté, applicable au 1er juillet. Les syndicats ont jugé la mesure insuffisante, 2,5% d'augmentation au 1er juillet ne se traduisant que par 1,25% de hausse sur l'année. (leparisien.fr 11.06)

Economie.

France

La note maximale accordée à la France, 'AAA', pourrait être menacée à l'horizon 2020, indique l'agence de notation Standard & Poor's. '*Si les autorités françaises ne poursuivent pas la réforme des retraites, ne continuent pas de modifier la Sécurité sociale et ne consolident pas le budget face au risque d'accroissement des dépenses liées aux retraites et à la santé*', alors 'il est incertain que Standard & Poor's maintienne la note AAA', souligne une étude consacrée aux conséquences du vieillissement de la population.

Si la France parvient à équilibrer ses comptes publics d'ici 2016, la France pourrait conserver son 'AAA' jusqu'en 2050 environ, *'toutes choses étant égales par ailleurs'*, ajoute-t-elle.

A l'inverse, en l'absence de réformes, Standard & Poor's évoque une éventuelle dégradation progressive de la note à long terme du pays, passant à 'AA' à l'horizon 2020 et entrant dans la catégorie des investissements spéculatifs (inférieure à 'BBB-') avant 2040. Sans mesures de redressement, la dette du pays atteindrait presque 370 % du Produit intérieur brut (PIB) en 2050, anticipe l'agence. (lemonde.fr 11.06)

2020, 2040, 2050, ils sont complètement cinglés décidément ! Ils poussent à l'affrontement violent entre les classes, ils savent aussi qu'on n'est pas prêt pour affronter une telle situation.

J'ai lu quelque part qu'ils s'étaient félicités de la chute de Lehman Brothers qui avait donné le signal de la crise financière en 2007. Ils l'auraient provoquée pour rebattre les cartes et permettre ainsi à l'impérialisme américain de reprendre la main, alors que sa domination sur le monde était de plus en plus contestée. Son offensive en Afrique (Libye, Syrie) et en Asie (Ben Laden Pakistan) rentrerait dans cette stratégie.

A l'approche des élections en France, les agences de notation vont faire pression sur le gouvernement pour qu'il adopte un plan d'austérité encore plus drastique contre les masses, et sur lequel les différents candidats devront se prononcer pour le rendre incontournable, comme ils l'ont déjà fait avec l'Irlande, la Grèce, le Portugal et l'Espagne.

[Haut de page ↗](#)

Le 13 juin

J'ai reçu un nouveau courriel du camarade qui m'en avait déjà envoyé un avant-hier, il se termine par ces mots : *"je t'en pris continue comme avant tes causeries."* Alors c'est bien pour toi. Quant aux militants que cela emmerdent, ils peuvent zapper cette rubrique ou se contenter de télécharger les fichiers qui les intéressent, on ne leur en voudra pas.

Dans le dernier numéro (152) d'*Informations ouvrières*, le mot socialisme ne figure pas une seule fois, par contre le mot socialiste a été employé 13 fois, chaque fois associés aux partis de la IIe Internationale ou des gouvernements dirigés par eux, cherchez l'erreur ! Les mots république et démocratie ont été employés respectivement 13 et 14 fois.

Le socialisme, laissons les partis de la IIe Internationale l'incarner... Un socialisme subordonné à l'évolution du capitalisme mondial, un socialisme qui au mieux défend quelques avancées sociales à la marge, pendant que des pans entiers de nos acquis sociaux collectifs disparaissent. Un socialisme qui progresse à rebours pour ne pas mettre des bâtons dans les roues du capitalisme.

Un socialisme qui au mieux défend quelques avancées sociales à la marge et qui trouve son pendant ou son complément dans le socialisme version POI, NPA ou LO qui se réduit finalement à la défense de nos acquis sociaux. Il ne s'agit pas là de faire un amalgame, mais simplement de mettre en évidence que ces deux versions du socialisme se complètent ou s'inscrivent dans la continuité l'une de l'autre plus qu'elles ne s'opposent, parce qu'elles ont en commun de ne pas se situer dans la perspective de l'abolition du capitalisme.

Si maintenant on avance l'objectif politique d'une Assemblée constituante souveraine, il faut expliquer pourquoi, autrement qu'en se contentant de déclarer que les institutions de la Ve République seraient antidémocratiques.

En bref, en quoi la Constitution de la Ve République est-elle antidémocratique ?

- Un Président de la République concentre les mêmes pouvoirs qu'un monarque ou un empereur, par exemple il a le pouvoir de décider l'entrée en guerre du pays, donc il dispose du droit de vie ou de mort sur ses sujets comme à l'époque de la royauté ou de l'empire ;

- Un Conseil constitutionnel dont les membres non élus constituent la cour du monarque, une véritable institution d'exception qui dispose d'un pouvoir discrétionnaire ou supérieur à celui des élus du peuple ;

- Une Assemblée nationale dont les députés sont élus par le peuple, mais qui peut être dissoute sur simple décision du locataire du Palais de l'Élysée, c'est comme s'il avait le pouvoir de dissoudre le peuple ;

- Un Sénat non élu par le peuple qui constitue un contre-pouvoir arbitraire à l'Assemblée nationale dont les membres sont élus par

le peuple.

- Le Conseil économique, social et environnemental non élu par le peuple, assemblée consultative qui constitue l'arrière-cour des laquais du monarque et légitime son pouvoir ;

Dans une monarchie ou un régime impérial, c'est le roi ou l'empereur qui détient le pouvoir, alors que dans une république c'est le peuple qui détient le pouvoir. Or, on vient de voir que sous la Ve République c'est le Président de la République et le Conseil constitutionnel qui concentrent ou exercent le pouvoir et non les élus du peuple qui ne sont que la caution légale qui légitime leur pouvoir.

La forme de la domination de classe que peut prendre la domination de classe de la classe dominante correspond à la nature sociale de l'Etat, Etat qui ne se situe pas au-dessus des classes mais exprime ou se confond avec les intérêts de la classe dominante, la classe qui détient le pouvoir économique détient et exerce sous une forme ou une autre le pouvoir politique nécessaire à sa domination de classe, là en l'occurrence la classe des capitalistes pour continuer d'exploiter les travailleurs et accumuler toujours plus de profits.

Le mode de production en rapport avec le niveau de développement des forces productives et la lutte des classes, plus précisément les rapports entre les classes, déterminent quelle forme politique prendra l'Etat pour assurer la domination de classe de la classe dominante sur la classe dominée, mais c'est en dernier lieu la lutte des classes et le rapport de force entre les classes qui détermineront le degré de républicanisme et de démocratie existant dans un pays.

La lutte des classes et le rapport de force entre les classes à un moment donné peut se traduire par l'adoption de mesures ou de lois favorables à la classe dominée, qui continueront d'exister quand bien même ce rapport de force se sera inversé. A partir de ce moment-là, le législateur, autrement dit le monarque au pouvoir, sera tenté de revenir sur ces mesures ou ces lois défavorables aux intérêts de la classe qu'il représente. Cela peut déboucher ou non sur un nouveau développement de la lutte des classes ou l'alimenter.

Le flux et le reflux de la lutte de classe du prolétariat est fonction à la fois de son niveau de conscience politique et de son niveau d'organisation, les deux sont intimement liés. Voyons comment ils peuvent interagir.

- Un bas niveau de conscience politique et d'organisation ne sera pas propice à une action de masse.

- Un bas niveau de conscience politique et un haut degré d'organisation pourra être propice à la mobilisation, mais pas forcément si les dirigeants qui contrôlent le mouvement ouvrier privilégient ou s'appuient sur le bas niveau de conscience politique des militants, en tout état de cause dans ce cas de figure, en cas de mobilisation ils en garderont le contrôle et la conduiront dans une impasse.

- Un haut niveau de conscience politique et un bas degré d'organisation ne pourra se traduire que par une mobilisation limitée.

- Un haut niveau de conscience politique et un haut degré d'organisation réunissent les conditions pour une mobilisation massive et une issue victorieuse, encore faut-il déterminer ce qu'on entend par un haut niveau de conscience politique, au minimum il correspondra à l'expression politique indépendante des masses, c'est-à-dire que la classe et les militants se disposent uniquement par rapport à leurs besoins, indépendamment de ceux des capitalistes et de leurs valets au sein du mouvement ouvrier qui soutiennent le régime, à un degré plus élevé, qu'ils situent leur combat dans une perspective politique ou qu'ils lient leur combat à des objectifs politiques, ce qui leur permettrait de poursuivre leur mobilisation au-delà des objectifs initiaux qu'ils s'étaient fixés.

C'est seulement quand ces conditions seront réunies qu'il sera possible de submerger tous les obstacles, y compris celui des appareils pourris du mouvement ouvrier.

L'erreur commise le plus souvent consiste à oublier que l'une de ces conditions n'est pas réunie, parce nous militants, nous disposons de ce haut niveau de conscience politique (en principe !) et nous sommes organisés (en principe !). Cela transpire à chaque page de la littérature qui figure dans les documents de la Tribune libre du site si vous voulez le vérifier, à moins qu'elle ne s'adresse qu'à des militants aguerris ou une élite d'intellectuels.

Il semble qu'à l'heure actuelle, le principal obstacle à la mobilisation des masses, que je distingue de la mobilisation des militants du mouvement ouvrier, soit principalement leur subordination au capitalisme, cela vaut également pour les militants, mais dans leur cas ce n'est pas le seul.

En réalité, l'obstacle des appareils n'est pas un obstacle en soi pour les militants, il est obstacle dans la mesure seulement où ils n'ont pas franchi le premier obstacle qui se présentait à eux, en amont, et que nous devons tous franchir un jour pour espérer aller de l'avant. Il consiste à déterminer librement nos propres besoins ou accepter l'idée que nos aspirations sont parfaitement légitimes en toute circonstance, ce qui doit traduire un minimum de prise de conscience du fonctionnement du capitalisme et non

correspondre à un caprice ou être le produit d'un comportement infantile, petit bourgeois ou anarchique.

J'ai vécu jusqu'à l'âge de 20 ans dans un milieu ouvrier profondément arriéré, j'étais apparemment destiné à demeurer arriéré toute ma vie, mes soeurs le sont restées en reproduisant le mode de vie et de pensée de mes parents. Je ne soupçonnais pas un instant vivre dans un tel état d'arriération que j'avais commencé à reproduire arrivé à l'adolescence. C'est en me faisant des copains à l'esprit critique ou plus libre envers la société, que j'ai découvert brutalement à quel point j'étais arriéré au dernier degré. J'en ai été tellement choqué, humilié, que je ne me suis pas contenté de réduire l'écart intellectuel qui existait entre mes potes et moi, j'ai décidé de découvrir pourquoi, j'étais habité par une résolution inébranlable, je ne voulais plus simplement ne pas reproduire le mode de vie ou de pensée de mes parents, ne pas vivre comme eux en résumé ou vivre mieux, et c'est à partir de cette démarche que j'en suis arrivé au marxisme, à comprendre l'origine de ma condition d'esclave à laquelle je ne pourrai pas échapper malgré tout, mais armé d'une conscience politique pour changer la société, mon bien le plus précieux.

J'aurais très bien pu me contenter de lectures et de persévérer dans les études pour devenir ingénieur, avoir une vie confortable et m'estimer arrivé à quelque chose dans la vie, sauf que mon passé et mon milieu me collaient à la peau, je n'étais pas issu du même milieu que mes potes, je ne pouvais pas me contenter des apparences, de biens matériels, je voulais absolument comprendre pourquoi la société produisait des riches et des pauvres, pourquoi il existait tant d'inégalités et d'injustice dans la société et le monde, je ne pouvais arrêter ma réflexion en chemin, c'était impossible de laisser des questions sans réponses satisfaisantes, je devais aller à la racine de mes problèmes et de mes souffrances, je voulais savoir, tout savoir.

Très naïvement voilà ce qui m'a poussé à progresser depuis 1974, sans plus jamais me demander ce que cela pourrait me rapporter sur le plan matériel, je ne me suis plus jamais posé cette question - ce qui m'a joué bien des mauvais tours, dès lors que mon combat contre l'ignorance occupait toute ma vie. Savoir qu'on ne sait pas, l'admettre et s'atteler à changer cette situation est vraiment la plus riche et la plus formidable expérience que l'on peut faire dans la vie. On sait quand elle a commencé et on n'a pas besoin de se demander quand elle prendra fin, le dernier jour.

Après cette digression, revenons à notre sujet.

L'obstacle des appareils est le produit de l'ignorance des militants, de leur trop faible niveau théorique et politique qu'ils partagent avec les masses exploitées. C'est de cette faiblesse que se nourrissent les appareils, c'est principalement cette faiblesse qui leur permet d'exister, tout comme le régime et non l'inverse. C'est la raison pour laquelle les militants feraient bien de revoir sérieusement leur copie avant de tout mettre sur le dos des appareils, car on a l'impression qu'ils prennent les problèmes à l'envers.

Les appareils recyclent ou se font l'écho quotidiennement de la propagande gouvernementale ou patronale en direction des syndiqués (et des travailleurs), mais ce n'est pas pour cette raison que les syndiqués y adhèrent majoritairement, mais bien parce que leur niveau de conscience politique correspond au discours qu'on leur sert, parce qu'ils sont toujours incapables de comprendre comment fonctionne le capitalisme et la société, quelle place ils occupent dans les rapports (sociaux) de production. Oui, mais si les dirigeants n'étaient pas ce qu'ils sont, avec des si on peut tout imaginer au lieu de s'attaquer aux véritables problèmes que nous avons à régler.

Si un gosse pose la main sur une plaque de fonte et se brûle, c'est parce qu'on ne lui a jamais appris qu'elle pouvait être froide ou brûlante et non parce qu'elle est brûlante. Ceux qui nous expliquent que les appareils constituent l'obstacle à la mobilisation des masses sont en vérité de piètres pédagogues, car ils commettent cette erreur. On en a eu une démonstration flagrante au moment de la mobilisation sur les retraites. Tout serait possible, ben voyons ! Comment est-ce possible ?

Que fait le gamin qui se brûle, comment faut-il traiter cette situation ? La brûlure doit-elle être traitée de préférence comme le produit ou la conséquence de son ignorance ou parce que cette plaque de fonte était chauffée à blanc, parce que son état pouvait changer ? Quand on commence à militer, avant cela même, le jour où l'on commence à se poser de sérieuses questions sur son avenir dans cette société, sur les problèmes quotidiens que l'on rencontre, on cherche avant tout à les résoudre, on cherche quelles réponses il existe, on fait face aux conséquences de rapports sur lesquels on ignore tout et on s'attaque tête baissée à ces conséquences pour ne pas avoir à les subir indéfiniment.

On est comme le malade qui prend des médicaments pour recouvrer la santé, c'est son seul objectif et c'est à la fois la seule chose qui le préoccupe, accessoirement il se demandera pourquoi il est tombé malade sans trop s'attarder sur cette question parce qu'il n'est pas médecin. Or, s'il ne veut pas un jour retomber malade pour les mêmes raisons, il ferait bien d'en chercher l'origine ou de s'attaquer sérieusement à sa cause.

Le travailleur ou le militant qui subit les conséquences de la crise du capitalisme va s'attaquer à ces conséquences en combattant par exemple pour conserver ses acquis, mais cela ne l'aidera en rien à découvrir l'origine ou à comprendre les causes de cette offensive du capitalisme, du coup il est vulnérable, on pourra lui raconter n'importe quoi qui entamera sa détermination, le fera douter, qu'il gèrera ou qui l'incitera à accepter de supporter de nouveaux sacrifices selon les cas, il n'a pas le choix, il n'a pas les moyens de contredire l'explication qu'on lui a fournie puisqu'il ne s'est jamais penché sérieusement sur cette question.

On a bien conscience qu'on s'attaque toujours aux conséquences d'un problème avant de s'attaquer à sa ou ses causes dans la vie en général, mais on commet une grave confusion en estimant que le niveau politique des travailleurs progresseraient par le seul fait de s'attaquer aux conséquences de la crise du capitalisme, comme si cela allait de soi ou serait automatique, comme disait Lénine cette prise de conscience ne peut venir que de l'extérieur, du parti, de militants qui ont déjà acquis cette conscience et qui la transmettent aux travailleurs pour qu'ils réfléchissent plus profondément à leurs conditions.

Mais si maintenant on se contente uniquement de s'attaquer aux conséquences sans jamais viser les origines d'un problème social, jamais la conscience de classe des travailleurs ne progressera, jamais elle ne sera en mesure de se hisser au niveau du programme de la révolution socialiste.

Comment mieux expliquer pourquoi des millions de travailleurs de différentes générations au cours des décennies passées ont participé à des grèves ou des mouvements sociaux sans jamais parvenir à comprendre le fonctionnement de la société ?

On nous reproche parfois de trop poser de questions, de couper les cheveux en quatre, une manie pompée (une approche scientifique) sur Marx que personnellement j'avais adoptée avant même de faire sa connaissance ou plutôt ses ouvrages, un procédé qui appliqué aux choses matérielles et à la société ne peut que nous conduire à découvrir la loi unique qui régit toute chose et tout être, le monde, la nature, l'univers, le matérialisme dialectique et historique.

Une question en entraîne une autre et ainsi de suite, qui du pain nous conduit à la graine que l'agriculteur a semé quelques mois plus tôt en passant par toutes les étapes qu'elle a subie pour finir sur notre table, un formidable voyage qu'on ne peut pas explorer, dont l'entendement nous échappe en contemplant un grain de blé ou un morceau de pain, à moins d'être poète, mais c'est un autre exercice.

Même les questions existentielles méritent d'être posées, pour se rendre compte de leur inanité ou qu'elles ne mènent nulle part, et passer rapidement à des choses plus sérieuses, plus terre à terre (ou terre-à-terre).

Le socialisme, le nôtre, celui de Marx et Engels, est scientifique, on ne prétend pas qu'il aurait une base scientifique pour se faire plaisir ou se faire passer pour de grands intellectuels, on se fout bien de ce qu'on peut penser de nous, mais tout simplement parce qu'il décrit la réalité matérielle (sociale) et son évolution, tout ce qui en est issu d'immatériel, abstrait, idéologique, théorique, etc. le mouvement qui est la loi suprême qui régit toute chose, inhérente à toute chose et sans laquelle rien n'existerait, y compris le capital qui ne peut pas y échapper, la réalité sur laquelle on peut avoir une emprise dès lors qu'on en a compris le fonctionnement, qu'on en a pris conscience pour la changer, sinon à quoi bon. C'est seulement quand on est animé par un idéal très élevé qu'on estime à notre portée, qu'on trouve la force pour vouloir changer le monde, sinon on s'arrête en cours de route. (je devrais me spécialiser dans les aphorismes !)

La loi du mouvement explique à peu près tout à elle toute seule, c'est pour cela que lorsqu'on commence à maîtriser cette méthode pour interpréter le monde qu'on appelle marxisme ou plutôt le matérialisme dialectique, qui ne fait que traduire de quelle manière elle s'applique, on comprend un peu mieux dans quel monde on vit et l'on n'a plus à se demander qui nous sommes ou d'où nous venons, nous avons trouvé les réponses à ces questions.

J'ai improvisé cette causerie que j'ai rédigée d'une traite. J'y ai passé quelques heures évidemment, je ne récite pas une leçon que j'ai apprise par coeur, j'en suis incapable et c'est très bien ainsi.

On passe aux infos en bref, c'est lundi pas grand chose à se mettre sous la dent.

Politique

1- Espagne. Plouf !

Les "Indignés", ces jeunes Espagnols qui campaient sur la Puerta del Sol à Madrid depuis près d'un mois pour dénoncer le chômage et la corruption politique, ont quitté la place dimanche non sans promettre de poursuivre leur action. (AP 12.06)

Eh non, le miracle n'a pas eu lieu ! Nous n'avions pas suivi ceux qui avaient manifesté un intérêt démesuré à ce mouvement social et nous avons eu raison. On va bien être obligé d'en revenir aux fondamentaux de la lutte de classe du prolétariat, au marxisme, au léninisme, encore un peu de patience camarades.

2- Turquie

Les élections législatives en Turquie ont offert une victoire attendue au parti conservateur AKP du Premier ministre Recep Tayyip Erdogan qui n'obtient toutefois pas le nombre de sièges requis pour convoquer un référendum constitutionnel.

Après le décompte de 99,7 % des bulletins, le parti conservateur est crédité de 49,9% des suffrages, mais cela n'est pas suffisant pour réunir les 330 élus nécessaires sur les 550 que compte le Parlement.

Selon les projections, l'AKP devrait obtenir 325 sièges, soit cinq de moins que le nombre exigé pour la convocation d'une consultation référendaire.

Le principal parti d'opposition, le Parti républicain du peuple (CHP, centre gauche) obtient 25,9% des suffrages (135 sièges) et la troisième force politique du pays, le parti du Mouvement nationaliste (MHP) est crédité de 13,1% des voix (54 sièges).

Quinze partis concourent à ces élections pour 7.695 candidats, y compris les indépendants.

Pour obtenir une représentation au Parlement, un parti doit obtenir au moins 10% des voix sur le plan national. Ce seuil, l'un des plus élevés au monde, empêche beaucoup de petites formations d'avoir des députés. (Reuters 12.06)

[Haut de page ↗](#)

Le 14 juin

Avant de commencer la lecture de cette longue causerie que je viens tout juste de terminer, une bonne nouvelle, en principe ma maison sera vendue la semaine prochaine et je déménagerai la semaine suivante.

C'est la deuxième fois que mon ordinateur me plante en quelques jours, et comme j'écrivais sur un bloc-notes où il n'y a pas de sauvegarde automatique, tout ce que j'avais écrit depuis la dernière sauvegarde a été effacé, 30 minutes de boulot à recommencer.

Du coup je bascule du Notepad (bloc-notes) à Word, décision que j'aurais dû prendre depuis des années, comme quoi on se trimballe bien des mauvaises habitudes ou qu'on manque parfois singulièrement d'à propos, pour ne pas dire de rigueur. Je trouvais bien pratique le Notepad, tant pis.

Ce qui s'est passé, c'est que j'ai commencé à bosser à 6h du matin et il est déjà 10h50, il fait déjà 35°C et je n'ai pas nettoyé l'intérieur de l'ordinateur depuis quelques mois, du coup la poussière s'est accumulée au niveau du ventilateur du microprocesseur, la température a atteint 56°C activant une sécurité qui déclenche la coupure de l'alimentation à l'entrée de l'ordinateur. Il y a quelques jours, je ne l'ai pas nettoyé, j'avais mis en route la climatisation et c'était reparti 15 minutes plus tard à mon grand soulagement.

J'avais écrit que j'avais reçu ces derniers jours plusieurs courriels de différentes organisations, et qu'hier j'en ai reçu de plusieurs camarades, dont un d'un militant qui me demande à ce que notre correspondance demeure confidentielle, ce sur quoi il peut compter, je suis une tombe ! Par contre je vais lui demander si je peux évoquer le contenu de son ou ses courriels à venir pour en faire profiter les militants, en respectant bien sûr les règles habituelles et strictes de discrétion que je me suis imposé et qui n'ont jamais posé de problèmes à aucun camarade depuis 2005.

Tout d'abord, partant du constat que le site comporte ses propres limites, que sa fréquentation est confidentielle et le restera si on ne développe pas les moyens pour le faire connaître, on doit se poser la question de savoir s'il ne pourrait pas servir à autre chose qu'à informer et échanger des réflexions, si à un moment donné il ne pourrait pas être une tournure pratique, laquelle je n'en sais rien encore. J'ai toujours pensé que le site ne pourrait pas déboucher sur une forme d'organisation, mais avec l'intérêt croissant que portent les travailleurs et les jeunes à Internet, je me demande si on ne pourrait pas s'orienter vers cet objectif ou quelque chose d'informel qui permettrait aux militants qui se connectent sur le site de se rencontrer et pourquoi pas agir ensemble.

Ensuite, je ne suis pas informaticien et je ne connais rien à ce qu'ils appellent les réseaux sociaux, Facebook, Twitter, etc., par contre je suis sûr que des camarades sont branchés sur ces nouveaux moyens d'information. Quand on voit quel impact ont eu ces réseaux sociaux dans les soulèvements des derniers mois, on se dit que cela doit être un moyen d'entrer en contact avec des dizaines ou des centaines de milliers de travailleurs et jeunes à condition de savoir s'y prendre.

On pourrait créer une page sur ces différents supports qui renverraient au site. Mais si ces pages s'adressaient aux travailleurs en général, contrairement au site qui ne s'adresse qu'à des militants, il faudrait que le contenu de ces pages soit rédigé dans leur langage pour ne pas les rebuter, un peu comme je le fais parfois dans mes causeries quand je n'emploie pas la terminologie politique du militant, mais celle du simple travailleur qui exprime directement ce qu'il ressent ou s'exprime dans des termes compréhensibles par tous.

Mais en renvoyant au site, il faudrait que de mon côté je modifie la présentation du site, j'ai commencé à y réfléchir hier soir.

La difficulté est de trouver la bonne formule pour s'adresser aussi bien à des ouvriers qu'à des intellectuels. La difficulté est double, parce qu'il ne s'agit pas seulement de la terminologie à employer ou du niveau de langue, de la tournure syntaxique, mais aussi du contenu proprement dit. Un ouvrier va lire *Le Parisien*, un jeune *Libération*, un intellectuel *Le Monde*. Les deux premiers emploient de préférence des phrases courtes, le troisième développe davantage par exemple. Le premier emploie un langage plus proche de la langue orale et des mots d'usage courant, plutôt que la langue écrite et des termes moins connus dans le troisième.

Et puis il ne s'agit pas seulement d'une question de compréhension des expressions employées, mais de faire en sorte que le lecteur trouve agréable à la lecture les articles qu'on lui propose, qu'il ne se dise pas que c'est mal écrit ou à l'opposé que c'est trop compliqué à lire. Existe-t-il un style qui convienne à tous les types de lecteur ? Ce n'est pas certain. Celui de Marx, Engels et Lénine par exemple, mais je ne possède pas leurs qualités pour m'exprimer avec autant de clarté et de profondeur à la fois. On peut s'inspirer de leur style qui est finalement le produit de leur développement intellectuel puisque nous marchons dans leurs pas, même sans prétendre rivaliser avec eux, ce serait un bon compromis.

Sinon il y aurait bien une autre solution, distinguer dans le site ce qui s'adresserait aux ouvriers et serait rédigé dans un style plus relâché et au contenu moins théorique, de la partie réservée à des lecteurs avertis ou qui ont suffisamment de connaissances pour lire, qui comporterait des articles mieux construits et au contenu plus soutenu, mais sans dresser une barrière entre les deux, en conservant l'unité du site qui s'adresserait aussi bien au bleu de travail qu'au col blanc, de manière à ce que personne pense que le site reproduirait ce qui se passe dans la plupart des partis où il existe la tête et les jambes, ou encore reproduire dans le site les rapports entre les classes, ce qui serait intolérable. Un site populaire pour intellectuel dans lequel les ouvriers se reconnaîtraient en résumé.

Il y a sans doute de nombreux militants qui ne comprennent pas la finalité du site tel qu'il existe aujourd'hui, qui sont sceptiques sur son utilité, puisqu'il ne débouche pas sur des actions ou ne se traduit pas en terme d'organisation il ne sert à rien, c'est de la masturbation intellectuelle ou une érection d'eunuque, c'est l'œuvre d'un type isolé que l'on ne connaît pas et qu'on ne peut même pas rencontrer, qui n'est organisé nulle part et qui n'a aucune légitimité, etc. bref, il ne mérite pas qu'on lui accorde la moindre importance.

Ceux-là ne comprennent pas ou ne veulent pas comprendre que l'organisation est une chose, élever son niveau de conscience politique pour être capable de penser par soi-même en est une autre, et que c'est uniquement à cette tâche qu'était dédié le site jusqu'à présent, favoriser la libre réflexion des militants et si possible confronter les idées des uns et des autres pour progresser ensemble sachant que l'on combat pour la même cause. Ceux-là doivent être les mêmes qui considèrent que les appareils seraient le seul obstacle à la mobilisation des masses, alors que ce n'est pas le cas.

Ils ont oublié ce que disait Trotsky, qu'il serait beaucoup plus difficile dans l'avenir pour le prolétariat de s'emparer du pouvoir et que pour y parvenir, il faudra impérativement qu'il ait élevé son niveau de conscience politique à un niveau beaucoup plus élevé qu'il en fallut au prolétariat russe pour vaincre, autrement dit que ce facteur dans un contexte totalement différent serait amené à jouer un rôle encore plus déterminant que par le passé. C'est à partir de ce constat ou de cette réflexion, que je me suis dit il y a quelque temps déjà que ce facteur pourrait peut-être contrebalancé le manque de maturité des conditions objectives qui déterminent le passage à l'action des masses...

Avant d'en venir à modifier le site, les militants qui se connectent sur le site pourraient essayer de le faire connaître autour d'eux, sur Internet où ils vont tous les jours. Par exemple en intervenant dans des blogs d'information, ceux des médias nationaux ou dans ceux comme Médiapart, *Le Grand Soir*, *Agoravox*, etc. en laissant chaque fois l'adresse du site. On laissera tomber les blogs des partis car vous seriez censurés immédiatement, ce serait une perte de temps. Vous devez bien lire des articles dans *lemonde.fr* ou *libération.fr*, non ? Cette proposition rejoint ce que j'ai dit plus haut. Si vous ne le faites pas, c'est que vous n'êtes pas convaincus de l'utilité du site, bien qu'apparemment vous en tiriez quelque chose, vous avez des convictions mais vous doutez de tout, mais si vous refiiez votre doute aux autres, ce n'est pas ainsi qu'ils auront davantage confiance en eux-mêmes.

Je ne fais pas le site pour m'amuser ou me distraire parce que je n'aurais rien de mieux à foutre, pour me donner bonne conscience, qu'est-ce que vous croyez, il y a mille manières de se rendre utile sans faire de politique, avec tous les domaines que j'ai étudiés depuis 36 ans je n'aurais que l'embaras du choix, je suis un passionné, je pourrais me lancer à fond dans l'ethnologie ou l'anthropologie, je voudrais bien savoir ce que sont devenus les Trobriandais étudiés jadis par B. Malinowski, la linguistique ou les médecines dites parallèles, l'astrophysique et les phénomènes dits paranormaux comme la télékinésie, la physique quantique et l'étude des ondes invisibles, les ondes hertziennes n'ont été découvertes qu'à la fin de XIXe siècle, c'est relativement récent sans cette découverte extraordinaire pas de télévision ni radio, pas de téléphone portable, pas d'Internet, je suis persuadé qu'il doit exister d'autres forces physiques sous formes de fluide ou d'ondes dont on ignore encore l'existence et qu'il y a des chercheurs qui planchent pour les découvrir. J'étais aussi passionné de photo et de musique, en mélomane seulement, il n'y a que la biographie de Beethoven que je connais à fond...

Au départ je pensais faire ce site pour rendre service aux militants, je ne pensais qu'un jour je m'exprimerais dedans, je suis plutôt du genre effacé, second rôle, demeurer dans l'ombre me va très bien. Ensuite je me suis rendu compte que de nombreux militants étaient inorganisés tandis que d'autres se trouvaient mal à l'aise dans leur parti, certains étaient au bord du désespoir, cela m'a bouleversé pour tout vous dire. Et voilà que maintenant des camarades me supplient de continuer comme si le site était

leur seule planche de salut, je vous dis la vérité, je n'oserais pas plaisanter sur ce sujet vous vous doutez bien. C'est pour cela que parfois je laisse éclater ma rage contre les dirigeants, plus que je ne leur en veux pour quoi que ce soit d'ailleurs, ils devraient être capables d'écouter ces (vieux) militants qui sont des gars honnêtes, sincères et d'une grande valeur pour notre combat.

Moi je vous propose quelque chose, cela vous intéresse on essaie de voir ensemble comment on peut avancer, si vous avez d'autres idées, soumettez-les moi on y réfléchira ensemble, qu'est-ce que je peux vous proposer de mieux, rien, cela ne vous intéresse pas, tant pis, je continue comme avant.

Ce qui me motive aussi et je l'ai évoqué hier, c'est le fin fond de l'ignorance d'où je suis sorti, seul sans l'aide de quiconque, en disant trois ans à peine, il y a plus 35 ans. J'en ai déjà parlé dans d'autres causeries car je considère que cela à valeur d'exemple. Imaginez un type totalement abruti, ignare au possible, même pas capable de comprendre une ligne de cette causerie parce que le vocabulaire lui fait défaut, qui est né et a grandi dans un milieu complètement arriéré, qui a été à l'école mais n'a pas appris grand-chose, certainement pas à réfléchir, qui n'a jamais ouvert un livre en dehors des manuels scolaires qu'ils apprenaient par cœur pour avoir la moyenne et passer dans la classe supérieure l'année suivante, idiot, crétin, stupide, le demeuré quoi, c'était moi à 19 ans.

De droite bien sûr, comme mon père, réactionnaire par mimétisme, pas vraiment porté à m'intéresser au sort d'autrui, à rien du tout en fait à part les courses de bagnoles, petit voyou un court moment à 16 ans, un brin alcoolique pour imiter mes potes à 17, puis camé au cannabis avec d'autres potes à 18, sans perspective dans la vie, sans idéal, sans avenir, voué à végéter toute sa vie, sans imagination, pas vraiment une épave, le type voué à avoir une vie de merde toute sa vie, à vivre en HLM et à rester scotché devant sa télé après une journée passée à l'usine, bref, à finir ses jours à s'abrutir.

Je mets souvent sur le compte des paradis artificiels (un clin d'œil à Baudelaire que j'aborderai plus tard grâce à A. Breton et les surréalistes) le déclic qui s'est produit dans ma tête, c'est possible mais je ne peux rien affirmer, peu importe, entre la fin de 1973 où j'ai ouvert un manuel scolaire de philosophie qu'un pote m'avait prêté (il est mort, il s'est tiré une balle dans la tête 10 ans plus tard), et le moment où j'ai découvert Marx il s'est passé seulement trois ans et demi ou quatre ans tout au plus, puisqu'en 1976 j'avais déjà pris contact avec un militant de l'OCI, Albert, un vieux pote à Lambert. De l'abruti fini que j'étais encore en 1973, en 1976 j'étais devenu un jeune travailleur voulant s'engager dans le combat pour le socialisme. Bordel, quel chemin parcouru en si peu de temps, et je le répète sans avoir échangé la moindre réflexion avec quiconque, mes potes planaient, à part se défoncer, la musique et les concerts, les sorties, les filles et les vacances, ils se foutaient du reste ou causaient à tort et à travers, c'est donc tout seul en continuant de vivre dans le même milieu arriéré que j'ai réussi à progresser. Et c'est à force de lire et d'étudier sans cesse pendant plus de 30 ans que j'en suis arrivé où j'en suis, très modestement avec les casseroles que je traîne derrière moi, des faiblesses et des lacunes que je ne pourrais jamais combler, j'en ai parfaitement conscience.

Du coup, je me dis que c'est possible à quiconque le décide d'évoluer, de passer de l'obscurité à la lumière, surtout quand quelqu'un vous encourage, vous aide, vous pousse à persévérer. Et ce qui est marrant, c'est que dès le premier jour où j'ai découvert le marxisme je me suis dit : bordel quel boulot nous attend pour changer le monde, la tâche s'annonçait titanesque, cela dépassait tout ce que j'aurais pu imaginer à l'époque, c'était très décourageant en fait, je me souviens avoir subi un véritable choc ce jour-là, ce fut terrible, un coup à faire une dépression, comme si à peine après être sorti de l'obscurité j'allais y replonger, mais je me suis vite repris en ne lâchant plus jamais le fil qui m'avait sauver d'une noyade assurée...

Il faut préciser que je vivais chez mes parents et que ce ne sont pas mes conditions matérielles d'existence qui auraient joué un rôle décisif dans ma démarche, même si quelque part je haïssais déjà la société, dites-moi quel jeune porte dans son cœur la société, hier comme aujourd'hui aucun en dehors des rejetons des privilégiés, mes potes (à 19 ans) qui étaient issus de la petite bourgeoisie ou des couches moyennes pour la plupart vomissaient la société. Non je crois que ce qui a été décisif, ce fut le fait que dans leur société il était impossible de donner un sens à sa vie, de se raccrocher à un idéal et que la perspective de vivre ainsi une vie entière était insupportable.

A y regarder de plus près, nous sommes tous dans ce cas-là, nous les exploités, voués à vivre toute notre vie sous le joug d'exploiteurs, à être humiliés par des patrons à qui il faut dire merci en plus ou des petits chefs misérables qu'il faut saluer chaque matin, à courber l'échine sans cesse, à obéir à ou respecter un ordre débile et malsain, à ne jamais réaliser nos rêves, même quand on a des aspirations raisonnables, et à vivre dans un état de frustration perpétuel, quand bien même on a des besoins limités, à voir bafouer tous nos droits, même les plus élémentaires, à être réduits à l'impuissance ou être traités comme les sujets d'un monarque, réduits à l'état de pions, rien quoi ou plutôt esclaves, opprimés, voilà notre statut d'être inférieur que nous réserve leur société pourrie.

En fait, notre destin serait déterminé dès notre naissance, leur société en aurait décidé ainsi une fois pour toute à notre place et il n'existerait aucun moyen d'y échapper. Voilà la terrible fatalité qu'ils voudraient nous faire avaler et contre laquelle nous devons lutter par tous les moyens à notre disposition, et l'un d'entre eux est de s'élever à la compréhension du fonctionnement de leur société. Ce n'est pas seulement leur République qui n'est pas la nôtre, leur démocratie qu'il faut renverser, c'est le vieux monde dans sa totalité dont il faut faire table rase pour conquérir notre liberté. Vive le socialisme !

Yes, we can do it ! Oui, nous pouvons le faire si nous le décidons et que nous nous y tenons.

J'arrête là pour aujourd'hui.

Un dernier mot.

Je ne vous l'ai jamais dit je crois, il y a des camarades qui pensent que j'aurais une dent contre les fonctionnaires, ils se trompent lourdement.

Entre 1978 et 1981, le seul travailleur que j'ai recruté à l'OCI était un fonctionnaire, un contrôleur de la SNCF que j'avais rencontré lors d'un porte-à-porte au foyer des jeunes travailleurs de la SNCF situé à Clichy (92). Il était jeune, il s'appelait Patrick Braquier, il était du Mans je crois, et j'avais accroché un de ses potes qui était de la Mayenne. Il a ensuite été rattaché à la cellule de Paris Saint-Lazare et je l'ai perdu de vue. Cela m'est revenu hier et je me suis dit que cette précision ne serait pas inutile pour éviter les malentendus entre nous.

Manipulation.

La blogueuse, qui se faisait appeler "Amina Abdallah Arraf", était en fait Tom MacMaster, un barbu américain de 40 ans qui étudie en master à l'Université d'Edimbourg, en Ecosse.

Un Américain de 40 ans étudiant en Ecosse a avoué se cacher derrière la jeune lesbienne blogueuse de Damas, devenue icône du mouvement démocratique en Syrie, semant la colère parmi ceux qui avaient soutenu l'opposante et illustrant une nouvelle fois les dérapages de la Toile.

Son blog, intitulé "Gay Girl in Damascus" ("Une lesbienne à Damas") était suivie par des dizaines de milliers de personnes, émues du combat mené par cette soi-disant jeune militante pro-démocratie contre la répression du régime syrien.

Un vent de solidarité avait soufflé sur les réseaux sociaux quand, sur le même blog, une personne se présentant comme un parent de la blogueuse annonçait il y a une semaine qu'elle avait été "enlevée" à Damas. Un groupe "Libérez Amina Abdallah" avait réuni sur Facebook près de 15.000 membres.

Tom MacMaster milite depuis des années pour la cause démocratique au Moyen-Orient. Sa femme étudie également à Edimbourg en vue d'un doctorat sur l'économie syrienne.

Selon le Washington Post, Tom MacMaster utilise le pseudonyme "Amina" depuis au moins cinq ans et a démarré le blog "Gay Girl in Damascus" en février dernier.

La révélation du faux blog a suscité la colère parmi les partisans de la "Syrienne" qui s'était mobilisée après son "enlèvement". "A M. MacMaster, je dis: Honte à vous!!!... Ce que vous avez fait en a heurté beaucoup et nous a tous placés dans un position dangereuse", écrit l'éditeur syrien du site "GayMiddleEast.com".

Le faux blog soulève une nouvelle fois la question de la fiabilité des réseaux sociaux sur internet, largement utilisés dans le cadre de la couverture du "Printemps arabe", où l'accès à l'information sur le terrain est très restreint. (liberation.fr 13.06)

Ce monsieur a été approché par le Washington Post qui semble bien informé sur son passé, étrange, vous ne trouvez pas ?

Ca pète de partout

Espagne.

Un engin explosif placé devant le bureau du parti populaire espagnol (PP) en Galice a brisé les vitres, sans faire de blessé, a annoncé lundi la police. (AP 13.06)

Turquie

Onze personnes fêtant la victoire de candidats kurdes aux élections législatives en Turquie ont été blessées dimanche soir par l'explosion d'une bombe assourdissante dans le sud-est du pays, ont déclaré des responsables policiers et hospitaliers. (Reuters 13.06)

Pakistan

Une bombe, placée sur une route, a explosé lundi au passage d'un convoi militaire dans une zone tribale du Sud-Waziristan, près

de la frontière avec l'Afghanistan, tuant trois soldats, ont annoncé des responsables des renseignements pakistanais. (AP 13.06)

Irak

Quatre personnes ont été tuées lundi par un kamikaze, qui a projeté son véhicule rempli d'explosifs contre un bâtiment de la police à Bassora, dans le sud de l'Irak, ont annoncé des responsables irakiens. (AP 13.06)

On pourrait rajouter à cette liste, l'Afghanistan, le Mexique, la Somalie, le Nigéria and so on (etc.). Sur tous les continents, le capitalisme, un vrai cauchemar pour tous les peuples !

Politique

1- France.

On va lire ensemble un article de Libération d'hier, dont j'ai surligné en gras les expressions qui fournissent des indications sur les réelles intentions qui animent la personne interviewé, en ajoutant quelques remarques entre parenthèses.

José Bové est le leader de l'aile altermondialiste au sein de la coopérative d'Europe Ecologie - les Verts (EE-LV). Il explique pourquoi il soutient Nicolas Hulot à la primaire écologiste. (quoi de plus naturel : l'altermondialisme et Hulot sont financés par des multinationales !)

Pourquoi choisissez-vous Nicolas Hulot ?

Dans le contexte de 2012, il est le candidat le mieux à même de représenter la diversité de l'écologie. A partir des européennes de 2009, nous avons entamé une évolution qui a permis, à l'initiative de Dany Cohn-Bendit et avec le soutien de Cécile Duflot, d'élargir le champ politique de l'écologie. Rassembler des gens qui étaient membres de partis et issus du mouvement associatif ou social, comme Eva Joly, Yannick Jadot ou Sandrine Bélier, a permis de montrer que tous ces engagements allaient dans le même sens, même s'ils avaient pris des chemins différents (en se situant tous à droite, puisqu'aucun n'entend rompre avec le capitalisme) . Ce mouvement s'est renforcé aux régionales avec Robert Lion à Paris, Philippe Meirieu à Lyon ou Laurence Vichnievsky à Marseille. A chaque fois, on a démontré notre capacité à ouvrir et à élargir. Si on veut être fidèle à cette dynamique, c'est avec Nicolas Hulot comme tête de liste. (Fidèle à l'idéologie qu'ils partagent)

On vous attendait plus du côté d'Eva Joly, l'ex-juge en lutte contre les puissants, qu'avec Hulot, à l'image plus consensuelle...

J'ai dit pendant des mois que le meilleur candidat, c'était Eva Hulot ou Nicolas Joly. Je ne les oppose pas. Eva fait déjà partie de la grande famille de l'écologie. Si aujourd'hui on veut être capable de faire un saut qualitatif de plus pour permettre à des tas de gens de voter pour la première fois écologiste (détourner les travailleurs des questions politiques déterminantes au profit de questions de sociétés que le capitalisme pourrait régler, une escroquerie politique de fait, autrement dit ils roulent pour le capital) , à mon sens, c'est avec Nicolas. Il peut incarner les nouveaux électeurs d'EE-LV grâce à son parcours : il a été animateur de télé, sa fondation a été subventionnée par de grands groupes, mais il est arrivé à un engagement clair dans la famille écologiste. Et il est pour l'heure impératif de renforcer le vote écologiste au premier tour, afin d'aboutir non pas une alternance, mais une alternative politique en 2012.

(l'opération consiste à la fois à attirer les jeunes électeurs qui pourraient être tentés de voter FG, NPA ou LO, et à détourner les couches moyennes attentives aux questions environnementales qui seraient tentées de voter PS, bref d'affaiblir tous ces partis pour le compte du candidat de l'UMP qui risquerait sinon de ne pas passer le 1er tour, autrement dit ils roulent pour le candidat officiel du capital, Sarkozy.)

Qu'il ait envisagé un duo avec Jean-Louis Borloo ne vous chiffonne pas ?

Il n'a jamais caché avoir rencontré Borloo et en avoir tiré la conclusion qu'il n'y avait pas de possibilité de ce côté-là d'avancer vers la mutation écologique à laquelle il aspire. Et il a refermé la porte. A La Rochelle, il a joué la transparence, et un mauvais procès d'intention lui a été fait. Le même avait été intenté avant les européennes à Eva Joly, quand certains s'étaient offusqués qu'elle ait eu des contacts avec Bayrou.

(Le seul fait de rencontrer deux représentants du capital suffit à comprendre quels intérêts représentent EE-LV : ceux du capital auxquels ont lié leur sort les couches de la petite bourgeoisie qu'EE-LV représente.)

En 2007 vous étiez candidat «antilibéral», comme Olivier Besancenot. Vous vous êtes recentré à Bruxelles ?

Moi, j'ai l'impression de ne pas avoir changé. Il est vrai que quand on se regarde, on trouve que ça va toujours ! (autrement dit, derrière sa fausse modestie, il reconnaît faire partie du club des imbéciles heureux !) La vraie rupture c'est ce qu'il s'est passé en 2009 : la capacité à proposer une alternative globale avec l'écologie, tout en étant pragmatique dans la façon d'y parvenir. J'ai toujours dit qu'il fallait être radical et pragmatique. Je ne change pas. Et Nicolas Hulot dit la même chose, à sa manière. Dans son dernier film, le Syndrome du Titanic, il est dans une critique globale et sans ambiguïté du mode de développement.

(on sent poindre chez Bové l'impatience vulgaire du petit bourgeois qui est prêt à tout pour arriver à ses fins, ici pragmatique à même valeur qu'éclectisme, et chez lui dans la pratique le pragmatisme l'emporte sur la radicalité qui n'est qu'une posture, une forme d'opportunisme, c'est ce que prouve son soutien à Hulot qui n'a pas changé dit-il, l'ami des Bouygue et du gang du Fouquet's, merci au passage pour cette précision qui ne s'imposait pas. En fait, on a à faire à l'idiot du village qui estime que pour faire avancer les valeurs auxquelles on croit, on devrait saborder nos principes, notre idéologie et notre morale et adopter ceux de la classe dominante, car les leurs seraient finalement compatibles avec nos valeurs, un non-sens de toute évidence, sur le plan politique une capitulation ou un ralliement au capitalisme.)

2- Grèce

Plus de 20.000 Grecs ont manifesté dimanche pour la 19e journée d'affilée dans Athènes pour dénoncer la politique d'austérité tandis que les employés de la compagnie de services PPC annonçaient leur intention de se mettre en grève contre les projets de privatisation.

Les manifestants ont de nouveau convergé vers la place Syntagma, dans le centre de la capitale, devant le Parlement, aux cris de " *Voleurs !* "

" *Nous ne partons pas si vous ne partez pas* ", pouvait-on lire sur une des banderoles déployées devant le parlement. " *Nous ne devons rien, nous ne paierons rien* ", proclamait une autre.

" *Nous sommes hostiles à la liquidation de notre pays. Nous ne fermerons pas les yeux* ", prévient le syndicat GENOP DEH qui appelle à une grève de 48 heures chez PPC (compagnie d'électricité) à compter de lundi.

Les manifestations sont désormais quotidiennes. Une journée nationale de grève et de mobilisation est programmée par ailleurs pour mercredi prochain. (Reuters 13.06)

3- Italie

Humilié aux municipales, Silvio Berlusconi a essuyé un nouveau revers lundi en raison d'une mobilisation des Italiens aux référendums promus par l'opposition sur l'abolition de son immunité pénale, l'interdiction du retour au nucléaire et la privatisation de l'eau.

La participation au vote organisé dimanche et lundi jusqu'à 13H00 GMT en Italie a été très forte, environ 57%, soit bien davantage que le quorum, le taux indispensable pour que les référendums soient valables, selon des résultats officiels portant sur la moitié des villes italiennes. Cela faisait 16 ans que le quorum (50% plus une voix) n'était pas atteint en Italie pour ce type de référendums d'initiative populaire.

En outre, d'après un sondage de l'institut EMG, une écrasante majorité d'Italiens - plus de 90% sur chaque question (94 à 96 % selon Le Monde) - a rejeté les lois de M. Berlusconi prévoyant un retour au nucléaire, l'ouverture au privé pour la gestion et la distribution de l'eau et une forme d'immunité pour le chef du gouvernement.

Mis en cause dans trois procès, dont celui portant sur le scandale sexuel Rubygate, le président du Conseil italien redoutait également référendum prévoyant l'annulation d'une loi dite d'" *empêchement légitime* ", qui lui permet de ne pas se présenter en justice en raison de ses obligations de chef du gouvernement.

Les médias ont souligné à quel point la position de l'homme fort du pays ne faisait pas l'unanimité dans son camp. Alors qu'Umberto Bossi, le numéro un de la Ligue du Nord, principal allié du Cavaliere, disait " *espérer que les gens n'aillent pas voter* ", l'un des ténors de son parti, Luca Zaia, président de la région Vénétie, a été aux urnes pour s'opposer au nucléaire, à une privatisation de l'eau et même à l'immunité du chef du gouvernement. (20minutes.fr et lemonde.fr 13.06)

Il y a là de quoi écrire un article sur l'illégitimité des institutions et de la Constitution.

4- Tunisie

Le tribunal de première instance de Tunis a condamné lundi le directeur de deux journaux, Abdelaziz Jérïdi, à quatre mois de prison ferme et une amende de 10.000 dinars tunisiens (près de 6.000 euros) pour diffamation envers un journaliste, a-t-on appris auprès de l'avocat du plaignant Chawki Tabib.

La plainte a été déposée par le journaliste tunisien Mohamed Krichène de la chaîne qatarie Al-Jazira à la suite de plusieurs articles jugés "diffamatoires" publiés sous le régime Ben Ali dans les hebdomadaires "Kol Ennass" (Tous les gens) et "Al Hadath" (L'Événement). Le dernier en date était paru le 1er janvier dernier à deux semaines de la fuite du président déchu.

Dans ces écrits, dont plusieurs portaient la signature du patron de presse, le journaliste était traité tantôt de "traître" tantôt "d'agent des islamistes".

Le plaignant s'est déclaré "satisfait" de ce jugement qu'il considère comme "un signe positif quant au recouvrement par la justice de son intégrité". "C'est aussi un message rassurant qui signifie que nul ne pourra désormais bénéficier de l'impunité en cas d'atteinte à l'éthique de la profession journalistique", a-t-il dit l'Associated Press. (AP 13.06)

Donc si demain en Tunisie vous écriviez dans un journal, que le gouvernement provisoire trahissait la révolution tunisienne en faisant acte de soumission envers l'Union européenne par exemple, vous seriez poursuivi en justice par un gouvernement illégitime !

5- Syrie

Un habitant de Jisr al-Choughour réfugié en Turquie indique avoir vu des chars syriens s'affronter entre eux dimanche lors de la prise de la ville. "Les soldats [syriens] sont divisés. Quatre chars ont fait défection et les chars ont commencé à tirer les uns sur les autres", explique Abdullah, un Syrien de 35 ans, qui se trouvait dimanche à Jisr al-Choughour, et qui est entré clandestinement en Turquie pour chercher de la nourriture.

Les troupes syriennes "ont d'abord encerclé la ville avec les chars". "Ils ont commencé à tirer depuis l'extérieur, ils ont arrosé avec des mitrailleuses, ils ont utilisé des armes lourdes. Ils sont entrés, ils avaient dit qu'il y avait des hommes armés à l'intérieur, mais en fait il n'y avait personne. La ville était vide", poursuit ce témoin, qui se présente sous le seul prénom d'emprunt d'Abdullah. Un autre réfugié syrien en Turquie, Ali, 27 ans, avait déjà fait état dimanche de conflits au sein de l'armée syrienne. "Il y a maintenant une séparation au sein de l'armée et un groupe essaie de protéger les gens : ils ont fait sauter deux ponts à Jisr al-Choughour", avait déclaré le jeune homme, affirmant tenir son information de personnes ayant fui la ville le jour même. Abdullah a par ailleurs affirmé que des forces de sécurité syriennes sont arrivées "à 6 km de la frontière turque".

"Ils ont brûlé les récoltes avec des munitions incendiaires, ils ont tué les chèvres, les vaches. Dans la ville, les épiceries, les supermarchés ont été pillés, il ne reste plus rien. Les portes sont défoncées", a-t-il témoigné. "Ils ont bombardé la prison, l'ont détruite. Ils ont tiré sur les mosquées, ils ont tiré sur certaines maisons. Les bâtiments publics aussi ont été dévastés : l'état civil, la poste." "Les habitants de Jisr al-Choughour et des alentours n'ont pas le droit d'aller ailleurs, vers une autre ville. Il y a des postes de contrôle sur les routes de Lattaquié, d'Alep. Les entrées et les sorties sont interdites. Ils arrêtent ceux qui veulent passer et on ne sait pas ce qu'il advient d'eux. Tout ça parce qu'on veut la liberté", a ajouté ce témoin. Il explique que "les soldats n'ont pas approché les villages alaouites" [communauté à laquelle appartient le président Bachar Al-Assad]. "Ce sont les villages sunnites qu'ils ont attaqués. Les villages sunnites ont été détruits... Les gens, les enfants, sont sous la pluie, beaucoup sont tombés malades", a-t-il dit.

Le principal groupe d'opposants syriens a annoncé dimanche que la répression a entraîné la mort de 1 300 civils et plus de 1 0000 arrestations depuis la mi-mars. Dans une déclaration traçant les grandes lignes d'une solution politique à la crise, le Comité de coordination nationale estime que le pouvoir doit être remis à l'armée et souhaite la tenue d'une conférence sous l'égide de la communauté internationale dans les six mois pour rédiger une nouvelle Constitution et "empêcher la Syrie de sombrer dans le chaos et garantir un transfert pacifique du pouvoir". (lemonde.fr avec AFP et Reuters 13.06)

6- Liban

Le Liban a un nouveau gouvernement. Le Premier ministre sunnite désigné Najib Mikati a annoncé lundi, après cinq mois de négociations ardues, un nouveau gouvernement de 30 ministres dominé par le puissant Hezbollah chiite et ses alliés.

«Nous avons surmonté les obstacles et nous allons nous mettre tout de suite au travail», a affirmé Najib Mikati à la presse à l'issue de l'annonce de la formation du gouvernement. Le Hezbollah et ses alliés, notamment le chrétien Michel Aoun, se sont taillés la part du lion avec 19 portefeuilles, dont la Justice et la Défense, le reste (11) étant réparti entre les partisans du président chrétien de la République Michel Sleimane, de M. Mikati et du leader druze Walid Joublatt, considérés comme «neutres». Message d'unité

Sur ces 19 postes, deux vont au Hezbollah, les 17 autres reviennent à ses alliés. Le nouveau cabinet est boycotté par le camp de l'ex-Premier ministre Saad Hariri, désormais en minorité parlementaire et dans l'opposition. «Que vous soyez au pouvoir ou dans l'opposition, c'est votre gouvernement à tous (...) ce gouvernement sera celui de tout le Liban et œuvrera pour tous les

Libanais», a affirmé M. Mikati, dans un message d'unité. (20minutes.fr 13.06)

Aux infos hier soir ils ont annoncé qu'un des ministres alliés du Hezbollah avait déjà démissionné. Et même que les Belges sont jaloux parce qu'ils ne peuvent pas en dire autant !

Social

1- France

Le syndicat national des mécaniciens au sol de l'aviation civile syndicat autonome (SNMSAC), organisation autonome qui regroupe des personnels chargés de la maintenance des appareils, appelle à un arrêt de travail '*de durée illimitée*' à partir de 5 heures pour obtenir des augmentations de salaires. '*Il y aura des arrêts de travail, pas forcément la journée complète*', a annoncé à l'AFP l'un des responsables du SNMSAC, Marc Saladin.

Le syndicat réclame des revalorisations salariales d'un montant brut de 200 à 300 euros. Trois réunions avec la direction n'ont pas permis de trouver une solution, la compagnie jugeant la revendication '*irréaliste*', selon M. Saladin. (lemonde.fr 13.06)

2- Espagne

La police espagnole a annoncé lundi que des pirates informatiques avaient brièvement bloqué son site Internet, apparemment en représailles de l'arrestation de trois membres présumés du collectif de cyberactivistes Anonymous.

Selon la police, l'attaque informatique contre son site s'est produite vers 2h du matin lundi (0h gmt) et été revendiquée par les Anonymous. La police avait arrêté vendredi trois membres présumés du groupe, considérés comme les responsables du collectif en Espagne. (AP 13.06)

Avant-hier c'était les ordinateurs du FMI qui avaient été visés par des "*pirates informatiques*", vrais ou faux, allez savoir !

Economie

1- France

La diffusion de la presse magazine a baissé de 2 % en 2010, selon les chiffres fournis par l'Office de justification de la diffusion (OJD). Certaines familles s'en sont mieux sorties que d'autres. C'est le cas des magazines féminins, qui ont progressé de 2,13 %. D'autres secteurs ont souffert : la presse de l'informatique, des jeux et d'Internet (- 11,75 %) ; du voyage et du tourisme (- 10,87 %) ; la presse pour adolescents (- 9,97 %). La presse people, après avoir atteint un pic en 2008, connaît un certain déclin (- 4 %).

Si les ventes au numéro baissent, la diffusion par abonnement résiste bien. Les plus gros titres restent les magazines de télévision, qui se situent au-dessus du million d'exemplaires : dans le peloton de tête, on trouve Télé Z, Télé 7 jours, Télé Loisirs et Télé Star. Mais même ce secteur souffre, avec une baisse de diffusion de 2,97 % en 2010.

Le directeur général délégué du groupe Marie Claire tire un bilan contrasté de l'année 2010. "Certaines familles de presse ont souffert, mais 2010 a aussi vu l'explosion des sites des marques de presse sur Internet. La publicité s'est aussi bien comportée avec une hausse de 6,3 % en volume et de 9,1 % de chiffre d'affaires et 146 700 pages."

"La presse magazine résiste bien, confirme Xavier Dordor, délégué général du SPM. De janvier à mai, le chiffre d'affaires publicitaire a progressé de 3,9 % quand les télévisions nationales sont à 4 % de progression. Elle apparaît comme un média stable, en qui les annonceurs peuvent avoir confiance."

Chaque jour, 54 % des Français lisent au moins un magazine, affirme le SPM. Celui-ci a trouvé un autre argument choc pour prouver que ses journaux résistent à la crise : "On vend chaque jour plus de magazines que de yaourts !" (lemonde.fr 13.06)

2- Grèce. La casino va fermer, the game is over !

1- Les banques européennes qui ont de la dette grecque au bilan semblent s'acheminer vers un accord de reconduction (rollover) par lequel elles prendraient possession de nouveaux titres de dette se substituant aux obligations arrivées à échéance.

L'Allemagne a proposé la semaine dernière un échange de titres obligataires qui, dans les faits, reviendrait à proroger les échéances de la dette grecque de sept ans. Mais les banques paraissent privilégier l'option plus douce du "*rollover*".

La participation du privé dans un deuxième plan d'aide à la Grèce serait de l'ordre d'une trentaine de milliards d'euros, avaient dit des sources officielles de la zone euro. Le reste des 120 milliards d'euros du plan d'aide serait financé par des privatisations et de nouveaux prêts d'urgence du Fonds monétaire international et de l'Union européenne.

Peu de banques se sont pour l'instant prononcées publiquement pour un rollover, soit un allongement de la dette publique grecque, à l'exemple du Crédit Agricole, propriétaire de la banque grecque Emporiki.

"C'est une solution bancaire mais c'est la moins pire des solutions, parce que c'est celle qui permet d'éviter de s'aventurer dans des phénomènes de restructuration-défaut qui pourraient être assez violents sur le marché et le secteur bancaire", explique Pierre Nebout, responsable de la gestion actions européennes chez Edmond de Rothschild AM.

On estime que les investisseurs privés détiennent à peu près les deux tiers des 270 milliards d'euros de dette souveraine grecque en circulation, les banques grecques à elles seules représentant une cinquantaine de milliards d'euros, selon IFR, un service de nouvelles et d'analyses de Thomson Reuters.

Les banques non grecques détiendraient elles aussi 50 milliards de dettes, 35 milliards étant propriété d'assureurs et 55 milliards de fonds tels que fonds de pension et FCP. On ne sait pas si assureurs et fonds, à l'exemple des banques, seraient sollicités.

Les banques françaises et grecques sont le plus exposées à la dette grecque, selon la Banque des Règlements internationaux. On pense que des hauts fonctionnaires aux Finances sondent les banques pour savoir jusqu'à quel point elles participeraient à la manœuvre, et ce avant une réunion des ministres des Finances européens le 20 juin.

Pour convaincre les banques, il se peut que les autorités financières doivent lâcher du lest, par exemple leur apporter l'appui du Fonds européen de stabilité financière (FESF), comme le suggère Jacques Cailloux. (Reuters 13.06)

2- Standard & Poor's a abaissé lundi la note grecque à long terme de trois crans à CCC, jugeant que le pays risque de plus en plus de devoir restructurer sa dette d'une manière que l'agence de notation qualifierait de défaut.

Un partage de la charge de la dette avec le privé par le biais d'un échange de titres ou d'une prorogation des échéances serait considéré comme un défaut de facto, explique S&P. (Reuters 13.06)

[Haut de page ↗](#)

Le 15 juin

Je n'ai plus le temps d'ajouter trois articles de presse intéressants qui seront mis en ligne demain, dont un consacré à la sortie d'Hollande sur la "*démocratie sociale*". Plus des articles sur la Syrie, l'Irak et la Grèce.

Pour revenir sur la causerie d'hier.

Vous pouvez parcourir tous les continents, vous constaterez qu'on est des milliards à savoir que la société est pourrie, à affirmer que les gouvernements et tous les partis qui gouvernent ou ont déjà gouvernés sont tous pourris, et pourtant rien ne change. Voilà qui à de quoi sérieusement nous questionner, non ? Non, parce qu'on y répond en dogmatique avec des formules, des principes ou des théories prêtes à l'emploi ou passe partout qui ne fonctionnent pas, qui sont justes pour la plupart mais incompréhensible au plus grand nombre, simple constat.

Avant d'écrire ces lignes, j'en ai fait un exposé orale à mon épouse Magueswary pour voir si elle comprenait ce que je voulais expliquer ici, je suis parti du commentaire que j'ai rédigé à la suite de l'info économique sur la France que vous trouverez plus loin. Vous pouvez peut-être le lire et revenir ensuite à cette causerie. Pour vous montrer qu'elle a bien compris mon discours, elle vient de me relater la discussion qu'elle a eu ce matin avec son frère qui parcourait tout le sud de l'Inde comme chauffeur-livreur, et qui lui a raconté qu'il suffisait de faire 500 kilomètres pour se croire dans un autre pays.

Le problème n'est pas de savoir qu'on vit dans un monde pourri, on en est tous convaincus, on le vit quotidiennement, le problème c'est que personne ne comprend comment il fonctionne.

Dites à un gosse qui fait une bêtise : ne fais pas cela, ce n'est pas bien, c'est dangereux, si je te le dis c'est que c'est vrai, tu dois m'obéir... Si vous ne lui expliquez pas pourquoi, il ne risque pas de comprendre pourquoi et de vous obéir ou de changer d'attitude. Et bien là c'est un peu pareil. S'il joue avec des allumettes et que vous lui sortez une théorie savante sur

l'invention du feu pour le convaincre de ne pas recommencer, cela serait étonnant qu'il vous écoute et qu'il ne recommence pas. Maintenant allumez une allumette, approchez un morceau de papier ou de plastique de la flamme et demandez-lui d'observer ce qui se passe et s'il a envie que ses doigts finissent pareil, il y a fort à parier qu'il n'aura pas vraiment envie de tenter l'expérience. S'il vous semble qu'il ne soit pas encore convaincu après cette démonstration, demandez-lui d'approcher un doigt de la flamme pour qu'il constate par lui-même le résultat, là vous pouvez être garantie qu'il aura compris.

Quand j'ai écrit qu'il fallait éduquer les travailleurs, je voulais dire par là que le problème n'est pas de les convaincre de quelque chose, de leur imposer quelque chose, mais qu'ils parviennent par eux-mêmes à comprendre la société, notre rôle étant de les aider à y parvenir, puis de les organiser, etc. Mais comment peut-on les aider si on ne se met pas à leur portée ?

Vous imaginez mon épouse, elle est issue des couches parmi les plus arriérées de la planète et par bien des côtés y appartient toujours, comparez son niveau de connaissance avec le mien ou notre niveau de développement intellectuel, notre niveau de conscience politique, vous admettez qu'il y a autant de différence entre nous qu'il peut y en avoir entre une frêle embarcation, une barque en bois, et un trimaran de course. Et pourtant tous les deux ont déjà traversés les océans, alors pourquoi nous ne pourrions pas renouveler cette expérience dans un autre domaine que la navigation ?

Les premiers navigateurs ne se dirigeaient pas au pif sur les océans avant l'invention des premiers outils de navigation, ils se servaient de l'observation des planètes et de la voute céleste qu'ils se transmettaient oralement. Ils ont bien dû se servir d'un moyen de communication adapté à leur niveau de développement pour se transmettre ces connaissances. Comme outils ils ne disposaient que de leurs yeux et de la parole.

Nous disposons exactement des mêmes moyens qu'eux quelques milliers d'années plus tard en plus perfectionnés, et parce qu'ils sont plus perfectionnés nous sommes infoutus de nous en servir correctement pour entraîner les masses d'un rivage à l'autre. Nous sommes dans la même situation qu'un mathématicien qui expliquerait à un enfant de quatre ans que la fonction logarithme est la fonction réciproque de la fonction exponentielle pour qu'il réalise rapidement des progrès en mathématiques, et qui s'étonnerait ensuite que cela ne marche pas ou prendra plus de temps que prévu. Normal, non ? En commençant par les algorithmes de bases (addition, soustraction, etc) notre mathématicien serait sans aucun doute plus utile à cet enfant qui aurait une chance de progresser et d'apprendre à compter.

Il y a le contenu qui pose problème et la manière de le présenter. Si notre mathématicien réalise son erreur et s'en tient sagement aux algorithmes élémentaires mais qu'il utilise son jargon d'intellectuel, le gosse n'y comprendra strictement rien et il n'aura rien à se reprocher, la faute incombera uniquement à ce piètre pédagogue.

Donc, outre le contenu des connaissances à transmettre qui doit être en rapport avec le niveau de développement intellectuel de la personne à laquelle il s'adresse, se trouve poser la question du moyen le plus approprié pour véhiculer jusqu'à elle ces connaissances, si on veut qu'elles lui parviennent vraiment et lui soient utiles à quelque chose ensuite. On a décidé qu'on allait commencer par apprendre à cet enfant à compter en commençant par l'addition, $1+1=2$, ensuite on lui a présenté un cube en lui faisant répéter un cube, on en a pris un second en répétant la même chose, ensuite on les a réunis en disant un cube plus un cube égal deux cubes en lui demandant de répéter lui-même l'opération et ainsi de suite une fois qu'il a bien enregistré la première leçon, ensuite seulement on passera à la table d'addition. A deux ans, ma fille Maggy savait lire, écrire et compter lorsqu'elle est entrée en maternelle, aujourd'hui elle est institutrice, je me sers ici de cette expérience qui a apparemment bien fonctionné.

Comment faire avec les masses en l'absence de recette miracle ? En procédant méthodiquement, en adaptant la méthode que je viens de décrire. Les choses ne sont aussi simples quand on s'adresse à une multitude d'individus, évidemment. Une fois qu'on a déterminé le contenu et la méthode pour transmettre des connaissances on a déjà fait les trois quarts du boulot, il reste à déterminer le moyen, par le langage écrit ou oral, le journal, les tracts, les affiches, Internet, sites, blogs, etc.

On a vu que notre enfant bénéficiait d'une structure, l'école, le travailleur aussi il a besoin d'une structure, le parti ; on a vu que notre enfant bénéficiait d'un encadrement, un professeur, le travailleur aussi il a besoin d'un encadrement, le militant ; notre enfant bénéficiait d'un support pour faire son apprentissage, les cubes, les travailleurs aussi ont besoin d'un support, les documents que le parti met à sa disposition, qu'il va fabriquer avec une attention toute particulière spécialement pour lui tout, tout comme les cubes ont été fabriqués spécialement pour les tous petits enfants.

Chez l'enfant la théorie et la pratique se rejoignent et s'affermissent à travers le jeu, c'est la même chose chez le travailleur à travers le militantisme qui ne doit pas devenir une contrainte ou une obligation, mais l'expression de plus en plus consciente de son propre engagement et développement et de celle du parti, l'un et l'autre étant lié.

On continuera cette causerie une autre fois car il est déjà tard, cependant je viens m'apercevoir que ma démonstration était incomplète. On n'a pas abordé le contenu des connaissances à transmettre.

Notre gamin qui apprend à compter, il additionne un cube plus un cube et ainsi de suite, il apprend également que trois est supérieur à deux et deux supérieur à un par exemple, il n'apprend donc pas seulement à additionner mais aussi à comparer des quantités

entre elles, il se dote d'un outil logique qui ne va simplement lui servir à comparer des quantités de cubes mais pour n'importe quelle quantité nombrable par la suite (nombrable : que l'on peut compter ou additionner, contrairement à la farine qui est indénombrable, on ne compte pas une, deux, trois farines, mais son poids).

Les travailleurs que nous sommes appelés à rencontrer juste après une journée de boulot, on ne va pas leur farcir la tête avec des chapitres de la lutte des classes des siècles passés, n'importe quel support fera l'affaire, on va s'employer à les aider à acquérir des outils logiques pour parvenir à penser par eux-mêmes, et qu'ils pourront ensuite employer pour analyser n'importe quelle situation ou aborder n'importe quelle question, y compris ou surtout dans leur vie quotidienne, car ces outils logiques ne sont pas seulement valables en politique.

On ne va pas leur faire un cours didactique sur les différents outils qui existent pour réfléchir à un sujet donné, c'est bon pour les étudiants ou des intellectuels qui présentent des lacunes, mais pas avec les travailleurs en général, ce serait rébarbatif ou incompréhensif. On va repérer avec eux comment sont mis en oeuvre les différents éléments qui composent le matérialisme dialectique en partant de situations simples ou de leurs propres expériences, la manière dont ils vivent la société et l'interprètent, pas à pas, tranquillement mais sûrement.

On partira des faits pour commencer, notre matière à réflexion en éliminant tout le reste, rien que cela demande déjà une attention de chaque instant, c'est déterminant pour la suite, car si l'on part sur une mauvaise base, c'est inutile d'aller plus loin. Il faudra déterminer précisément ce qu'on appelle des faits pour ensuite déterminer à quelle catégorie de faits appartient chaque acte, un mouvement, un geste, une discussion, un discours, une rencontre, une activité, un écrit, une décision, etc. On apprendra à repérer les différents éléments qui constituent une situation, en premier ceux qui sont repérables facilement, qu'on a sous les yeux, en second ceux qui sont sous-jacents, des éléments qui interviennent ou influent sur la situation qu'on examine sans être présent directement, dans le discours sous forme de sous-entendus ou que notre interlocuteur est censé connaître ou savoir, ce qui est du domaine de l'implicite. Au fur et à mesure on apprendra à déterminer à quel type de facteurs appartient chaque élément.

On étudiera parallèlement quels rapports il existe entre ces différents éléments et facteurs, mais avant on se sera posé la question de leur propre évolution, des limites dans lesquels ils évoluent. Une fois cette étape franchie, on s'attaquera à l'évolution de ces rapports, quelles tendances ils ont développées, dans quelle direction. A chaque étape de ce processus, on se sera attelé à détecter les contradictions qui ressortent de la situation qu'on analyse, les paradoxes quand il en existe, les anachronismes, tout ce qui semble incompréhensible ou inexplicable au premier abord. On verra chaque fois comment la quantité se transforme en qualité et l'inverse...

Parvenu à ce stade, on commencera à maîtriser les lois qui sont à l'oeuvre dans l'évolution et la transformation de la matière ou de la société, agir pour changer la société et nous débarrasser du capitalisme nous apparaîtra comme une nécessité qui s'inscrit comme la suite logique d'un processus historique qui a ses racines dans la nuit des temps, on aura acquis le niveau de conscience suffisant pour rendre ce changement possible et faire en sorte que le socialisme ne soit pas seulement un idéal ou une utopie.

Nationalisme, populisme, démagogie, hypocrisie, mensonges...

- L'Etat veut obliger Air France à acheter Airbus – lefigaro.fr 14.06

J'ai lu dans un commentaire d'un internaute que les Boeings étaient plus confortables que les Airbus, alors je vote Boeing ! 30% sont fabriqués en Europe.

- Sarkozy veut "*faire le ménage*" sur le marché des matières premières – lemonde.fr 14.06

Voilà que cela lui reprend, La Talonnette maître du monde, ils doivent se marrer les JP Morgan, Citigroup et Cie !

- L'Assemblée nationale adopte la taxe sur les transactions financières – lemonde.fr 14.06

Les voyous de l'aristocratie financière en tremblent déjà !

- Guéant va renforcer l'arsenal des polices municipales – lefigaro.fr 14.06

A éviter !

Secret de polichinelle et intention sans lendemain.

- Un an après s'être engagée à réduire le pouvoir des agences de notation financière, l'Union européenne reste à leur merci alors que les mesures promises tardent à venir. (Reuters 14.06)

- Un procès à Lisbonne contre Moody's, Fitch et Standard & Poor's ? On n'y est pas encore, mais le procureur général de la République portugaise a déjà rassemblé des éléments à charge et étudie la possibilité de donner suite à des plaintes déposées par des économistes. (liberation.fr 14.06)

Comme si personne ne savait qui se cache derrière ces agences de notation : les milliardaires américains qui se disputent la Maison Blanche depuis plus d'un siècle.

Parole, parole, parole...

"Notre première préoccupation concerne l'approvisionnement et la production de matières premières", a affirmé M. Sarkozy. "En 2050, la planète comptera 9 milliards d'habitants : pour les nourrir, il faudra augmenter la production agricole de 70 % et nous n'en sommes pas encore capables", a-t-il fait remarquer.

Le président français a dénoncé la "financiarisation" des marchés qui fait que les spéculateurs peuvent échanger chaque année en produits dérivés jusqu'à "46 fois la production annuelle mondiale de blé", "24 fois celle du maïs" et "35 fois celle du pétrole".

"Qu'est-ce qui peut justifier cela ?" s'est-il interrogé. A ses yeux, "il ne s'agit pas d'interdire cette financiarisation, ni d'intervenir sur le niveau des prix" mais "de prévenir certains abus". "Si un pays ne combat pas les mafias, doit-on renoncer à combattre les mafias ?" n'a-t-il pas hésité à lancer.

Enfin, il a soutenu l'introduction de limites de positions sur ces marchés et de limites à l'effet de levier, en imposant un dépôt minimal en cash pour chaque transaction. "Il ne s'agit pas d'interdire [la] financiarisation, ni d'intervenir sur le niveau des prix, mais de s'assurer que le processus de formation des prix fonctionne correctement", a-t-il insisté. (lemonde.fr 14.06)

"Qu'est-ce qui peut justifier cela ?", le capitalisme, l'exploitation de l'homme par l'homme : rien, c'est la raison pour laquelle il faut l'abolir.

Parole d'internaute

- « A bas les OGM, laissons donc la nature faire comme depuis l'origine des temps sa sélection naturelle et adaptons nous à elle, au lieu de vouloir tout modifier artificiellement au risque de créer des anomalies difficilement contrôlables et peu être irréparables »

Politique

1- France

1.1- La course à la gamelle

Les quatre formations de la nouvelle Alliance centriste ont installé mardi leur direction collégiale, avec pour perspective la présentation d'un candidat à la présidentielle 2012, malgré l'opposition de l'Elysée. « Cette alliance a vocation à élargir considérablement la majorité sur son aile sociale, républicaine, européenne et écologique », a déclaré à la presse l'ancien ministre de l'Ecologie Jean-Louis Borloo, qui fait figure de favori pour incarner cette candidature. Réunissant le Nouveau Centre (NC) d'Hervé Morin, le Parti radical de Jean-Louis Borloo, la Gauche moderne de Jean-Marie Bockel et la Convention démocrate d'Hervé de Charette, l'Alliance républicaine, écologique et sociale (Ares) fera ses premiers pas avec la présentation de candidats communs aux sénatoriales de l'automne.

Interrogé mardi matin sur Europe 1, l'ancien ministre avait reconnu subir « des pressions » pour le dissuader d'être candidat à la présidentielle, Nicolas Sarkozy et l'UMP estimant qu'une multiplication des candidatures de droite au premier tour compromettrait les chances du président sortant d'accéder au second. « Les menaces et les pressions n'ont jamais empêché les idées d'avancer », a-t-il dit à l'issue de la réunion de la direction de l'Ares. (20minutes.fr 14.06)

1.2- Vous auriez un doute ?

Selon le directeur de campagne d'Eva Joly, sur les 32 896 personnes inscrites officiellement pour voter à la primaire, près de 8 000 sympathisants non adhérents au parti n'ont "pas transmis de justificatif d'identité". Or, c'est là une condition pour pouvoir participer à la primaire, rappelle-t-il dans une lettre envoyée mardi à la secrétaire nationale d'EELV, Cécile Duflot, et au président du conseil fédéral, Philippe Meirieu.

L'équipe d'Eva Joly a fait savoir que cette question ne devait pas être traitée de manière "désinvolte", car "si les règles acceptées par tous n'étaient pas in fine respectées, je crains qu'on n'ouvre la porte à la contestation et à la suspicion, malheureusement."

L'anti-nucléaire Stéphane Lhomme, également candidat à la primaire, a publié un communiqué dans lequel il dit "s'attendre à un coup de force du clan Hulot par l'intermédiaire d'un vote électronique opaque". Il a jugé "impensable d'accepter le vote de 8 000 inconnus"...

Pour M. Meirieu (président du conseil fédéral), le vote se fait au contraire dans "une grande clarté" avec des "garanties de procédures" sur le "plan technique et déontologique" par une "entreprise spécialiste qui a les meilleures références" en la matière. (lemonde.fr 14.06)

1.3- Ils en pissent de rire dans leur culotte à Wall Street !

Les députés français ont adopté mardi 14 juin à la quasi-unanimité (477 voix contre deux) une résolution européenne visant à instaurer au niveau de l'Union une taxe sur toutes les transactions financières, un pas supplémentaire mais largement symbolique vers la création d'un tel instrument visant à financer l'aide au développement.

Issu d'une initiative conjointe du Parti socialiste français et du Parti social-démocrate (SPD) allemand, le texte prévoit l'instauration d'une taxe de 0,05 % couvrant la totalité des transactions financières, au comptant comme à terme, boursières et non boursières, qu'elles portent sur des actions, des obligations, des produits dérivés, ou des monnaies. (libération.fr 14.06)

Commentaire : La tarte à la crème qui revient périodiquement sur le devant de la scène depuis... 1978 ! Les États-Unis, le Canada, le Japon et la plupart des pays émergents y sont farouchement opposés, donc même en admettant qu'elle soit adoptée un jour, dans quelques décennies, d'ici là l'économie mondiale aura déjà explosée depuis longtemps.

Les représentants de la Bourse taxer la spéculation, c'est une plaisanterie pour distraire le bon peuple... Mais qui illustre la guerre de clans qui existent y compris au sein de l'aristocratie financière. Qui a eu la peau de Lehman Brothers et s'est partagé sa dépouille, pas la classe ouvrière, mais ses concurrents américains.

2- Portugal

Le Parti social-démocrate (PSD) portugais a conclu mardi un accord avec le CDS-PP (droite) pour constituer une coalition de gouvernement, a annoncé mardi une source proche de Pedro Passos Coelho, futur Premier ministre et chef de file du PSD. "Les deux partis sont prêts à signer dans la semaine et en public un accord politique et une ébauche de programme gouvernemental", a-t-on déclaré de même source. (Reuters 14.06)

3- Tunisie. Ne touchez pas à l'armée !

La mobilisation grandit autour du cas de Samir Feriani, officier de police arrêté le 29 mai 2011. Le policier, rappelle Afrik.com, avait dénoncé dans une lettre au ministre de l'Intérieur Habib Essid les agissements de l'Agence de renseignements de Tunisie et du ministère de l'Intérieur durant les manifestations du début d'année qui ont mené à la chute du président Ben Ali, reprochant à certains d'avoir laissé tuer des protestataires sans être inquiétés. Il avait également critiqué la corruption au sein du ministère de l'Intérieur et la destruction de dossiers sensibles de la période Ben Ali.

Une manifestation de soutien a été organisée dimanche 12 juin avenue Bourguiba, à Tunis, par l'association de lutte contre la torture en Tunisie (ALTT) et l'ONG Human Rights Watch (HRW). Selon Cibletrade, elle a réuni la famille de l'officier ainsi que des internautes ayant répondu à l'appel lancé, entre autres, sur Facebook.

Samir Feriani avait également pointé du doigt la répression menée à l'encontre de sites Web jugés trop critiques à l'égard de l'armée. La réapparition de la censure d'Internet, évoquée par Afrik.com, a donné lieu à la fermeture récente de plusieurs pages Web à la demande de l'armée.

Feriani est accusé devant le tribunal militaire, en vertu du code pénal, de porter atteinte «à la sécurité extérieure de l'Etat» et de répandre des «informations susceptibles de nuire à l'ordre public», toujours selon Afrik.com.

«En le détendant, les autorités découragent d'autres personnes qui voudraient alerter l'opinion, et révèlent à quel point il est urgent, pour la Tunisie post-Ben Ali, d'amender ses lois répressives, en particulier celles qui prévoient des peines de prison pour des délits liés à la liberté d'expression», souligne Sarah Leah Whitson, directrice de la division Afrique du Nord de HRW. (slateafrique.com 14.06)

4- Syrie

L'offensive de l'armée syrienne contre la rébellion hostile au parti Baas au pouvoir depuis 48 ans s'est poursuivie mardi près de la frontière avec la Turquie, qui doit faire face à un exode inédit de réfugiés syriens.

Selon de nombreux opposants, les combats ont en fait opposé les troupes fidèles à Bachar al Assad à des militaires qui refusaient d'ouvrir le feu sur la foule des opposants.

L'armée régulière a repris le contrôle de la ville rebelle dimanche et semble désormais se diriger vers Maarat al Noumane, entre Alep et Hama, sur l'axe principal nord-sud menant à Damas.

Osmane al Bedeïoui, professeur de pharmacie dans cette ville, a déclaré à Reuters que des hélicoptères avaient transféré des troupes dans la camp d'Oued al Deif, non loin de là.

"Nous avons rencontré le gouverneur aujourd'hui et il nous a assuré que l'armée n'entrerait que pour arrêter 360 personnes figurant sur ses listes, mais les gens de Maarat sont sceptiques. Mon nom est sur la liste alors que je n'ai jamais porté une arme de ma vie", a-t-il précisé.

Pour leur part, les Etats-Unis, qui ont dénoncé les *"actes barbares"* commis à Djisr al Chougour, ont sommé Assad de présider à une libéralisation de son régime ou bien de quitter le pouvoir.

Le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, estime de son côté que le gouvernement syrien a réagi par des *"attaques horribles"* au désir de changement de son peuple et que la situation dans ce pays est pour lui un motif de *"grande préoccupation"*. (Reuters 14.06)

5- Libye

L'Allemagne et le Canada deviennent les treizième et quatorzième pays à reconnaître le CNT, après les Emirats arabes unis dimanche, et, avant eux, la France, le Qatar, le Royaume-Uni, l'Italie, la Gambie, Malte, la Jordanie, le Sénégal et l'Espagne, l'Australie et les Etats-Unis. (lemonde.fr 14.06)

6- Yémen

6.1- Plusieurs centaines de milliers de personnes ont manifesté mardi au Yémen, réclamant des poursuites judiciaires contre la famille et les proches collaborateurs du président contesté Ali Abdallah Saleh.

Des dizaines de milliers de jeunes se sont rassemblés à Sanaa devant la résidence du président par intérim Abed Rabbo Mansour Hadi, promettant de rester sur place tant que leurs revendications ne seraient pas satisfaites. Certains ont averti qu'Hadi devrait endosser *"la responsabilité légale et éthique de tous les crimes qui pourraient être commis"* par les défenseurs du régime.

A Taëz, deuxième ville du pays, des affrontements ont opposé les manifestants à des unités de la garde républicaine en charge de la sécurité du palais présidentiel de la ville. Il n'y avait pas de bilan officiel concernant d'éventuelles victimes dans l'immédiat. Des manifestations ont également eu lieu dans l'Hadramaout et à Hodeida, Ibb, Damar et Saada. (AP 14.06)

6.2- Un colonel de l'armée yéménite fidèle au président Ali Abdallah Saleh, Mouti'a al Sayani, a été tué mardi dans l'explosion de sa voiture à Bouraïka, non loin d'Aden, a-t-on appris de source autorisée sur place. (Reuters 14.06)

Social

France

1- Front unique Medef, la CGPME et l'UPA

Les députés devaient entamer mardi soir l'examen en séance de la création d'une «prime contre dividendes» imposée par Nicolas Sarkozy. Cette prime sera obligatoire dans les entreprises de plus de 50 salariés qui distribuent des dividendes en hausse par rapport à la moyenne des deux dernières années et assortie d'exonérations de charges jusqu'à 1200 euros de plafond. Facultative dans toutes les autres, elle est combattue par le Medef, la CGPME et l'UPA qui ont - fait unique - publié lundi un communiqué commun pour rappeler leur opposition. *« Ce projet méconnaît la réalité économique des entreprises, pour lesquelles le versement de dividendes répond à de nombreux critères, et ne dépend pas seulement du niveau du résultat ou de la performance de l'entreprise »*, ont martelé les trois organisations. *« Le mécanisme envisagé par le gouvernement n'est pas efficace, pas juste, pas équitable »*, a précisé mardi Laurence Parisot, parlant d'un dispositif *« dangereux et néfaste »*. Selon le ministère du Travail, quatre millions de salariés pourraient être concernés.

«*Tout sera une question de tuyauterie et de vases communicants*», selon Jean-René Boidron, PDG de DL-Santé, leader français de l'informatique des laboratoires de biologie médicale qui emploie 200 ingénieurs, par ailleurs numéro deux de l'association patronale CroissancePlus. Pour lui, l'employeur ne modifiera pas l'enveloppe globale de rémunération qu'il a prévue et arbitrera entre les différents éléments qui la composent. «*Il jouera sur les augmentations de salaire à venir, le plan d'intéressement ou le nombre d'actions gratuites distribuées, juge-t-il. Il provisionnera cette année le montant à distribuer et se récupérera l'année prochaine. Ce dispositif va faire le bonheur des avocats fiscalistes qui vont bidouiller les résultats pour que l'actionnaire garde le même avantage sans que l'entreprise ait à verser de grosses primes.*»

«*La majorité des entreprises assujetties verseront une prime dont le montant sera dérisoire afin de ne pas trop dégrader leurs résultats*», pronostique quant à lui Daniel Martins, directeur de la prospective chez Leyton, société spécialisée dans l'optimisation de coûts. Pour lui, la pression sera telle que les négociations avec les syndicats échoueront et le patron décidera unilatéralement de son montant. (lefigaro.fr 14.06)

2- Peugeot

De nouveaux documents, publiés mardi par Mediapart, montrent que PSA Peugeot Citroën a bien envisagé de fermer son site d'Aulnay-sous-Bois (Seine-Saint-Denis). Dans ce document interne de PSA, qui a servi de base à une réunion du comité de direction générale de PSA le 13 juillet 2010, le coût de la fermeture du site d'Aulnay est précisément chiffré, et le document retrace les différentes étapes avant la fermeture de l'usine.

Selon ce document, à partir de septembre 2010, le nombre des équipes devrait être passé de trois à deux par jour, et une partie de la production transférée à Poissy (Yvelines). Ce document prévoit ensuite d'annoncer à l'automne 2012 "la constitution d'un pôle industriel majeur en région parisienne" à Poissy, selon Mediapart.

Début 2013, les équipes se réduiraient à une par jour, et l'usine d'Aulnay serait fermée fin 2013, début 2014, toujours selon ce document. L'avenir du site de Madrid et de ses 2 550 salariés, en Espagne, serait aussi menacé.

Ces documents confirment donc les informations de la note de synthèse interne de PSA dévoilée la semaine dernière par la CGT et dont PSA a expliqué qu'elle était caduque.

La CGT du Nord-Pas-de-Calais a lancé mardi un appel à la grève pour le 7 juillet dans l'ensemble des entreprises industrielles du Nord pour dénoncer les projets de fermeture, "afin d'exiger le maintien du site de Sevelnord et sa pérennisation avec la mise en production de nouveaux modèles."

"*Il est important de marquer le coup et de se mobiliser au plus tôt afin de marquer notre détermination à ne pas laisser PSA délocaliser*", a annoncé Jean-Pierre Delannoy, responsable régional CGT. Lundi 13 juin, une vingtaine de représentants syndicaux des entreprises automobiles du Nord-Pas-de-Calais s'étaient réunis à Valenciennes pour évoquer la possibilité d'une mobilisation. Le syndicaliste Jean-Pierre Delannoy a déjà prévu trois assemblées générales avec les représentants syndicaux CGT entre le 22 juin et le 1er juillet, afin d'organiser la lutte syndicale. (lemonde.fr 14.06)

3- Carrefour épinglé

Le tribunal de police d'Evry a condamné mardi 14 juin l'enseigne de grande distribution Carrefour à 3,66 millions d'euros d'amendes pour non-respect du smic auprès d'environ 1 200 salariés en France, a-t-on appris de source judiciaire.

Carrefour Hypermarchés a été déclaré coupable de 'paiement par un employeur de salaire inférieur au minimum mensuel garanti', ce qui constitue une infraction. Douze magasins sont concernés dans l'Essonne, la Seine-et-Marne, le Gard, les Bouches-du-Rhône, les Alpes-Maritimes et le Rhône.

La direction de Carrefour n'aurait pas pris en compte le forfait pause pour atteindre le niveau du smic. Une étude de l'inspection du travail avait évalué le manque à gagner de 4,53 euros à 45,148 euros par mois, selon les catégories de salariés.

Le tribunal de police d'Evry a condamné Carrefour à verser des amendes de 2 000 euros. Le nombre d'amendes a été calculé magasin par magasin, en fonction des salariés lésés. L'enseigne a dix jours pour faire appel. (lemonade.fr 14.06)

Economie

1- UE.

Les ministres des Finances de la zone euro et de l'Union européenne ne sont pas parvenus mardi à résoudre leurs divergences sur l'implication du secteur privé dans un deuxième plan de soutien à la Grèce, à dix jours d'un sommet européen décisif.

De nouvelles réunions de l'Eurogroupe et du conseil Ecofin auront lieu lundi prochain à Luxembourg afin de parvenir à un accord final les 23 et 24 juin lors du Conseil européen.

Elles devront également permettre de finaliser les négociations sur ce dossier ainsi que sur les détails de la création d'un mécanisme permanent de stabilité financière, sur le réhaussement des capacités du mécanisme temporaire créé en mai 2010 et sur la réforme du Pacte de stabilité.

La réunion de mardi devait notamment permettre de faire un tour de table politique sur l'idée de l'Allemagne d'offrir aux créanciers privés la possibilité d'échanger leurs obligations grecques actuelles contre de nouvelles, dont la maturité serait allongée de sept ans. Une majorité de pays européens, ainsi que la Banque centrale européenne, sont contre l'idée allemande d'un "swap" entre obligations existantes et de nouvelles.

Ils font valoir qu'il s'agirait d'un "événement" de crédit dont les conséquences pourraient être incalculables pour la zone monétaire unique.

Berlin, appuyé par la Finlande et les Pays-Bas, estime de son côté que ce plan déclencherait sans doute de nouvelles dégradations de la note de la dette souveraine grecque mais qu'il ne s'agirait pas d'un "défaut" au sens strict.

La Commission européenne travaille à une solution répliquant l'"initiative de Vienne" qui avait vu au début de la crise les banques et autres créanciers privés maintenir de manière volontaire leur exposition aux pays d'Europe de l'Est afin de les aider à traverser les turbulences.

Plusieurs banques françaises et allemandes ont d'ailleurs dit récemment soutenir une telle initiative si elle était appuyée par une large base d'investisseurs.

Selon plusieurs sources proches des négociations, il s'agirait d'obtenir des créanciers privés un engagement sur une somme totale d'environ 30 milliards d'euros, qui s'ajouterait à 30 milliards d'euros tirés du programme de privatisations annoncé en janvier et à 60 milliards d'euros de nouveaux prêts de l'Union européenne et du Fonds monétaire international (FMI). (Reuters 14.06)

2- France.

La France devrait accélérer la réduction de son déficit public pour renforcer sa qualité de crédit, tout en améliorant sa compétitivité, selon le gouverneur de la Banque de France, Christian Noyer.

Si ces questions sont traitées, les perspectives économiques sont favorables pour le pays, dont le système bancaire est solide, estime Christian Noyer, qui est également membre du conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne.

Rappelant l'engagement de la France de ramener son déficit public à 3% du produit intérieur brut en 2013, Christian Noyer met en garde contre la tentation de différer cet ajustement "dans un contexte de difficultés économiques et sociales".

"Il est primordial, au contraire, de garder fermement le cap", écrit-il dans une lettre aux autorités françaises diffusée mardi. "Il est même hautement souhaitable d'accélérer le rythme de baisse des déficits, en profitant de toutes les opportunités permises par la croissance".

Christian Noyer pointe en particulier du doigt les déficits des comptes sociaux, qui, souligne-t-il, constituent intégralement des dépenses courantes. "Leur financement par l'emprunt est un non-sens économique", écrit-il.

La Cour des comptes a estimé en février que des mesures supplémentaires seraient nécessaires pour parvenir à réduire le déficit à 3% fin 2013.

S'appuyant sur des prévisions de croissance moins élevées que celles du gouvernement, la commission des Finances du Sénat chiffrait quant à elle fin avril l'effort supplémentaire nécessaire à 6 à 10 milliards d'euros en 2012. "La qualité de la signature française est aujourd'hui reconnue et respectée, c'est un atout qu'il faut défendre et préserver", poursuit Christian Noyer.

L'Etat français est noté "triple A", la meilleure note possible, par les trois principales agences de notation financière internationales, ce qui lui permet d'emprunter à des taux avantageux sur les marchés financiers pour couvrir ses déficits et refinancer sa dette publique.

Christian Noyer souligne que l'ajustement budgétaire est essentiel pour anticiper une remontée des taux d'intérêt, dont le niveau actuel est historiquement bas, ce qui n'est pas durable. "Les politiques monétaires très accommodantes conduites dans les

pays avancés vont, tôt ou tard, prendre fin".

Autre "*condition de notre prospérité future*", le renforcement de la compétitivité de la France, dont la performance peu favorable est illustrée par la faiblesse persistante de la balance des paiements.

Outre la maîtrise des évolutions des salaires, Christian Noyer estime que les autorités peuvent agir pour contenir la hausse des prix du logement qui "*contribue à donner le sentiment d'une perte de pouvoir d'achat et avive les revendications salariales*" susceptibles de peser sur la compétitivité. (Reuters 14.06)

Voilà le fin mot de l'histoire. Chut ! Ce n'est pas le genre de discours qu'il faut tenir à 11 mois d'élections présidentielles ! Il tient le même discours que Trichet (BCE) sur les salaires, normal.

Que ce soit l'UE ou l'économie mondiale, ils sont condamnés à connaître des crises et à terme à exploser, et la différence des coûts salariaux n'est qu'un élément parmi bien d'autres des disparité économiques qui existent entre les Etats capitalistes.

Matières premières (abondantes ou plus rares, importées ou exportées), richesse du sous-sol (réserves plus ou moins importantes ou inexistantes), climat (tempéré, aride, désertique, montagneux), industrie lourde, industrie de transformation, industrie dédiée au marché local, industrie dédiée à l'exportation, industrie technologique à haute valeur ajoutée, coût de l'électricité, du pétrole, de l'eau, des télécommunications, des transports (variable selon les pays), impôts et taxes, coût de la santé, de l'éducation, du logement (variable selon les pays), coût de l'alimentation, de l'habillement, des biens d'équipement des ménages (variable selon les pays), législation du travail et sociale (variable selon les pays), droits politiques (existence ou absence de syndicats et de partis indépendants, etc.

Au premier coup d'oeil et sans avoir eu besoin d'avoir fait de hautes études, en partant de ces différents facteurs on se rendra compte immédiatement que finalement aucun pays ne ressemble à un autre et se comporte de la même manière, alors que l'UE et l'impérialisme américain qui domine le marché mondial veulent imposer les mêmes lois ou règles à tous les pays, obligatoirement cela ne peut pas fonctionner ou mal pendant un certain temps seulement, entraînant des tensions sociales ou politiques à l'intérieur de chaque pays et entre tous les pays, d'où les guerres incessantes depuis que le capitalisme existe ou qui ont prises le relais des guerres qui avaient lieu à l'époque de la féodalité. Ceci parce que c'est la recherche du profit qui sert de point de repère à la politique de chaque Etat ou de chaque capitaliste en concurrence permanente avec tous les autres, chacun voulant détenir une place plus importante que les autres sur le marché mondial.

3- Grèce

Le déficit budgétaire de la Grèce a augmenté de 13% sur la période janvier-mai, par rapport à la période comparable de 2010, dépassant l'objectif intermédiaire fixé par le plan de sauvetage du pays, a annoncé mardi le ministère des Finances.

Ce déficit représente 10,28 milliards. Ce déficit exclut les collectivités locales et la sécurité sociale. Il est différent du déficit public qui sert de base à l'Union européenne pour établir son diagnostic du programme de politique économique de la Grèce.

Les recettes nettes ont diminué de 7,1% à 18,36 milliards d'euros sur la période, alors que l'objectif était 20,52 milliards. Les dépenses, avant service de la dette, ont augmenté de 4,3% à 21,29 milliards d'euros (objectif: 19,92 milliards d'euros).

La hausse des dépenses, en dépit d'un an de rigoureuse austérité, est, elle, due au déblocage d'une ligne de crédit de 375 millions d'euros pour acquitter une part des lourdes dettes des hôpitaux, et au poids du service de la dette, avec des dépenses en hausse de 8,3 % sur un an, à 5,844 milliards.

Frappée par l'austérité, l'économie grecque a subi une contraction annuelle de 5,5% au premier trimestre. L'UE et le Fonds monétaire international ont révisé leur projection de contraction du PIB grec en 2011 la semaine dernière. (lemonde.fr et Reuters 14.06)

4- Portugal

Un procès à Lisbonne contre Moody's, Fitch et Standard & Poor's ? On n'y est pas encore, mais le procureur général de la République portugaise a déjà rassemblé des éléments à charge et étudie la possibilité de donner suite à des plaintes déposées par des économistes. «*Déjà, on crée un précédent. Tout le monde courbait l'échine face aux agences de notation. Maintenant, elles sont dans le viseur de notre colère citoyenne.*» José Manuel Pureza, professeur de fac à Coimbra et député du Bloc de gauche (BE), est l'un des quatre plaignants portugais. Il se fait le relais d'un sentiment d'hostilité généralisé contre les agences de rating américaines, qui n'ont cessé d'abaisser la note de l'économie portugaise.

La centaine de mesures d'austérité (dont la baisse des salaires et la hausse de la TVA) imposées par le FMI n'a fait que renforcer cette aversion contre les agences. Dans les débats télévisés, sur les bancs des facs ou dans les réseaux sociaux, le

sujet est devenu omniprésent.

Pour José Reis, autre plaignant, également économiste à Coimbra, «*ces trois agences ont péché à trois titres : elles concentrent 90% de la notation financière, ce qui est une entrave à la libre concurrence ; elles possèdent des fonds d'investissement, il y a donc conflit d'intérêts ; et elles bénéficient d'infos privilégiées. Nul ne conteste les problèmes structurels de l'économie portugaise, mais nous refusons que des intérêts privés dictent notre sort*».

Même analyse de Manuel Brandão Alves, prof d'éco à Lisbonne. «*A travers ces agences, nous voulons pointer du doigt leurs clients, les principaux responsables : intermédiaires financiers, fonds de pension, et même certains Etats...*» (liberation.fr 14.06)

Une idée à reprendre par les syndicats et les partis ouvriers, non ? Lesquels, lequel ? Je donne ma langue au chat !

Haut de page ↗

Le 17 juin

On a eu deux sales coupures de courant qui ont provoqué la fermeture de l'ordinateur, malgré le convertisseur de courant relié à une batterie qui prend en principe le relais automatiquement et délivre une tension correcte et un signal pur, et l'onduleur sur lequel était branché l'ordinateur. Ils ont dû couper le neutre au lieu de couper la phase en premier ! On a pas eu de courant le reste de la journée jusqu'à 18h, alors qu'il faisait plus de 40°C, je suis complètement crevé, j'écris ces lignes jeudi soir.

Bref le boulot de la journée a été perdu, l'ordinateur fonctionne, par contre le système est bloqué, je verrai cela demain, je travaille donc avec l'autre l'ordinateur de secours que j'ai acheté il y a quelques mois.

Je n'ai pas eu le temps de terminer la critique de l'article de F. Hollande sur sa conception de la "*démocratie sociale*" qui conduit en fait au corporatisme.

A propos du site.

Provisoirement, pour la journée seulement peut-être, je suis obligé de mettre en ligne des documents au format word, parce que je n'ai pas de copie d'Adobe Acrobat pour les enregistrer au format pdf. J'ai perdu aussi plusieurs logiciels et pas mal de documents que je n'avais pas sauvegardés sur un support externe. En principe un informaticien que je connais doit passer ce soir chez moi.

Je travaille sous le système Windows 7 au lieu d'XP, en anglais évidemment, il faut donc que je m'y habitue. Vous excuserez les défauts d'affichage ou d'autres petits problèmes que je n'aurais laissé passer.

Dans quel pays je vis ?

Entendu avant-hier soir aux infos de TV5Monde Asie : 1 milliard de personnes sous-alimentées dans le monde, 40% des enfants sous-alimentés dans le monde vivent en Inde, 1000 enfants meurent de faim chaque jour en Inde, 80 millions d'enfants sous-alimentés en Inde, 20 millions de tonnes de céréales sont jetés faute d'être distribués ou conservés dans de bonnes conditions et qui pourrissent.

Cette misère me ronge. J'ai quitté la France pour y échapper personnellement, tout en sachant très bien ce qui m'attendait en Inde pour y avoir déjà vécu deux ans auparavant, de plus la famille de Mageswary était très pauvre. C'est quelque chose à laquelle on ne peut pas s'habituer, surtout quand on l'a connue soit-même, vous me direz que la plupart des gens qui en sont sortis ont oublié ce que cela signifiait, ce n'est pas mon cas parce que je ne crains pas de baigner dedans et je la combats. Pour rien au monde on voudrait être à la place de ceux qui en sont responsables. Le plus étonnant encore, ce sont les gens qui s'emploient à soulager la misère du monde et qui ne se rendent pas compte qu'elle ne cesse de s'étendre, et que tous leurs efforts ne servent pas à grand chose ou sont réduits à néant.

Un mot de politique sur la situation en Grèce. Je vais essayer de retrouver les idées que j'avais exposées hier et que je n'ai pas eu le temps de sauvegarder.

La violence des coups portés par le gouvernement aux travailleurs grecs ne peut conduire qu'à leur radicalisation politique et à se soulever. C'est à partir de ce constat et dans cette perspective qu'il faut définir des mots d'ordre, une tactique et une stratégie, intervenir dans la lutte des classes en Grèce.

Les mesures dictées par le FMI et l'UE déjà adoptées par le gouvernement, n'ont faites qu'aggraver la situation dans tous

les domaines économique, social et politique. Il a ainsi démontré que le PASOK était incapable de rompre avec le capital et ses institutions internationales qui sont dirigées par les Etats capitalistes dominants, en premier lieu par l'impérialisme américain, qui, à travers ses agences de notation, s'érige en maître du monde et indique à tous les gouvernements dans quelle voie ils doivent s'engager, pour ne pas contrarier l'évolution du capitalisme mondial qui a placé à sa direction l'industrie financière et qui est tributaire des lois de fonctionnement du capitalisme.

Le gouvernement a épuisé toutes ses cartouches, il est placé le dos au mur. Avec des taux d'intérêt à 10 ans qui dépassent les 17%, il est la proie et le complice des usuriers, les banquiers qui se goinfrent sur le dos des travailleurs grecs.

Lors des dernières élections législatives l'abstention a été massive, essentiellement populaire. La crise couve au sein du PASOK, une crise stérile puisqu'aucun député de ce parti n'a jusqu'à présent avancé la nécessité d'annuler cette dette de plus de 330 milliards d'euros. Une crise politique à laquelle le gouvernement et aucun parti n'est en mesure de faire face. Papandréou peut remanier son gouvernement, cela ne fera pas faiblir la détermination des travailleurs qui refusent de nouveaux sacrifices, eux aussi ils ont dorénavant le dos au mur et n'entendent rien céder. Il peut difficilement dissoudre le Parlement puisqu'il vient tout juste d'être élu. Il peut tenter de s'allier avec le parti de l'ordre, mais jusqu'à présent celui-ci préfère que le PASOK se débrouille seul face aux travailleurs mobilisés, il serait l'ultime recours avant que les militaires reviennent au pouvoir.

En l'absence d'un parti révolutionnaire construit, en l'absence de l'organisation des masses exploitées, que faire ?

On peut évidemment avancer les mots d'ordre de rupture avec le FMI et l'UE, proposer l'annulation de la dette, mais il faut y adjoindre un ou des objectifs politiques, une perspective politique. Il est impensable de proposer un gouvernement des partis ouvriers qui comprendrait le PASOK puisqu'il est déjà occupé à gérer la crise du capitalisme pour le compte de l'aristocratie financière. De plus aucun parti ouvrier ne peut prétendre avoir la confiance de la majorité des travailleurs ou même prendre la direction du mouvement ouvrier. Dans le cas contraire, il aurait été possible d'avancer le mot d'ordre d'un gouvernement des partis et organisations ouvrières luttant pour la rupture avec le FMI et l'UE qui incarnerait la rupture avec le capital, sans être pour autant en contradiction avec le refus précédemment d'avancer ce mot d'ordre ou cette perspective, quand la situation change brutalement il faut savoir adapter sa tactique et sa stratégie si nécessaire... Ici la question ne se pose pas pour les raisons évoquées plus haut.

Au précédent mot d'ordre, il faut ajouter la nécessité de liquider la Constitution et les institutions en place qui servent à légitimer la gestion de la crise du capitalisme par le gouvernement, qui ne servent que les intérêts de la classe dominante, les travailleurs en font l'expérience quotidiennement. La servilité des institutions vis-à-vis du FMI et de l'UE n'est plus à démontrer, il n'y a rien de plus à en attendre que dans le gouvernement qu'il faut chasser également.

Le problème qui se trouve posé aux travailleurs grecs, mais aussi à ceux de tous les pays de l'UE, c'est qu'il n'existe aucune solution à leurs problèmes dans le cadre du régime capitalisme et qu'ils n'en ont pas encore pris confiance. En rejetant tous les partis institutionnels, tous les partis qui sont en position de gouverner, finalement ils sont parvenus à la fin d'un processus politique, ils ont sciés les piliers sur lesquels reposent les institutions qui sont en train de s'effondrer, les partis qui en assurent le fonctionnement. Jusqu'à présent ce processus s'est largement déroulé inconsciemment, il leur reste à en prendre conscience et c'est le plus difficile en l'absence du parti pour les y aider.

Si maintenant la Constitution et les institutions ont fait la démonstration qu'elles ne pouvaient pas servir pour résoudre cette crise sociale et politique, il faut envisager la création d'un organisme politique indépendant du capital qui serait composé de représentants élus de travailleurs organisés ou non, et dont l'activité ou le mandat serait contrôlé par les travailleurs eux-mêmes, cela pourrait être une Assemblée constituante souveraine ou autre chose, c'est aux travailleurs grecs avec leurs partis et organisations d'en décider.

L'idéal - c'est un luxe d'employer ce terme ici, serait que lors de leur mobilisation ils se dotent de ce genre d'organismes politiques indépendants, que leur mobilisation débouche sur leur organisation pour capitaliser leur expérience au lieu de repartir chaque fois de zéro ou presque, car à ce rythme-là il ne risque pas d'aller bien loin. On pourrait imaginer que les partis ouvriers et les syndicats appellent dans chaque ville du pays les travailleurs à participer à une Assemblée populaire qui élirait ses délégués, et l'ensemble de ces délégués élirait à leur tour un gouvernement ouvrier révolutionnaire provisoire, ainsi ils se doteraient de véritables organes de pouvoir pour envisager la suite de leur combat et définir des tâches, des objectifs politiques et sociaux.

Maintenant, dans ces assemblées où des travailleurs proposeraient leurs candidatures, il existe un moyen qui permettrait d'éviter qu'un trop grand nombre de délégués inféodés au stalinisme ou au réformisme soient élus, on pourrait envisager que des mesures ou des projets de loi soient proposés au vote de l'Assemblée populaire avant le vote des délégués, ainsi ces délégués seraient les véritables porte-parole et maître d'oeuvre des mesures sociales adoptées par la majorité des travailleurs, ces mesures constitueraient le contenu du mandat qu'ils devraient impérativement respecter à la lettre sous peine de leur être retiré immédiatement. En procédant de la sorte on découragerait la racaille et les provocateurs de présenter leurs candidatures, les travailleurs conserveraient le contrôle du processus révolutionnaire engagé pour le mener à son terme.

Cette proposition s'inspire des enseignements de la révolution russe de 1917 en les adaptant à la situation grecque, en tenant

compte de l'absence à ce stade du parti qui ne peut pas assumer le pouvoir temporairement pour le compte des masses exploitées tout en s'appuyant sur leur mobilisation révolutionnaire. On conserve les comités ou soviets, mais au lieu que ce soit un gouvernement issu d'un ou plusieurs partis qui au départ concentre le pouvoir en attendant que les comités ou soviets en soient capables, c'est le gouvernement issu de ces comités ou soviets qui en a le mandat et assume cette tâche.

On peut ajouter pour s'assurer que les délégués et le gouvernement respectent le mandat que leur ont confié la majorité des travailleurs, qu'ils doivent chaque mois convoquer dans leur ville l'Assemblée populaire pour rendre compte aux travailleurs de l'avancée de leurs travaux, et se voir renouveler leur mandat ou renvoyer. Une alternative à la proposition précédente : chaque Assemblée populaire doit se doter d'une structure et d'un bureau qui aura notamment pour mission d'appeler les travailleurs à se réunir chaque mois ou chaque fois que nécessaire, afin de débattre de la situation et d'entendre les délégués leur rendent compte de l'avancée de leurs travaux, ce qui permettra de contrôler qu'ils respectent bien le mandat qui leur a été confié, d'en modifier le contenu éventuellement...

A côté, la proposition d'une Assemblée constituante souveraine fait pâle figure ou si on la conserve prend davantage de consistance. Il est hors de question d'envisager l'élection d'une Assemblée constituante sur le modèle de celui de l'Assemblée nationale ou ce qui est en train de se passer en Tunisie, ne parlons pas de la Bolivie de Morales. Comme il est hors de question de conserver en France en l'état les institutions telle que le maire, le conseil départemental, régional, etc. chers aux Schivardi et Cie.. A partir du moment où l'on part des besoins de la population, c'est à elle seule que revient pas à pas de déterminer la politique sociale qui sera appliquée, il est impensable qu'un maire dispose d'un pouvoir discrétionnaire pendant des années comme c'est le cas aujourd'hui, il s'agit de faire table rase du passé et de tout ce qui symbolise le vieux monde et non de copier le modèle d'institutions qu'il nous aura légué. Le maire et le conseil municipal avec sa majorité et son opposition ne sont que des caricatures de la démocratie que nous devons mettre en place.

Tout repose sur la capacité ou non des masses grecques à s'organiser. J'ai oublié de signaler au passage que le processus que je viens d'évoquer permettait de briser l'obstacle des appareils, de les marginaliser avant de leur retirer tout pouvoir de nuisance. Si par exemple une Assemblée populaire prenait position contre la fermeture de tout service public et pour la réouverture de tous ceux qui ont disparu, tous les parasites social-libéraux et stalinien ou leurs semblables qui soutiennent le capitalisme ou ont participé à des gouvernements qui les ont fermés, seront systématiquement écartés par les travailleurs eux-mêmes, ainsi évidemment que tous les représentants du parti de l'ordre quel que soit le masque sous lequel ils se présenteraient, seuls des travailleurs ou des militants ayant rompu avec le capitalisme et ses institutions politiques pourraient prétendre à être élus délégués d'une Assemblée populaire souveraine.

L'air de rien, vous ne pensez pas qu'on avance ! J'allais écrire à pas de géant, mais je n'ai pas osé.

Manipulation.

Ben Laden: le Pakistan arrête des informateurs de la CIA titre Associated Press le 15 juin. On se dit, tiens, ils seraient en mesure de fournir un témoignage probant de la présence de Ben Laden vivant au Pakistan le 2 mai dernier, alors qu'on le croyait mort depuis longtemps, aurions-nous été manipulé dans l'autre sens ? Voyons de quoi il retourne.

Les services de renseignements pakistanais ont interpellé le propriétaire d'une maison louée à la CIA pour surveiller Oussama ben Laden, avant qu'un commando américain abatte le chef d'Al-Qaïda, ainsi qu'une "poignée" de Pakistanais, a annoncé mardi soir tard un responsable américain. (parce que le propriétaire savait que Ben Laden était présent dans cette maison, il l'aurait vu, non, la CIA lui a soufflé qu'il était forcément là puisque qu'une partie de ces proches y étaient -note du site)

Au Pakistan, un responsable occidental a confirmé l'information rapportée par le "New York Times" selon laquelle cinq informateurs pakistanais, qui avaient travaillé pour la CIA, avant l'opération du 2 mai dernier, avaient été arrêtés par la puissante direction pour le renseignement d'inter-services (ISI).

Parmi les personnes interpellées, figurerait un commandant de l'armée pakistanaise, d'après un article posté sur son site internet mardi soir. L'officier aurait communiqué les plaques d'immatriculation des voitures entrant dans le complexe où vivait Ben Laden quelques semaines avant l'opération commando. (En voilà un témoignage, un militaire qui devait se demander ce qui se trafiquait dans cette maison et qui avait relevé les plaques d'immatriculation des voitures qui en sortaient, savait lui aussi forcément que cette maison abritait Ben Laden, par déduction sans doute. Ne s'agirait-il pas plutôt pour la CIA de mettre la main sur toutes les personnes susceptibles dans l'avenir de livrer des détails qui compromettraient définitivement la version officielle fournie par Washington, de les intimider pour qu'ils n'en fassent rien ou les faire disparaître avec la complicité des hauts gradés de l'ISI ?)

La jeunesse sacrifiée, réduite en esclavage.

Statistiques de l'OCDE au premier trimestre 2011:

- chômage des 15-24 ans: 36,1% des jeunes actifs

- chômage total: 14,1%

- moyenne européenne pour le chômage jeune: 20,6%

Pour Glenda Quintini, économiste à l'OCDE et spécialiste de la politique de l'emploi des jeunes en Europe, la situation en Grèce et en Espagne est assez similaire:

« (...) c'est un problème de précarité. Je ne parle pas forcément de CDD, mais aussi de stages, ou de "faux emplois": on demande à un jeune de travailler officiellement à son propre compte alors qu'en réalité, il travaille pour un employeur qui ainsi, ne paie pas de charges. »

La ministre du travail grecque Louka Katseli a récemment défendu la mise en place d'une mesure qui diminue le salaire des travailleurs de moins de 25 ans de 20% (passant de 839 euros à 592 euros mensuels) et permet leur licenciement sans indemnités pendant les trois premières années d'embauche. «Le taux de chômage des 18-25 ans est de 40%, a-t-elle justifié selon l'agence EFE. La mesure n'a pas pour but de réduire le coût du travail, mais d'inciter les entreprises à créer des emplois pour ceux qui, aujourd'hui, n'ont aucun revenu.» (Slate.fr 15.06)

Accélération de la décomposition de la société.

Charline Delporte, Présidente de l'Association de défense des familles et des individus(ADFI) du Nord-Pas-de-Calais Picardie, réagit au rapport du gouvernement rendu public mercredi. Interview à l'express.fr 15.06.

Les dérives sectaires ont-elles de beaux jours devant elles?

Notre rapport d'activité fait état d'une augmentation de l'offre sectaire de 63% entre 2009 et 2010. Un tel bond est affolant! Notre société se cherche et est en demande. Une faiblesse dont les gourous se servent. Ils font ensuite tout pour répondre aux différentes demandes. Mais les méthodes actuelles sont souvent des reprises d'anciens leaders de sectes parfois décédés et des profils types se retrouvent. Souvent il ou elle est bardé(e) de diplômes obtenus aux Etats-Unis, propose des concepts nouveaux de bien-être... Le réseau n'est pas immense et les noms finissent par se croiser.

Comment expliquer le succès de ces manipulations?

Si Internet est un outil formidable sur de nombreux points, c'est aussi une niche à dérives sectaires. Son utilisation aisée est donnée à tout à chacun. Quiconque a un peu de bagou, une sacrée dose d'imagination et un minimum de charisme pourra créer un site déviant. L'étendue de la Toile multiplie et diversifie cette offre. Le prosélytisme reste toutefois l'outil le plus fort. Les adeptes d'une secte vont évoquer des pseudo-miracles réalisés par leur "maître" autour d'eux et le système du bouche à oreille s'enclenche.

L'OIT, une tribune pour un Etat mafieux.

- Le chef du gouvernement russe, Vladimir Poutine, s'est vanté mercredi devant l'Organisation mondiale du travail (OIT) d'avoir réduit le chômage dans son pays. (Reuters 15.06)

Politique

Grèce

Selon la police, plus de 20 000 personnes ont manifesté au total à Athènes, alors que la ville était paralysée par une grève générale observée par les principaux syndicats. Une forte mobilisation a été observée, notamment dans le secteur public et les transports maritimes et urbains. Les médias grecs évoquent pour leur part une manifestation qui aurait rassemblé plus de 40 000 personnes.

«La Grèce est en danger, c'est la plus importante mobilisation dans le pays» depuis les années 70 contre la junte militaire, estime Maria Chira, une brune trentenaire, enroulée dans un drapeau grec, qui a rejoint le mouvement des Indignés depuis fin mai. Elle dit n'avoir jamais appartenu à aucun parti ni syndicat auparavant.

L'agence de notation Standard and Poor's a annoncé ce mercredi avoir abaissé de trois crans la note de quatre banques grecques à «CCC», et averti de la possibilité d'une crise de liquidités à court terme affectant tout le système bancaire de ce pays.

Ces quatre banques, la Banque nationale de Grèce, l'Eurobank EFG, Alpha et Piraeus, sont «exposées à des risques renforcés

en raison de la détérioration de la solvabilité de la Grèce», relève l'agence.

Problème, d'un côté, les marchés lui interdisent l'accès au refinancement. De l'autre, ses créanciers, l'UE et le FMI, lui demandent des efforts d'austérité en échange de leur secours financier.

Les Européens eux cherchent ainsi à boucler un nouveau plan d'aide financière pour la Grèce au bord de la faillite, mais ils ne parviennent pas pour le moment à s'entendre sur les modalités. La question d'une participation du secteur privé au sauvetage d'Athènes notamment divise les esprits.

Le chef économiste de la BCE, Jürgen Stark, a répété le refus de la Banque centrale européenne de toute solution qui serait contraignante pour les créanciers privés. «*Nous ne sommes pas opposés à une implication du secteur privé, mais elle doit être totalement volontaire*».

Mais, d'un autre côté, il «*comprend très bien l'argument*», avancé principalement par l'Allemagne, d'une répartition nécessaire de l'aide entre secteur privé et secteur public. Mardi, plus de six heures de réunion n'ont pas permis aux ministres de parvenir à un accord.

Pour le moment, le gouvernement socialiste de Georges Papandréou a décidé de poursuivre la rigueur.

Ce mercredi a commencé l'examen du projet de loi budgétaire comprenant un nouveau volet d'austérité d'ici à 2015.

Le Premier ministre Georges Papandréou a répondu à la mobilisation en soulignant qu'il allait «*assumer ses responsabilités*» et «*continuer d'avancer et prendre les mesures nécessaires pour sortir le pays de la crise*».

Il s'est ensuite entretenu au téléphone avec son rival de droite, Antonis Samaras, et selon la télé publique Net, les deux hommes ont entamé un intense marchandage autour d'une ouverture du gouvernement au delà des rangs socialistes.

Pour l'instant, c'est donc toujours le parti socialiste qui tient le pouvoir, mais il est de plus en plus dans l'embarras. Mardi soir, le député de la majorité Georges Lianis a démissionné de son groupe parlementaire, en déclarant que le gouvernement «*avait échoué*». Sur 300 sièges, les socialistes n'en ont plus que 155 alors que le plan budgétaire doit être voté fin juin.

«*Le Pasok a atteint ses limites*», a titré du coup ce matin le journal libéral Kathimérini. Pour le quotidien de gauche Elefthérotypia «*le gouvernement tient à un fil*».

Selon le gouvernement, le vote par le Parlement du plan budgétaire est la condition pour le versement de la cinquième tranche du prêt de 110 milliards d'euros accordé en 2010 par l'UE et le FMI, dont 53 milliards au total ont été versés à ce jour au pays.

Les investisseurs s'inquiètent de plus en plus des conséquences que pourrait avoir la crise grecque sur le secteur financier européen. L'agence d'évaluation financière Moody's envisage d'abaisser la note des banques françaises BNP Paribas, Société Générale et Crédit Agricole du fait de leur exposition à la Grèce. La belge Dexia serait également menacée.

Le Crédit Agricole est concerné via sa filiale Emporiki et est donc principalement touché par des créances privées. Pour BNP Paribas et Société Générale, en revanche, c'est avant tout le portefeuille de titres d'Etat qui est concerné. Il atteignait, fin mars, 2,5 milliards d'euros pour Société Générale et 5,0 milliards pour BNP Paribas.

Le ministre français des Affaires européennes Laurent Wauquiez a minimisé ce mercredi les risques liés à la menace de Moody's d'abaisser la note de trois banques françaises, soulignant que le secteur bancaire français était «*moins exposé*» que l'allemand.

Selon des chiffres publiés le 6 juin par la Banque des règlements internationaux (BRI), les banques allemandes détenaient fin 2010 un total de 22,6 milliards de dollars (15,3 milliards d'euros) de dette publique grecque, contre 15 milliards de dollars (10,5 milliards d'euros) pour les banques françaises.

L'euro perdait du terrain face au dollar ce mercredi, mais selon l'économiste en chef de la BCE, Jürgen Stark, le destin de la monnaie commune européenne «*ne dépend pas*» de la Grèce, du Portugal et de l'Irlande.

«*La Grèce contribue pour 2,5% à la création de valeur*» de toute la zone euro, «*si vous ajoutez le Portugal et l'Irlande on arrive à 6%*», a-t-il expliqué.

Selon Derek Halpenny, analyste chez Bank of Tokyo-Mitsubishi, il «*devient de plus en plus évident que les dirigeants européens ne parviennent toujours pas à trouver un accord sur un nouveau plan de sauvetage de la Grèce*», donc la pression contre l'euro

devrait s'accroître dans les jours à venir. (lemonde.fr avec AFP et liberation.fr 15.06)

2- Espagne

Des responsables politiques catalans ont eu recours mercredi à des hélicoptères de la police pour accéder au parlement de la région, que près de 2.000 manifestants ont tenté de bloquer, en signe de protestation contre les réductions budgétaires dans l'éducation et la santé.

La situation était extrêmement tendue à l'arrivée des députés, aux abords du parc de la Ciutadella, dans le centre de Barcelone, a souligné une porte-parole de la police. Le président de la région Artur Mas et une dizaine de politiciens sont arrivés par hélicoptère. Des incidents ont éclaté quand la police a repoussé les manifestants pour permettre aux députés arrivés à pied d'entrer dans l'enceinte du parlement.

Les politiques ont été chahutés et au moins deux aspergés de peinture, a précisé la policière, qui n'a pas relevé de blessé. Le quotidien "El País", qui cite des sources médicales, évoque 23 personnes traitées pour des blessures.

Environ 400 policiers avaient été déployés dans le parc de la Ciutadella. (AP 15.06)

3- Côte-d'Ivoire. Le dictateur de Neuilly.

Les anciennes Forces républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI) forment désormais l'ossature de la nouvelle armée depuis la chute de l'ancien président Laurent Gbagbo le 11 avril dernier.

"Le manque de discipline et la violence de la part de l'armée nouvellement établie, les FRCI, qui est composée de différents groupes sans claire structure de commandement, sont (...) une source de sérieuse préoccupation", a déclaré dans un communiqué Navi Pillay, haut commissaire aux droits de l'homme des Nations unies.

"Des témoignages accusent ces soldats d'implication dans des violations des droits de l'homme à Abidjan comme dans le reste du pays, incluant des exécutions sommaires, des arrestations arbitraires, des actes de torture, des viols, des pillages et de l'extorsion." (Reuters 15.06)

4- Biélorussie

Près d'un millier de personnes ont manifesté mercredi à Minsk contre la politique économique du gouvernement biélorusse, malgré l'avertissement du président Alexandre Loukachenko.

La police avait fermé les accès à la place d'Octobre, où se trouvent les principaux bâtiments administratifs de la capitale, mais les manifestants se sont rassemblés dans les rues adjacentes.

Ils répondaient à un appel relayé sur les réseaux sociaux dont les auteurs s'en prennent violemment au chef de l'Etat. De telles manifestations sont rares en Biélorussie.

Tapant en rythme dans leurs mains, les contestataires n'ont scandé aucun slogan et sont restés pratiquement muets. La police n'est pas intervenue.

Le chef de l'Etat avait promis la veille de "réprimer fermement" les manifestations contre les mesures d'austérité destinées à sortir le pays de la crise.

La situation économique et sociale s'est dégradée dans l'ancienne république soviétique où la crise a provoqué fin mai une dévaluation du rouble de 36% et entraîné une forte hausse de l'inflation.

Durant le week-end, la police a dispersé sans ménagements des rassemblements organisés à la frontière polonaise pour protester contre la décision des autorités de restreindre les quantités d'essence et d'autres produits qui peuvent être revendus hors du pays.

Les appels à manifester se multiplient via les réseaux sociaux sur internet et, la semaine dernière, des automobilistes se sont rassemblés dans le centre de Minsk pour dénoncer la hausse du prix de l'essence.

Une vidéo de l'opposition diffusée sur internet appelle la population à manifester dans la capitale et à entamer une grève générale à compter du 3 juillet.

Minsk estime que l'inflation pourrait atteindre 39% cette année et la banque centrale biélorusse a perdu depuis janvier un quart de ses réserves de change en essayant de soutenir le rouble.

La Biélorussie, qui vient de relever ses taux directeurs de 14 à 16%, attend de la Russie une assistance financière de l'ordre de trois milliards de dollars (deux milliards d'euros), en échange d'un plan de privatisations. (Reuters 15.06)

5- Etats-Unis. La CIA-Al-Qaïda veut étendre son pouvoir de nuisance au Moyen et Proche-Orient.

Les Etats-Unis construisent une base aérienne secrète pour la CIA dans la région du golfe Arabo-persique afin de combattre des terroristes d'Al-Qaïda au cas où les forces américaines seraient chassées du Yémen, selon des informations obtenues par l'Associated Press auprès de responsables américains.

A la demande de ces sources, qui ont requis l'anonymat du fait que les missions de l'armée et de la CIA au Yémen sont partiellement classées secret-défense, l'AP ne précisera pas la localisation exacte de la base.

La Maison Blanche a déjà renforcé le nombre d'officiers de la CIA au Yémen en prévision d'une éventuelle victoire des factions anti-américaines. Elle a aussi accéléré le calendrier de construction de la base, ramené de deux ans à huit mois. D'après un responsable américain, des groupes d'opposition yéménites ont prévenu qu'ils mettraient fin au programme américain de contre-terrorisme s'ils arrivaient au pouvoir.

Pour l'heure, c'est une unité militaire du contre-terrorisme, le Commandement interarmées des opérations spéciales (Joint Special Operations Command, JSOC), qui mène les attaques contre Al-Qaïda dans la péninsule arabique (AQPA), avec le soutien du renseignement de la CIA. Le JSOC a obtenu en 2009 l'autorisation du gouvernement yéménite pour réaliser des frappes limitées sur son territoire.

Récemment, les alliés du président Ali Abdallah Saleh ont également permis aux Etats-Unis d'utiliser des drones (avion sans pilote commandé à distance) et même des avions de combat afin de frapper des membres d'Al-Qaïda qui veulent profiter du soulèvement contre le régime pour prendre le pouvoir dans certaines régions.

Le directeur de la CIA, Leon Panetta, a déclaré la semaine dernière que des officiers de l'Agence travaillaient au Yémen avec le JSOC, ainsi que dans d'autres zones d'activité d'Al-Qaïda. La CIA a cependant refusé de confirmer que la Maison Blanche ait décidé de construire la base ou d'étendre les opérations de la CIA au Yémen.

La construction d'une nouvelle base suggère un engagement à long terme des Etats-Unis contre Al-Qaïda dans la région, sur le modèle du Pakistan, où des drones de la CIA armés de missiles traquent les djihadistes avec l'accord tacite du gouvernement d'Islamabad.

Les autorités yéménites préfèrent des drones plutôt que la présence sur leur sol d'équipes du contre-terrorisme américain, qui passe mal auprès des populations locales. Mais la nouvelle base permettrait de poursuivre des opérations sans l'approbation du Yémen.

Si les Yéménites cessaient de coopérer avec les forces contre-terroristes américaines, la CIA prendrait probablement la direction de la traque d'Al-Qaïda au Yémen, estiment de hauts responsables américains.

Pendant que le débat sur cette stratégie se poursuit à Washington, les forces spéciales américaines basées aux frontières du Yémen visent presque quotidiennement des membres d'Al-Qaïda que les troubles amènent à sortir davantage de leurs repaires. Grâce à des renseignements américains, les forces yéménites ont arrêté des agents qui ont fourni des informations sur les opérations et caches du réseau, permettant de se rapprocher d'une cible majeure, l'imam extrémiste d'origine américaine, Anwar al-Awlaki, ont affirmé les sources américaines. Trois tentatives de l'atteindre ont cependant échoué depuis le début mai.

Les forces américaines ont aussi intensifié leurs attaques parce que le gouvernement yéménite les y encourage pour essayer de garder le pouvoir, ajoutent les mêmes sources.

Les Etats-Unis doivent maintenir la pression pour briser l'élan d'AQPA, a estimé mardi Daniel Benjamin, coordinateur du contre-terrorisme au Département d'Etat (Affaires étrangères). Il a fait état d'une inquiétude croissante de voir Al-Qaïda profiter des troubles pour s'armer et renforcer ses relations avec les milices somaliennes al-Shabab, dont certains membres ont fait allégeance au réseau terroriste. (AP 15.06)

Social

1- France

1.1- Cheminots manifestation.

1.1.1- Les fédérations syndicales de cheminots CGT, CFDT, UNSA et Sud-Rail appellent à une manifestation nationale, jeudi à Paris, contre les restructurations à la SNCF et la poursuite de l'ouverture à la concurrence du secteur ferroviaire. Les syndicats, qui attendent 25.000 manifestants, réclament aussi l'ouverture de négociations sur l'emploi et accusent la direction d'avoir supprimé plus de 22.000 postes à la SNCF "en moins de 10 ans".

Les manifestants sont appelés à se rassembler à partir de 13h place d'Iéna pour un défilé jusqu'aux abords de la gare Montparnasse, où se trouve le siège de la SNCF. Cette mobilisation ne s'accompagne pas d'un mot d'ordre national de grève. La direction de la SNCF, jointe par l'Associated Press, ne prévoit pas de perturbations particulières.

"L'exemple de Fret SNCF est particulièrement éloquent sur les effets néfastes de l'ouverture à la concurrence. Depuis la libéralisation du transport ferroviaire de marchandises, la part modale de la route n'a cessé d'augmenter, et cela à l'opposé des orientations du 'Grenelle de l'Environnement'", déclarent les quatre fédérations de cheminots dans un communiqué commun.

"Aux dégâts économiques et écologiques s'ajoutent des conséquences sociales dramatiques avec la suppression massive et continue d'emplois à la SNCF, avec des conditions sociales des cheminots tirées vers le bas", ajoute le communiqué. "Ainsi, et ce dans toutes ses activités, la SNCF a supprimé en moins de dix ans plus de 22.000 emplois, créant ainsi les conditions d'un affaiblissement de la qualité de service et une dégradation sans précédent des conditions de vie et de travail des cheminots".

Les quatre syndicats dénoncent également *"de nouveaux cadeaux fiscaux (...) aux grosses fortunes", et dans le même temps, "une cure d'austérité et de rigueur pour les fonctionnaires, les cheminots, les services publics"*.

"A l'instar des mobilisations contre les réformes de retraites en 2007 et 2010 et celles engagées sur les questions des salaires", les fédérations estiment que "les cheminots sont légitimes à exiger la préservation et l'amélioration de leurs conditions sociales". (AP 15.06)

1.1.2- Plusieurs milliers de cheminots, dix-huit mille selon la CGT, ont manifesté, jeudi, pour exprimer leur opposition à l'ouverture à la concurrence dans le transport régional de voyageurs et leur attachement au service public.

Les cheminots ont quitté à 14 heures la place d'Iéna, siège du Conseil économique, social et environnemental (CESE), en direction de la gare Montparnasse et du siège de la SNCF. Dans le même temps, se tenait au CESE un colloque sur l'ouverture du rail à la concurrence, au cours duquel ont été annoncées la saisine du CESE sur ce thème et des assises nationales du ferroviaire à la rentrée.

Selon Gilbert Garrel, secrétaire général de la CGT Cheminots, ces deux initiatives seront *"une opportunité de prolonger le débat"*. Pour autant, il a déploré auprès de l'AFP qu'avant même d'entamer le débat, *"on s'attaque déjà aux droits du salarié"*, faisant allusion à un propos de la ministre des transports, Nathalie Kosciusko-Morizet. Celle-ci a déclaré lors du colloque que la SNCF ne pouvait pas *"faire durablement l'économie de l'adaptation à de nouvelles organisations du travail"*. (lemonde.fr et AFP 16.06)

Traduisez : Prolonger la collaboration de classes, à quoi d'autre pourrait servir le CESE ?

1.2- Monoprix en grève.

Officiellement, Monoprix indique sur des affichettes qu'il doit faire face à "des problèmes de transport" de marchandises. En réalité, l'enseigne est confrontée depuis plusieurs mois à un conflit social.

"Il n'y a pas de problèmes de transport, il y a une grève des salariés. Nous bloquons les entrepôts parce que la direction refuse d'intégrer 50 euros de prime par mois sur les salaires", fustige sur Libération Douha Manoubi, déléguée CGT d'une plateforme logistique de Samada, une filiale de Monoprix.

Le contentieux concernant les primes des salariés remonte au 15 avril dernier. A l'époque, les employés de Samada avaient organisé un premier blocage des entrepôts. *"A la suite de ce mouvement, nous avons eu la promesse orale que les 1.000 salariés obtiendraient leur prime de 50 euros"*, explique au Post Douha Manoubi.

Finalement, seuls 600 des 1.000 employés ont bénéficié de cette prime de 50 euros. Explication de la direction : les 400 autres employés n'étaient, soit pas assez anciens, soit pas assez productifs.

Contacté mercredi soir par Le Post, la déléguée syndicale de la CGT assure que les employés ont voté la reconduction du blocage en AG. (lepost.fr 15.06)

1.3- La crise sert aussi à dégraisser le cacao.

Fin de partie pour les 182 salariés de la chocolaterie marseillaise Netcacao, tous anciens de Nestlé. L'entreprise créée pour poursuivre la production de chocolat sur un site où le groupe suisse s'était installé en 1952 a finalement été mise, mercredi, en liquidation par le tribunal de commerce de Marseille après moultes rebondissements. Depuis l'annonce de Nestlé, en mai 2004, de son intention de fermer l'usine qui employait 425 personnes, les salariés ont remué ciel et terre pour conserver leurs emplois.

«*Cela fait cinq ans que tout le monde veut que nous nous cassions la figure. Nestlé notamment qui est encore en conflit avec d'anciens salariés* », commente amère Véronique Théry, l'ancienne présidente. Pour cette dernière, « *Il y a deux coupables, le procureur qui a rejeté le projet de fiducie qui aurait permis un projet de reprise et le tribunal de commerce qui a fait trainer le dossier, nous condamnant à une mort à petit feu* ». Cette dernière pointe du doigt des appétits immobiliers, pour des actifs qu'elle estime entre 15 et 25 millions d'euros.

Un groupe de repreneurs s'était pourtant pourtant manifesté mais il n'a pas convaincu le tribunal. (lefigaro.fr 15.06)

Le retour du travail des enfants en France ou la fin de la scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans annoncée. On n'arrête plus le progrès!

Les députés examinent à partir de mercredi une proposition de loi UMP sur le développement de l'apprentissage, destinée à booster l'emploi des jeunes, dont un article controversé propose d'abaisser à 15 ans l'âge minimum d'accession à cette formation.

L'exécutif a engagé la procédure accélérée pour l'examen de ce texte présenté par Gérard Cherpion (UMP, Vosges) portant sur "*le développement de l'alternance et la sécurisation des parcours professionnels*" dont le vote est prévu le 21 juin.

Les moins de 16 ans doivent avoir "*accompli la scolarité du premier cycle de l'enseignement secondaire*" avant d'entrer en apprentissage. (AFP 15.06)

2- OIT : la domesticité à l'honneur.

Les 183 Etats membres de l'Organisation mondiale du travail (OIT) ont adopté jeudi une Convention "*historique*" sur les travailleurs domestiques, destinée à améliorer le cadre de protection de millions de personnes dans le monde, sous-payées et soumises à des horaires extensibles.

Pour l'OIT, l'adoption de cette 189ème convention constitue de fait une réalisation majeure dans la mesure où il s'agit du premier instrument juridique contraignant concernant ces travailleurs de l'ombre dont le nombre ne cesse de grandir. (Faux, les mesures adoptées par l'OIT n'ont aucune valeur coercitive sur les Etats, c'est écrit dans ses statuts - note du site)

Selon les données de son secrétariat (BIT), les domestiques -- essentiellement des femmes dont beaucoup sont des migrantes -- représentent un minimum de 52,6 millions de personnes dans le monde, soit 4 à 10% de l'emploi dans les pays en développement et jusqu'à 2,5% dans les pays industrialisés.

Un chiffre qui a augmenté de 89% entre 1991 et 2008 et pourrait même déjà atteindre les 100 millions de personnes, certains pays sous-évaluant leurs statistiques, selon le BIT.

Nombre d'entre-eux sont sous-payés, le travail domestique faisant partie des professions les plus faiblement rémunérées, d'après le BIT, sans horaire ni protection sociale.

Ainsi, 56% des travailleurs domestiques n'ont pas de lois fixant des limites d'heures de travail tandis que 45% n'ont pas de jour de repos, a rappelé M. Somavia, soulignant qu'il était grand temps de s'attaquer à cette part informelle de l'économie pour la rendre enfin visible.

La convention prévoit comme mesure principale de garantir à ces femmes de ménages, gardes d'enfants ou cuisiniers... un traitement similaire à celui dont bénéficient les autres catégories d'employés.

Elle stipule également de leur assurer un jour de repos par semaine et entend empêcher leurs employeurs de les obliger à rester sur leur lieu de travail pendant leurs congés.

Le document doit désormais être ratifié par au moins deux pays pour entrer en vigueur. Pour ces derniers, il aura un caractère contraignant.

Ainsi, "*son approbation n'a pas été une tâche facile*", a reconnu M. Somavia.

Si la grande majorité l'ont accepté y compris les pays du Golfe, l'Inde, l'Indonésie ou encore le Bangladesh, très réticents au départ, certains pays se sont abstenus, comme la Grande-Bretagne.

La représentante britannique a expliqué que Londres "*ne sera pas en mesure de ratifier le texte*", offrant déjà selon elle "*une large protection aux travailleurs domestiques*".

Malgré tout, la directrice du programme sur les conditions d'emploi du BIT, Manuela Tomei se veut optimiste quant à la ratification du texte qui a été conçu, selon elle, avec beaucoup de "*flexibilités*" pour pouvoir être plus facilement adaptable aux lois nationales.

"*La volonté politique est là*", a assuré Mme Tomei. D'ores et déjà, les Philippines et l'Uruguay ont fait part de leur intention de le ratifier.

Reste, selon les ONG, que la partie n'est pas encore gagnée.

"*Il y a encore beaucoup à faire*", a reconnu la responsable du Réseau international des travailleurs domestiques, Myrtle Witbooi, se félicitant malgré tout "*de ce grand jour*". (AFP 16.06)

Quand on lit que des pays comme les pays du Golfe, l'Inde, l'Indonésie, le Bangladesh ou les Philippines auraient l'intention de ratifier ce texte et d'en respecter le contenu, on se dit que c'est une bien mauvaise blague quand on a à l'esprit que dans ces pays-là justement les travailleurs toutes catégories confondus sont traités comme des esclaves, et qu'ils n'ont jamais respecté aucune des conventions précédemment signées avec l'OIT, alors pourquoi respecteraient-ils celle-là ?

[Haut de page ↗](#)

Le 18 juin

On a eu une coupure de courant de 7 heures hier, et apparemment c'est reparti ce matin depuis déjà 10 heures. Du coup l'informaticien n'est pas passé chez moi hier soir, le courant est revenu à 21h15. On s'est dépêché de remplir le réservoir d'eau ce matin avant la coupure, car on n'a pas pu le remplir hier. C'est vraiment galère et malgré la chaleur écrasante je n'ose pas trop utiliser le ventilateur dans le bureau de crainte de vider la batterie et qu'ils ne remettent pas le courant le soir s'il pleuvait, le temps peut tourner à l'orage à cette saison, je la garde pour la nuit car sans ventilateur, c'est impossible de dormir, et quant à dormir dehors, avec les moustiques c'est risqué ! Bref, je bosse et je transpire !

J'ai modifié une donnée de l'affichage du fichier des causeries du mois de juin, car j'ai cru repérer un problème en travaillant sur un écran d'une nouvelle dimension et une résolution d'écran différente, avertissez-moi si cela causait un problème.

Hier j'ai oublié quelque chose à propos de la Grèce.

Apparemment l'aristocratie financière a décidé de ne rien lâcher, quitte à provoquer un affrontement direct entre les classes. En nommant le ministre de la Défense à l'Economie, le Premier ministre Papandréou a indiqué hier qu'il se disposait ouvertement dans cette perspective. A la prochaine étape ce sera un militaire qui occupera ce poste. Les travailleurs ne sont pas prêts malheureusement à affronter cette situation et leur ennemi le sait très bien.

A deux reprises au XXe siècle, ils ont démontré qu'ils étaient prêts à mettre le monde à feu et à sang pour assurer la survie du capitalisme, oseront-ils récidiver ? Pendant ce temps-là, chacun s'interroge sur l'avenir du monde, les conséquences de la survie du capitalisme provoque une profonde réflexion chez les travailleurs du monde entier qui n'est pas encore parvenue à maturité.

L'affrontement entre les travailleurs et l'Etat en Grèce est en train de démontrer aux travailleurs engagés dans un processus révolutionnaire en Afrique du Nord, qu'il ne suffit pas de combattre pour la démocratie pour pouvoir satisfaire des revendications sociales, mais qu'il faut lui donner un contenu politique, fixer des objectifs politiques à leur combat pour lui donner un contenu, objectifs qui une fois atteints permettra ensuite de prendre les mesures sociales qui s'imposent pour pouvoir enfin satisfaire leurs besoins sociaux, car il sera impossible de satisfaire leurs revendications sociales sans exproprier les capitalistes, et il sera impossible d'avancer dans cette voie tant que l'Etat qui a été fondé pour servir les intérêts des capitalistes n'aura pas été démolé pièce par pièce.

Pourquoi faut-il absolument liquider au préalable l'Etat des capitalistes ?

Parce que les appareils judiciaire et policier de l'Etat ont pour principale fonction d'assurer la pérennité du capitalisme, vous ne pouvez pas exproprier un patron ou des actionnaires sans vous attirer les foudres de leur justice et sans vous exposer aux balles

de leur soldatesque. La Constitution - donc la totalité des institutions dont l'armée permanente, et les lois en vigueur doivent être abolies, ensuite seulement, lorsqu'une nouvelle Constitution a été rédigée et adoptée, de telle sorte que l'Etat se compose désormais des institutions démocratiques créés par la nouvelle classe dominante, la classe ouvrière, institutions qui concentrent et exercent le pouvoir, Etat qui ne représente plus les intérêts de la classe minoritaire des capitalistes, mais ceux des masses exploitées qui composent l'immense majorité de la population, donc lorsque rentre en vigueur une Constitution qui entérine l'inversion des rapports entre les classes en faveur de la nouvelle classe dominante, quand le nouvel appareil judiciaire et policier est au service des travailleurs et non plus à celui des capitalistes, le pouvoir et la légitimité ont changé de camp, et il est désormais possible de s'attaquer aux fondements du capitalisme, de mater ou réprimer la résistance des capitalistes en se servant du nouvel Etat créé notamment pour en venir à bout et avancer sur la voie du socialisme.

Il est impossible de s'attaquer au capitalisme en conservant des institutions et des lois favorables aux capitalistes, la loi est de leur côté, elle protège la propriété privée des moyens de production, et si malgré tout vous passez outre, ils en appelleront à l'armée pour faire respecter la propriété privée des moyens de production. C'est la raison pour laquelle il faut commencer par abolir la Constitution qui définit le rôle et le fonctionnement de chaque institution au service du capitalisme. En abolissant la Constitution, les institutions ne peuvent plus se prévaloir de la moindre légitimité, elles tombent sous le coup de l'illégalité, elles ne peuvent plus justifier leur existence autrement qu'en se référant au régime qui vient d'être renversé par une révolution prolétarienne.

Il faut donc commencer par faire une révolution politique qu'on appellera une révolution prolétarienne, avant de pouvoir faire une révolution sociale qu'on appellera une révolution sociale. On commence par se doter d'un outil politique qui nous permettra ensuite de s'attaquer aux fondements du capitalisme proprement dit, à la source des rapports entre les classes qui sont déterminés par les rapports sociaux de production, en prenant le contrôle des piliers de l'économie (institutions financières et grandes entreprises), de façon à pouvoir réorganiser la production à partir des besoins de la population pour pouvoir les satisfaire.

L'intervalle ou le temps qui s'écoulera entre la révolution prolétarienne et la révolution socialiste, sera déterminé sur le plan objectif par le niveau de développement économique du pays et son degré d'intégration dans le capitalisme mondial. Dans le cas de pays comme la Grèce ou la France, ce délai sera d'autant plus court qu'il est devenu impossible de satisfaire la moindre revendication sociale collective sans s'attaquer directement aux fondements du capitalisme, en rompant immédiatement avec la soumission de la production et plus généralement de l'économie au marché mondial dominé par l'aristocratie financière, en ne cherchant plus à rivaliser avec les capitalistes du monde entier, en brisant la spirale infernale de la concurrence à laquelle se livrent les différentes économies qui a été à l'origine de la situation sociale catastrophique des masses exploitées et les a amenées à renverser le régime en place, puisque le nouvel Etat (ouvrier ou social) sera animé dès le départ par une autre préoccupation que la quête effrénée du profit, la satisfaction des besoins ou des aspirations des masses laborieuses, leur bien-être, vivre en paix et en harmonie avec tous les peuples. Bien entendu, ce délai dépendra surtout du degré de maturité politique des masses et de leur niveau d'organisation, de leur capacité à les développer pour s'élever au niveau des tâches et des objectifs du programme de la révolution socialiste.

En observant ce qui se passe aujourd'hui en Grèce, on a un avant-goût de ce qui nous attendra en plus brutal quand la révolution pointera son nez, pour la faire échouer et la réprimer : évasion des capitaux, chute de la Bourse, épuisement du crédit bancaire, fermeture des marchés à l'importation et à l'exportation, envolée des prix, lock-out et licenciements massifs, organisation de la pénurie de produits de première nécessité, recours aux forces spéciales et à l'armée pour tenter de maintenir l'ordre et réprimer les manifestants, emprisonnements arbitraires de militants, tortures, assassinats ou disparitions de dirigeants ouvriers, suspension des libertés publiques, des institutions, interdiction des partis et organisations ouvrières, etc.

Et cela dès le jour où le régime se sentira menacé, alors imaginez le niveau de mobilisation de la réaction le jour où elle sentira que le pouvoir lui échappe, quand on s'attaquera aux institutions, puis au capitalisme, pour parvenir à la vaincre, il n'y aura pas d'autre alternative que d'anéantir par la force son pouvoir de nuisance, lui retirer un à un tous ses pouvoirs, ce qui ne se fera pas en un jour et nécessitera une détermination sans faille des dirigeants de l'avant-garde, un niveau de mobilisation et d'organisation exceptionnel des masses.... Quand on constate qu'ils sont prêts à déduire un pays pour mettre la main sur ses richesses, que ne seront-ils pas tentés de faire le jour où ils seront menacés de tout perdre.

La liste des questions qu'il faudra régler sur le champ, la multitude des obstacles que nous devrions affronter que je viens de dresser rapidement, pose la question suivante : sachant que des décisions ou des décrets devront être pris et appliqués sans délais et dont dépendra le cours et le sort de la révolution, comment peut-on envisager qu'une assemblée de plusieurs centaines de délégués provenant d'horizons politiques divers disposera d'un niveau de conscience suffisant, d'une compréhension globale de la situation, de son développement et de son orientation, de l'évolution du rapport de force entre les classes à chaque instant, etc. pour prendre les décisions qui s'imposeront, ajoutons et ce n'est pas la moindre des choses, en l'absence du parti ? Est-ce franchement raisonnable de prêter une telle capacité, un tel niveau de conscience politique à des délégués fraîchement élus, et dont la plupart n'ont qu'un rapport lointain avec le marxisme ou qui ignorent tout ou presque du socialisme ? (A suivre)

Politique

1- France

1.1- L'UMP se délite, suite.

1.1.1- Après un vote au conseil de Paris, la liste UMP dissidente pour les sénatoriales est en mesure d'emporter un siège. Une voix UMP s'est même portée sur la liste PS... La guerre de tranchées continue, sur fond d'ambitions municipales pour François Fillon. (publicsenat.fr 17.06)

1.1.2- L'instance pour coordonner la majorité présidentielle résiste difficilement aux tensions qui traversent la droite. Depuis qu'il a quitté le gouvernement, Jean-Louis Borloo s'est attaché à créer son «Alliance» des forces centristes et se présente comme son «*candidat naturel*» pour 2012. Hervé Morin et Jean-Marie Bockel l'ont rejoint dans cette aventure. Frédéric Nihous, lui, a franchi le pas en annonçant jeudi son entrée dans la course présidentielle. Christine Boutin, qui n'en faisait plus mystère depuis plusieurs mois, officialisera sa candidature mercredi. Et le Mouvement pour la France est à la recherche du successeur à Villiers qui pourra relever le gant. Une multiplication de candidatures qui rend plus d'un nerveux à l'UMP (lefigaro.fr 17.06)

1.1.3- Mercredi dernier, le ministre de l'Industrie a quitté le plateau en plein enregistrement de l'émission «Capital», présentée par Guy Lagache sur M6. Alors qu'il était invité pour échanger sur le thème du nucléaire (...), le ministre, en désaccord avec le journaliste, a subitement quitté le plateau en déclarant: «*Allez, je vous laisse. Je me casse*». (lepost.fr 17.06)

1.1.4- La démission de Rama Yade de son poste d'ambassadrice de l'Unesco pour participer aux côtés de Jean-Louis Borloo à la compétition présidentielle a ravivé jeudi à l'UMP les craintes d'un 21 avril à l'envers, soit une élimination de son candidat dès le premier tour. (lexpress.fr 17.06)

2- Maroc

Le roi Mohammed VI a annoncé vendredi la tenue d'un référendum le 1er juillet au Maroc sur un projet de nouvelle Constitution censée renforcer les pouvoirs du gouvernement. (Reuters 17.06)

3- Syrie

Les manifestations contre le régime du président Bachar al Assad se sont poursuivies en Syrie vendredi, jour de la grande prière hebdomadaire, malgré la répression menée par l'armée qui a poussé 10.000 personnes à se réfugier en Turquie.

Au total, les forces de sécurité ont abattu en une journée 16 protestataires à travers le pays, rapportent les Comités de coordination nationale.

Un manifestant a pour la première fois été tué à Alep, deuxième ville syrienne et grand carrefour commercial.

Deux manifestants qui arrachaient des portraits du président Bachar al Assad et de son père Hafez ont été tués par des agents des services de renseignement militaires à Daïr az Zour, dans l'est du pays, ont rapporté des témoins.

Trois soldats qui refusaient de tirer sur la foule ont par ailleurs été blessés par les hommes du renseignement militaire, ont-ils ajouté. La télévision publique syrienne fait état d'un membre des forces de sécurité blessé par des hommes armés dans la même ville.

Des dizaines de milliers de personnes se sont de nouveau rassemblées dans la province méridionale de Deraa, berceau du mouvement de protestation, ainsi que dans les régions kurdes de l'est du pays.

Des rassemblements on également eu lieu dans les villes de Homs et de Hama, au nord de Damas, et dans des faubourgs de la capitale.

Dans le Nord, l'armée encercle toujours les villes de Khan Sheikhoun et de Maarat al Noumaan, sur la route Damas-Alep, cinq jours après l'occupation par les soldats de la ville rebelle de Djisr al Choghour. (Reuters 17.06)

Social

France

1- Le Revenu de solidarité active (RSA) était versé fin mars 2011 à 1,82 million de foyers en France métropolitaine (2.006.000 en comptant les DOM), soit une hausse de 5% sur un an, selon les chiffres diffusés vendredi par la Caisse nationale des allocations familiales (CNAF).

Sur ce total, en France métropolitaine, 1.179.000 foyers percevaient le RSA socle seul, c'est-à-dire sans exercer une activité, un chiffre en hausse de 4% depuis mars 2010. Par ailleurs, 198.000 foyers percevaient un RSA socle et activité fin mars 2011 (en

hausse de 9% depuis fin mars 2010), et 443.000 un RSA activité seul (hausse de 6.

En comptant les DOM, sur la France entière fin mars 2011, 1.340.000 foyers percevaient le RSA socle seul, 208.000 un RSA socle et activité et 458.000 un RSA activité seul. (AP 17.06)

2- Le gouvernement français prévoit de supprimer environ 30 500 postes de fonctionnaire en 2012, en vertu de la règle de non-remplacement d'un départ en retraite sur deux, annoncent, vendredi 17 juin, Les Echos et Le Figaro. Le ministère du budget et de la fonction publique de François Baroin s'est refusé à commenter cette information dans l'immédiat. (lemonde.fr 17.06)

Economie

1- Italie

Moody's a annoncé vendredi examiner la note souveraine italienne Aa2, pour éventuellement l'abaisser ensuite, jugeant l'économie transalpine mal préparée à un relèvement de taux d'intérêt par la Banque centrale européenne.

Fragile, l'économie italienne aurait du mal à affronter une hausse du loyer de l'argent dans un contexte marqué par la difficulté de plus en plus forte de se financer pour les Etats européens fortement endettés, explique l'agence de notation.

Des taux d'intérêt plus élevés, conjugués à une croissance économique faible, pourraient en outre compliquer la génération des excédents nécessaires à la réduction des ratios dette/Produit intérieur brut, écrit-elle encore.

Le communiqué publié par Moody's évoque les fragilités structurelles de l'Italie, comme sa faible productivité ou "*les rigidités de sa législation sur le travail et les marchés*" qui ont plombé la croissance au cours des dix dernières années. (Reuters 17.06)

A qui le tour ?

2- Etats-Unis

Le Fonds monétaire international a abaissé vendredi ses prévisions de croissance pour les Etats-Unis, qu'il met également en garde, comme les pays européens, contre les risques de ne pas maîtriser leurs déficits publics.

Le FMI déplore notamment le manque d'orientation politique claire sur des dossiers tels que la crise de la dette grecque ou le plafond de financement de celle des Etats-Unis.

"*L'économie mondiale ne peut se permettre de voir reporter ces décisions importantes; ce serait vraiment jouer avec le feu*", a mis en garde José Vinals, directeur du département "marchés monétaires et financiers" au sein du FMI.

"*Nous sommes très clairement entrés dans une nouvelle phase de la crise financière, qui est selon moi la phase politique*", a-t-il ajouté. (Reuters 17.06)

Le FMI ne fait que relayer ici la voix des plus extrémistes de la finance américaine, à moins qu'il ne relaie l'inquiétude de certains Etats dont les BRICS ou les deux à la fois.

[Haut de page ↗](#)

Le 19 juin

Hier j'ai commis une erreur en téléchargeant les deux fichiers d'*Informations ouvrières*, j'ai rectifié le contenu de ces fichiers ce matin, la rédaction d'*Informations ouvrières* et le POI m'excuseront.

Un informaticien est passé hier soir, non seulement il n'a résolu aucun problème mais il a foutu un vrai bordel dans mon portable ! Je l'ai fait causer et avec les renseignements qu'il m'a fournis, je vais essayer de m'en sortir. En attendant je dois jongler entre les deux ordinateurs et le serveur du site, et le risque est grand que je commette des erreurs. Par chance, l'autre ordinateur a redémarré sans qu'on y touche à nouveau, par contre il refuse d'ouvrir le modem, c'est un nouveau problème. Bref, je vous passe les détails, je perds déjà un temps fou. Du coup, j'ai du mal à me concentrer sur notre sujet. Hier encore on a eu une coupure de courant qui a duré 7 heures, c'est très pénible.

La vérité qui tue !

Jean-Claude Juncker, président de l'eurogroupe : «*Nous savons tous ce qu'il faut faire. Ce que nous ne savons pas, c'est comment être réélus si nous le faisons.*» (slate.fr 18.06)

Parole d'internaute

"...En France, par l'article 25 de loi du 3 janvier 1973, sous la présidence de Pompidou et de son ministre de l'économie de l'époque Giscard d'Estaing, un changement important s'opère sans que les citoyens soient consultés. Il passe totalement inaperçu du grand public. L'Etat Français n'est plus autorisé à emprunter pour ses investissements à sa banque centrale (La Banque de France).

Ce que cela a changé :

Avant 1973, la France empruntait régulièrement à sa banque centrale (la Banque de France) pour permettre à l'Etat d'investir dans des infrastructures d'intérêt général (autoroutes, hôpitaux, écoles...). La Banque de France créait par exemple 1 milliard de francs (toujours à partir de rien) et cela sans intérêt puisque la Banque de France appartient à l'Etat. L'Etat remboursait le milliard emprunté et l'argent qui avait été créé, était ensuite détruit par la Banque de France (monnaie scripturale). Le temps de l'emprunt, il y avait 1 milliard de francs en plus en circulation. Le fonctionnement permettait à l'Etat d'anticiper ses besoins futurs et cela sans avoir à augmenter les taxes et impôts. Mais les banques commerciales qui avaient déjà le quasi monopole de la création de l'argent scriptural (prêt aux particuliers et aux entreprises) en voulaient encore plus, et voyaient d'un mauvais oeil que l'Etat ait le contrôle sur l'économie du pays. Le lobby très puissant des banques commerciales, après des années de lutte acharnée contre Charles De Gaulle pour interdire à l'Etat de recourir à la Banque de France pour financer ses investissements, réussit son coup après son départ de l'Elysée avec l'aide de son successeur (G.Pompidou). Au passage, notons que Georges Pompidou a été à 2 reprises directeur général de la Banque Rothschild.

Un calcul de l'INSEE a dressé un comparatif de ce que serait la dette de l'Etat en 2006 si l'ancien système (avant 1973) n'était pas tombé et avec le nouveau système (après 1973). Pour les mêmes emprunts et les mêmes remboursements :

L'ancien système, si il était toujours en place, la dette de l'Etat serait nulle, et il y aurait environ 100 milliards d'euro en positif dans les caisses.

Nouveau système (le système actuel) : La dette en 2006 était d'environ 1150 milliards d'euro avec environ 45 milliards d'euro d'intérêt par an.

L'Etat a payé depuis 1973 environ 1200 milliards d'euro d'intérêt. En fait, il ne fait que rembourser les intérêts. Les finances publiques ne permettent pas de rembourser le capital. Si l'on fait le bilan des finances publiques en France, on s'aperçoit que ce qui nous met dans le rouge, ce sont les intérêts de la dette. Le système est très pervers, il ne permet pas de rembourser le capital et oblige l'Etat à emprunter plus pour rembourser.

Ce que nous coûtent les intérêts de cette dette par an, est environ équivalent à l'impôt sur le revenu de tous les ménages français.

Contrairement à une société (dépôt de bilan) ou un particulier (décès), un état est immortel et a une solvabilité colossale. L'intérêt qu'il paie (enfin que nous payons par le biais des impôts et taxes) n'est ni justifié sur sa capacité à rembourser (qui est très bonne car la France est solvable), ni sur la compensation au prêteur (puisque l'argent est créé toujours à partir de rien).

La valeur de la France par Français est d'environ 170 000 euros (ne sont pas pris en compte les biens personnels, mais uniquement les biens publiques). La dette de l'Etat par français est de 18 000 euros. L'endettement n'est pas très important au final (environ 10%). Le problème est qu'il y a un transfert progressif (qui a commencé grâce à la loi du 3 janvier 1973) de nos biens publiques au secteur privé. Nous vendons et nous vendrons pour stopper cette gangrène qui nous grignote avec les intérêts de cette dette, nos bijoux de famille : patrimoines immobiliers de l'Etat, France Télécom, La Poste, Air France, Les auto-routes, EADS, SNCF, EDF.... Nous sommes en train de nous faire vampiriser nos biens nationaux pour payer cette foutue dette qui n'a pas lieu d'être.

Alors pourquoi nos gouvernements successifs (de droite ou de gauche) ne changent-ils pas ce système ? Parce qu'ils n'en ont pas intérêt ou parce qu'ils n'en ont plus le pouvoir ? Je pense que les 2 réponses sont bonnes. D'un côté les banques commerciales, les assureurs, les multinationales... ont maintenant plus de pouvoir que les Etats. Un homme politique avec des idées réformistes sur le système financier et monétaire ne percerait pas. Le corporatisme politico-affairiste est trop bien en place pour laisser des chaises vides à d'éventuels rôleurs aux visions humanistes.

Un nouveau Bretton Woods? Pas encore malheureusement, car nous n'avons pas encore touché le fond. Quand les actifs de l'Etat qui peuvent être bradés l'auront été, alors on passera par une phase d'augmentation des taxes et impôts pour régler les intérêts de

la dette. Le peuple sera dans la rue quand cela lui deviendra insupportable (baisse méchante du pouvoir d'achat). Le système changera sûrement en mieux, mais le transfert du patrimoine publique vers le privée sera déjà terminé. Il ne restera à la charge de l'Etat que la police, la justice, l'éducation... enfin en résumé, ce qui n'est pas ou peu commercialisable. Cette société, c'est l'Europe du libéralisme à l'excès. Elle est très loin de l'Europe à laquelle j'aspire.

La non-connaissance du grand publique du fonctionnement de l'argent dette est la force du système. Documentez-vous, parlez-en, notre seule force est notre nombre. Si le sujet était connu de tous, les politiques n'auraient d'autre choix que de mettre le débat sur la table.

Petit exemple de ce que l'Etat pourrait faire si il pouvait emprunter à la Banque de France (création monétaire). Imaginons un prêt de 100 milliards d'euros (sans intérêt), pour fabriquer du logement. Ce qui représente environ 1 million de logement pour une famille de 4 personnes. L'Etat fabrique par le biais d'entreprises privées des logements (= emplois + recettes fiscales :TVA + IS+ IR...). Les loyers modérés, moins les charges de fonctionnement et entretien seraient d'au minimum 200 euros par foyer pour l'Etat et par mois. Il faudrait entre 20 et 30 ans pour rembourser le prêt à la Banque de France. L'Etat serait à terme propriétaire d'un parc immobilier beaucoup plus important, qui lui rapporterait du bénéfice net après plusieurs décennies. Les loyers du parc privé baisseraient ainsi que les prix des biens à la vente. La part du budget des foyers pour le logement ne serait plus asphyxiante, la qualité de vie augmenterait au lieu de baisser. Un seul verrou, le monopole des banques commerciale à créer de l'argent dette pour le secteur publique." (lefigaro.fr 18.06)

Politique

1- France

1.1- Leur cauchemar.

Devant 2 000 personnes réunies à l'Acropolis de Nice (Alpes-Maritimes), le premier ministre a lancé vendredi soir un appel sans concession à l'union de la majorité pour 2012.

«Le nombre de nos adversaires nous interdit de multiplier les candidatures à la présidentielle, nous interdit de fractionner la majorité au gré de nos sensibilités, aussi légitimes soient-elles», a averti François Fillon.

S'adressant implicitement à l'ancien numéro deux du gouvernement, Jean-Louis Borloo, qui veut s'imposer comme le porte-drapeau des idées centristes et radicales en 2012 (sans dire s'il sera candidat pour le moment), le chef du gouvernement a martelé : *«L'unité n'est pas une faculté, elle n'est pas une option parmi d'autres, elle est une nécessité vitale ! Le morcellement de la majorité n'a aucun sens, ni électoral ni idéologique !»* (lefigaro.fr 18.06)

Cela pourrait s'adresser à monsieur Hulot qui avait envisagé de s'allier à Borloo, donc avec le PR qui est une composante de l'UMP, à Marie-Ségolène Royal qui avait envisagé en 2007 de s'allier avec Bayrou, donc avec le MoDem issu de l'UDF qui tout comme le Nouveau Centre partage la même idéologie.

Alors que les candidatures au trône se multiplient dans le camp des "adversaires" de l'UMP, que craint-il donc, que leur poulain, pardon, que leur poney ne franchisse pas le premier tour malgré tout ? C'est qu'ils s'attendent à recevoir une sacrée râclée. Seule l'abstention des masses populaires pourra désormais peut-être les sauver d'une débâcle annoncée.

1.2- Vampirisme. La mélenchonade a pris.

Jean-Luc Mélenchon a été élu candidat du Front de gauche pour 2012 par les militants communistes, devenant ainsi le premier non communiste à représenter le PCF à une présidentielle depuis François Mitterrand en 1974.

Avec *«près de 60%»* des voix des quelque 130.000 adhérents communistes revendiqués et une forte participation, selon l'ex-ministre des Sports, l'eurodéputé et coprésident du Parti de gauche est donc largement élu par les communistes, mettant ainsi fin à son parcours du combattant.

Faisant suite à la «préférence» affichée début avril par Pierre Laurent après des mois de faux suspense, les 670 délégués communistes avaient déjà approuvé, le 5 juin dernier, à 63,6% des voix, le choix de l'ex-sénateur et ex-ministre socialiste pour représenter le Front de gauche (FG) en 2012. Mélenchon était opposé à deux candidats: André Chassaigne, député PCF du Puy-de-Dôme favorable au Front de gauche (FG) et l'*«identitaire»* Emmanuel Dang Tran, responsable d'une section PCF parisienne, opposé au Front de gauche (très minoritaire).

Il faut remonter à 1974, avec le soutien des communistes dès le premier tour à François Mitterrand et au *«programme commun»*, pour trouver une présidentielle sans candidat PCF. Depuis 1981 et Georges Marchais (15,3%), le score du PCF a lourdement chuté: 6,7% pour André Lajoinie en 1988, 8,6% puis 3,37% pour Robert Hue en 1995 et 2002, avant le calamiteux 1,93% de

Marie-George Buffet en 2007.

Dans les sondages, Jean-Luc Mélenchon recueille entre 4 et 7% des intentions de vote au premier tour de la présidentielle, une des raisons pour lesquelles les militants communistes se sont prononcés pour lui, encore traumatisés par le score de Buffet en 2007. (lefigaro.fr 18.06)

Où l'on va bien se marrer, cela va être entre les deux tours de la présidentielle. Le PCF sera obligé d'appeler à voter pour le candidat du PS s'il parvient au second tour pour espérer conserver des députés dans la foulée, suffisamment pour constituer un groupe à l'Assemblée nationale. Là vous verrez que Laurent, Chassaigne et Guérin s'entendront comme larrons en foire... y compris avec Mélenchon !

2- Grèce

2.1- Des milliers de manifestants ont défilé samedi en direction du parlement grec, dans le centre d'Athènes, signe que le remaniement gouvernemental effectué par le Premier ministre socialiste Georges Papandréou n'a pas calmé la colère de la population contre le nouveau plan d'austérité.

Espérant apaiser la grogne au sein de sa propre formation, le Pasok (Parti socialiste), Papandréou a remplacé l'impopulaire ministre des Finances Georges Papaconstantinou par Evangelos Venizelos.

Papandréou veut faire adopter un plan d'austérité sur cinq ans, condition préalable fixée par l'Union européenne et le Fonds monétaire international (FMI) pour débloquer autour de 120 milliards d'euros d'aide à la Grèce pour l'aider à se financer jusqu'en 2014.

Le nouveau gouvernement Papandréou devrait remporter mardi soir un vote de confiance à la Vouli, le parlement, et boucler ensuite son plan d'austérité, qui prévoit 28 milliards d'euros de hausse d'impôts et de réductions de dépenses publiques d'ici 2015.

La plus grande centrale syndicale grecque, GSEE, qui représente deux millions de salariés du privé, a appelé à une grève de 48 heures autour de la période où le parlement se prononcera sur le plan. Le gouvernement espère qu'il sera adopté d'ici la fin du mois.

Samedi, 5.000 sympathisants de l'organisation communiste PAME ont manifesté samedi jusqu'à la place Syntagma en scandant des slogans comme "*Les mesures (d'austérité) nous tuent!*"

"*Qu'est-ce qui a changé avec le remaniement? Rien!*", s'exclamait un étudiant de 22 ans, qui campe sur la place Syntagma depuis le début du mois. "*Nous ne comptons pas partir de là tant que les mesures n'auront pas été retirées.*"

Papandréou semble avoir eu raison de la fronde au sein du Pasok, en incluant dans son nouveau gouvernement certains des plus ardents détracteurs du plan d'austérité, ce qui risque d'affaiblir les réformes exigées par Bruxelles et le FMI.

Peu après sa nomination, Venizelos a déclaré qu'il se rendrait dimanche à Bruxelles pour demander aux bailleurs de fonds de la Grèce certaines "*améliorations (...), au nom de la justice sociale*", en ce qui concerne le plan d'austérité.

Le même jour, les ministres des Finances de la zone euro doivent s'entendre à Luxembourg sur le déblocage d'une tranche d'aide de 12 milliards d'euros, dans le cadre du plan convenu en mai 2010.

"*Ils ont gagné du temps jusqu'en septembre*", a estimé Howard Wheeldon, stratège chez BCG Capital Partners à Londres, à propos des dirigeants grecs.

De son côté, le président de l'eurogroupe Jean-Claude Juncker, a estimé que les pressions de l'Allemagne pour inclure les créanciers privés dans le mécanisme d'aide à la Grèce faisaient augmenter le coût de son sauvetage financier.

"*Parce que nous devons rechercher la contribution des créanciers privés du fait de la politique intérieure allemande, tout coûtera plus cher*", a-t-il dit, cité samedi par le journal allemand Süddeutsche Zeitung.

"*Nous jouons avec le feu*", a-t-il dit, ajoutant que dans le pire des cas, les agences de notation pourraient déclarer la Grèce en état de banqueroute, ce qui aurait des conséquences désastreuses pour l'union monétaire, a-t-il expliqué.

"*La contagion d'une telle banqueroute pourrait gagner le Portugal et l'Irlande, et ensuite, à cause de leur dette élevée, l'Italie et la Belgique, avant même l'Espagne*", a-t-il poursuivi. (Reuters 18.06)

2.2- Près de la moitié des Grecs souhaitent le rejet au Parlement du nouveau plan d'austérité élaboré par le gouvernement pour obtenir une nouvelle aide internationale et éviter une faillite des comptes publics, selon un sondage à paraître dans l'édition dominicale de To Vima.

Ils sont ainsi 47,5% à souhaiter l'échec parlementaire du projet, la dissolution du gouvernement et la tenue d'élections anticipées. Les partisans de l'adoption sont quant à eux 34,8%. L'enquête de Kapa Research a été effectuée avant le remaniement ministériel de vendredi.

Pour Constantinos Routzounis, directeur de l'Institut de sondage, les Grecs ne sont pas hostiles aux mesures d'austérité proprement dites, mais jugent les plus modestes trop lourdement mis à contribution, alors que les nantis, les adeptes de l'évasion fiscale et les responsables politiques corrompus sont, selon eux, épargnés.

«*Les gens ne veulent pas que la Grèce quitte la zone euro. Ils veulent des mesures d'assainissement budgétaire, mais des mesures justes*», souligne-t-il. (20minutes.fr 18.06)

3- Maroc

Le Mouvement du 20-Février pour la démocratie au Maroc a appelé à manifester dimanche dans le pays pour demander davantage que les réformes constitutionnelles présentées vendredi soir par le roi. Le projet annoncé par Mohammed VI, qui va selon lui dans le sens d'une "monarchie constitutionnelle, démocratique, parlementaire et sociale", sera soumis à un référendum le 1er juillet.

Dans cette nouvelle Constitution, le souverain demeure le chef des armées, mais un nouvel article officialise son rôle de Commandeur des croyants. "*Avant, nous avions un monarque absolu. Maintenant, nous avons un monarque absolu qui, en plus, est pape*", a réagi Elaabadila Chbihna, militant du Mouvement du 20-Février, dénonçant des changements "cosmétiques". Le Mouvement du 20-Février, qui organise des manifestations chaque semaine dans tout le pays, appelle les jeunes à protester dimanche dans un message sur son site Web.

La nouvelle Constitution attribue de nouveaux pouvoirs au Premier ministre, désormais "chef du gouvernement" et issu du parti politique arrivé en tête des élections au lieu d'être simplement choisi par le roi.

Le Premier ministre pourra proposer et démettre les membres de son gouvernement. Il pourra aussi choisir certains autres responsables gouvernementaux, même si la nomination des puissants gouverneurs des provinces demeure une prérogative royale. Le roi présidera le conseil des ministres, comme c'est déjà le cas, ainsi que le Conseil suprême de sécurité nouvellement créé.

Les pouvoirs du Parlement sont également renforcés en matière d'enquête sur des responsables et de motion de censure contre les ministres. La justice devrait devenir plus indépendante grâce à un Conseil supérieur du pouvoir judiciaire, présidé par le roi mais dont la vice-présidence est exercée par le président de la Cour de cassation et non plus le ministre de la Justice. (AP 18.06)

4- Etats-Unis

Les Etats-Unis, qui doivent entamer en juillet un début de retrait de leurs troupes d'Afghanistan, sont en contact avec les taliban concernant un possible règlement de la guerre qui dure depuis près de 10 ans dans ce pays, a déclaré samedi Hamid Karzaï.

"*Des négociations de paix sont en cours avec les taliban. Des militaires étrangers et en particulier les Etats-Unis participent à ces négociations*", a dit le président afghan lors d'un discours.

Environ 100.000 soldats américains se trouvent actuellement en Afghanistan, contre 34.000 lorsque Barack Obama est arrivé à la Maison blanche en janvier 2009.

Karzaï s'est exprimé samedi quelques heures après la décision du Conseil de sécurité des Nations unies de scinder en deux la liste des taliban et des membres d'Al Qaïda visés par des sanctions de l'Onu. Cette initiative vise à inciter les taliban à se joindre à des négociations de paix.

Alors que Karzaï intervenait à Kaboul pour évoquer ces contacts, trois kamikazes vêtus d'uniformes militaires ont attaqué samedi un commissariat du centre de la capitale, tuant neuf personnes et en blessant 12 autres, ont annoncé les autorités. Les taliban ont revendiqué cette attaque. (Reuters 18.06)

Après avoir orchestré la soi-disant liquidation de Ben Laden et écarté leur création, Al-Qaïda, ils vont nous faire croire que les taliban sont des gens tout à fait respectables avec lesquels il est possible de s'entendre. Entre voyous et en leur proposant un

partage du pouvoir et l'impunité pour leurs crimes dont l'impérialisme américain se fout bien, cela ne devrait pas trop poser de problèmes à l'arrivée.

Social

France

Après la fronde parlementaire, la contestation dans la rue. Décidément, les dernières mesures gouvernementales en matière de sécurité routière sont très loin de faire l'unanimité.

Des milliers d'usagers de la route, essentiellement des motards, ont manifesté samedi à l'appel de plusieurs associations, contre les récentes mesures gouvernementales en matière de sécurité routière.

Selon les organisateurs, les manifestants étaient environ 15.000 à Paris, 7.000 à Lyon, 5.000 à Lille. La préfecture de police n'en a comptabilisé que 6.000 dans la capitale, partis dans un concert de klaxon de l'esplanade du château de Vincennes (Val-de-Marne) en direction du Trocadéro, où devaient les rejoindre des automobilistes et piétons.

Selon la préfecture des Bouches-du-Rhône, ils étaient un millier à Marseille et selon le Centre régional d'information et de coordination routières (CRIRC), le quart nord-ouest a vu défiler quelque 10.000 participants à Caen, Rouen, Le Mans, Rennes, Quimper, Chartres et Nantes. Dans le nord-est, environ 5.600 usagers ont occupé le bitume de Strasbourg, Besançon, Belfort et Nancy contre environ 6.500 dans le sud-ouest, notamment à Bordeaux.

Partout les motards ont fourni l'essentiel des troupes: seulement 15 voitures comptabilisées dans la manifestation nantaise parmi 1.500 motos. En revanche, 2.800 piétons se sont joints au défilé. (20minutes.fr 18.06)

Cette info, juste pour montrer que les travailleurs et ici les jeunes en particulier se mobilisent contre le gouvernement dès qu'ils en ont l'occasion.

[Haut de page ↗](#)

Le 20 juin

J'ai ajouté dans l'article que j'ai publié hier les commentaires que j'ai récupérés dans l'ordinateur qui était tombé en panne. J'ai ajouté plusieurs articles dans la rubrique *Documents* chapitre *International*. Il va me falloir encore au moins 2 ou 3 jours de boulot pour mettre le portable aux normes de l'autre ordinateur pour pouvoir passer de l'un à l'autre sans perdre des données ou oublier d'actualiser des dossiers.

Dernières nouvelles, l'autre ordinateur est complètement hors service, un problème physique, carte mémoire ou je ne sais quoi, on verra cela demain.

Il est 18h, je bosse depuis 7h du matin et je n'ai plus le courage de me relire pour corriger. J'ai bossé sans la climatisation parce qu'il manque deux phases au compteur électrique, il fait 38°C dans le bureau, je suis claqué !

Parole d'internaute

- " Heu, c'est quoi, votre solution ? On dit "merde" aux créanciers, et on arrête de payer ? Bon, et ensuite ? Plus aucun financement n'ira vers la Grèce et au contraire tous les capitaux ficheront le camp à vitesse grand V. Vous voulez la guerre civile ? Votre réaction est typique du déni de réalité des gens qui, pour des raisons purement idéologiques, sont prêts à plonger un pays dans la guerre civile. Votre logique, c'est la Terreur, le communisme de guerre, la Révolution maoïste... " (lemonde.fr 19.06)

Parce que pour des "*raisons purement idéologiques*" il faudrait accepter d'être réduit en esclavage ou revenir aux conditions de travail et de vie du début du XXe siècle ? Capitalisme ou socialisme, la société doit-elle être organisée en fonction des besoins ou aspirations de l'immense majorité des exploités ou pour qu'une infime minorité d'exploiteurs monopolisent les richesses produites et vivent comme des seigneurs ?

De quel côté est la légitimité, du côté de la minorité qui se gave sur le dos de la majorité selon l'idéologie bourgeoise ou du côté de la majorité qui refuse les sacrifices que la minorité veut lui imposer selon l'idéologie prolétarienne ?

La légitimité appartient à la majorité qu'elle en ait conscience ou non, elle appartient particulièrement à ceux qui parmi eux ont conscience des intérêts collectifs de cette majorité et s'en font les porte-parole, l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat.

La légitimité appartient à la classe majoritaire dans la société et non à la classe minoritaire qui détient le pouvoir, pouvoir qui repose uniquement sur l'ignorance de la majorité du fonctionnement de la société.

Le problème en régime capitaliste, c'est que la classe minoritaire, celle des capitalistes, est la classe qui détient le pouvoir économique et en a parfaitement conscience, qui pour cette raison est la classe dominante sur le plan politique. A l'opposé, la classe majoritaire, la classe ouvrière qui englobent l'ensemble des exploités, est la classe qui ne détient aucun pouvoir économique, sa survie dépend uniquement de la vente de sa force de travail quotidiennement et n'en a pas conscience, qui pour cette raison est la classe dominée sur le plan politique.

Quelle légitimité peut-on accorder à un Etat dans lequel la classe minoritaire exerce ou impose son pouvoir sur la classe majoritaire ? Aucune !

Quelle légitimité peut-on accorder à un Etat dans lequel la classe dominante concentrant le pouvoir politique est la classe minoritaire dans la société ? Aucune !

La classe qui détient le pouvoir économique détient également le pouvoir politique, elle concentre tous les pouvoirs, puisque c'est la classe des capitalistes qui détient ces pouvoirs, l'Etat est façonné et fonctionne de telle sorte que cette classe conserve le pouvoir.

Il est évident que le jour où la majorité exigera d'exercer le pouvoir économique, la classe minoritaire qui le détient en appellera à l'Etat dans lequel elle exerce le pouvoir politique, pour que par la force si nécessaire elle conserve ce pouvoir. Autrement dit, c'est la classe minoritaire des capitalistes qui par son refus de transmettre le pouvoir économique à la classe majoritaires des exploités, en appellera à l'Etat qui prendra l'initiative de déclencher la guerre civile.

On comprendra immédiatement qu'un tel Etat se dressant violemment contre la majorité pour préserver les intérêts de la minorité, ne pourra jamais servir les intérêts de la majorité, que par conséquence il doit être liquidé et que sur ses cendres il faudra bâtir un nouvel Etat, un Etat ouvrier.

C'est la crise du capitalisme qui conduit à la guerre civile en s'opposant violemment à la satisfaction des besoins et aspirations de la majorité de la population, et c'est à l'Etat que reviendra la charge de l'organiser pour le compte de la classe dominante, d'où la nécessité de renverser cet Etat par une révolution prolétarienne et socialiste. (A suivre)

Vous remarquerez camarades que toutes les questions que j'aborde depuis des mois dans le site sont soulevées les unes après les autres par des gens qui interviennent sur le Net, comme quoi je ne suis pas le seul à qui elles sont venues à l'esprit, parce qu'elles sont directement le produit de la situation sociale et politique.

Certains d'entre vous ont dû penser que je soulevais des questions qui n'étaient pas à l'ordre du jour et que c'était une forme de gauchisme... Grave erreur, le rôle de l'avant-garde n'est pas de commenter l'actualité ou d'attendre qu'une question émerge pour la poser, son rôle est d'indiquer aux militants et aux travailleurs dans quelle direction la situation peut évoluer ou évoluera forcément, afin d'être prêt à y répondre le moment voulu sur le plan pratique, après s'y être préparé sur le plan théorique et politique. Contrairement à ce que pensent ces camarades, c'est ne pas avoir posé ces questions à temps qui aboutit au gauchisme ou à l'aventurisme. La révolution ne s'improvise pas.

On ne peut pas aborder une révolution en s'en remettant à des principes ou une théorie, il n'existe aucun manuel qui nous indiquerait la marche à suivre pour la mener à son terme. La révolution est l'expression d'un processus dialectique très long qui est parvenu à un certain degré de maturité, un processus dont il faut être capable d'appréhender chaque transformation, chaque étape, pour intervenir dans la lutte des classes en tenant un discours qui part de la réalité et prend en compte chacun de ses facteurs et leur évolution probable.

L'Etat, le gouvernement, les capitalistes s'arc-boutent sur leur pouvoir qu'ils sentent menacer à terme si la crise actuelle prenait la forme d'une lutte pour le pouvoir entre les classes. Ils l'évoquent plus ou moins ouvertement, certains représentants de la classe dominante l'expriment sur le Net, preuve s'il en est que je ne raconte pas d'histoire.

Si maintenant ils se demandent ce qui se passeraient si les masses déferlaient par millions dans la rue, de quelle manière ils s'y prendraient pour les affronter, s'ils émettent cette hypothèse, c'est que cette question est dans l'air ou qu'ils sont en train d'y réfléchir, en réalité cela fait des décennies qu'ils s'y préparent, ils ne vont pas attendre que ce jour arrive pour y réfléchir et prendre le risque de se retrouver le dos au mur. Alors pourquoi de notre côté nous devrions l'aborder complètement désarmé, sans avoir jamais pris la peine d'y réfléchir sérieusement, sans l'avoir inscrite dans notre perspective politique. Quand l'heure de la révolution aura sonné, nous serons totalement accaparés par des tâches pratiques urgentes à définir et à mettre en oeuvre, des questions d'organisation, on n'aura pas un instant ou très peu à consacrer à des questions théoriques qui devront déjà avoir

été résolues, et je suis prêt à parier que ce jour-là, les militants, qui aujourd'hui s'écharpent sur des questions secondaires qu'ils ont décrétées de la première importance, trouveront minables leurs désaccords de la veille, car je crois fermement à l'unité de toutes les forces révolutionnaires que compte le pays le jour de la révolution.

Aucun parti ouvrier n'aborde aujourd'hui la question de l'Etat, des rapports entre les classes dans ces termes. Aucun n'ose dire ouvertement aux travailleurs qu'il va leur falloir affronter l'Etat et son appareil policier, personne ne parle du rôle et de la place de l'armée qui sera déterminant au cours de la révolution. Tout semble être fait pour que les travailleurs et les militants découvrent les problèmes qu'ils devront résoudre au dernier moment, quand ils y seront directement confrontés, ce qui est irresponsable ou criminel. Aucun ne veut dire aux travailleurs ce qui les attend, cela revient à leur cacher la vérité, à les envoyer au casse-pipe désarmés.

De toutes manières une chose au moins est sûre, c'est que l'affrontement direct et violent entre les classes aura bien lieu, qu'on le veuille ou non. Ce qui est en train de se passer dans plusieurs pays (Grèce, Espagne) va également se produire en France et dans bien d'autres pays dans un délai assez rapproché maintenant, c'est inévitable. Observons attentivement ce qui se passe dans ces pays, comment la situation évolue, dans quelle direction elle peut évoluer, dans quelle direction elle ne manquera pas d'évoluer quand certaines conditions seront réunies, lesquelles, etc.

Qu'on fait les régimes en Tunisie et ailleurs lorsqu'ils se sont sentis menacés ? Face à la mobilisation de plus en plus massive du prolétariat révolutionnaire, ils ont tenté de la briser en recourant à des nervis et aux forces de police, et voyant que cela ne suffirait pas, ils ont fait appel à l'armée pour neutraliser provisoirement la révolution, en l'absence d'une solution politique de rechange, ils ont gardé l'armée en réserve pour défendre l'Etat et prendre le pouvoir au cas où la révolution prendrait une tournure socialiste.

Dans des pays comme la Grèce, l'Espagne ou la France les choses se passeront autrement, parce que les rapports entre les classes et à l'intérieur des classes sont différents.

En Tunisie, la classe ouvrière n'a pas fait l'expérience d'une république démocratique bourgeois, du parlementarisme, les travailleurs tunisiens croient que le parlement ou une Assemblée constituante permettra à la lutte des classes de s'exprimer, de telle sorte que leurs revendications sociales pourraient être satisfaites, c'est jusqu'à un certain point une illusion, et la période de transition qu'ils sont en train de vivre jusqu'aux élections de l'Assemblée constituante leur donne un avant-goût de ce qui les attend.

Si aujourd'hui la majorité des travailleurs tunisiens estiment que c'est pas la voie du parlementarisme qu'ils parviendront à obtenir satisfaction à leurs revendications sociales et politiques, les travailleurs grecs, espagnols ou français sont en train de prendre conscience qu'ils n'ont plus rien à en attendre, ils en ont déjà fait l'expérience pendant de longues années, des décennies, le parlement et l'ensemble des institutions de l'Etat est leur ennemi, l'ennemi qu'il va falloir qu'ils abattent pour prendre le pouvoir, ce qu'ils ignorent encore.

Tout conduit infailliblement à ce que cette situation devienne réalité à court terme, d'un côté, l'intransigeance des gouvernements et de l'aristocratie financière qui ne veut rien céder, qui ne peut rien céder serait plus juste, de l'autre, le refus des masses laborieuses d'accepter de nouveaux sacrifices et dont des couches de plus en plus nombreuses se retrouvent acculées à la misère, tandis que d'autres plus favorisées refusent de voir leur mode de vie remis en cause gravement et sans perspective d'amélioration dans le futur.

Cette intransigeance des deux camps en présence traduit ou est le produit de l'exacerbation des contradictions du capitalisme poussées à l'extrême, qui ne pourra trouver une issue que dans un affrontement entre ces deux classes et dont l'un sortira victorieux.

La question qui nous intéresse n'est pas de savoir quand cette explosion se produira, mais d'y préparer les militants et les travailleurs pour aborder cette nouvelle situation dans les meilleures conditions possibles, pour avoir une chance de vaincre, encore faudra-t-il qu'ils aient trouvé la voie et les moyens appropriés, ce qui nécessite de tout faire pour élever au plus vite leur niveau de conscience politique.

Pour y parvenir, on n'a pas le droit d'évacuer des questions qui figurent dors et déjà en toile de fond de la situation. Des questions qui se trouvent posées ou auxquelles on arrive forcément dès qu'on se demande pourquoi il est impossible de satisfaire nos revendications sociales, pourquoi une usine ferme et laisse sur le carreau des centaines d'ouvriers et leurs familles, pourquoi ils s'en prennent aux malades, aux vieux, aux retraités, aux jeunes, aux travailleurs immigrés, à toutes les couches de travailleurs que compte le pays, à leurs enfants ou petits-enfants, pourquoi les banksters et les gangsters du CAC 40 continuent de se gaver comme si de rien n'était, pourquoi le gouvernement les couvre de cadeaux somptueux pendant qu'il décide le déremboursement de médicaments que ne peuvent plus se payer les plus pauvres, etc.

Ajoutons, pourquoi tous les partis institutionnels ou qui participent aux institutions soutiennent la politique du gouvernement ou proposent une politique similaire, pourquoi aucun dirigeant syndical n'explique qu'il faut s'attaquer aux fondements du capitalisme, exproprier les patrons ou les actionnaires des grandes entreprises, pourquoi il n'existerait aucune autre issue à la crise

du capitalisme que vivre toujours plus mal, alors qu'il n'y a jamais eu autant de richesses produites dans le monde, que les riches n'ont jamais été aussi nombreux et qu'ils n'ont jamais été aussi riches ?

Pourquoi ? Pourquoi nous retrouvons-nous dans une impasse ou face à un mur apparemment infranchissable en posant toutes ces questions ? Serait-ce inscrit quelque part, l'humanité serait-elle vouée finalement au chaos et à la barbarie avant de disparaître, serait-ce inévitablement son destin ? Tout cela pour cela, des millénaires de développement pour finir ainsi ? On n'y pourrait rien, on serait impuissant à inverser cette tendance suicidaire, une terrible fatalité se serait abattue sur la civilisation à sa naissance et auquel elle ne pourrait pas échapper ?

C'est le scénario que l'on voudrait nous faire avaler, où ne règnerait plus que la loi du plus riche et du plus fort, un régime permanent de terreur et d'esclavage sordide, la loi de la jungle à laquelle serait soumise l'humanité, après avoir réalisé des progrès gigantesque pour sortir de l'obscurantisme qui l'habitait autrefois, l'homme serait voué à régresser sans cesse...

Dès lors, nous avons le choix entre : subir passivement et inexorablement la dégradation de nos conditions de travail et d'existence, la décomposition de la société à laquelle nous sommes promis, du moment où l'on se figure que le capitalisme est éternel ou qu'il a toujours existé (Onfray), qu'il est indépassable, aussi infranchissable que notre mur, qu'on est incapable ou qu'on se refuse à envisager le contraire ou toute autre perspective ; et se dire que toute société repose bien sur quelque chose qu'on ignore peut-être et dont il faut prendre conscience, que tout développement pour avoir lieu doit partir de quelque part, que tout développement comporte ses propres lois de fonctionnement, comporte une origine, des racines, des fondements ou qu'il repose sur des rapports qu'il nous faut découvrir, et qu'en les modifiant on pourrait envisager une toute autre société, on pourrait sortir de la spirale infernale dans laquelle on s'enfonce un peu plus chaque jour, franchir ce mur réputé infranchissable.

Bref, on peut rester enfermés dans la logique du capitalisme pour le meilleur si on appartient à la classe des exploités, des banquiers, etc. pour le pire si on appartient à la classe des exploités qui triment quotidiennement pour survivre, ou envisager d'en sortir.

Voilà la question qui est posée aujourd'hui à chaque travailleur ou militant avec plus d'acuité encore que dans le passé. Il faut rompre avec l'idéologie bourgeoise ou capitaliste, avec le capital et ses représentants, ses institutions politiques.

Un dernier mot.

Il y a des camarades qui doivent s'y perdre entre idéologie, théorie, doctrine. Pour faire bref, cet internaute en reprochant à une personne de nier la réalité pour des raisons idéologiques, lui a reproché d'interpréter la réalité à partir de ses propres besoins au lieu de l'interpréter à partir des besoins exprimés par les capitalistes, interprétation qu'il partage en retour des privilèges que la société doit sans doute lui accorder ou par crasse ignorance.

L'idéologie repose sur des rapports qu'elle s'emploie à justifier, ainsi figés, elle les théorise et forme le corps d'une doctrine. Je ne sais pas si cela correspond à la définition habituellement admise, c'est la mienne.

L'idéologie bourgeoise repose sur la propriété privée des moyens de production, elle justifie l'exploitation capitaliste, la domination de classe de la bourgeoisie qui est minoritaire dans la société, les inégalités, elle est par définition antidémocratique. C'est son fond de commerce. Elle justifie l'existence des classes, de l'Etat avec lequel se confond le pouvoir des capitalistes. Elle justifie tout comme les religions, l'existence des pauvres et des riches. Elle justifie le recours à la force, à la violence, à la guerre pour soumettre les récalcitrants, les plus faibles, les peuples rebelles à sa domination si nécessaire. Elle est prête à tout faire et tout justifier pour que les capitalistes conservent le pouvoir, leurs biens et privilèges. Elle est impitoyable envers les plus faibles qu'elle traite comme de la vermine, et extermine ceux qu'elle estime nuisible à ses intérêts ou dont elle n'a plus besoin.

Elle ne reconnaît la lutte des classes que pour mieux se soumettre la classe dominée, lorsque c'est devenu impossible ou que ce n'est plus nécessaire (provisoirement), comme elle est prête à suspendre tous les droits politiques conquis par la classe ouvrière, elle peut recourir à l'armée pour assurer la pérennité de sa domination de classe.

L'idéologie bourgeoise ne reconnaît comme juste et légitime que l'idée qu'elle se fait elle-même du pouvoir, d'elle-même comme produit d'une classe consciente de ses intérêts distincts par rapport aux autres classes de la société, de son propre pouvoir, pouvoir qu'elle estime de droit divin et que personne ne doit lui disputer. L'idéologie bourgeoise est la doctrine des esclavagistes des temps modernes.

L'idéologie bourgeoise soutient la théorie que par le pouvoir que confère la possession des moyens de production aux capitalistes, elle seule à travers ses représentants est à même d'exercer le pouvoir et d'établir les lois auxquelles tous ses sujets devront se plier, de gouverner le pays et le peuple, elle interdit à quiconque de revendiquer ce pouvoir, elle implique la soumission des autres classes à sa volonté, ses fantaisies ou ses pires caprices.

L'idéologie bourgeoise doit dominer la société, envahir les esprits, polluer les pensées, empêcher que germe dans les têtes

l'idée qu'elle pourrait être vulnérable, et lorsqu'elle est bien obligée d'admettre quelques imperfections, elle s'empresse d'affirmer qu'ils sont accidentelles ou dues seulement aux hasards de l'existence, elle refuse de reconnaître sa responsabilité, elle ne prétend pas être parfaite mais refuse de reconnaître ses défauts, elle se comporte comme si elle l'était pour finalement mieux asseoir son pouvoir, sa dictature.

L'idéologie bourgeoise a une conception du progrès et de toute manifestation ou tout rapport dans la société qui correspond à ses intérêts du moment. Elle peut revendiquer certains principes un jour et les rejeter le lendemain sans autre forme de procès... Quant à sa morale, elle est pareille à une femme qui vendrait son corps par cupidité pour se faire de l'argent sans en avoir vraiment besoin, et un bénitier servira le plus souvent de récipient pour recueillir sa bonne conscience.

L'idéologie dominante dans la société est l'idée de la classe dominante, l'idéologie bourgeoise, celle des capitalistes. On ne rompt pas totalement du jour au lendemain avec l'idéologie bourgeoise qui empoisonne notre existence depuis notre naissance, qui se manifeste à travers tous les rapports dans la société, elle est omniprésente, envahissante, et s'en défaire ou ne pas tomber dans les mailles de son filet réclame une attention et un effort de chaque instant pour ainsi dire.

Il ne suffit pas d'adhérer à un parti ou de militer pour se croire à l'abri de l'idéologie bourgeoise. Elle s'infilte partout, s'invite au théâtre, au cinéma, dans tous les arts qu'elle voudrait à son image ou qui devraient célébrer sa gloire et sa toute puissance, jusque dans sa décadence et sa médiocrité elle les entraîne, comme elle entraîne dans son sillage toute la société. Ce qui est somme toute normal, puisqu'en refusant d'admettre que le développement des forces productives et la lutte des classes conduit à sa déchéance, c'est comme si elle voulait suspendre la loi suprême du mouvement qui régit toute chose, effort inutile et vain puisque toute chose entrera un jour en putréfaction.

L'idéologie bourgeoise fait mauvais ménage avec l'idée qu'on peut se faire de la liberté qui doit demeurer emprisonnée dans son carcan. Si elle ne supporte pas la contradiction, elle est aussi anti-dialectique et privilégie l'idéalisme au matérialisme, attention, quand cela l'arrange, quand il s'agit de créer de nouveaux besoins pour faire tourner la machine capitaliste, elle chevauchera l'un et l'autre à la suite sans que cela lui pose un cas de conscience, une figure qu'elle ignore autrement.

On pourrait écrire des pages et des pages sur ce sujet, car ce qui caractérise fondamentalement l'idéologie bourgeoise en dehors de l'aspect économique et politique, c'est l'art de produire des contradictions à l'infini et de se mouvoir à l'intérieur, de dire et faire tout et son contraire selon son bon plaisir ou les circonstances. C'est un objet dialectique à elle seule, qu'on aura du mal à saisir parce qu'elle revêt de nombreux masques, il est ainsi difficile de décrypter à quel moment ou quel occasion elle s'insinue sournoisement et s'incruste ensuite dans les esprits pour ne plus en sortir.

Elle a aussi l'art de privilégier les apparences, ce qui flatte l'ego, frappe de préférence les esprits faibles pour mieux les manipuler et les gagner à sa cause, car elle livre un véritable combat dans la peau de l'acteur qu'elle a corrompu à son insu, du comédien, du chanteur, de l'humoriste, du poète, de l'écrivain, du scénariste, du réalisateur, du metteur en scène, du journaliste, de l'animateur télé ou radio ou de portail web, du publicitaire, du patron, du syndicaliste, du militant, etc. ils doivent tous être à son service et reproduire à l'infini les mêmes pensées, les mêmes mots, les mêmes gestes pour que toutes les générations s'en imbibent jusqu'à la nausée.

Ainsi bien imprégné de cette idéologie, plus personne ou presque n'ose contester sa supériorité qui semble remonter à la nuit des temps, seules les conditions objectives seront en mesure de contrarier ses plans cyniques quand elles parviendront à maturité, quand se dressera face à elle le pendant de la classe dont elle représente les intérêts, l'immense masse des exploités qui armée de l'idéologie socialiste la terrassera... On n'a pas seulement une classe, un ennemi à vaincre, mais aussi l'idéologie qui l'a accompagnée durant toute son existence.

Pour terminer en apothéose le cycle de l'exploitation de l'homme par l'homme que célèbre l'idéologie bourgeoise, nous lui promettons une fin digne de tous les crimes qu'elle a commis ou justifiés, à côté desquels les jeux du cirque de l'Antiquité, l'inquisition et la guillotine passeront pour de pâles divertissements.

Politique

1- France

Le ministre de l'Intérieur juge que la consultation organisée par le Parti socialiste pour désigner son candidat en vue de 2012 est légale. Mais il souhaite que les listes des participants soient rapidement détruites après le scrutin.

Le conseiller de Nicolas Sarkozy, Franck Louvrier, avait dit jeudi vouloir éviter «*un détournement politicien des fichiers électoraux*». Vendredi, le député Édouard Courtial a fait part de son intention de saisir la Cnil. Dimanche enfin, dans un entretien au Journal du Dimanche, Jean-François Copé a de nouveau dénoncé «*un gigantesque fichage politique*».

Dimanche soir, le ministre de l'Intérieur, Claude Guéant, a voulu mettre les choses à plat. Il a fait part de son souhait d'obtenir

des garanties sur la destruction «rapide» des listes des participants. *«Il y a un problème qui se pose : la possession de la liste électorale comme la possession de la liste d'émargement, après la consultation, (...) va permettre d'obtenir une sorte de liste des opinions politiques des Français»*, a relevé Claude Guéant dans le cadre de l'émission «Dimanche soir Politique». *«La loi informatique et libertés condamne absolument cette éventualité»*, a-t-il rappelé, cité par l'agence Reuters. *« Je pense que ce n'est pas l'objectif, évidemment, du Parti socialiste que d'aboutir à cela», et «ce que je demande, pour éviter tout malentendu, toute suspicion, c'est que le Parti socialiste dise très clairement comment il va détruire ses listes, très vite, tout de suite»*. Alors que la Commission nationale informatique et libertés (Cnil) a donné un mois au PS pour détruire les listes après la primaire, le ministre y voit un délai trop long.

Les sympathisants de gauche appelés à participer à la primaire, système inédit en France, doivent être inscrits sur les listes électorales et pourront voter moyennant une contribution minimum d'un euro et la signature d'une charte d'adhésion aux valeurs de la gauche. Le vote est prévu les 9 et 16 octobre prochains. (lefigaro.fr 19.06)

Je me demande si à l'UMP ils ne craignent qu'on découvre que des milliers de leurs adhérents et sympathisants participent à ce scrutin, pour faire élire le candidat qui poserait le moins de problèmes à leur propre candidat, Sarkozy ?

Après l'abolition du vote censitaire, ce parti, partisan de l'économie de marché, est en train d'inventer le vote payant, on n'arrête plus le progrès... à l'envers ! La marchandisation jusqu'au bulletin de vote, en voilà un bel exemple de démocratie ! Imaginons qu'il y ait 3 millions de votants, cela fera 3 millions d'euro qui iront dans les caisses du PS, il n'y a pas de petits profits ! Une mentalité de vulgaire boutiquier, détestable !

2- Grèce

2.1- Le Premier ministre grec Georges Papandréou a demandé dimanche au Parlement de lui accorder sa confiance à un *"moment crucial"* pour le pays plongé dans la crise de la dette. Il a souhaité un référendum à l'automne sur des *"modifications du système politique"*, comprenant une révision de la Constitution grecque.

En ouverture de trois jours de débat parlementaire qui s'achèveront mardi soir par un vote de confiance, le chef du gouvernement a mis en cause le secteur public grec dans la crise de la dette et promis de profonds changements. Il a ajouté que la révision de la Constitution faciliterait les poursuites contre des responsables du gouvernement.

"Une faillite ou une sortie de l'euro auraient des conséquences catastrophiques immédiates pour l'immobilier, les banques et la crédibilité du pays", a-t-il expliqué.

"Je demande un vote de confiance parce que nous sommes à un moment crucial (...) la dette et les déficits sont des problèmes nationaux qui ont placé la Grèce dans un état de (souveraineté limitée) qui a pu nous protéger de la faillite mais dont nous devons sortir", a-t-il expliqué.

"A l'automne, nous nous dirigerons vers un référendum sur les grandes réformes engagées dans ce pays", a ajouté le chef du gouvernement. (AP et Reuters19.06)

2.2- Des milliers de personnes de tous âges ont manifesté devant le parlement à Athènes pour le quatrième dimanche consécutif à l'appel du mouvement paneuropéen des 'indignés' contre l'austérité. Cette manifestation a rassemblé vers 19 h 30 locales (18 h 30 à Paris) près de 3 000 personnes, selon la police, un nombre beaucoup moins important que dimanche dernier où 15 000 personnes avaient manifesté sur les lieux.

Aux cris de *'Voleurs'*, en sifflant et en brandissant des drapeaux grecs, les manifestants se sont rassemblés devant le parlement où quelques heures plus tôt le premier ministre grec, Georges Papandréou a demandé le vote de confiance des députés à son nouveau gouvernement, nommé vendredi lors d'un remaniement ministériel. (lemonde.fr 19.06)

3- Espagne

Contre la crise et le chômage, des dizaines de milliers d'Espagnols de tous âges et tous horizons ont envahi ce dimanche les rues de Madrid, aux cris de *«cette crise nous ne la paierons pas»*, un mois après la naissance du mouvement des «indignés» qui s'est propagé à tout le pays.

La foule, arrivée en six cortèges de tous les quartiers de Madrid, s'est rassemblée près du parlement, dans le centre, face à une rangée de barrières bleues et à une douzaine de fourgons de police barrant la rue.

«Contre le chômage. Organise-toi et lutte. Marchons ensemble contre le chômage et le capital», proclamait une grande pancarte ouvrant la marche de la *«colonne sud-ouest»*, partie le matin de Leganes, une ville-dortoir à une quinzaine de kilomètres au sud de Madrid.

«*Nous ne sommes pas des marchandises aux mains des politiciens et des banquiers*», affirmait une autre banderole en lettres rouges.

Les cibles: le pacte de stabilité de la zone euro et ses impératifs de rigueur budgétaire, les hommes politiques accusés de corruption et de ne pas entendre la voix des citoyens, le chômage qui frappe 21,29% de la population active en Espagne, presque la moitié des moins de 25 ans.

«*Nous devons préparer une grève générale. Nous allons paralyser ce pays*», lançait un orateur au micro.

«*Les banques et les gouvernements qui ont provoqué cette situation doivent savoir que nous ne sommes pas d'accord avec les mesures et les coupes budgétaires, que nous avons l'intention de nous faire entendre, et que nous le ferons*», assurait la plate-forme appelant à manifester dans toute l'Espagne.

Dans le cortège qui descendait la grande avenue de la Castellana, traversant Madrid du nord au sud, des manifestants de tous âges, familles avec poussettes, jeunes, chômeurs et retraités, venaient témoigner d'une même lassitude face à la crise qui étrangle la société espagnole. Et de l'espoir que cette fronde soudaine, qui a surpris le pays il y a un mois, sera entendue de la classe politique.

Cinq semaines après l'apparition du mouvement, la mobilisation ne semblait pas faiblir puisque la foule était estimée à plusieurs dizaines de milliers de personnes. Le quotidien El Mundo, citant la police, avançait le chiffre de 35.000 à 40.000 manifestants.

«*Ils appellent cela démocratie, mais ce ne l'est pas*», «*cette crise nous ne la paierons pas*», hurlait la foule rassemblée dans le calme près du parlement, alors que des dizaines de cars de police étaient stationnés dans les rues voisines.

«*Nous n'en pouvons plus. Tous les politiciens se renvoient la balle, mais ils ne font rien*», remarquait une chômeuse de 36 ans, Yolanda Garcia, qui survit comme des millions d'Espagnols grâce à quelques petits boulots au noir.

«*Je pense que ce mouvement peut changer les choses s'il continue de cette façon, et s'il a le soutien des gens d'en bas*», assurait-elle.

Dimanche dernier, les «indignés» avaient démantelé leur campement de la Puerta del Sol à Madrid, symbole de cette vague de contestation. Profitant d'un large soutien populaire, ils veulent maintenant consolider leur mouvement via des assemblées de quartier et d'autres manifestations ponctuelles.

«*Nous devrions prendre la rue vraiment*», affirmait Braulio Lopez, un employé du métro de 45 ans. «*Il faut leur dire que nous en avons assez, aux hommes politiques, aux grands chefs d'entreprise qui les contrôlent. Ce mouvement va changer les choses. Je viendrai à chaque fois qu'il se passera quelque chose*».

«*Je pense qu'ils finiront par nous entendre et que quelque chose sortira de tout cela*», lançait Gloria Fernandez, une enseignante de 50 ans.

D'autres manifestations étaient prévues en fin de journée, notamment à Barcelone et Valence, ainsi que dans plusieurs villes étrangères, dont Paris où près de 450 «indignés» se sont rassemblés. (20minutes.fr 19.06)

4- Maroc

Une manifestation évaluée de plusieurs milliers de personnes a dénoncé dimanche 19 juin à Casablanca le projet de réforme constitutionnelle présenté vendredi par le roi Mohammed VI. Les manifestants avaient répondu à l'appel du Mouvement du 20 février qui exige des réformes politiques et l'avènement d'une véritable monarchie parlementaire au Maroc.

'Nous ne lâcherons pas prise', a assuré Ahmed Mediany, l'un des membres de la section locale du Mouvement, en commentant les réformes annoncées par le roi qui prévoient notamment un rôle accru pour le premier ministre. 'Ce projet de réforme est insuffisant car il ne permet pas au Maroc de passer de la monarchie absolue à la monarchie parlementaire', a-t-il ajouté.

'Non à l'injustice', 'Nous voulons une vraie démocratie', 'constitution dégage', criaient les manifestants.

Des centaines de personnes favorables au projet de constitution, brandissant des drapeaux et des portraits du roi Mohammed VI, ont tenté d'empêcher les manifestants mais ces derniers ont changé de quartier pour éviter l'affrontement. A Rabat, des dizaines de manifestants du Mouvement se sont trouvés face à d'autres manifestants favorables au projet du roi dans le quartier populaire de Takadoum.

Economie

Grèce

La zone euro a renvoyé dimanche soir la balle dans le camp de la Grèce en refusant de débloquer la cinquième tranche de l'aide à Athènes et de valider un second plan d'aide au pays tant que le parlement grec n'aurait pas voté un nouveau programme d'austérité.

Alors que la date de ce vote n'est pas encore arrêtée, les ministres des Finances de la zone euro, qui se sont réunis huit heures durant à Luxembourg, se sont donnés jusqu'à début juillet pour prendre une décision sur ces deux dossiers, faute de quoi la Grèce ferait défaut sur sa dette dans les jours suivants.

Ils ont en revanche d'ores et déjà clarifié la manière dont les créanciers privés seraient associés à un second plan de soutien. Il s'agira d'une participation informelle et volontaire, correspondant à ce que Nicolas Sarkozy et Angela Merkel avaient décidé à Berlin vendredi. (lemonde.fr 19.06)

[Haut de page ↗](#)

Le 21 juin

En très bref.

1- Côté pile, le FMI, l'UE, la BCE, côté face l'Otan, l'ONU, les deux faces de la même pièce. Les masses en Europe sont en train d'en faire l'amère expérience, ce qui alimente leur réflexion politique. Il ne leur reste plus qu'à se retourner contre leur gouvernement et leur Etat qui en sont les complices, les valets, les exécutants de la politique concoctée par l'aristocratie financière américaine pour son propre compte, pour assurer la pérennité de l'hégémonie de l'impérialisme américain sur le monde.

2- Le président du Nouveau centre a dévoilé hier son projet économique pour 2012, en voici un aperçu : suppression du CDI et des 35 heures, augmentation de la TVA de 3%, instauration d'une taxe carbone européenne, diminution des charges sociales patronales, déduction de l'impôt sur le revenu jusqu'à 200.000 euros investis dans une PME, inscription dans la Constitution d'une «règle d'or» stipulant que le déficit public structurel ne doit pas dépasser 0,50% du PIB, aller vers un fédéralisme budgétaire au sein de la zone euro. (source : lefigaro.fr 20.06)

J'ai écrit récemment que j'estimais à la fin des années 70, que l'UDF, dont est issu le Nouveau centre, était plus à droite encore que l'UDR (ex-UMP), disons que depuis ils se sont rejoints : la réaction sur toute la ligne !

3- A Kasserine, en Tunisie, foyer de la révolution.

- *«L'emploi passe avant les revendications politiques», «Un emploi ou la révolution».*

- La politique ne leur semble pas être la solution. *«On n'en veut pas, et jusque-là, on n'a rien compris»*, dit l'un, citant le nombre de partis politiques (82) parmi lesquels il faudra choisir, lors de l'élection de l'Assemblée constituante, le 23 octobre. (libération.fr 19.06)

La politique est justement la "solution", mais ils en sont encore trop éloignés pour en avoir conscience. Il faut résoudre la question du pouvoir politique, la question de la nature sociale de l'Etat, pour ensuite pouvoir s'attaquer au règlement des questions sociales, voilà tout.

Observez comment se disposent tous les partis ouvriers depuis un demi-siècle, ils sont tous arc-boutés sur des questions sociales et chez eux les questions politiques figurent en option, résultat des courses, ces réflexions désabusés de travailleurs tunisiens qui pourraient être celles de travailleurs français, grecs, espagnols, etc.

En l'absence de conditions favorables pour faire prendre conscience aux travailleurs des questions politiques qu'ils auront à résoudre le moment venu, on a préféré les laisser de côté, on les a volontairement négligées, terrible erreur politique en réalité que dans tous les pays les travailleurs paient comptant aujourd'hui.

Les militants des partis ouvriers se sont transformés en simples syndicalistes, même quand ils abordent la question du projet de "réforme constitutionnelle" ils sont incapables d'aborder la question de l'Etat et du pouvoir politique, leur discours pour l'essentiel tournent tous autour des revendications sociales qu'il ne serait soi-disant plus possible de défendre si ce projet était

adopté. Ils croient ainsi faire de la politique, alors qu'ils en sont réduits à faire du syndicalisme dans une situation qui met au premier plan des questions politiques, toute cela pour coller à ce qu'on appelle le mouvement spontané des masses, ce qui relève de l'opportunisme ou de la capitulation politique, car il n'aide pas le niveau de la conscience politique des travailleurs à progresser.

L'illusion des masses consiste à croire que sans un changement radical sur le plan politique il serait possible de satisfaire leur revendications sociales, or c'est impossible, et au lieu de leur dire d'emblée qu'ils se trompent on préfère qu'ils conservent cette illusion. Vous savez pourquoi ? Cela relève de la théorie qu'en mûrissant cette illusion débouchera bien un jour d'elle-même sur des questions politiques, spontanément, or les questions sociales dont celles des salaires et de l'emploi qui préoccupent l'ensemble des travailleurs relèvent des entreprises, des rapports sociaux de production, alors que les questions politiques relèvent de l'Etat, des institutions, de la Constitution, elles ne situent pas sur le même plan. Imaginez que vous voliez avec un vieux coucou des années 20 à quelques centaines de mètres d'altitude et qu'on vous disent que demain ce ne sera plus possible et que vous devrez voler à 10 000 mètres d'altitude, il vous faudra bien changer d'avion pour atteindre cette altitude.

C'est comme si on prétendait que, parce qu'un paysan s'est endetté auprès d'une banque pour cultiver du blé et élever des vaches, il devrait forcément un jour parvenir en comprenant le fonctionnement du monde de la finance, ce sera impossible s'il ne se met pas à étudier sérieusement les bases de l'économie, ce dont il sera toujours incapable sans l'aide d'une personne qualifiée en économie.

Autant prendre un manuel d'agronomie pour interpréter l'économie, c'est stupide, un non-sens. Cela vous fait marrer, mais c'est le non-sens qu'on reproduit à l'infini depuis des décennies.

Il faut bien faire la distinction entre la politique menée par les partis ouvriers qui s'abstiennent de combattre sur des objectifs politiques, et l'évolution de la crise économique et sociale qui débouche sur une crise politique.

Ce n'est pas parce que la crise économique se transforme en crise sociale, puis prend la forme d'une crise politique, que les masses seraient forcément en mesure de prendre conscience de ce processus dialectique, encore moins d'envisager comment cette crise politique pourrait évoluer favorablement. Encore trouveraient-ils la voie conduisant à une issue politique, qu'ils seraient incapables de l'emprunter sans se retrouver immédiatement confrontés à des obstacles quasi insurmontables du fait qu'ils n'ont pas un niveau de conscience politique correspondant à une vue d'ensemble de la situation, qu'ils découvrent au fur et à mesure. Or, leur ennemi et leurs lieutenants au sein du mouvement ouvrier en ont parfaitement conscience et ils sont puissamment armés pour y faire face, ils mettront tout en oeuvre pour leur interdire d'avancer dans cette voie, ils en ont les moyens, ils disposent de l'Etat, des médias, des finances, du soutien de tous les partis institutionnels de "droite" comme de "gauche", des appareils des syndicats, pour arriver à leur fin, corrompre la mobilisation révolutionnaire des masses, la faire refluer, la conduire finalement dans une impasse avant qu'elle retombe, s'ils ne la répriment pas dans un bain de sang.

C'est l'absence du parti révolutionnaire qui est responsable de cette situation sans issue politique. Il n'y pas si longtemps, quand on expliquait que la politique du parti devait être entièrement subordonnée à sa construction, on passait pour des illuminés, des enragés du léninisme, des dogmatiques nostalgiques de la révolution d'Octobre qui ne voulaient pas admettre que ses enseignements étaient avariés, obsolètes, inappropriés, etc. Pour ne pas accepter de faire une priorité le combat pour les revendications sociales, nous passions pour des ennemis de la classe ouvrière, je n'exagère rien je vous assure. Au diable le parti, autrement dit le léninisme, l'époque ouverte par la révolution d'Octobre a pris fin avec la disparition de l'URSS, etc.

Tout le monde a traité la question du parti par dessus la jambe, à distinguer de celle de leur appareil qui elle a été privilégiée, au point que finalement on pouvait construire n'importe quel type de parti avec pratiquement n'importe qui, le PCI et la LCR ont été remodelés pour mieux coller aux revendications sociales en abandonnant le programme de la révolution socialiste, parce que l'heure de la révolution n'était pas prête de sonner, il valait mieux s'occuper de questions plus terre-à-terre, alimentaires, en réalité leurs dirigeants n'ont jamais réussi à articuler les questions sociales et politiques pour construire le parti, encore moins de s'adresser à la classe ouvrière dans un langage qu'elle aurait pu saisir, à moins que cela n'ait jamais été leur objectif.

Ils ont ouvert leurs partis à différents courants politiques ou militants opposés à la révolution socialiste, sous prétexte de rassembler les travailleurs et les militants qui entendaient résister à la politique réactionnaire du gouvernement une fois que le PS et le PCF avaient refusé de mener ce combat. Résultat : le PT devenu POI et le NPA comptent autant de militants que le PCI et la LCR 30 ans plus tôt, je ne parle que des militants, pas de leurs adhérents fantômes ou qui n'ont aucune activité politique. Donc ils ont bradé leurs partis et le programme de la révolution pour mieux coller (notamment) aux appareils des syndicats en pure perte, pour rien, ces partis demeurent totalement marginalisés, pratiquement inexistantes en dehors des lieux de travail où ils interviennent.

Ne leur dites surtout que cela suffit amplement à démontrer leur erreur stratégique et leur incurie politique, leurs dirigeants vous répondront qu'on aurait déjà pu leur adresser les mêmes reproches 30 ans auparavant. Je confirme, avec des réserves pour la stratégie et je vais expliquer pourquoi, mais assurément pour leur incurie politique.

La stratégie des années 60 à 80 n'était pas totalement erronée, ce qui l'était, c'était de ne pas avoir saisi que les conditions objectives n'étaient pas mûres pour déboucher à bref délai sur une révolution, et qu'au lieu de tenter de relier les revendications sociales à la perspective imminente de la révolution, il aurait mieux valu consacrer ces longues années à éduquer les militants et les travailleurs dans la perspective de la révolution pour qu'ils y soient préparés le moment venu, à renforcer le parti,

à améliorer la formation et le niveau politique des militants, à tisser des liens permanents avec des dizaines de milliers de travailleurs afin d'en recruter des milliers au fur et à mesure, entretenir sans cesse ces liens mêmes distendus, pas forcément sur un plan politique formel, un peu comme je le fais dans le site en abordant des questions de société, etc. ainsi ces partis auraient sans doute pu conserver dans leurs rangs des milliers de travailleurs qu'ils avaient recrutés et qui les ont quittés à la première occasion, sans parler des exclusions à répétition qui n'étaient pas forcément justifiées d'un point de vue politique. Quel énorme gâchis et perte de temps ! Finalement pour rien, notez-le bien, pour absolument rien puisque tout fout le camp quand même !

Aujourd'hui on se retrouve dans une situation où le parti n'existe pas, où les masses se sont détournées des partis et de la politique, donc de l'Etat, des institutions, de la question du pouvoir, après on s'étonnera qu'elles n'y comprennent rien ou qu'elles se tournent encore une fois en désespoir de cause vers les partis institutionnels ou un sauveur suprême à l'occasion des élections présidentielles...

Si tout n'est pas perdu pour autant, nos dirigeants n'y sont pas pour grand chose, c'est dû uniquement au mûrissement des conditions objectives à l'échelle du capitalisme mondial qui poussent les masses à se mobiliser ou à passer à l'offensive parce que pour elles c'est devenu une question de survie, encore que, ce n'est pas parce que la situation est en passe de devenir révolutionnaire dans un certain nombre de pays qu'une révolution verra forcément le jour, encore moins qu'elle pourra vaincre, il faudrait qu'elles trouvent la voie de l'organisation et posent correctement la question de l'Etat, ce qui n'est pas gagné d'avance, que le parti se construise au cours du processus révolutionnaire...

Un peu plus tôt, un peu plus tard elles y parviendront, notre combat doit consister à les aider à avancer dans cette voie et à se donner les moyens pour briser les obstacles qui se dresseront sur leur chemin. Aux sceptiques qui ne croient que ce qu'ils voient ou qui ont tourné le dos à la révolution socialiste pour se réfugier dans l'inaction, à l'optimisme béat des dogmatiques, opposons le réalisme du marxisme qui s'appuie résolument sur la capacité des masses à s'élever au niveau du programme de la révolution socialiste. Les adeptes du front unique à toutes les sauces sont les premiers à se déchirer entre eux depuis des lustres, à détruire le parti plus qu'à le construire, cela aussi devrait faire réfléchir les militants.

Un internaute a écrit quelque part à la suite de la mobilisation des travailleurs en Grèce et en Espagne : et en France ? Et en France , en France, mais où avez-vous la tête c'est bientôt les vacances, puis les élections présidentielles...

Un thème de réflexion que je vous propose et qui fera l'objet d'une autre causerie.

La Grèce, le Portugal, l'Italie, l'Espagne, l'Irlande, sont de petits pays, faiblement peuplés, qui ne possèdent pas de matières premières ou très peu, de par cette situation ces pays devraient se trouver au même niveau que bon nombre de pays africains ou asiatiques qui présentent les mêmes caractéristiques, si on excepte les richesses qu'ils renferment et que pillent les multinationales étrangères.

Ces pays-là vivent donc au-dessus de leur moyen au regard de la nouvelle carte du marché mondial qui privilégie les pays plus grands et fortement peuplés (forces productives et marché intérieur), ils ne méritent plus la place qu'ils occupaient encore hier sur le marché mondial, ils doivent rétrograder de gré ou de force.

Demain, ce sont les pays densément peuplés ou qui possèdent des richesses naturelles en abondance qui devraient se tailler la part du gâteau du marché mondial. Une fois que des pays comme la France auront perdu l'avantage qu'ils possédaient grâce à leur avance technologique, ils devraient suivre le même chemin que la Grèce, le Portugal, etc.

Avec un demi-siècle de retard, la décolonisation politique est en train de donner naissance à la décolonisation économique de certains pays sous l'impulsion des masses qui aspirent au progrès social, les autres pays devraient suivre dans les années ou décennies à venir. Cette profonde modification du rapport de force entre Etat est engagée, elle pourrait encore s'accélérer à l'occasion de révolutions en Europe... La bête immonde n'est pas encore à l'agonie, des tensions, des guerres et des révolutions peuvent hâter sa fin. C'est dans cette perspective qu'il faut analyser les soulèvements des peuples en Afrique du Nord, au Moyen et Proche-Orient, ou encore l'intervention militaire de l'impérialisme français, britannique, italien et américain en Libye.

A vos claviers pour nous faire part de vos réflexions ou si vous disposez d'analyses sur l'orientation du capitalisme mondial, vous pouvez nous les adresser afin qu'on les publie dans le site.

Parole d'internaute

1- A propos de la condamnation d'Yvan Colonna.

- "Cette condamnation est inacceptable en regard de ce que la justice sait

Cette décision me semble entachée de forfaiture

Personne à ce jour ne peut être capable de prouver la culpabilité d'Yvan Colonna

Contrairement à ce que pensent certains, plusieurs témoins - ni Corses, ni bergers, ni douaniers ni comploteurs, ni mafieux - n'ont varié dans leurs témoignages innocentant Y Colonna.

Et cette concordance des témoignages, en Droit - tel que je l'ai appris - devait suffire à l'innocenter.

Et devrait le faire acquitter, si le verdict n'avait pas été rendu sous les lambris Parisiens

Les pistes à suivre pour tenter de trouver les commanditaires de cet assassinat d'une lâcheté sans nom existent encore aujourd'hui.

Il suffit de se souvenir que le Préfet Erignac en suivait une - explosive - menant à des institutions et à ses dirigeants, qui mixaient politique, délits financiers et détournements de fonds et de subventions publiques.

Cette piste était qualifiée de "particulièrement dangereuse" tant les hommes impliqués étaient influents, le système rodé et les sommes en jeu colossales.

J'ajouterai - simple fait du hasard ? - que cette enquête était sur le point d'aboutir.

Dans une affaire d'état aussi dramatique, aucune piste ne peut être négligée..

Quelque soit la main qui a appuyé sur la détente, il faut trouver le cerveau qui a armé ce bras.

Je ne crois pas encore aujourd'hui à la thèse d'autonomistes radicaux, assassinant un préfet pour une cause perdue.

La raison est ailleurs, plus complexe et plus opaque que toutes les omertés et que tous les taiseux identifiés.

Ce préfet n'était en aucun cas, l'ennemi d'une Corse diverse et pacifiée; il était apprécié de toutes les mouvances et courants - souvent contradictoires - dans l'île.

Sans doute une raison supplémentaire de le faire disparaître." (Reuters 20.06)

2- L'impérialisme américain dans sa course folle conduit le monde à l'abîme.

- "99,99% des articles concernant la crise de la dette dans la zone Euro adoptent la grille de lecture anglo-saxonne (Financial times and Wall St Journal). Or la crise de la dette est AUSSI ET SURTOUT une opération spéculative visant à dénigrer l'euro pour présenter le dollar comme monnaie de secours par le biais des bons du trésor US. Les US ont ABSOLUMENT besoin sous peine d'une crise de défaut majeure que tous les investisseurs du monde entier continuent à leur acheter des dollars même dévalués." (Le Monde économique 20.06)

Politique

1- Tunisie

La chambre criminelle du tribunal de première instance de Tunis a condamné lundi soir par contumace l'ex-président tunisien Zine El Abidine Ben Ali et son épouse Leïla Trabelsi à 35 ans d'emprisonnement chacun pour des délits de détournement de fonds publics et de malversations, a-t-on appris de source judiciaire.

La Cour a condamné également l'ancien chef de l'Etat à une amende de 50 millions de dinars (environ 25 millions d'euros) et son épouse à 41 millions de dinars (environ 20 millions d'euros), et ce dans l'affaire relative au palais de Sidi Dhrif.

L'affaire relative au palais de Carthage a été reportée au 30 juin à la demande de la défense. (AP 20.06)

2- Maroc

La Confédération démocratique du travail (CDT), l'un des principaux syndicats marocains, a lancé lundi un appel au boycott du référendum constitutionnel promis la semaine dernière par le roi Mohammed VI.

"Le projet de Constitution renforce ce qui a toujours eu cours par le passé et ne répond pas à ce qui a été promis", a jugé Noubir Amaoui, secrétaire général de la CDT.

Trois autres petits partis politiques de gauche et le Mouvement du 20-Février, qui regroupe les jeunes contestataires inspirés du "printemps arabe", avaient déjà appelé au boycott de la consultation.

"Ce que nous voulons, c'est une démocratie au sens large et une totale transparence, dont personne ne serait exclu. Qui plus est, la copie définitive (du projet de réforme constitutionnelle) ne correspond pas à celle qui nous a été remise. Certains articles ont été modifiés sans que nous ayons été consultés", a poursuivi Noubir Amaoui.

Le syndicaliste juge en outre le délai trop court pour que les Marocains comprennent les conséquences de la réforme.

"Ils utilisent encore la vieille tactique de la surprise (...) Certaines personnes semblent ne pas comprendre les changements qui ont lieu autour d'eux", a-t-il ajouté. (Reuters 20.06)

Social

1- France

La CGT propose l'organisation d'une journée nationale de mobilisation interprofessionnelle unitaire "fin septembre, début octobre" pour la défense des salaires et du pouvoir d'achat.

"Les préoccupations liées au pouvoir d'achat et à l'emploi restent prioritaires chez les salariés et les retraités et se traduisent par un développement des luttes dans les entreprises, parfois de manière inédite dans certains secteurs comme le commerce", déclare la CGT dans son communiqué.

"En Europe, le contexte est marqué par la résistance des peuples concernés par les mesures d'austérité (Grèce, Espagne, Portugal, etc.) et par la préparation de nouvelles politiques visant à réduire les garanties sociales des populations. L'affrontement entre les logiques financières et les justes revendications sociales sont plus que jamais d'actualité", ajoute l'organisation syndicale.

"Dans ce cadre", la CGT "réaffirme son opposition au pacte Euro Plus préparé par les chefs d'Etat et de gouvernement et aux recommandations de la Commission Européenne pour peser sur les politiques économiques des Etats".

La confédération estime qu'il "y a urgence sur la question des salaires", et "dans ce sens" réclame "un SMIC mensuel brut à 1.700 euros", contre 1.365 euros actuellement.

La CGT se prononce donc "pour l'organisation d'une journée d'action interprofessionnelle unitaire à la rentrée de septembre destinée à obtenir un autre partage des richesses créées".

"Outre la question des salaires et du pouvoir d'achat, cette journée sera l'occasion pour les salariés de s'exprimer sur les conditions de travail et l'emploi, la protection sociale et la défense des services publics. Cette initiative se situerait fin septembre-début octobre", précise la confédération. (AP20.06)

[Haut de page ↗](#)

Le 22 juin

Hier il a fait près de 45°C, il fait tellement chaud que mon chien en perd l'appétit. Je dois renouveler mon visa avant le 23, c'est-à-dire demain, donc pas de causerie ce matin. Je sais, j'ai attendu le dernier jour, le bureau de l'immigration, c'est l'horreur ! En principe vendredi je dois me déplacer pour enregistrer la vente de notre maison, cela ne se passe pas comme en France devant un notaire, c'est l'administration qui s'en charge directement, pas de bol ! Si tout se passe bien, samedi je devrais aller à la banque déposer l'argent de la vente en espèces, surtout pas de chèque malheureux, le type m'en avait déjà filer un... en bois !

A la banque, avant de me donner mon reçu ils vont compter les billets, ils ont une machine pour cela, mais ils s'y reprennent à 2 ou 3 fois, j'aurai le temps d'aller faire des courses pendant ce temps-là ! Ici dans un magasin une caissière doit vous rendre 3 billets de 10 roupies par exemple, elle en prend 3 dans la caisse, elle les recompte une fois, puis une seconde fois, en fait elle les aura comptés trois fois au total avant de vous les tendre. Je ne les recompte pas évidemment, mais tous les Indiens les recomptent systématiquement en les examinant soigneusement, on ne sait jamais ! C'est cocasse parfois.

La semaine prochaine je déménagerai et le site ne sera peut-être pas actualisé un jour ou deux.

Je n'ai pas terminé de formater l'ordinateur portable sur le modèle de l'ordinateur de bureau. Tout est une question d'organisation et d'ordre ou de discipline pour s'y retrouver, et de rigueur bien sûr. L'affichage du site n'est pas terrible et mes connaissances en informatique sont très limitées, cependant avec les fonctions disponibles avec les navigateurs, il est relativement facile de calibrer l'affichage en fonction de la taille et de la résolution de votre écran. Si cela vous pose un problème, vous pouvez me contacter.

Un dernier mot avant de me mettre à mes affaires personnelles, quelle angoisse !

Vous avez été 446 militants à télécharger les pages du n°153 d'*Informations ouvrières* (IO153_2) et 303 (IO153_3) du 15 au 21 juin, bravo camarades ! Si des camarades du NPA et de LO m'adressaient les journaux de leur parti respectif en pdf, j'en mettrai également en ligne quelques pages. Rien de telle que la confrontation des idées.

Sans orientation politique, sans objectif politique, sans représentation politique, sans direction politique, absolument rien ne changera, c'est ce qu'il faut dire en face aux travailleurs qui descendent spontanément dans la rue pour manifester leur ras-le-bol de la politique d'austérité du gouvernement en Grèce, en Espagne et partout en Europe.

Il faut leur dire aussi, voyez ce qui s'est passé en Tunisie ou en Egypte ou plus récemment en Espagne. Est-ce que les questions du chômage, de la précarité, des salaires, etc a été réglée dans ces pays ? Non. Les travailleurs se sont-ils donnés les moyens politiques pour pouvoir y répondre ? Réponse : non. Les travailleurs disposent-ils de davantage de pouvoir politique qu'hier ? Réponse : non. Sont-ils parvenus à infléchir la politique social de leur gouvernement ? Réponse : non.

Récapitulons ensemble : les partis qui sont censés représenter les intérêts des travailleurs se sont placés au côté du FMI et de l'UE, des banquiers. Donc vous aviez raison de ne leur accorder aucune confiance. Vous êtes descendus spontanément dans la rue par centaines de milliers ou millions sans y être appelés par des partis ouvriers, parfois pendant plusieurs jours ou semaines de suite et cela n'a rien changé. Il faut donc en déduire qu'il devait manquer quelque chose à votre mobilisation pour qu'elle prenne encore plus d'ampleur et qu'elle ait une chance d'aboutir à de premiers résultats, non ? Tous ces mouvements se sont déroulés dans le cadre des institutions, sans appeler à leur dissolution, sans objectif précis (en Grèce, Espagne, Portugal), ils sont demeurés inorganisés, sans orientation ni objectifs politiques, sans un parti pour les soutenir et le représenter.

Tout a été fait pour vous détourner de la politique pendant des années, des partis en général, le problème ne serait-il pas qu'il n'existe aucun puissant parti ouvrier pour représenter et exprimer les intérêts des travailleurs, pour les rassembler dans l'unité par millions, pour leur proposer un programme d'action qui prennent en compte leurs revendications sociales et propose des objectifs politiques pour les atteindre, qui ne se situeraient pas dans le cadre des institutions en place et du capitalisme sachant qu'ils ont fait la démonstration qu'il n'y avait absolument rien à attendre dans ce cadre, ce ne sont ni des élections ni un changement de gouvernement qui changera quelque chose ?

Ne serait-il pas urgent de se doter d'un tel parti, de rejoindre ceux qui depuis des décennies luttent quotidiennement au côté des travailleurs, s'opposent au paiement de la dette, de se soumettre au FMI et à l'UE, qui s'opposent aux guerres impérialistes et à la dictature des agences de notation, des banquiers, des actionnaires, de la Bourse ? Pourquoi les travailleurs ne se sont pas tournés vers ces partis ? Parce que ceux qui monopolisaient et monopolisent encore le pouvoir et les médias vous les ont présentés comme des partis peu sérieux, dangereux, gauchistes ou d'extrême gauche, ce sont qui n'ont cessé de vous mentir quotidiennement qui vous les ont présentés ainsi et vous les avez crus, c'était une erreur que vous payez très cher aujourd'hui et ce n'est qu'un début...

Pourquoi aucun parti ne s'adresse-t-il pas aux travailleurs dans ces termes ? En quoi ce discours présenterait-il un problème ? Ces partis qui n'ont eu de cesse d'entonner le front unique pendant des décennies ne seraient-ils pas en grande partie responsable du désarroi dans lequel se trouvent aujourd'hui plongés les travailleurs qui cherchent une issue à la crise du capitalisme ? Adressez-vous aux dirigeants ou aux élus du PS et du PCF (en France), et après ? Après rien, le néant, des travailleurs et jeunes qui se regroupent sur une place où ils passent leur temps à piétiner et broyer du noir face à une impasse politique.

Chut ! pour faire passer la pillule amère à leurs propres militants qu'ils ont menés en bateau, les dirigeants de ces partis ont mis provisoirement en sourdine le front unique, ils l'ont remis silencieusement au fond d'un placard, sans fournir la moindre explication à leurs militants notez bien, sans un mot d'excuse pour les avoir embarqués dans une galère sans lendemain pendant parfois des décennies, cette stratégie s'avère aujourd'hui avoir été une véritable catastrophe pour le mouvement ouvrier et son avant-garde, le passage obligé qui atterrit dans le goulot d'un entonnoir bouché par l'épaisse vase des illusions qu'on y a déversée méticuleusement pendant de longues années.

La plupart des militants ne s'en rendent même pas compte, parce que souvent ils ont été les premiers à en bénéficier sur le plan syndical ou tout simplement parce qu'ils n'ont jamais été confrontés à des difficultés insurmontables, acculés comme le sont les couches les plus défavorisées du prolétariat, par effet de miroir ou inconsciemment le front unique sur le plan politique leur semblait aussi naturel que sur le plan syndical.

Allez dire aux travailleurs grecs *gouvernement des partis ouvriers*, ils vont vous jeter des pierres ! Les partisans de cette formule droitière l'ont mise en sourdine, on ne les entend plus, ils ont raison de se faire oublier, qu'ils revoient leur copie, tout le monde peut se tromper.

Mais alors, si la stratégie du front unique et le mot d'ordre du gouvernement des partis ouvriers étaient ce qu'on pouvait proposer de pire aux travailleurs en terme d'illusion, ajoutons la subordination de la stratégie à la tactique ou la confusion entre les deux, le fait de sacrifier le combat politique pour des revendications alimentaires, de refuser d'inscrire son combat systématiquement dans une perspective politique, de faire l'impasse sur les objectifs politiques, méthode éculée qui allait finir de gangrener le mouvement ouvrier et la classe ouvrière, de l'éloigner le plus possible du socialiste au profit du réformisme, mais alors, constatant le résultat misérable auquel on est parvenu, cela signifie qu'il aurait peut-être fallu s'y prendre autrement, subordonner notre combat à un autre objectif, à un objectif politique à notre portée, bien que cela ne nous protège en rien de l'opportunisme remarquez bien, il se trouve qu'il existait bien un objectif à notre portée, moins spectaculaire que la chute des institutions il est vrai, mais pour autant tout aussi solide et déterminant pour la suite de notre combat, la construction du parti, construction du parti dont je disais hier qu'elle avait toujours été conçue dans le sillage des partis PS et PCF ou des appareils des syndicats, jamais en totale indépendance et sur la base du programme de la révolution socialiste qui inclue le programme transitoire des revendications démocratiques bourgeoises, et je persiste et signe des deux mains, j'affirme qu'on n'a jamais été capable de s'adresser aux travailleurs, qu'on ne s'en est jamais donné les moyens ou pire qu'on n'en a jamais eu réellement la volonté, les seuls qui savaient le faire c'était les staliniens et dans une moindre mesure Lutte ouvrière jusqu'à la caricature.

Lorsque j'ai commencé à entretenir une correspondance avec des militants et quelques cadres à partir de 2005, j'ai eu l'occasion de m'en apercevoir immédiatement, le mimétisme était tellement bien rôdé, pour ainsi dire si parfait, que je n'ai eu aucune peine à me reconnaître tel que j'étais quand je militais à l'OCI 25 ans plus tôt. J'en ai été troublé, bien que j'y aie été préparé après avoir constaté à la lecture du premier numéro d'Informations ouvrières en 2002, que j'avais pour ainsi dire sous les yeux le dernier numéro que j'avais lu 20 ans plus tôt, avec les mêmes refrains à chaque page, les mêmes formules dans chaque article, la même syntaxe en boucle parsemée de syllogismes qui ne vous invitent pas à réfléchir par vous-mêmes, c'est ce détail qui m'a mis le plus mal à l'aise.

Car pendant les 20 ans qui s'étaient écoulés depuis ma démission de l'OCI, j'avais continué d'étudier et de penser par moi-même, je n'étais parvenu à aucune vérité, ce n'était plus mon objectif, tout du moins sur le plan politique, j'étais définitivement convaincu de la justesse du marxisme que j'avais compris très imparfaitement autrefois et j'en étais resté là, je ne pouvais plus me reconnaître dans un mode de pensée, dans un discours, dans un journal et dans un parti qui ne parlaient pas le même langage que moi, celui d'un simple travailleur et non celui d'un militant puisque je vivais déjà en Inde depuis 6 ans, ils me paraissaient étrangers, et je suis absolument convaincu que 9 nouveaux lecteurs 10 devaient ressentir exactement la même chose que moi, et je peux vous assurer que j'ai renoué avec la politique et le PT avec les meilleures dispositions qu'on peut imaginer, je me suis malgré tout abonné immédiatement à Informations ouvrières.

Ce que je ne pouvais plus supporter surtout, c'était le fait qu'on ne m'expliquait pas le pourquoi de telle ou telle position que j'ai malgré tout reprise à la lettre au début à défaut d'être armé théoriquement pour comprendre ce qu'elles recouvraient, j'étais prêt à adhérer les yeux fermés au PT. Ce n'est qu'en lisant très attentivement le journal armé d'un solide sens critique, que je suis parvenu à comprendre ce qui n'était qu'un malaise au début à la lecture du journal, et qui allait prendre la forme d'un désaccord de fond aussi bien sur la question du parti que sur son orientation politique et sa stratégie une fois que je me serais réapproprié les bases du marxisme à raison de lecture/étude à un rythme effréné, à deux heures du matin je lisais La Capital, je ne ferai plus que cela pendant trois ans 12 à 15 heures par jour.

Certes, j'avais loupé un épisode important en ne militant pas de 1981 à 2001, je vivais et travaillais en France quand même, je n'ai pas vécu sur une autre planète ou totalement coupé de l'actualité sociale et politique, au cours de ces 20 années je n'ai vécu que 7 ans en Inde. Je veux bien admettre que je sois passé à côté de quelque chose, mais depuis en 10 ans j'ai largement eu le temps de rattrapé le temps perdu en lisant des tas de documents sur cette période. Je me suis réapproprié l'essentiel, les faits, la matière qui sert de base à notre réflexion, et je me suis employé à essayer de maîtriser la méthode du marxisme avec plus ou moins de bonheur, je crois quand même avoir saisi comment il fallait s'y prendre pour pousser une analyse à fond, notamment à travers toutes les questions que j'ai abordées ensuite dans le site à partir de 2008.

Tout cela pour dire qu'aujourd'hui je suis davantage un travailleur et un militant conscient qui s'est formé à force d'observations et d'études, d'expériences, formé à l'école de la vie quoi, plus proche du travailleur inorganisé ou lambda que du militant, dont le mode de pensée et le discours ressemblent davantage au contenu d'un livre plutôt qu'à la réalité telle que les travailleurs la vivent quotidiennement, militants et discours dans lesquels je ne me reconnais pas plus que les travailleurs en général.

Ces militants sont enfermés dans un discours pour ainsi dire hermétique, qu'eux seuls et leurs semblables peuvent comprendre, il ne semble destiné qu'à des militants ou des intellectuels qui ont acquis des connaissances sur la lutte des classes ou en sociologie ou en histoire. Ils savent de quoi ils causent et causent souvent très bien en s'adressant à des gens qui ne possèdent ni leurs connaissances ni les outils pour décrypter leur langage, alors dites-moi comment pourraient-ils se comprendre, comment la personne à laquelle ils s'adressent pourrait-elle les comprendre, dites-moi comment la transmission des connaissances pourrait-elle se réaliser, c'est quasiment impossible.

Il m'est arrivé de faire quelques remplacements au lycée français de Pondichéry comme prof de français. J'avais des élèves de 6e, 5e, seconde et terminale, donc des gosses de 10 ou 12 ans et des adolescents jusqu'à 17 ou 18 ans. D'une heure à l'autre je passais d'une classe de 6e à une classe de terminale, je ne pouvais pas m'adresser de la même manière à ceux qui venaient d'entrer au collège et ceux qui allaient en sortir, comme dirait l'autre, sans transition et sans filet je devais changer d'attitude et de langage pour faire mon boulot correctement et ne pas être ridicule, c'est plus facile quand on affecte une rigidité et une certaine distance avec ses élèves, pour ne pas dire un certain mépris ou complexe de supériorité, ce qui n'était pas mon cas, je les considérais tous comme mes propres gosses et ne souhaitais que leur réussite. C'est une formidable expérience, dont je n'ai pas perdu une miette, cela m'a fait dire que j'avais raté ma vocation, c'est pour dire que l'ai vécue passionnément. Et que je l'ai analysée à fond aussi.

Et bien c'est un peu la même chose dans le militantisme, dans le parti même, sauf que nos partis n'ont pas ce réflexe, comment dire, ce recul suffisant, comme si le travailleur devenu militant n'était plus vraiment un travailleur comme les autres, il ne l'est plus tout à fait puisqu'il a commencé à prendre conscience du monde et s'est organisé pour le changer, mais pour un travailleur vous demeurer un travailleur, vous n'êtes pas différents de lui, de la même manière que le gosse de 6e à 11 ans n'était pas différent du gosse que j'étais à 11 ans, comme l'adolescent de 17 ans n'était pas foncièrement différent de celui que j'avais été à son âge, à aucun moment en classe je me suis comporté comme un gosse de 11 ans ou de 17 ans, cela aurait été le bordel car j'aurais perdu toute autorité sur eux, mais à aucun moment j'ai oublié que l'un n'avait que 11 ans et l'autre 17 pendant que j'en avais 50, si je peux me permettre, je crois que c'est la bonne recette pour que la sauce prenne.

Je me sens évidemment très proche des camarades des différents partis ou groupes de militants, je comprends parfaitement leurs discours, ils sont parfaits pour un congrès ou une réunion entre militants, parfait sur le plan théorique, mais ils manquent d'envergure pour s'adresser à de simples travailleurs, même des intellectuels très souvent, vous savez que très souvent l'être humain se détourne à la première occasion qui lui tombe sous la main de ce qui réclame de sa part un effort, qui plus quand il s'agit d'un effort intellectuel, soit parce qu'il en fournit déjà trop au boulot, soit parce qu'il n'y est pas habitué, il a le cerveau saturé ou plutôt lent à la détente comme l'on dit.

Si je comprend le discours des camarades, je me refuse à entrer dans leur logique ou à les imiter, j'aurais littéralement l'impression d'étouffer, d'être pris dans un cercle infernal qui défie ou contrarie la dialectique, je ne peux pas ou plus me fondre dans un moule d'où sortent des idées déjà formatées ou en grande partie formatées, j'ai absolument besoin de penser par moi-même, de relier chaque facteur qui constitue la réalité en fonction de ma propre expérience de la vie et de la société, et je pense que c'est de la sorte que chaque travailleur l'appréhende également. (A suivre)

En fait, après être revenu du bureau de l'immigration sur les coups de 13h, j'ai cassé la croute vite fait et je me suis remis au boulot, j'arrête il est 18h10.

Parole d'internaute

(Les fraudes sociales estimées à 20 milliards d'euros par an - lefigaro.fr 21.06)

- "La différence entre la fraude fiscale et la fraude sociale, c'est aussi que les professionnels qui profitent de la première vivent souvent déjà bien, et surtout votent bien ; ceux qui profitent de la seconde sont souvent plutôt pauvres, et ne votent pas ou mal.

Les priorités du gouvernement découlent de cette constatation banale."

Les patrons du CAC 40 n'ont même pas besoin de frauder : c'est cadeau, et des sommes colossales !

Politique

France.

1- Douste-Blazy et Servier, une amitié de longue date.

Des lettres saisies lors d'une perquisition au siège des laboratoires Servier le 7 février dans le cadre de l'enquête sur le Mediator montrent que le groupe a financé des activités promues par l'ancien ministre Philippe Douste-Blazy, révèle, mardi 21 juin, le Canard enchaîné.

Dans son édition datée du 22 juin, le Canard enchaîné cite des extraits de lettres témoignant de liens d'intérêt répétés entre Jacques Servier et Philippe Douste-Blazy, au cours des années 1990. Dans l'un de ces courriers, datant de 1992, M. Douste-Blazy écrit ainsi au fondateur du groupe Servier pour le remercier "*très sincèrement*" d'une subvention mise "*à la disposition du Forum européen de la santé afin d'organiser la première université de la santé*".

Dans une autre lettre, datée du 19 février 1993, l'ancien ministre demande un financement pour le "*projet Monica*" consacré à

l'étude "des infarctus du myocarde de Haute-Garonne". Financement accordé quelques mois plus tard, avec un chèque de 85 392 francs [13 000 euros], selon le Canard enchaîné.

Autre échange évoqué par le quotidien satirique : un chèque de 300 000 francs [46 000 euros] signé par Servier le 10 avril 1998 à l'attention de la section rugby du FC Lourdes, ville dont M. Douste-Blazy était alors le maire. Réponse de l'ancien ministre dans un courrier : "Merci pour votre amitié, que je savais déjà fidèle." Auditionné le 5 mai par la mission parlementaire sur le Mediator, Philippe Douste-Blazy a juré n'avoir jamais eu de "liens d'intérêt (...) vis-à-vis du laboratoire Servier". (lemonde.fr 21.06)

2- Le prix de la guerre

Environ 100 millions d'euros sur trois mois : c'est l'estimation des surcoûts liés à l'intervention de la France en Libye, selon le ministre français de la défense, Gérard Longuet. Cette information est délivrée trois mois après le début des opérations, le 19 mars, alors que dans les pays de la coalition la presse s'interroge sur la légitimité et le coût de l'intervention.

Cette somme ne sera pas supportée par le budget du ministère de la défense, a-t-il précisé mardi lors d'une conférence de presse au salon aéronautique du Bourget. "Tout dépassement des Opex (opérations extérieures de l'armée) par rapport à la prévision de 630 millions d'euros" du budget 2011 "ne sont pas à la charge de la défense mais à la charge du gouvernement", a-t-il indiqué. (lemonde.fr 21.06)

Social

France.

1- Salauds de pauvres !

Début juin, le ministre du Travail Xavier Bertrand estimait à « plusieurs milliards d'euros » le montant des fraudes sociales et des abus annuels, détectés ou non. Ce mardi, un rapport parlementaire publié par l'AFP donne un chiffre un peu plus précis : plus de 20 milliards d'euros. « Soit 44 fois plus que la fraude actuellement détectée », écrit le rapporteur des travaux de la Mission d'évaluation des comptes de la sécurité sociale (Mecss) de l'Assemblée nationale, Dominique Tian, député UMP des Bouches-du-Rhône.

Effectivement, la Mecss, qui a procédé depuis près d'un an à 28 auditions et six déplacements dans les régions, avait détecté l'an dernier 458 millions d'euros de fraudes. Le parlementaire se dit « convaincu que la fraude sociale représente des montants financiers bien plus importants que ce que les premières évaluations réalisées laissent supposer ».

Concrètement, le rapport évalue la fraude aux prélèvements (cotisations patronales et salariales non versées en raison du travail au noir) entre 8 et 15,8 milliards et celles aux prestations (indemnités d'arrêts maladie, allocations familiales, RSA etc..) entre 2 et 3 milliards. Pour ce qui est travail illégal, l'élue UMP juge que « la pratique est courante, pour ne pas dire banalisée, dans certains secteurs de l'économie ». Selon lui, « entre 10% et 12% d'entreprises sont en infraction et entre 5% et 7% de salariés ne sont pas déclarés ». Le rapport s'inquiète aussi du développement d'« escroqueries organisées par des réseaux de fraudeurs ».

En matière d'arrêts maladie abusifs, le rapport suggère de développer les « contre-visites » dans le privé et ce qui serait nouveau, chez les fonctionnaires. (lefigaro.fr 21.06)

28 auditions et 6 déplacements ont donné 458 millions d'euros de fraudes, alors pour 12, 18, 24 déplacements disons 1 milliard d'euros, 2, 5, 10, 20, qui dit mieux, personne, 20 milliards d'euros adjudé !

2- Les centres d'appels se mobilisent.

Hier, les salariés des centres d'appels étaient appelés à se mobiliser partout en France à l'appel de plusieurs syndicats (CFDT, CGT, CFTC, FO et SUD). Des débrayages et des manifestations ont donc eu lieu dans plusieurs villes de France. En tête des revendications : la question de la rémunération. « Près de 80 % des salariés des centres d'appels sont payés au niveau du smic et le dernier accord salarial remonte à 2008 », explique Isabelle Lejeune-To, secrétaire nationale de la CFDT, en charge de ce secteur.

Autre source de mécontentement : les conditions de travail jugées difficiles par beaucoup, à l'instar de Xavier, téléconseiller en région parisienne : « Pour satisfaire ses clients, l'entreprise nous demande d'être de plus en plus flexibles. On peut commencer à travailler un jour à 7 h et le lendemain à 14 h. C'est destructeur pour la vie de famille et pour la santé. » delphine bancaud (20minutes.fr 21.06)

3- La pitrerie électorale.

Nicolas Sarkozy a annoncé lors d'un déplacement la fin des suppressions de classes dans le primaire.

Selon le SNUipp-FSU, "*si le budget 2012 maintient le recrutement de seulement 3 000 postes au concours de professeurs des écoles alors que 11 000 départs à la retraite sont programmés au 1er juillet 2012, ce sont 8 000 postes d'enseignants du primaire qui seront encore supprimés l'année prochaine*". (lexpress.fr 21.06)

Qui croit-il encore pouvoir tromper ?

Economie

Espagne.

Le Fonds monétaire international (FMI) a déclaré mardi que l'assainissement de l'économie espagnole restait incomplet et que les risques pesant sur celle-ci étaient considérables.

"*Il ne peut y avoir aucun relâchement dans le rythme des réformes, y compris dans l'amélioration de la crédibilité de la consolidation budgétaire et dans l'accomplissement de la restructuration du secteur financier*", déclare le Fonds dans un rapport publié à l'issue de sa visite annuelle dans le pays.

Même si les réformes engagées ont contribué à apaiser partiellement les craintes, la prime exigée par les investisseurs pour détenir de la dette espagnole plutôt que des Bunds allemands stagne à un plus haut depuis la création de la zone euro.

Selon le FMI, les réformes doivent donc être renforcées, y compris dans le secteur de l'emploi et des retraites. (Reuters 21.06)

Science et technologie

Informatique

Un super-calculateur japonais, développé par le groupe informatique Fujitsu et un institut de recherche nippon, a été classé premier du Top 500 mondial des ordinateurs les plus performants. Une première depuis 2004, dont se sont félicités, lundi 20 juin, les concepteurs du super-ordinateur K. Ce 37e classement mondial a été révélé lors de la conférence internationale sur les super-calculateurs (ISC'11) qui se déroule à Hambourg, en Allemagne.

Le système informatique K, actuellement en phase de configuration, totalise 68 544 processeurs. Il s'agit d'un super-ordinateur "*entièrement fabriqué au Japon, de la recherche au développement des processeurs, en passant par la conception du système et sa fabrication*", ont insisté ses créateurs. Cet ensemble, encore inachevé, affiche déjà une performance de calcul de 8,162 petaflops (8,162 millions de milliards d'opérations en virgule flottante par seconde).

Cet exploit "*résulte de l'intégration, dans le super-calculateur K, d'un nombre massif de processeurs, des méthodes d'interconnectivité qui les unit et du logiciel capable de faire ressortir les meilleures performances du matériel*", ont insisté Fujitsu et l'institut Riken.

Le super-calculateur K doit être exploité conjointement par ses codéveloppeurs à partir de novembre 2012, date à laquelle il est censé atteindre une capacité de calcul de 10 petaflops. K sera utilisé dans une variété de domaines des sciences informatiques, comme la recherche climatique, la météorologie ou la prévention des catastrophes.

Le classement Top 500, créé en 1993, est mis à jour deux fois par an, en juin et en novembre. Lors du dernier classement, la Chine était apparue comme l'une des puissances émergentes dans le secteur des super-ordinateurs. Le pays compte désormais deux machines en deuxième et quatrième place. Le Tera 100 français, du Commissariat à l'énergie atomique, figure en neuvième place du classement de juin. (lemonde.fr 21.06)

Génial le cerveau humain, non ? Pour le meilleur et le pire !

[Haut de page ↗](#)

Le 23 juin

J'ai avancé dans le bandeau défilant en haut de l'écran le mot d'ordre : "*tout le pouvoir aux travailleurs*", parce qu'il répond le mieux

à l'état d'esprit actuel des travailleurs. Lire plus loin dans quelle perspective politique il faut le situer.

A l'unanimité les députés du PASOK ont voté l'adoption de nouvelles mesures d'austérité contre les travailleurs, la confirmation du 3 août 1914 quand la social-démocratie passa avec armes et bagages du côté de la réaction en votant les crédits de guerre. 53 ans plus tard, ce fut le début de la dictature des colonels. 64 ans après une dictature succède à une autre : celle du capital. En réalité, la même dictature sous un autre masque...

J'ai écrit il y a un ou deux ans qu'il faudrait dorénavant parler d'une crise permanente du capitalisme, et non plus de crises qui revenaient périodiquement tous les 10 ans, puis 7, 5 ou 3 ans. J'estimais que le capitalisme était entré dans sa dernière phase de décomposition. J'indiquais que les dizaines de millions de chômeurs supplémentaires dans le monde ne suffiraient pas pour clore la crise ouverte en 2007. J'ai ensuite précisé que la distorsion entre la poignée de riches à un pôle et le gigantesque développement démographique mondial à l'autre pôle, constituait une contradiction insoluble pour le capitalisme, qu'il signifiait son arrêt de mort, encore faudrait-il l'abattre pour qu'il disparaisse.

J'ai lu hier qu'on sera 7 milliards à la fin de l'année 2011, confirmant que le temps joue contre le capitalisme, que cette contradiction ne va cesser de se tendre jusqu'à la rupture, ouvrant la voie à une nouvelle période de guerres et de révolutions. Un peu plus tôt j'avais expliqué que l'Afrique (y compris le Moyen et Proche-Orient) serait la dernière cartouche du capitalisme mondial. Depuis des soulèvements révolutionnaires ce sont produits en Afrique et le capitalisme mondial sous sa forme impérialiste a manifesté son intention de garder la main mise sur ce continent particulièrement riche en matière première et en main d'œuvre bon marché.

La Chine hier a reconnu le CNT (en Libye) indiquant par là qu'elle ne comptait pas jouer le rôle de figurant en Afrique tant ses besoins en matières premières sont gigantesques, confirmant son implantation sur ce continent et la rivalité qui existe entre les principaux Etats impérialistes. J'avais également soumis l'idée en 2005 ou 2006 que la hausse des prix en Chine se traduirait par la hausse des salaires par le biais du développement de la lutte des classes dans ce pays, on en a eu la confirmation à plusieurs reprises depuis, dont encore les derniers jours. Je m'étais basé sur ce que je pouvais observer en Inde où je vis, pour en conclure qu'un processus similaire se produirait en Chine et les autres pays soumis aux mêmes conditions économiques et sociales.

Les camarades qui se connectent sur le site depuis des années peuvent le vérifier pour le confirmer, j'ai peut-être écrit des conneries ici ou là, mais je ne leur ai pas raconté de blagues sur l'évolution à venir du capitalisme mondial, ce qui pouvait notamment les aider dans leur combat politique quotidien.

Hier on a eu confirmation de cette tension croissante entre les deux pôles de la principale contradiction du capitalisme, à savoir le milliard qui à travers le monde vivent dans un état de sous-alimentation, estimation officielle, auxquels il faut ajouter plusieurs milliards de prolétaires qui survivent en étant soumis à des conditions d'exploitation et d'oppression de plus en plus insupportables, et une poignée de privilégiés qui entendent continuer à se gaver comme si de n'était. Voici ce qu'on pouvait lire dans un article du monde.fr daté d'hier, extrait :

"Le monde comptait, en 2010, 10,9 millions de millionnaires en dollars, un record qui surpasse même le niveau atteint juste avant la crise financière, selon une étude, publiée mercredi, par Merrill Lynch Wealth Management et le groupe français de conseil Capgemini. La population concernée est celle des individus qui disposent d'un patrimoine financier de plus de un million de dollars, hors résidence principale, biens durables et collections.

Après un très fort rebond en 2009, la progression enregistrée en 2010 a été moindre, mais elle a permis de dépasser le chiffre de 10,1 millions observé en 2007, avant la crise financière. En 2009, le nombre de millionnaires dans la région Asie et Pacifique avait égalé celui de l'Europe. Un an plus tard, l'Asie-Pacifique compte 3,3 millions de millionnaires, contre 3,1 millions en Europe. La région Amérique du Nord conserve néanmoins la tête des principales zones du monde, avec 3,4 millions.

Quant à la fortune cumulée de ces millionnaires, elle a aussi dépassé le niveau de 2007, avec 42 700 milliards de dollars, soit un patrimoine moyen de 3,9 millions de dollars par millionnaire.

Par pays, le palmarès reste dominé par les Etats-Unis (3,1 millions de millionnaires), le Japon (1,7) et l'Allemagne (0,9). Encore à distance, la Chine poursuit sa progression soutenue (+12 %, à 535 000). "

Un internaute a écrit en réaction à cet article : "*Ce qu'ils appellent "crise" n'est rien d'autre qu'un transfert de richesses, un transfert de 7 milliards d'exploités avec leurs familles en direction de 11 millions de nantis prêts à tout pour conserver les privilèges qu'il nous faut absolument abolir, soit 0,15 % de la population qui impose sa dictature au reste du monde...*

Question : en quoi la politique que veut imposer 0,15% de la population au reste du monde pourrait-elle être légitime ? Voilà un argument de taille à opposer à tous les serviteurs du régime qui estiment qu'il serait légitime, démocratique ou agirait dans le sens de "*l'intérêt général*".

Quelque 11 millions à un pôle qui monopolisent les richesses produites, près de 7 milliards à l'autre pôle qui devraient se contenter des miettes tombées de la table des capitalistes. Plus le nombre de millionnaires croît, plus le nombre de miséreux s'accroît dans le monde dans des proportions phénoménales, cela débouche forcément sur des tensions sociales et politique, une situation explosive à l'échelle mondiale. Jusqu'à présent des tensions sociales voyaient le jour périodiquement dans certains pays ou continents en particuliers pendant que les autres étaient épargnés, dorénavant cette époque est révolue, ces tensions concernent tous les pays et continents sans exception.

Le rejet du capitalisme est international, sauf peut-être en Chine où l'élévation du niveau de vie des travailleurs dans les grandes métropoles est due à la réintroduction du capitalisme dans le pays, et où les travailleurs chinois associent (encore) inconsciemment le développement économique et le développement de leur lutte de classe, tandis que le régime hésite à réprimer brutalement leur mobilisation pour obtenir de meilleures conditions de travail et d'existence, leur accordant quelques concessions pour garder la situation sous contrôle...

C'est dans ce contexte qu'il faut analyser la mobilisation spontanée de millions de travailleurs en Europe contre la politique d'austérité imposée par leurs gouvernements aux ordres du FMI et de l'UE, qui pose la question de leur organisation et de leur représentation politique, pas seulement pour faire entendre leur voix, mais pour obtenir satisfaction à toutes leurs revendications sociales et politiques. Au niveau nationale, cette question de l'organisation et de la représentation politique des masses pose directement la question du parti, et au niveau internationale, elle pose la question de l'Internationale ouvrière pour coordonner l'action du prolétariat mondial contre le capitalisme mondial, pour le vaincre et l'éradiquer de la surface de la terre.

Dès lors on aura compris l'extraordinaire responsabilité qui pèse sur chaque militant, cadre ou dirigeant du mouvement ouvrier et son avant-garde, sur les partis qui se réclament de la classe ouvrière et du socialisme, seule alternative possible au capitalisme, dans le rôle déterminant qu'ils vont avoir à jouer pour organiser, rassembler et guider les masses quand les combats décisifs pour le pouvoir vont s'engager. Est-ce que chacun d'entre nous en a vraiment pleinement conscience ?

En ce qui me concerne, j'ai décidé conformément aux engagements que j'ai exprimés à plusieurs reprises dans le site, de soutenir le POI qui me semble être le parti le plus approprié pour remplir cette mission et défendre notre cause dans l'état actuel des choses. J'invite les camarades à s'associer au combat qu'il a engagé contre la Constitution de la Ve République, à adhérer au POI s'il estime pouvoir y trouver leur place. On y reviendra.

N'y voyez aucune malice ou manoeuvre de ma part, je m'adresse là tout particulièrement aux camarades du POI, je n'ai jamais souhaité la destruction du PT ou du POI, et les militants qui l'ont quitté et qui vont lire ces lignes peuvent en témoigner, avant ou parfois après avoir pris leur décision que j'ai toujours respectée, j'ai toujours essayé de les maintenir dans leur parti, avec des arguments loyaux et sincères, je les ai invités à réfléchir et réfléchir encore avant de prendre une décision lourde de conséquences pour eux et leur parti. Très souvent ces camarades avaient déjà arrêté leur décision avant de m'en parler et je n'ai rien pu faire pour les convaincre d'en changer, il faut dire que la distance qui nous séparait ne jouait pas en mon avantage. De plus, généralement ces militants ont mis leur responsable devant le fait accompli également, ils n'ont parlé ensemble qu'une fois qu'il était trop tard, on pourrait encore s'interroger sur les relations qui existaient dans ce parti.

J'ai toujours dit ce que j'avais à dire à propos de ce parti et je n'ai pas l'intention de changer de comportement. J'entends conserver ma liberté de parole ou d'opinion, maintenant la critique et la polémique sont une chose, le combat politique proprement dit en est une autre, j'entends désormais privilégier cet aspect de mes relations avec ce parti en espérant que de nombreux militants rejoindront son combat ou s'y associeront, d'une certaine manière je montre l'exemple et je ne me contente pas de bonnes intentions à l'égard de ce parti ou d'étaler mes divergences avec lui. Il faut savoir ce que l'on veut dans la vie et pourquoi on combat réellement et en être digne, telle est ma ligne de conduite que certains ne comprendront pas ou de travers, c'est inévitable, cela fait partie de la vie.

Ma pensée, dont je vous fais part dans mes causeries, a évolué au fil du temps et n'a pas suivi un chemin rectiligne tracé d'avance, c'est la raison pour laquelle j'ai recommandé à plusieurs reprises aux militants de ne m'accorder aucune confiance aveugle, c'est aussi la raison pour laquelle j'ai été si prolixe à vous livrer son cheminement parfois chaotique. J'ai toujours indiqué que chaque militant devait se faire sa propre idée sur les analyses que je proposais à la réflexion en fonction de sa propre expérience, j'ai même pris la précaution de préciser qu'en procédant autrement, toute évolution ou tout changement de position de ma part pourrait devenir incompréhensible et qu'on me le reprocherait ensuite, ce en quoi je refuserai d'endosser la moindre responsabilité, j'ai déjà assez à faire pour détecter mes propres erreurs et les corriger, je ne tenais pas à ce qu'on me colle ensuite sur le dos les errements de certains militants ou les décisions qu'ils avaient prises à un moment donné et qu'ils pouvaient regretter par la suite, ma seule responsabilité à consister à toujours essayer de m'exprimer le plus libre possible et le plus explicitement ou simplement possible, ce à quoi je crois m'être tenu à la lettre par respect envers tous les militants et sans me prendre pour ce que je n'étais pas.

Je n'ai pas eu le temps de lire le dernier numéro d'*Informations ouvrières* (154). Avant de formater les fichiers que j'allais mettre en ligne extrait de ce journal, j'ai lu quelques lignes d'un article de la page 2 signé Christel Keiser qui m'a fait pousser un cri de protestation tellement il est teinté d'illusions envers les députés du PASOK : "*Une vraie guerre contre les députés du Pasok qui hésiteraient à voter le plan*", tu parles, les faits viennent justement de démontrer exactement le contraire, où elle a vu jouer cela, ne viendrait-elle pas du PS, même le titre de cet article est à côté de la plaque, "*Grèce : un nouveau gouvernement pour, coûte*

que coûte, imposer un consensus", quel consensus, pas au Parlement en tout cas, alors que l'opposition a refusé de voter avec le PASOK dans la nuit de mardi à mercredi... Quelle manque de perspicacité, quelle approximation ou erreur d'analyse ! (la suite demain si j'ai le temps)

Je ne sais pas ce que vous en pensez, mais j'ai la conviction que l'heure des combats décisifs se rapprochent à grand pas, peut-être pas en France au début, mais la France suivra forcément, il est donc indispensable de resserrer les rangs dans cette perspective au lieu de se disperser et de gaspiller son énergie. Tous les matins en me levant, j'ai hâte de prendre les dernières nouvelles du vieux monde dès fois qu'il aurait commencé à sombrer pendant mon sommeil.

Un dernier mot sur la situation en Grèce au lendemain du vote de confiance des députés du PASOK au gouvernement, on devrait ajouter au FMI et à l'UE.

Ainsi, le PASOK, le gouvernement, les institutions grecques ont démontré qu'ils étaient à la solde des créanciers internationaux qui estiment que pour renflouer les caisses de l'Etat capitaliste et honorer sa dette qui dépasse les 330 milliards d'euros, les travailleurs devraient consentir de nouveaux sacrifices, alors qu'ils viennent de les saigner à blanc.

Ils ont signifié par là au prolétariat grec qu'aucune issue politique favorable à leurs revendications sociales ne pouvait être envisagée dans le cadre de l'Etat tel qu'il existe, qu'il constituait au contraire un obstacle à la satisfaction de leurs revendications. Dès lors il ne peut concevoir une issue politique qu'une fois renversé ou aboli cet Etat, ses institutions et la Constitution dans laquelle se trouvent codifiés leur place et leur rôle. Cette issue politique ne descendra pas du ciel, elle ne peut être que le produit de sa mobilisation révolutionnaire et de son organisation, il faut donc se donner comme objectif le renversement du Parlement illégitime et de se doter d'organismes politiques capables d'assumer le pouvoir et de former un gouvernement ouvrier révolutionnaire, une Assemblée constituante souveraine ou une Assemblée populaire souveraine qui constituera l'un des piliers du nouvel Etat social (ou socialiste).

C'est à l'ensemble des partis et organisations ouvrières luttant pour l'émancipation du capital, la rupture avec le FMI et de l'UE, ainsi que les syndicats ouvriers, d'appeler les masses exploitées à se mobiliser pour constituer ces organismes de pouvoir politique et élire leurs délégués à l'Assemblée constituante souveraine, une fois adopté le programme social et politique qui constituera le mandat de ces délégués, de cette Assemblée constituante et du gouvernement qu'elle constituera. Ils doivent commencer par appeler dans l'unité l'ensemble des masses laborieuses à se préparer à marcher en direction du Parlement, dans cette perspective ils doivent appeler les travailleurs à se mobiliser et à s'organiser dans chaque ville et village afin d'élire leur Assemblée constituante ou populaire qui aura pour tâche de préparer le soulèvement contre le régime en place et prendre le pouvoir.

Voilà à grands traits ou brièvement la ligne et les objectifs politiques que le prolétariat révolutionnaire et ses organisations doivent se fixer en Grèce.

Parole d'internaute

- "Les Grecs peuvent déprimer, car c'est eux qui trinquent, leurs dirigeants, ceux qui les ont plongés dans la mouise, ceux-là se portent bien, tout comme ces fichus banquiers toujours responsables mais jamais punis. Cependant, au-delà de la déprime, qui rend passif, il faut que les Grecs réagissent, se serrent les coudes, jettent à terre leur classe dirigeante, refusent ce que leur dicte l'Union européenne, ce que leur impose le FMI et fassent une réelle révolution en brisant leurs chaînes. Un beau rêve!" (lemonde.fr 22.06)

Une seule solution : la révolution ! Voilà qui est bien parlé ! Une idée qui lentement mais sûrement va germer dans la tête de millions de travailleurs à travers toute l'Europe et finira pas s'imposer. Dommage qu'elle ne soit pas déjà relayée avec les mêmes mots par nos dirigeants.

Politique

1- France. La tentation est un vilain péché !

Christine Boutin, la présidente du Parti chrétien-démocrate - mouvement associé à l'UMP - s'est déclarée ce matin candidate à l'élection présidentielle de 2012, lors d'une conférence de presse organisée à Montfermeil, en Seine-Saint-Denis.

"Aujourd'hui, la situation de la France m'oblige. Je vous le dis donc, je suis candidate à l'élection présidentielle", a-t-elle annoncé. "J'invite les Français à résister à leurs peurs, j'invite les Français à construire sans crainte leur avenir", a-t-elle scandé devant une centaine de personnes.

Estimant que "le clivage droite-gauche est totalement dépassé", Christine Boutin a indiqué que le gouvernement a essayé de "faire passer le cap de la mondialisation", mais que "les questions essentielles" ont été laissées de côté. "Trop souvent, les effets d'annonces ne sont souvent que des annonces", a expliqué l'ancienne députée des Yvelines. (elle.fr 22.06)

Je n'y suis pour rien si Yahoo a été pécher cette info dans ce magazine. Ex-ministre, ex-député, elle doit se refaire comme un joueur : à la gamelle, youpi !

2- Grèce

Le gouvernement socialiste grec a remporté dans la nuit de mardi à mercredi un vote de confiance au parlement, une victoire qui ouvre la voie à l'adoption d'un plan d'austérité, condition sine qua non pour obtenir l'aide financière du FMI et de l'UE.

Plus de la moitié des 300 députés du parlement (155 voix pour, 143 contre, deux abstentions) ont apporté leur soutien au gouvernement socialiste du Premier ministre Georges Papandréou qui a procédé à un remaniement de gouvernement la semaine dernière pour faciliter l'adoption de nouvelles mesures d'austérité.

Tous les députés du parti socialiste ont accordé leur confiance au gouvernement.

Le vote de confiance était le premier des trois tests à réussir pour éviter la faillite au pays. Le gouvernement devra faire adopter d'ici mardi prochain le principe d'un ensemble de mesures d'économies s'élevant à 28 milliards d'euros sur cinq ans, décidées avec l'Union européenne (UE) et le Fonds monétaire international (FMI).

Les lois d'application de ces diverses mesures - économies, hausses d'impôts et privatisations - devront ensuite être adoptées avant un Eurogroupe exceptionnel le 3 juillet. Il s'agira probablement de l'obstacle le plus difficile à franchir.

Les ministres des Finances de la zone euro ont décidé de n'accorder la prochaine tranche d'aide (12 milliards d'euros) à Athènes qu'en cas d'adoption de ce plan d'austérité.

Dans un communiqué, l'actuel directeur général du FMI, John Lipsky, a fait savoir que le FMI était déterminé à aider les économies de la zone euro si ces dernières continuaient à mener des réformes.

La chancelière allemande Angela Merkel s'est pour sa part déclarée optimiste sur un règlement de la crise grecque et a réaffirmé la position de l'Allemagne, qui demande une contribution des créanciers privés.

"La compétitivité de la Grèce doit être améliorée, la dette grecque doit être réduite et le gouvernement doit prendre les bonnes décisions au Parlement", a-t-elle dit lors d'une conférence de presse organisée mardi à l'issue d'une rencontre à Varsovie avec son homologue polonais, Donald Tusk.

Plus de 20.000 manifestants anti-austérité assiégeaient mardi soir à Athènes le parlement grec. (Reuters 22.06)

C'est aux cris de « *voleurs, voleurs !* » que le très prévisible verdict a été accueilli vers 1 h du matin : la confiance a été votée. (20minutes.fr 22.06)

3- Bahreïn

Le Bahreïn a condamné mercredi à la prison à perpétuité huit dirigeants politiques chiites, accusés de complot en vue de renverser le gouvernement.

Vingt et un dirigeants d'opposition étaient jugés pour leur rôle lors des grandes manifestations du début de l'année, dont six par contumace.

Parmi les condamnés figure le dissident chiite Hassan Mouchaimaa. Ce chef du parti d'opposition Hak avait pu rentrer d'exil au printemps après avoir été grâcié par le roi au sujet de précédentes accusations de préparation de coup d'Etat.

A aussi été condamné à la réclusion à perpétuité Abdel Wahab Hussain, chef du Wafa, autre mouvement ayant réclamé en février et mars, comme le Hak, l'abolition de la monarchie et l'instauration d'une république.

Ibrahim Charif, dirigeant sunnite du parti laïque de gauche Waad, a été condamné à cinq ans de prison. Comme le Wefak, premier parti chiite de Bahreïn, le Waad avait réclamé des réformes dans le royaume, où ont eu lieu plusieurs manifestations d'envergure.

Au total, quelque 400 personnes ont été traduites en justice pour leur rôle dans les manifestations, a affirmé le Wefak au début du mois, et certaines ont été exécutées.

Après le verdict, les accusés ont, selon des témoins, levé le poing et promis de continuer à réclamer des réformes "de manière pacifique".

L'agence de presse officielle a rapporté qu'ils étaient accusés de "tentative de renverser le gouvernement par la force en liaison avec une organisation terroriste à l'étranger", allusion voilée à l'Iran.

La sentence devrait attiser les tensions dans le pays, où des manifestations de moindre envergure ont eu lieu depuis la levée de la loi martiale, le 1er juin. Après le verdict, de petites manifestations dans des villages chiites ont été dispersées par les forces de l'ordre, ont rapporté des témoins.

Un dialogue politique doit être organisé en juillet avec l'opposition, sous l'égide du roi Issa ben Hamad el Khalifa.

Lors d'une conférence de presse, le Wefak s'est dit inquiet pour la bonne tenue de ce dialogue après les condamnations de mercredi et n'a pas exclu de boycotter les discussions.

"Ces condamnations ne contribuent pas à une atmosphère de dialogue (...) Les condamnés représentent une partie importante de notre mouvement. Comment peut-il y avoir un dialogue s'ils sont en prison?", a dit le porte-parole du parti, Khalil al Marzouq. (Reuters 22.06)

Social

1- France.

Dans un rapport daté de septembre 2010 et consacré à la fraude, la Cour des comptes évoquait le cas particulier de la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF), qui a fait l'objet, en 2009, d'une évaluation précise à partir d'un échantillon de 10 000 dossiers. La fraude aux prestations atteindrait, d'après cette étude, 675 millions d'euros par an. Mais elle touche de manière très inégale les différentes prestations : la Cour évalue ainsi à 0,46 % des allocataires la fraude aux allocations familiales, à 0,24 % la fraude à la prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE). L'allocation parent isolé (API) ou le revenu de solidarité active (RSA) afficheraient des taux plus importants, de l'ordre respectivement de 3,1 % et 3,6 %. Qu'on peut là encore rapporter aux 10 % à 12 % estimés d'entreprises fraudeuses.

Le rapport de M. Tian parle des manques à gagner dus à la fraude mais fait l'impasse sur un point pourtant essentiel : la récupération de ces sommes. Dans son rapport de 2010, la Cour des comptes précise ainsi que pour la CNAF, le montant de 675 millions d'euros de fraude est à relativiser : une "part importante de ces montants (...) aurait été détectée et les indus correspondants récupérés pour la plus grande part. Le préjudice financier final lié aux fraudes serait donc plus limité, de l'ordre de 170 millions d'euros".

Le président de la CNAF, Jean-Louis Deroussen, avait pris position en avril 2010 sur la question, expliquant que ses services récupéraient "quasiment 90 %" des montants des fraudes. De fait, les efforts de la majorité sur ces questions de "triche" ont conduit à une augmentation des détections et donc des sommes récupérées : 458 millions pour 2010, selon Xavier Bertrand, le ministre du travail.

Autre question, celle de l'intentionnalité des fraudes : à partir de quand peut-on parler d'une volonté délibérée de toucher une allocation indue plutôt que d'une mauvaise déclaration ou d'un changement de statut envoyé en retard ? La question est difficile à trancher. Sur 60 milliards de prestations versées en 2009, le président de la CNAF estimait que la fraude délibérée représentait "environ 80 millions d'euros", soit 0,13 % du total.

Entreprises et fiscalité en tête des fraudes détectées

Selon les chiffres dévoilés par le ministre du budget François Baroin mercredi 22 juin, 3,3 milliards d'euros de fraude ont été détectés en 2010. Sur cette somme, 2,4 milliards, soit 72%, sont attribués à la fraude fiscale. Les 457 millions restants concernent les cotisations et prestations sociales. Dans le détail, les fraudes aux cotisations sociales ont représenté à elles seules 186 millions d'euros (+43% par rapport à 2009), celles à l'assurance-maladie 156 millions (+3%) et celles aux caisses d'allocations familiales 90 millions (+5%), les autres fraudes ne représentant chacune que quelques millions d'euros. (lemonde.fr 22.06)

Commentaire d'internautes.

1- Qui ferme les yeux sur la fraude ou négocie à l'amiable au coup par coup pour l'évasion fiscale, si ce n'est la droite au pouvoir ? Qui pleure au déficit public, clame haut et fort la nécessité de la rigueur budgétaire, et fait cadeau à son électorat de la moitié de l'ISF, si ce n'est Sarkozy ? Qui, dans ce rapport, occulte habilement la responsabilité du patronat dans le travail au noir, si ce n'est

un député UMP ? Et le rôle de Mme Lagarde dans ses petits arrangements avec l'ami Tapie ?

2- Merci pour cet article qui propose une réelle analyse du rapport publié. Les comparaisons avec les chiffres de la cour des comptes sont particulièrement utiles. La conclusion inéluctable est que ce rapport de la majorité est douteux sur ses chiffres, flou sur sa méthode, injuste et inefficace dans ses propositions, et trompeur dans son utilisation médiatique. Bref, un pur produit de l'UMP !

2- UE. Le grand écart ou la quadrature du cercle.

Eurostat a publié mardi ses premières estimations sur les écarts de richesse en Europe pour 2010. Et le fossé continue de se creuser entre les pays du Nord et du Sud.

Mesuré en «*parités de pouvoir d'achat*», c'est-à-dire hors effets de l'inflation, le PIB par habitant varie ainsi de 43% par rapport à la moyenne de l'UE pour le pays le plus pauvre, la Bulgarie, à 283%, pour le pays le plus riche, le Luxembourg. (20minutes.fr 22.06)

J'ai abordé cette question sous différents angles il y a trois jours dans une causerie.

Economie

G20

Les pays du G20 se sont mis d'accord mercredi sur des mesures pour lutter contre la volatilité des cours des matières premières agricoles, mais pas sur l'aspect régulation financière du dossier, a-t-on appris de sources proches du forum.

"*Sur la question de la spéculation, le jury est encore divisé*", a déclaré la ministre britannique de l'Agriculture Caroline Spelman.

"*Je pense qu'elle n'est pas seule responsable de la volatilité des cours. Je pense que c'est surtout l'offre et la demande et c'est pourquoi il nous faut nous préoccuper des fondamentaux du marché si nous voulons avoir des prix stables*", a-t-elle dit.

Les propositions françaises ont suscité également des réticences du Brésil et l'Argentine s'agissant de la prévention des crises alimentaires, ainsi que de la Chine et de l'Inde pour ce qui est du partage des données agricoles. (Reuters 22.06)

Ils veulent "*réguler*" quoi, décider l'ordre dans lequel les droits sociaux et politiques des peuples devront être sacrifiés pour assurer la survie du capitalisme...

[Haut de page ↗](#)

Le 24 juin

"*En France, c'est l'un des principaux dirigeants parlementaires de l'UMP, le député Gilles Carrez, qui « déconseille formellement » à Sarkozy d'aller plus avant dans la procédure d'examen du projet de « règle d'or » constitutionnelle interdisant les déficits publics.*

En effet, au Sénat, le PS a voté contre, François Hollande avançant pour 2012 son propre projet", peut-on lire dans un article signé Yan Legoff.

Pas de problème, le PS imitant le PASOK fera voter cette "règle d'or" concoctée par l'UMP ou sont équivalent s'il parvient au pouvoir en 2012. Pourquoi ne pas le dire franchement ? Après tout, vaut mieux que ce soit un parti qui se dit de gauche qui fasse le sale boulot, l'UMP sera toujours prêt à prendre le relais ou à servir de force d'appoint si nécessaire.

A Athènes le PASOK disposait de la majorité absolue pour s'opposer au nouveau plan d'austérité annoncé par Papandréou, il n'a même pas eu besoin de l'apport des voix du parti de l'ordre pour le faire adopter, comme un seul homme à l'unanimité les députés du PASOK l'ont voté.

Après tout qui sait peut-être qu'il se trouverait de la graine de révolutionnaire dans ce parti et que les intéressés eux-mêmes l'ignoraient encore, qui sait ce qu'on pourrait tenter de vouloir nous faire croire. Une question, entre nous à voix basse dans le creux de l'oreille camarades : dans quel but, que recouvre cette illusion ? Je vous laisse y réfléchir, par contre j'affirme que les dirigeants de ce parti (PASOK, PS, etc) et leurs élus entre rompre avec le capitalisme ou nous livrer pieds et mains liés à notre ennemi n'hésiteront pas un instant, comme ils l'ont fait autrefois, hier et remettront cela demain si nécessaire.

On nous rebat les oreilles avec le "consensus" entre l'UMP et le PS ou leurs équivalents dans les autres pays de l'UE, comme s'il y avait besoin que les dirigeants de ces partis le clament haut et fort pour qu'il existe. En réalité, il constitue la toile de fond de la situation politique depuis, depuis quand au fait, depuis des décennies, près d'un siècle en vérité.

On nous rétorquera qu'il est bien arrivé que le PS rue dans les brancarts et rompent ce consensus, c'est exact, quand ce n'était pas une question de vie ou de mort pour le régime, or aujourd'hui s'opposer frontalement aux mesures pronées par l'industrie financière qui détient le pouvoir, c'est s'exposer à de terribles représailles de sa part qui forcerait les partis de l'Internationale jaune à se démasquer encore davantage devant les travailleurs et de prendre si la situation politique dégénérait, des mesures répressives pour tenter de faire refluer leur mobilisation, ce qui aurait pour conséquence de précipiter des pans entiers de la classe ouvrière et de la petite bourgeoisie vers les partis ouvriers pour le moment encore marginaux et qui sont engagés dans la lutte contre le capital et ses institutions ou les conduiraient à rechercher activement une issue politique indépendante de l'Etat, ce qui reviendrait au même à l'arrivée, scénario à éviter à tout prix et qui tournerait au cauchemar pour le régime qui se retrouverait plus menacé que jamais jusque dans ses fondements.

En Grèce, ils ont gardé le parti de l'ordre comme dernier recours, alors qu'il adhère évidemment à cent pour cent à la motion adoptée par le PASOK, qui pourrait en douter un seul instant, personne. Le consensus entre la Nouvelle démocratie et le PASOK existe sans même avoir besoin d'un vote. Ils se partagent les rôles à défaut de pouvoir toujours se partager les places au sein des institutions comme chacun le voudrait, l'essentiel, c'est que le régime soit préserver, et au diable la droite et la gauche qui forment les deux faces de la même pièce frappée aux effigies de l'euro dont l'original se trouve à Washington.

Dans un autre article Christel Keiser a écrit : "*Si les mots ont un sens, cela ne devrait-il pas se traduire dans le combat pour l'unité pour le retrait du plan du gouvernement, premier pas vers la rupture avec la politique de la troïka ?*", pour que les travailleurs qui se sont massivement abstenus lors des dernières élections législatives se tournent à nouveau vers le PASOK, pour que les travailleurs qui ont manifesté d'une certaine manière leur rejet des institutions se tournent à nouveau vers elles et renouent avec les illusions qu'ils avaient commencé à abandonner ?

Il est hors de question d'exiger quoi que ce soit de ce gouvernement haï par les masses et qui n'en attendent plus rien, Christel Keiser se croit au PS ou quoi ? On croirait qu'une issue politique favorable aux travailleurs passerait par ce gouvernement, qui plus est serait amené à rompre avec le FMI, la BCE et l'UE, on croit rêver !

A l'inverse, on doit combattre pour exiger le retrait de ce plan d'austérité et les précédents déjà adoptés en expliquant aux travailleurs que c'est seulement par leur mobilisation massive qu'il serait possible d'atteindre cet objectif.

Comparez les deux lignes politiques.

Dans le premier cas, c'est le gouvernement qui prendrait l'initiative de retirer son plan suite à la mobilisation des travailleurs, c'est lui qui reprendrait la main ou plutôt la conserverait, dans le second nous rejetons l'idée que le gouvernement pourrait retirer son plan en expliquant que ce sont les travailleurs eux-mêmes qui doivent s'en charger en se mobilisant et en s'organisant dans l'objectif d'abattre les institutions, conditions sans laquelle ils ne pourront pas former leur propre gouvernement révolutionnaire qui décidera l'abrogation de toutes ces mesures d'austérité qui étouffent les masses exploitées.

Dans le premier cas, la mobilisation des travailleurs se situe dans aucune perspective politique, si le gouvernement retirait son plan face à une mobilisation massive, il tomberait et à la faveur de nouvelles élections marquées par un taux d'abstention encore plus élevé, il passerait le témoin à l'opposition pour le faire passer, et si celle-ci n'y parvenait pas, il n'y aurait plus qu'à s'en remettre aux militaires pour y parvenir.

Dans le second cas, la mobilisation des travailleurs s'inscrit dans une perspective politique qui ne laisse place à aucune illusion dans les partis institutionnels et les institutions elles-mêmes, elle est conçue comme un moment ou une étape du combat de la classe ouvrière dont l'objectif doit être le renversement du régime et la prise du pouvoir, et non comme une abstraction qui ne serait reliée à aucun objectif politique.

Si maintenant à un moment donné le niveau de mobilisation des travailleurs grecs s'avère suffisant pour que le gouvernement retire son plan, en admettant que cela soit possible, immédiatement la propagande gouvernementale relayée par l'ensemble des médias qui pèse encore un poids considérable sur l'état d'esprit des travailleurs se mettra en branle pour expliquer que finalement il n'est pas aussi borné et sourd que certains veulent le faire croire, et qu'à aucun moment il n'a souhaité que la situation sociale des travailleurs empire, il regagnera en légitimité auprès de certains travailleurs, en fera douter d'autres sur les réelles intentions du PASOK, de telle sorte que l'unité des rangs ouvriers se fracturera ou retrouvera son niveau de division des derniers mois, en aucun cas les travailleurs n'auront pu tirer des enseignements de cette expérience et leur degré de conscience politique n'aura pas progressé.

En revanche, dans la même situation, si les travailleurs prennent conscience que c'est uniquement par leur mobilisation qu'ils sont parvenus au retrait des plans d'austérités parce qu'elle s'inscrivait dans une perspective politique précise, ils pourraient être amenés à se poser la question des moyens à mettre en oeuvre pour aller plus loin, car le retrait de ces plans ne changeraient

rien au chômage, à la précarité et à la pauvreté qui s'étaient déjà développés avant leur adoption, ils pourraient prendre conscience que c'est parce qu'ils se sont fixés des objectifs politiques que le gouvernement a finalement pris peur et reculé, pour les empêcher d'avancer dans une voie qui indiquait clairement aux masses exploitées qu'une issue politique en rupture avec les institutions et le capitalisme existait.

Le combat ou la mobilisation contre les plans d'austérité du gouvernement doit être subordonné à des objectifs politiques, ce n'est pas ce qu'on nous propose ici, car la solution aux problèmes sociaux que rencontrent les travailleurs se situe au niveau politique, or en ne leur fixant pas des objectifs politiques, on fait comme si une solution pourrait exister à un autre niveau, c'est comme si l'on estimait que le retrait de ces plans serait une fin en soi et que la question du régime ou du pouvoir ne devait pas être posée, qu'elle figurerait en option, bref que continuer à vivre sous ce régime ne constituerait pas vraiment un problème, question : pour qui, en répondant à cette question vous trouverez la réponse à la question de savoir qu'elle est le contenu social de cette ligne politique, petite bourgeoise puisqu'elle serait susceptible de satisfaire uniquement ceux qui peuvent encore vivre confortablement sous ce régime, ce qui n'est pas le cas de millions de travailleurs et leurs familles.

Que ce soit en France, en Grèce ou ailleurs, aucun parti ouvrier a suffisamment d'influence sur le mouvement ouvrier et le prolétariat pour influencer l'orientation de leur combat, sauf à se leurrer. Alors, je voudrais qu'on nous explique pourquoi dans chaque pays les formations politiques qui se prétendent être l'avant-garde organisée de la classe ouvrière, devrait s'abstenir de situer la ligne politique qu'ils proposent aux travailleurs et militants dans une perspective qui ne serait pas politique, sans lier systématiquement leur combat pour des revendications sociales à des objectifs politiques puisque qu'ils le fassent ou non cela ne changera rien au degré de mobilisation des travailleurs, à son contenu et à son orientation, les travailleurs se mobilisent uniquement sur la base de leur vécu quotidien et la façon dont ils l'interprètent et non après avoir entendu les discours de ces partis qui la plupart du temps ne sont même pas parvenus jusqu'à eux.

Par contre, en liant revendications sociales et objectifs politiques, on indique aux travailleurs et aux militants qui sont susceptible de nous lire ou nous entendre quel contenu et quelle orientation politique ils doivent donner à leur combat, on les aide à l'entrevoir au-delà du régime en place, à entrevoir une issue à la crise du capitalisme, à renouer avec l'idée qu'un avenir meilleur est possible, que c'est possible de changer la société, on favorise l'élévation de leur niveau de conscience politique qui pour le moment est prisonnier du régime.

Notre objectif n'est pas le retrait de ces plans qui seraient remplacés par d'autres équivalents, la chute du gouvernement qui serait remplacé par un autre pratiquant la même politique, notre objectif est de se saisir de ces plans et le rejet qu'ils suscitent chez les travailleurs pour qu'au cours de leur mobilisation les plus déterminés d'entre eux cherchent une issue politique et s'organisent ensuite pour qu'elle finisse par s'imposer à la majorité des masses exploitées, autrement dit, notre objectif est à la fois d'aider le niveau de conscience politique des travailleurs les plus avancés à progresser et les organiser pour construire le parti.

On nous propose la même ligne politique que lors de la mobilisation sur les retraites à l'automne dernier, alors qu'entre temps le POI l'a modifiée en intégrant l'objectif politique de la chute des institutions faisant place à une Assemblée constituante souveraine, on se retrouve donc en présence d'un double discours de la part de dirigeants du POI, dont les articles devraient figurer dans la Tribune libre comme l'expression d'un courant politique, au lieu de figurer comme la ligne politique du POI. J'ai cru comprendre que le POI était à l'initiative de la constitution de comités d'unité politiques, qui comme son nom l'indique inclus un contenu politique, une perspective et des objectifs politiques, dès lors la ligne d'intervention dans la lutte des classes du POI et ces comités doit demeurer fidèle à ce discours ou ces déclarations, ce qui n'est pas le cas ici.

Il y en a qui estiment que l'objectif c'est de faire descendre dans la rue des millions de travailleurs. Bien, cela s'est déjà produit dans plusieurs pays sans qu'aucun parti n'en ait tiré le moindre profit en terme de construction, sans que la classe ouvrière n'en ait tiré le moindre enseignement, simple constat.

A ce stade, le parti, qui n'en a pas les moyens, n'a pas pour objectif de soulever les masses par millions, mais de construire l'outil qui permettra demain de guider le prolétariat sur la voie qui le conduira à la prise du pouvoir. Notre objectif n'est pas d'aider les masses à mieux supporter le joug du capitalisme, car ce serait le meilleur moyen d'assurer sa pérennité ou de retarder sa chute, mais de trouver la voie et les moyens pour l'abattre ainsi que les institutions politiques à son service.

Les travailleurs et jeunes indiquent l'objectif à abattre, le Parlement grec devant lequel ils manifestent tous les jours depuis des semaines ou campent, histoire de conquérir la liberté politique que le régime a confisqué à son profit, de conquérir la liberté tout court. Ils montrent la voie, il n'y a plus qu'à persévérer dans cette voie, où se trouve le pouvoir politique, pour prendre la place, c'est plus que symbolique, c'est déterminant, car si l'on reste dans un état d'exploitation et d'oppression, de soumission, on ne risque pas de vivre mieux et libre un jour.

Annulation de la dette, retrait du plan de la troïka (CE, BCE, FMI), mais quel gouvernement prendra ces mesures, un gouvernement issu des partis institutionnels dans le cadre des institutions inféodées au capital ou un gouvernement ouvrier révolutionnaire issu de la mobilisation révolutionnaire du prolétariat avec les partis ou organisations qui luttent à ses côtés ?

Deux lignes politiques s'affrontent au sein du mouvement ouvrier pour répondre à cette question, une seule correspond vraiment

aux intérêts de la classe ouvrière.

En très bref pour se détendre.

1- Aux ordres de Washington !

- Après les Etats-Unis, la France annonce son retrait d'Afghanistan (LeMonde 23.06)

2- Pédagogie en période pré-électorale.

- Les panneaux signalant la présence d'un radar seront supprimés et remplacés par des radars pédagogiques, indiquant la vitesse mais ne sanctionnant pas. (lexpress.fr 23.06)

Parole d'internaute

- "il ne faut pas s'y tromper, l'UE cherche à sauver les banques, ni l'Etat Grec, ni le peuple.

Que va t il se passer ? on va obliger la Grèce à accepter un plan d'austérité phénoménal pour leur prêter de l'argent afin qu'ils remboursent des prêteurs privés. Ensuite, comme ils ne pourront se redresser on annulera une partie de leur dette contractée auprès d'investisseurs publics (...nous !!!) et hop, les peuples européens paieront pour des banquiers affamés trop proches des pouvoirs.

La cerise sur le gâteau, c'est que la Grèce va se séparer de ses "bijoux de famille" : loterie nationale, etc... vendus pour une misère... au privé !" (20minutes.fr 23.06)

Politique

1- France

Seulement 3.100 militants du Nouveau parti anticapitaliste ont voté lors des congrès locaux qui ont précédé la conférence nationale du parti, qui se tient ce week-end à Nanterre et doit décider de la stratégie et du candidat du NPA pour 2012.

En février dernier, lors de son congrès à Montreuil, le NPA avait indiqué qu'il comptait officiellement 6.000 adhérents, mais seulement 4.500 à jour de cotisation.

Lors du lancement du NPA en février 2009, sur les bases de la Ligue communiste révolutionnaire (3.000 adhérents), plus de 9.000 militants étaient revendiqués par le parti d'Olivier Besancenot alors en pleine dynamique.

«3.100 militants ont participé au vote sur les trois textes issus du Conseil politique national (CPN, parlement) et des textes locaux», indique le NPA dans un communiqué.

«On est passé de 9.000 membres au congrès de fondation à 3.000 votants maintenant, on n'est plus très loin de la LCR, ça devrait inquiéter tout le monde et provoquer un sursaut dans le NPA», s'inquiète Pierre-François Grond, du comité exécutif. Cette «nouvelle baisse de participation et sans doute des effectifs, n'est une bonne nouvelle pour personne», selon lui.

Mais d'autres à la direction minimisent ce chiffre, estimant que «toute une partie des militants ne sont pas intéressés par les congrès et donc ne votent pas».

Lors de ces congrès locaux, les adhérents se sont prononcés à 50,20% des voix pour le «texte A» soutenu notamment par Olivier Besancenot et la porte-parole Christine Poupin. Porté notamment par l'autre porte-parole Myriam Martin et Pierre-François Grond, le «texte B», qui plaide pour une poursuite des discussions avec le reste de la gauche radicale dont le Front de gauche, contrairement au «texte A», a recueilli 40,20%. Le «texte C» pour un vrai «pôle révolutionnaire», a obtenu 5,75% et les plateformes locales 3,85%.

La conférence nationale, qui réunit les délégués du NPA samedi et dimanche à Nanterre, devrait confirmer ces chiffres. (liberation.fr 23.06)

C'était écrit d'avance, il n'y avait absolument aucune illusion à avoir dans le NPA, pas davantage dans LO. Sans même parler de politique, une fois que l'on a lu un peu la littérature du POI, du NPA ou de LO ou qu'on a discuté avec leurs militants, on s'aperçoit immédiatement que le POI est le seul parti vraiment sérieux, je parle en général, car il existe des militants formidables

dans les trois partis.

A force de les lire, j'en suis arrivé à la conclusion qu'ils étaient d'accord sur l'essentiel, et que c'était seulement pour des raisons purement personnelles qu'ils ne se trouvaient pas dans le même parti. Pour certains au NPA comme dans les groupes issus du PCI ou du PT, j'ai l'impression qu'ils se trouvent bien dans une petite structure qui leur permet de faire et dire ce qu'ils veulent sans avoir de compte à rendre à personne, comme s'ils se sentiraient noyer dans la masse d'un parti plus important, frustrés qu'on ne les considère pas à leur juste valeur, valeur dont ils devraient être les seuls juges, peut-être qu'ils n'ont pas totalement tort et que les torts sont partagés, je ne suis pas là pour jouer le rôle de procureur, d'aucun militant d'ailleurs, c'est dommage qu'on ne soit jamais parvenu à dresser une passerelle entre tous ces camarades pour qu'ils militent ensemble, ils y viendront un jour pour la plupart d'entre eux.

On pourrait me reprocher de leur ressembler et de ne pouvoir m'intégrer dans aucune structure, je rejette catégoriquement ce reproche dans la mesure où je demanderais mon adhésion au POI (CCI) si je retournais en France. En admettant que ma demande ne serait pas refusée d'emblée, je demanderais juste à être traité comme n'importe quel militant, à savoir que mes compétences et mon expérience profitent à l'ensemble du parti sans rien réclamer en échange, si cela m'était refusé je verrais ensuite si je pourrais vraiment trouver ma place dans ce parti, en cas de réponse négative j'envisagerais de reconsidérer ma demande d'adhésion.

Je ne suis pas du genre à me battre comme un forcené pour qu'on veuille bien avoir l'obligeance de seulement m'écouter, encore moins pour imposer mes idées ou convaincre qui que ce soit. Je pars du principe que je m'adresse à des dirigeants suffisamment intelligents pour comprendre où sont les intérêts de leur parti, et que dans ce parti chaque militant sincère et honnête peut trouver sa place et s'y sentir bien, pour peu qu'on prenne en compte son expérience et ses compétences, s'il en a qui peuvent profiter au parti. Je ne suis pas du genre à vouloir forcer le destin à tout prix. Comme le militant doit le faire en s'adressant aux travailleurs, je m'en remets au meilleur des dirigeants, à moi aussi d'être capable de faire appel chez eux à ce qu'ils ont de meilleur, sans manœuvrer ou faire appel à des moyens déloyaux car cela me fait horreur, c'est peut-être naïf de ma part ou une erreur, mais c'est ainsi, je suis incapable de procéder autrement au risque de me faire jeter, j'en ai pleinement conscience quand des dirigeants ont autres choses en tête que les seuls intérêts du parti ou la cause commune pour laquelle nous sommes censés nous battre, c'est le risque que je prendrais et advienne que pourra.

Je me dis en dernière analyse que soit nos arguments tiennent la route et ils finiront par s'imposer, soit ce n'est pas le cas et il faut revoir sa copie car ils ne méritent pas d'être pris en compte. On doit admettre ses faiblesses, ses lacunes, ses limites, ne pas nier les erreurs qu'on a pu commettre dans le passé, ne pas se prendre pour ce qu'on n'est pas, ne rien réclamer encore moins exiger, comme dans la vie en général c'est sur soi-même qu'il faut travailler pour être digne d'un minimum de confiance de la part des autres, cela se mérite effectivement, cela doit être la consécration d'un travail de longue haleine pour s'élever à un niveau de conscience supérieur, un militant capricieux, envieux, autoritaire, méprisant, mérite ni l'estime ni la confiance de ses camarades, il peut demeurer dans le parti mais sans prétendre à des responsabilités tant qu'il n'aura progressé et changé de comportement. Un ouvrier comme moi peut l'admettre facilement pour avoir toujours été considéré au travail comme un sous-produit de la société par sa hiérarchie, un intellectuel l'admettra beaucoup plus difficilement ou devra se faire violence pour le supporter plus ou moins bien, d'où les conflits incessants entre dirigeants ou aspirants à le devenir parmi les intellectuels.

Un ouvrier sait qu'il a une petite tête et qu'il est programmé pour obéir, qu'on le considère de la sorte ne lui posera pas forcément de problèmes, il y est habitué depuis sa naissance, alors qu'un intellectuel a plutôt la grosse tête et ne supporte pas qu'on lui tienne tête ou qu'on le contredise, il estimera que s'il a fait des études, c'est pour occuper un poste à responsabilité, disposer d'un minimum de liberté pour prendre des décisions, y compris dans le parti. Le rôle des dirigeants d'un parti devrait être de veiller en permanence à ce que l'ouvrier ne manifeste pas une attitude de soumission et que l'intellectuel fasse preuve d'une modestie exemplaire, sinon le parti tend à reproduire (inconsciemment) les rapports sociaux qui existent dans la société jusqu'au jour où l'ouvrier et l'intellectuel se sentent tellement mal dans leur peau qu'ils quittent le parti.

Voilà pourquoi j'évoque parfois l'éducation des militants, comme le faisaient autrefois Lénine et Trotsky notamment, faut-il le rappeler. Il ne s'agit pas de stigmatiser une couche ou une autre de militants, mais de développer les rapports et facultés psychologiques permettant aux unes et aux autres de vivre en bonne intelligence dans le même parti, puisqu'un parti ouvrier ne peut pas se construire sans ouvriers ou sans intellectuels.

2- Grèce

2.1- La Grèce a trouvé un accord avec les inspecteurs dépêchés à Athènes par le Fonds monétaire international et l'Union européenne sur un plan d'austérité sur cinq ans, qui sera présenté au parlement la semaine prochaine, a annoncé jeudi le gouvernement grec.

Le gouvernement grec prévoit notamment d'abaisser le seuil minimum d'imposition sur le revenu à 8.000 euros par an au lieu de 12.000 euros actuellement.

L'abaissement du seuil d'imposition n'épargnera que les jeunes de moins de 30 ans, les retraités de plus de 65 ans au revenu

annuel inférieur à 12.000 euros par an, et les handicapés.

Un impôt exceptionnel de solidarité sur les revenus sera également instauré. Il sera compris entre 1% à 5% des revenus en fonction de leur montant.

Les taxes seront aussi augmentées sur le fuel de chauffage, plus lourdement pour les entreprises, tandis qu'une taxe exceptionnelle de solidarité de 1 à 5% frappera les revenus de plus de 12.000 euros annuels. Les professions libérales et auto-entrepreneurs seront en outre astreints à une taxe professionnelle «*en moyenne de 300 euros par an*». Le ministre a reconnu que ces mesures allaient exercer «*une forte pression surtout sur les classes moyennes qui devront soulever un poids très lourd*» et étaient «*susceptibles d'avoir un effet négatif sur la croissance*».

Evángélos Vénizélos a indiqué que le texte incluant ces mesures, et comprenant également un plan de privatisation, sera déposé lundi au parlement, en vue d'un vote jeudi 30, comme le pays s'y est engagé auprès de ses créanciers. «*Nous devons prouver notre crédibilité et prouver que nous tenons nos engagements*», a-t-il insisté, alors que l'eurozone a conditionné à cette échéance la poursuite de la protection du pays contre la menace d'un défaut.

Il a appelé l'opposition de droite en Grèce à soutenir le plan d'austérité du gouvernement socialiste. «*Cela a marché en Irlande et au Portugal, pourquoi ça ne marcherait pas en Grèce?*», s'est-il interrogé. Mais le chef de file de l'opposition, Antonis Samara, a refusé à nouveau à Bruxelles, critiquant les hausses d'impôts prévues qui vont à ses yeux aggraver la récession. «*Cela pose des problèmes évidents*», a-t-il dit. (Reuters et 20minutes.fr 23.06)

2.2- Les principales centrales syndicales grecques ont appelé jeudi à une grève générale les 28 et 29 juin, lors du vote au parlement du nouveau plan pluri-annuel de rigueur exigé par la zone euro.

«*En vue du vote du plan budgétaire à moyen terme (...) convenu entre le gouvernement et ses créanciers usuriers, nous avons décidé une grève générale de 48 heures les 28 et 29 juin*», annonce un communiqué de la GSEE, la principale centrale syndicale grecque.

L'Adedy, la centrale des fonctionnaires se rallie à cette protestation.

Le principe d'une grève générale, la quatrième de l'année contre l'austérité, prolongée cette fois sur 48 heures, avait été annoncé depuis plusieurs jours par les syndicats, mais les dates exactes en ont été fixées à la suite de la publication mercredi par le ministère des Finances du calendrier du débat et vote au parlement.

Les «indignés» grecs qui campent devant le parlement depuis le 25 mai et ont été à l'origine, début juin, d'imposants rassemblements de citoyens contestant le nouveau plan d'austérité et de privatisations ont également appelé à de nouvelles manifestations aux mêmes dates que les syndicats. (liberation.fr 23.06)

3- Sénégal

Face à la contestation, le président sénégalais Abdoulaye Wade a renoncé jeudi à l'intégralité de son projet de réforme électorale, y compris la disposition prévoyant la création d'un poste de vice-président, a annoncé le ministre de la Justice.

Abdoulaye Wade avait déjà retiré quelques heures auparavant sa proposition consistant à abaisser de 50% à 25% des suffrages le seuil nécessaire pour être élu président dès le premier tour de scrutin.

Cette disposition, ainsi que le projet de création d'un poste de vice-président, ont conduit l'opposition à manifester jeudi et de violents affrontements ont eu lieu avec les forces de l'ordre.

Estimant que la réforme du code électoral favoriserait sa réélection face à une opposition morcelée au scrutin présidentiel de février 2012, les adversaires politiques du chef de l'Etat avaient menacé de déclencher un soulèvement populaire.

"*Je pense que le gouvernement ne s'attendait pas à une réaction aussi forte de l'opposition et de la société civile*", a estimé l'analyste politique Djiby Diakhaté. "*Derrière tout cela, il y a les problèmes quotidiens des Sénégalais - les coupures de courant, les inondations, la corruption et le coût de la vie.*"

Pour l'opposition, le projet de création d'un poste de vice-président visait à transmettre le pouvoir au fils du chef de l'Etat, Karim, qui est déjà "*super ministre*" et chargé du quart du budget de l'Etat.

Elle s'est réjouie de l'abandon du projet de réforme électorale.

"Nous saluons la détermination du peuple sénégalais qui a rejeté la forfaiture. Maintenant, la moitié du programme des forces vives de la nation est atteint, il reste maintenant le départ de Wade que nous exigeons", a déclaré Ibrahima Sène, l'un des représentants de Benno Siggil Senegaal, la coalition au sein de laquelle s'est regroupée l'opposition.

Des milliers d'étudiants et d'autres protestataires s'étaient rassemblés devant l'Assemblée nationale, criant "libérez le Sénégal" et lançant des pierres. Des incidents ont été signalés en d'autres points de Dakar.

"Ecoutez-nous, nous sommes la voix du peuple !", a crié un manifestant à un rang de policiers en tenue anti-émeute.

Des journalistes de Reuters ont vu plusieurs véhicules en flammes. Des accrochages sporadiques ont aussi opposé des adversaires et des partisans du président Wade. (Reuters 23.06)

4- Afghanistan

Les Etats-Unis ont annoncé le départ de 33.000 soldats d'ici à l'été 2012, la France a fait état du rappel d'un millier d'hommes jeudi, l'Allemagne et la Grande-Bretagne prévoyant également de retirer des contingents dans les prochains mois.

Le président américain Barack Obama a déclaré mercredi soir que le retrait américain commencerait comme prévu en juillet, avec 5.000 hommes, suivis par 5.000 autres d'ici à la fin de l'année, puis, d'ici septembre 2012, par les quelque 20.000 soldats envoyés en renfort en décembre 2009.

Il restera encore près de 70.000 militaires américains en Afghanistan mais, même après la fin prévue de la mission de combat en décembre 2014, une bonne partie des hommes pourraient prolonger leur séjour, avec un rôle différent.

Après un entretien téléphonique entre le président Nicolas Sarkozy et M. Obama, Paris a annoncé jeudi "un retrait progressif de renforts envoyés en Afghanistan, de manière proportionnelle et dans un calendrier comparable au retrait des renforts américains".

Cela correspondra, a précisé le ministre de la Défense, Gérard Longuet, à un millier des 4.000 hommes actuellement déployés en Afghanistan, principalement dans l'est du pays.

Le ministre allemand des Affaires étrangères, Guido Westerwelle, a seulement souligné de son côté que son pays comptait réduire son contingent composé de 4.900 hommes à la fin de l'année.

Quant à la Grande-Bretagne, elle a déjà prévu de retirer ses près de 10.000 soldats d'Afghanistan d'ici à 2015 au plus tard, voire un an plus tôt, et environ 450 hommes en mission ponctuelle devraient être partis d'ici février.

En Afghanistan, le président Hamid Karzaï a salué l'annonce de Barack Obama, qualifiant le plan de "bonne mesure" et affirmant que les forces afghanes étaient prêtes à prendre le relais.

Aux Etats-Unis, le calendrier de retrait partiel présenté par Barack Obama est jugé trop lent par de nombreux élus de la majorité démocrate qui insistent sur le poids de cette guerre sur l'économie américaine encore fragile. Or les chances de réélection du chef de la Maison Blanche reposent largement sur sa capacité à relancer l'emploi alors même que le pessimisme économique gagne du terrain. (AP 23.06)

Social

1- France

Le Samu social, soumis à des restrictions budgétaires par l'Etat, son principal financeur, a annoncé jeudi qu'il fermerait le 30 juin son seul centre d'hébergement d'urgence parisien accueillant des femmes, "une population tout particulièrement vulnérable".

La direction générale du Samu social a confirmé l'information: "Certaines femmes seront envoyées dans des hôtels, ou dans d'autres centres d'hébergement d'urgence d'autres associations. Mais le fait est qu'on n'aura plus ces 38 places", qui ne seront pas totalement compensées par d'autres structures.

Les locaux du centre Yves Garrel, "extrêmement vétustes, étaient mis à disposition par la Ville de Paris. En attendant la construction d'ici 4 ou 5 ans d'un nouveau centre - très hypothétique -, un bâtiment provisoire a été trouvé dans le XV^e arrondissement pour accueillir les hommes. En revanche l'Etat refuse de financer un centre pour les femmes", explique Julia Peker.

Le Samu social est financé à 92% par l'Etat. L'hébergement des sans abri à l'hôtel fait lui aussi l'objet de drastiques

restrictions budgétaires, de 25%.

Quant aux centres d'hébergement, c'est-à-dire accueillant des précaires dans leurs murs, ils sont "*totalelement saturés*", selon la mairie de Paris, qui estime "*qu'il manque 13.000 places en Ile-de-France*".

"*C'est plein, archi-plein toute l'année*", renchérit la direction du Samu social.

"*La politique est de créer zéro place d'hébergement d'urgence, la priorité est donnée au logement d'abord. Mais dire que l'hébergement d'urgence n'a pas d'utilité, c'est une erreur*", déplore la même source.

D'autant que les femmes concernées, "*souffrant de pas mal de problématiques*" (femmes battues, alcooliques, jeunes filles rejetées par leurs familles...), sont "*souvent des personnes qui ne sont pas en capacité de supporter un hébergement autonome*". "*On les a informées officiellement de la fermeture du centre, mais beaucoup ont même du mal à se projeter jusqu'au 1er juillet*", ajoute-t-on à la direction du Samu social.

"*Totalelement engorgés, les rares centres des autres associations ne pourront en aucune manière compenser*" cette fermeture, estime Julia Peker, accusant le Samu social de se rendre "*coupable d'une discrimination envers une population tout particulièrement vulnérable, négligée depuis des années et aujourd'hui totalement abandonnée*". (AFP 23.06)

Il n'y a pas de petites économies, surtout sur le dos de la plèbe !

Economie

1- France

La capitalisation boursière des 37 entreprises françaises du CAC 40 était détenue à 42,4% par des non-résidents fin 2010, soit 2,2 points de moins qu'en 2009, selon une étude publiée jeudi par la Banque de France.

Ces 42,4% représentent 395,5 milliards d'euros sur une capitalisation boursière de ces sociétés de 933,2 milliards.

Le taux de détention des actions françaises du CAC 40 par des non-résidents a eu tendance à progresser sur la période allant de 1999 à 2006, avant un net fléchissement en 2007 et nouvelle une hausse en 2008 et 2009.

A 41,6% fin 2010, le taux de détention des actions cotées françaises dans leur ensemble suit une évolution globalement similaire à celui des sociétés françaises du CAC 40, poursuit l'étude. (Reuters 23.06)

2- Suède

Saab a annoncé jeudi qu'il ne pouvait verser les salaires du personnel, faute de financements.

L'usine Saab de Trollhattan, dans le sud de la Suède, a été en chômage technique deux autres semaines au moins, pendant que le constructeur discute avec ses fournisseurs.

Swedish Automobile a accepté ce mois-ci une proposition de renflouement de Saab soumise par deux sociétés chinoises, Zhejiang Youngman Lotus Automobile et Pangda. Les problèmes de financement à long terme seraient résolus par cette proposition si elle était approuvée par les autorités chinoises et européennes. (Reuters 23.06)

3- Etats-Unis

Les investisseurs américains sont toujours inquiétés par le discours pessimiste de la Fed, hier. À l'issue d'une réunion de deux jours, la Réserve fédérale américaine a réduit sa prévision de croissance, qu'elle voit entre 2,7 % et 2,9 % sur 2011, contre plus de 3 % auparavant, et décidé de laisser inchangée sa politique monétaire. Par ailleurs, un rapport du bureau du budget du Congrès (CBO) publié mercredi met en garde contre une explosion de la dette publique nette, susceptible d'atteindre 100% du produit intérieur brut en 2021 si rien n'est fait pour corriger la trajectoire actuelle.

Toujours du côté macroéconomique, une mauvaise nouvelle est tombée sur le front de l'emploi: les inscriptions hebdomadaires au chômage ont augmenté aux Etats-Unis lors de la semaine au 18 juin, à 429.000, a annoncé jeudi le département du Travail.

Les ventes de logements neufs ont de leurs côtés reculé de 2,1% au mois de mai, pour la première fois depuis trois mois, selon les chiffres du département du Commerce.

En Chine, le ralentissement de la croissance se confirme aussi. L'expansion de l'activité manufacturière est tombée en juin dans ce pays à son plus faible niveau en 11 mois, enregistrant une quasi-stagnation. (lefigaro.fr 23.06)

4- Bangladesh

Depuis l'indépendance, en 1971, Dacca est passée du statut de ville provinciale de 300.000 habitants à celui de mégapole de 15 millions d'âmes, selon la Banque mondiale. Entre 1990 et 2005, la taille de Dacca a doublé, passant de six à 12 millions.

Cette explosion s'est produite de manière quasi anarchique: Dacca n'a connu que deux plans d'urbanisation, en 1959 et en 1995.

La ville, la 9e plus grande du monde, grossit de 4% par an et devrait abriter 20 millions de personnes en 2025 selon les Nations unies. Parmi les mégapoles dans le monde (villes de plus de 10 millions d'habitants), elle est celle qui grossit le plus vite, selon la Banque Mondiale.

La plupart du demi-million de nouveaux arrivants chaque année s'installent dans de tentaculaires bidonvilles.

Mais la croissance sans plan d'ensemble a aussi rendu la vie infernale pour des millions de membres de la classe moyenne.

"*Vivre ici est vraiment dur*", confie Sultana, dont les problèmes au quotidien sont le lot des résidents de tous les nouveaux quartiers ayant poussé "*spontanément*", selon un spécialiste de l'urbanisation, A.K.M. Abul Kalam.

Les autorités municipales sont mal organisées, sous-financées et manquent de main d'oeuvre pour faire appliquer le plan de développement de Dacca, estime cet expert, à la tête du département d'urbanisme à l'université Jahangirnagar.

Les lois d'aménagement du territoire sont systématiquement bafouées et les quartiers résidentiels ont été construits sans système d'évacuation des eaux, dénonce M. Kalam.

En raison des pénuries chroniques de gaz et d'électricité, le gouvernement a interdit depuis fin 2009 les nouvelles connections, ce qui signifie que de nombreux nouveaux arrivants ne peuvent tout simplement pas avoir accès aux services publics.

Mais même pour ceux qui ont la chance d'être connectés aux réseaux de distribution, la rapide expansion de Dacca et la croissance économique ont créé ce que l'on a appelé "*la pire crise mondiale des services publics en temps de paix*".

Dacca manque chaque jour de 2.000 mégawatts pour répondre aux besoins de la population, ce qui correspond à la moitié de la production moyenne quotidienne du pays tout entier.

"*On a quatre ou cinq heures de coupure par jour. S'il fait chaud, les coupures sont plus fréquentes, c'est terrible*", lâche Mahamudal Hasan, 25 ans, qui vit à Keraniganj depuis quatre ans et possède une échoppe de téléphonie mobile.

La capitale a besoin de 2,2 milliards de litres d'eau par jour mais la compagnie des eaux de la ville ne peut en fournir que 1,9 milliard, selon les chiffres officiels.

"*L'eau du robinet est verte et sent mauvais. Je dois attendre deux heures pour avoir une eau claire*", se plaint Rukia Begum, employée de la compagnie pétrolière PetroBangla.

Le gaz manque aussi cruellement: la demande par jour est d'environ 70 millions de m3 alors que l'offre disponible n'est que de 56 millions de m3.

Pour mettre fin à la crise énergétique à Dacca, le gouvernement a accéléré la procédure permettant à des groupes étrangers d'installer de nouvelles centrales de production.

"*Il y a une amélioration. Nous avons ajouté au cours des trois derniers mois quelque 1.800 megawatts*", assure le président du Conseil de développement énergétique, Alamgir Kabir. (AFP 23.06)

5- Matières premières.

Le terbium, le dysprosium, ou l'holmium, vous connaissez? Pas sûr. Pourtant, l'écran que vous regardez actuellement, vos ampoules basses consommation où la batterie de votre voiture en contiennent probablement. Ils font partie de la famille des «terres rares», composée de 17 métaux précieux utilisés dans la fabrication de très nombreux produits récents.

Problème: même s'ils sont présents en assez grande quantité à la surface de la terre, beaucoup plus par exemple que le plomb ou l'argent, leur coût d'extraction est très élevé. La Chine est l'un des seuls pays à en extraire aujourd'hui, grâce notamment à son gisement géant de Bayan Obo, et exporte à elle seule 95% des «terres rares» en circulation aujourd'hui.

Depuis plusieurs mois, la Chine a commencé à réduire les volumes exportés. Ces derniers ont déjà reculé de 72% entre les deuxièmes trimestres 2009 et 2010, révèle le Figaro. Et Pékin a annoncé à la fin mai de nouvelles restrictions. Si bien que les prix ont explosé depuis, dépassant les 100% de croissance en un mois seulement par exemple pour plusieurs d'entre eux.

Produits chimiques ou pétroliers: Plus d'un tiers des «terres rares» mondiales servent de catalyseurs, c'est-à-dire qu'ils sont indispensables à la préparation de produits chimiques ou à la transformation de produits pétroliers. Des substituts existent, mais ils sont beaucoup moins efficaces.

Ampoule basse consommation: Le terbium permet de réduire de 80% la consommation d'électricité. Autant dire qu'il n'y aurait pas d'ampoule à basse consommation sans terbium. Sauf que les ressources en terbium sont assez faibles, et son prix a augmenté de 128% depuis trois semaines.

Voitures électriques, lasers... et réacteurs nucléaires: Pour fabriquer un moteur électrique, il faut des aimants. Plus de 10% des «terres rares» mondiales, notamment le dysprosium, qui a l'avantage d'être très léger, sont consacrées à cet usage. Ce métal est aussi très utile pour les réacteurs nucléaires, les lasers et les sonars. Depuis début mai, son prix est passé de 700 dollars le kilo à près de 1.500 dollars.

Ecrans LCD ou tubes fluorescents: Pas d'écran fin sans europium. Le recours à ces métaux représente 10% de la consommation annuelle de «terres rares». De même, pour les éclairages fluorescents, il faut du terbium ou de l'europium. Deux matériaux dont les prix ont plus que doublé en un mois.

Téléphones portables, disques durs, éoliennes: Là encore, il faut des aimants (le plus souvent du neodyme mais aussi du terbium, gadolinium ou dysprosium). C'est grâce à un alliage entre une «terre rare» et un métal ferromagnétique que les disques durs ou les téléphones portables fonctionnent. Problème, le prix du neodyme a augmenté de 74% depuis début mai.

Seule bonne nouvelle, cette augmentation pourrait pousser les entreprises à développer le recyclage de ces métaux. Aujourd'hui, la pratique est quasi inexistante alors que l'extraction des terres rares provoquent de véritables ravages environnementaux. (20minutes.fr 23.06)

[Haut de page ↗](#)

Le 25 juin

Tous pareils, tous pourris, ils s'engueulent devant les caméras mais derrière ils s'entendent comme cul et chemise, en fait ils sont tous d'accord pour nous faire payer la crise, ils nous prennent vraiment pour des cons, franchement, combien de fois lors de chaque diffusion les militants entendent ce discours ou plutôt ne veulent pas l'entendre ?

Le consensus entre le parti de l'ordre et le PS se décline à l'infini sous différents masques selon la situation et les époques. Les travailleurs le savent parfaitement, plus particulièrement ceux qui sont réputés pour être les plus arriérés politiquement et qui les mettent dans le même sac, qui s'abstiennent lors des élections, tirent à pile ou face pour lequel des deux ils vont voter, quand ils ne sont pas tentés de voter pour une liste "extrême", NPA, LO ou FN.

Partant de ce constat, on se demandera quel intérêt les travailleurs auraient-ils à participer à un combat contre ce consensus, et quels enseignements pourraient-ils en tirer ? Aucun, sinon de faire naître dans leurs têtes des illusions dans le PS, leur faire croire que toute issue politique devrait passer par ce parti, après avoir exprimé le contraire notez bien.

Ainsi on piétine, on a l'impression de ne jamais avoir décollé de la case départ.

La légitimité du PS repose uniquement sur le fait qu'il est présenté comme le pendant de l'UMP, alors qu'il n'est qu'un côté de la même pièce. Il tient sa légitimité du régime qu'il représente et défend, tout comme l'UMP, et qu'il nous faut abattre.

Ce consensus se briserait qu'il se reformerait aussitôt sous un nouveau masque, parce que l'existence du PS repose sur celle du régime dont par conséquent il doit assurer la survie par n'importe quel moyen, et de son côté le régime a besoin de ce consensus pour assurer sa stabilité.

On s'est souvent posé parfois la question de savoir si ce parti voulait vraiment gouverner, beaucoup en doutaient en se disant qu'il vivait finalement très bien cantonné dans son rôle d'opposition parlementaire. Sauf qu'il est arrivé parfois qu'il ait plus à gagner en terme d'élus, de prébendes et autres avantages en nature à passer de l'opposition au pouvoir. Pour se faire, il lui a fallu entretenir l'illusion qu'il était différent de l'UMP, qui servirait à justifier le jour des élections à justifier le vote par dépit des électeurs en faveur de son ou ses candidats, vote qui n'aurait aucune valeur de soutien à ce parti ou à son programme, ce dont il ne doute pas lui-même et se fout bien.

A une autre époque, après guerre, il a participé au pouvoir sous la IV^e République, il y a été porté par la lutte de classe des ouvriers qui majoritairement s'étaient tournés vers le PC. La IV^e République s'était donnée comme tâche prioritaire de reconstruire le capitalisme français pour qu'il soit en mesure de maintenir la place qui était la sienne sur le marché mondial avant la guerre de 39-45. A aucun moment de 1946 à 1958 le PS ou le PCF ne se sont engagés dans la voie de la rupture avec le capitalisme quand ils détenaient le pouvoir.

Sous la Ve république et dans un autre contexte, ces partis ont démontré aux travailleurs qu'ils n'étaient bons qu'à gérer la société pour le compte du capital, dans le respect des institutions. Ils ont été jusqu'à accepter de se placer sous l'autorité d'un président issu du parti de l'ordre, Chirac, histoire de témoigner de leur soumission totale au régime.

Et voilà que maintenant ils se plient volontiers à la dictature de la dette orchestrée depuis Washington et relayée par Bruxelles que les travailleurs devraient payer en acceptant de nouveaux sacrifices.

Récapitulons, depuis 1914 pour le PS, le milieu des années 20 pour le PC, ces partis participent à un consensus permanent avec la bourgeoisie (ou temporairement avec le Kremlin pour le PC jusqu'à la disparition de l'URSS) contre la classe ouvrière. Chaque génération de travailleurs au fil des décennies écoulées a pu constater et mesurer les effets de cette amère expérience, davantage depuis le début des années 80 où le capital s'est lancé dans une nouvelle offensive pour regagner le terrain qu'il avait perdu en raison de la guerre...

Tout comme le PC n'a jamais été véritablement un parti communiste (Lénine et Trotsky), la SFIO ou le PS n'a jamais été un parti socialiste au sens marxisme du terme, malgré leurs programmes aux relents communiste ou socialiste où figuraient la rupture avec le capitalisme, jusqu'en 1983 en ce qui concerne le PS.

Qu'est-ce que les travailleurs pourraient attendre de la rupture de ces partis avec le parti de l'ordre sachant qu'ils sont subordonnés au régime, en terme de conscience de classe, d'organisation, de construction du parti, car notre objectif n'est pas qu'ils rompent ce consensus pour que les travailleurs supportent mieux les conséquences de la crise du capitalisme ?

Absolument rien, sauf à sauver ces partis et le régime avec, et ce qu'ils craignent le plus, c'est que les masses exploitées aillent encore plus loin dans leur rupture avec ces partis et finissent par rompre avec les institutions, trouver la voie qui conduit à la liquidation du régime.

A l'inverse, au lieu de dénoncer ce consensus, il faut s'en servir pour accélérer le processus qui conduira à une recomposition du mouvement ouvrier où le PS sera marginalisé ou exclu, ce sera plus long ou plus difficile avec le PC, notre objectif est à la fois la liquidation du régime et de ces partis qui se confondent avec lui, pilonner le PS et le PCF aidera les masses à finir de se détacher de ces partis, à s'orienter vers d'autres partis.

On ne doit laisser croire ou faire naître dans la tête des travailleurs l'illusion qu'ils auraient quelque chose à attendre de la rupture de ce consensus.

Quels sont les arguments en faveur du combat contre ce consensus ?

Le principal argument repose sur une analyse fautive des rapports entre la classe ouvrière et les masses avec le PS (et accessoirement le PCF) qui remonte aux années 45 à 81 lorsque le PCF et le PS étaient à leur apogée, période définitivement révolue, aujourd'hui plus aucun travailleur n'a confiance dans ces partis, sauf exceptions qui confirment la règle. Le consensus rompu ouvrirait une crise politique. Parce que le PS et ses satellites ne se précipiteraient pas pour colmater les brèches apparues dans le régime, en se partageant les rôles comme d'habitude.

Maintenant, quand on compare la situation économique en 1981 et en 2011, on s'aperçoit qu'en 1981 le PS croyait disposer encore d'une marge de manoeuvre, ce que confirmait d'une certaine manière son programme et se traduira par l'adoption de quelques mesures sociales comme la retraite à 60 ans ou la cinquième semaine de congés payés, avant de faire volte-face en 1983 et d'adopter officiellement l'économie de marché, donc de rompre avec la perspective de remettre en cause les fondements du capitalisme, avec le socialisme, décision qui sera finalement conforme à sa nature de classe (bourgeoise), qui ne fera que la confirmer, qui signifiera également que ce parti n'a jamais eu l'intention de rompre le consensus de fond qui le liait depuis toujours au capital et aux institutions bonapartistes de la Ve République dans lesquelles il se fondera totalement.

En 2011, la crise du capitalisme mondial est entrée dans une nouvelle phase, la dernière avant sa chute finale, la financiarisation de toutes activités humaines à l'échelle de la planète n'a fait que renforcer les contradictions du capitalisme et la rapacité des différents capitalistes, qui pour assurer leur place sur le marché mondial et se partager un gâteau qui demeure limité doivent s'assurer de nouvelles sources de profits, livrer à la marchandisation, privatiser tout ce qui peut l'être encore, et comme ce n'est pas encore suffisant, il leur faut abaisser le coût du travail et augmenter la productivité dans les pays où les travailleurs bénéficient de rémunérations et de conditions de travail supérieures à ceux des travailleurs des pays dits émergents, bref, les pays appartenant à la catégorie des pays capitalistes dominants ne peuvent plus espérer tirer profit comme autrefois des pays où sont concentrées les matières premières qu'ils ont pillées et qui ont participé à leur développement, du fait que ces pays sont en train de développer leur marché intérieur, une classe moyenne et d'élever le niveau de vie de toutes les couches de la population, et que pour le financer les gouvernements et les capitalistes entendent conserver l'essentiel ou une partie de plus en plus grande des profits issus de l'exploitation des travailleurs de leur pays.

Le capitalisme mondial privilégie les nouveaux marchés au détriment des marchés déjà existant qui sont saturés et présentent moins d'intérêt qu'hier. Les pays dits émergents ont d'énormes besoins en terme d'infrastructures et d'équipements en tous genres qu'il faut financer en se servant des profits extorqués aux travailleurs, et comme cela ne suffit pas, souvenons-nous que par définition le capitalisme se développe et ne vit qu'à crédit, les profits soutirés aux travailleurs du monde entier doivent être injectés dans l'économie de ces pays-là pour produire et que la population consomme davantage, toujours plus car c'est un cycle infernal qui ne peut pas connaître de répit, sinon l'économie capitaliste ralentit, tombe en panne ou en récession et doit face à une nouvelle crise.

Les capitalistes sont contraints de mener une guerre sur plusieurs fronts à la fois qui nécessite de mobiliser des sommes colossales d'argent, ils mènent cette guerre impitoyable contre leurs principaux concurrents, contre ceux qui sont en passe de les rattraper, ils doivent disposer de fonds pour réaliser de nouvelles acquisitions, pour moderniser les outils de production, pour développer la recherche et créer sans cesse de nouveaux besoins, pour développer des marchés inexistantes ou encore balbutiants, sans oublier qu'il leur faut honorer leurs dettes, disposer d'une importante trésorerie de réserve pour palier les imprévus, et pour finir, pour spéculer et se faire de l'argent facilement.

S'ils négligent par malheur un de ces secteurs économiques, ils savent que cela sera au profit d'autres capitalistes prêts à leur faire la peau, du coup ils sont tous engagés dans une course folle au profit qui prend l'allure d'une fuite en avant, qui dans les pays où le capitalisme était le plus avancé prend la forme d'une formidable régression sociale et politique.

Une fois planté le décor, on comprendra au premier coup d'oeil qu'à côté du gigantesque et nouveau déficit que doit relever le capitalisme mondial, nos acquis et nos revendications sociales ne pèsent décidément pas lourd dans la balance, et il n'est pas besoin d'être devin ou de sortir d'une grande école pour comprendre que le gouvernement issu des élections de 2012 quel que soit le parti ou les partis au pouvoir n'entendra rien qui puisse contrecarrer les intérêts du capitalisme mondial, sachant par ailleurs que sa marge de manoeuvre pratiquement nulle, sauf par naïveté ou ignorance ou encore par opportunisme lui prêter des intentions qui ne seront jamais les siennes.

Dès lors, la question est-elle de combattre pour briser ce consensus ou au contraire de combattre pour liquider le régime sur lequel repose ce consensus, donc faire d'une pierre deux coups, abattre le régime et les partis qui le soutiennent. Je vous laisse le soin de caractériser ces deux lignes politiques contradictoires ou antinomiques.

La stratégie du front unique en direction des dirigeants et élus du PS et ses satellites qui va de pair avec la première proposition, mérite la même sanction et la même caractérisation, parce qu'elles aboutissent au même résultat.

Combattre pour briser ce consensus, c'est explicitement prétendre que les travailleurs auraient quelque chose à attendre de cette rupture ou d'un des partis y participant, c'est en tout cas la manière dont les travailleurs pourraient l'interpréter. Alors qu'en leur fixant comme objectif politique la liquidation du régime, on signifie par là au prolétariat qu'il n'a rien à attendre des partis qui participent aux institutions, confortant cette idée qui a commencé à germer dans sa tête et qui ne demande qu'à mûrir au profit de l'approfondissement de la crise du capitalisme.

Certes, sur une telle ligne politique nous ne pouvons pas pour le moment espérer soulever les foules, mais il est possible d'apporter un début de réponse aux travailleurs qui cherchent une issue politique, n'est-ce pas l'essentiel ? (A suivre)

Politique

1- France. Manipulation des masses : flagrant délit.

Révélee sur le site de France Info, TF1 a diffusé jeudi au JT de 13h un sujet sur le contrat de responsabilité parentale (CRP), dispositif mis en place de la loi contre l'absentéisme scolaire et qui «rappelle aux parents leurs devoirs, les oblige à s'engager concernant le comportement de leur enfant sous peine de sanction». Dans le reportage, selon la radio, on voit une mère qui «exprime sa détresse face à l'absentéisme de son enfant et son soulagement de voir son désarroi pris en charge par ce dispositif».

Or, révèle France Info en citant Jacques Victor, président du groupe communiste au Conseil général, cette femme n'a pas d'enfant et, de surcroît, elle est attachée de presse du président du Conseil général, le député UMP Eric Ciotti. *«Je n'étais pas au courant. C'est une faute professionnelle»*, déclare Eric Ciotti au site Web de la radio, précisant que sa collaboratrice était intervenue *«à la demande de TF1»*. Ce n'est cependant pas la rédaction de TF1 qui a réalisé le sujet, mais des journalistes de Nice Matin, souligne la chaîne.

«On a subi un préjudice assez important, a réagi à l'AFP Catherine Nayl, la directrice de l'information de TF1. Je suis en colère par rapport à la façon dont les journalistes de Nice Matin, qui travaillent dans le cadre de nos accords avec la presse quotidienne régionale, ont réalisé leur reportage.»

Contacté par l'AFP, Frédéric Touraille a souligné que l'affaire ne concernait *«absolument pas»* la rédaction de Nice Matin. *«C'est une filiale qui réalise les reportages dans le cadre de contrats de correspondance avec TF1, pas la rédaction. Je ne veux pas que cette affaire lui porte préjudice»*, a insisté Touraille, gérant de la filiale en question, NMTV. *«J'ai rencontré les journalistes [auteurs du reportage] brièvement ce soir et je dois les revoir mardi pour avoir leur version des faits, précise et circonstanciée, qui me semble nécessaire»*, a-t-il expliqué, évoquant des faits *«regrettables»* s'ils étaient avérés. (20minutes.fr et AFP 24.06)

2- Grèce

Lors d'une conférence de presse au sommet européen vendredi à Bruxelles, George Papandréou a dit ne pas douter que malgré la protestation populaire les députés socialistes feront preuve de maturité et voteront le plan. Il a une nouvelle fois souligné que le système fiscal grec lui apparaissait d'une grande injustice et a promis de le réformer.

Le Premier ministre s'attend par ailleurs à ce que le second programme d'aide à la Grèce soit à peu près équivalent en taille aux 110 milliards d'euros du premier. *"C'est un prêt gigantesque"*, a-t-il dit. *"Le second prêt - je ne peux donner de chiffre particulier - pourrait être l'équivalent (du premier)"*.

L'un des députés socialistes, Thomas Robopoulos, a annoncé qu'il voterait contre le plan d'austérité. *"Des commerces ferment tous les jours et on veut prendre des mesures qui bloquent la croissance"*, a-t-il déploré. *"Je vais prendre la parole au parlement pour dire qu'il faut faire quelque chose. Il faut former un gouvernement d'unité nationale et Papandréou ne peut pas le faire tout seul"*, a-t-il dit à Reuters.

La Nouvelle Démocratie a annoncé qu'elle voterait contre le plan mais son chef, Antonis Samaras, a précisé que son parti était favorable à certaines mesures, notamment sur les privatisations. (Reuters 24.06)

3- Portugal

Le nouveau Premier ministre portugais Pedro Passos Coelho a annoncé vendredi que son gouvernement de coalition se préparait à accélérer et peut-être à élargir les mesures d'austérité promises par Lisbonne en échange d'un plan d'aide de 78 milliards d'euros sur trois ans accordé par l'Union européenne et le Fonds monétaire international.

Pedro Passos Coelho, qui a pris ses fonctions cette semaine à la tête d'une administration de centre-droit, a précisé qu'il envisageait également une réorganisation plus rapide des entreprises publiques déficitaires.

A l'issue du Conseil européen à Bruxelles, il a déclaré qu'il annoncerait les détails des mesures prévues la semaine prochaine.

"Le Portugal, aujourd'hui, grâce au consensus de sa classe politique, peut faire face à ses différentes échéances", a estimé le président français Nicolas Sarkozy lors d'une conférence de presse après le Conseil. (AP 24.06)

4- Etats-Unis

La Chambre des représentants, à majorité républicaine, a rejeté vendredi une résolution autorisant pendant un an une participation limitée des Etats-Unis à l'intervention militaire en Libye. (20minutes.fr 24.06)

5- Yémen

Des dizaines de milliers de Yéménites ont manifesté vendredi à Sanaa pour réclamer la démission du président Ali Abdallah Saleh, en convalescence en Arabie saoudite après avoir été victime d'un attentat, le 3 juin dans son palais.

L'explosion d'une voiture piégée a par ailleurs fait cinq morts - quatre soldats et un civil - et 16 blessés, dont 13 militaires, dans la cité portuaire d'Aden, a-t-on appris de source médicale et auprès de témoins.

Selon une source proche des services de sécurité, l'explosion a été causée par une voiture piégée à un poste de contrôle de l'armée.

Peu auparavant à Aden, les forces de sécurité avaient abattu un manifestant et en avaient blessé six autres en tirant sur la foule aux funérailles d'une personne morte en prison, ont rapporté des témoins.

A Sanaa, la capitale, des partisans de l'opposition ont envahi le centre-ville à l'occasion d'un "*Vendredi de la Volonté révolutionnaire*".

"*La liberté ne consiste-t-elle pas à choisir nos propres dirigeants ainsi que vous le faites dans vos pays?*", a lancé, à l'adresse des pays occidentaux, le prédicateur présidant la grande prière du vendredi.

Des manifestations similaires ont été signalées dans d'autres villes, notamment à Taëz, Ibb et Hodeïda, sur la mer Rouge. (Reuters 24.06)

6- Syrie

Des dizaines de milliers de personnes sont encore descendues dans les rues de Syrie vendredi pour manifester contre le régime de Bachar al Assad, ont rapporté des témoins et des défenseurs des droits de l'homme, qui font état d'une quinzaine de morts.

Les Comités de coordination régionale, un groupe militant, a dit avoir une liste de 14 civils tués à Homs, à Kissoua, au sud de Damas, et à Barzeh, un quartier résidentiel de Damas.

Un autre manifestant a été tué par balle à Kousair, a rapporté un mouvement de défense des droits de l'homme.

A Barzeh, un témoin a rapporté que des tireurs embusqués de la police avaient abattu trois manifestants.

"*La sûreté a d'abord utilisé des gaz lacrymogènes puis ils ont tiré des toits quand les slogans hostiles à Assad se sont poursuivis*", a dit cet habitant, Houssam, contacté par téléphone. "*Trois jeunes ont été tués et j'ai vu deux corps touchés à la tête et à la poitrine.*"

Des défilés ont également eu lieu à Homs et Hama, dans le centre du pays, où les manifestants ont crié "*le peuple veut la chute du régime*", à Deraa, berceau du mouvement dans le Sud, ainsi que le long de la côte méditerranéenne et dans les provinces orientales de Kamichli et de Daïr az Zour.

A Deraa, les manifestants ont invité les habitants de Damas à suivre leur exemple. La capitale a jusqu'à présent été relativement calme. "*Peuple de Damas, ici à Deraa, nous avons renversé le régime*", ont-ils scandé. (Reuters 24.06)

Social

France

Les fédérations syndicales FO et CGT appellent les salariés de l'ensemble des transports routiers (marchandises, voyageurs, convoyeurs de fonds) à une grève nationale à partir de lundi pour dénoncer le recul de l'âge de leur départ en retraite de 55 à 57 ans à partir du 1er juillet.

Dans un communiqué commun diffusé vendredi, les deux organisations syndicales dénoncent un accord conclu fin mai concernant leurs congés de fin d'activité (CFA). FO et la CGT -opposés à ce texte signé côté syndicats par la CFDT, la CFTC, la CGC et la FNCR- appellent donc à une grève "Và partir du lundi 27 juin à 0h".

"*Pour la durée du mouvement, on ne s'interdira rien. Tout dépendra des forces mobilisées*", a déclaré vendredi à l'Associated Press Dominique Cornil, l'un des porte-parole de la CGT transports.

Les signataires, de leur côté, mettent notamment en avant le fait que l'accord permet de maintenir un départ cinq ans avant l'âge légal de la retraite, qui va passer progressivement de 60 à 62 ans pour tous les salariés du régime général à compter du 1er juillet. (AP 24.06)

[Haut de page ↗](#)

Le 26 juin

A propos du site.

J'ai repéré un problème d'affichage dans certains fichiers sous Windows 7 (système d'exploitation) qui n'existait pas apparemment sous XP, en dessous des sous-titres le premier lien s'affichait avec un décalage dans une police et une taille différente, j'ai rajouté une balise (écriture) après celle figurant à l'endroit du sous-titre et le problème est résolu. J'en ai profité, en prenant mon courage à deux mains, pour vérifier les pages d'accueil de toutes les rubriques avec Internet Explorer et Firefox, j'y ai passé toute l'après-midi. Je les ai actualisées. J'ai regroupé tous les fichiers sur l'économie dans le même fichier et j'ai amélioré un peu la présentation.

La semaine qui vient, on abordera des sujets qui ne nous passionnent pas mais qui sont d'actualités, notamment la question du cannabis et du mariage gay.

Politique

1- Espagne.

Le mouvement espagnol des "indignés" s'apprête à organiser, mercredi 29 et jeudi 30 juin, une assemblée populaire sur la Puerta del Sol, à Madrid, portant sur l'état de la nation et visant à créer un espace de réflexion sur les questions de citoyenneté, rapporte El Pais. (lemonde.fr 25.06)

2-Grèce.

Le gouvernement grec a appelé samedi les députés récalcitrants du Parti socialiste (Pasok) à "*faire leur devoir*" la semaine prochaine au Parlement, en adoptant le nouveau plan d'austérité réclamé par les bailleurs de fonds de la Grèce.

Le vote devrait être serré mercredi prochain lorsque les députés se prononceront sur le plan d'austérité de cinq ans mis au point avec le Fonds monétaire international (FMI) et l'Union européenne (UE). Ils voteront le lendemain sur la loi d'application de ce programme.

Le gouverneur de la banque centrale de Grèce, Georges Provopoulos, a estimé samedi que le temps était compté pour la Grèce, qui doit en finir avec les débats et prendre des mesures concrètes pour redresser son économie et rassurer ses partenaires ainsi que les marchés financiers.

"Désormais, nous devons convaincre, par des actes, du fait que la Grèce ne veut pas s'autodétruire, nous devons sortir de la rhétorique et lancer des réformes", a-t-il dit au journal Kathimerini.

Selon lui, il est illusoire de croire qu'il y aurait une sortie indolore de la crise. Il a écarté l'idée qu'il existerait une autre solution que les mesures d'austérité ayant fait l'objet d'un accord avec l'Union européenne et le FMI.

Au parlement, la majorité du gouvernement Papandréou est réduite: le Pasok au pouvoir compte 155 députés sur 300.

Deux députés socialistes ayant annoncé qu'ils voteraient contre ces mesures, la majorité ne tient plus qu'à trois voix.

Après les élections législatives d'octobre 2009, les socialistes comptaient 160 députés mais les mesures d'austérité, contestées tous les jours dans la rue, ont provoqué cinq défections.

Le nouveau ministre des Finances, Evangelos Venizelos, a proposé de discuter avec tous les députés hésitants.

"Je pense que le sens de responsabilité l'emportera au final; le Dieu de la Grèce est grand", a-t-il dit sur la chaîne de télévision grecque Alter.

Pour le ministre de la Justice Miltiadis Papaioannou, les élus socialistes "*doivent boucher leurs oreilles face à toutes les critiques et faire leur devoir.*"

L'un des dissidents, Thomas Robopoulos, n'est pas de cet avis. "*Des commerces ferment tous les jours et on veut prendre des mesures qui bloquent la croissance*", a dit à Reuters ce concessionnaire de Thessalonique, l'un des rares hommes d'affaires membres du Parlement.

Les mesures d'austérité ont fait plonger la Grèce dans la récession, la plus violente depuis 37 ans, avec un produit intérieur brut en baisse de 4% l'an passé. Le chômage a atteint le niveau record de 16,2% en mars, et 43% chez les jeunes.

Une grève générale de 48 heures est organisée la semaine prochaine, coïncidant avec les votes du Parlement. (Reuters 25.06)

3- Egypte.

La justice égyptienne a condamné samedi par contumace l'ancien ministre du Commerce Rachid Mohamed Rachid à une peine de cinq ans de prison, rapporte l'agence de presse égyptienne Mena.

Rachid, qui a également été condamné à payer l'équivalent de 1,10 million d'euros d'amendes, était poursuivi pour réalisation de bénéfices excessifs et dilapidation de fonds publics. (Reuters 25.06)

Et les militaires corrompus ?

4- Tunisie

Le directeur de la radio tunisienne Kalima, dissidente sous le régime Ben Ali, Omar Mestiri, a annoncé samedi avoir décidé d'entamer une grève de la faim illimitée pour protester contre ce qu'il qualifie de "*déni d'existence légale*".

Dans un communiqué transmis à l'Associated Press, Radio Kalima s'élève contre la non obtention de l'autorisation devant lui permettre d'accéder aux fréquences, malgré une promesse faite par le gouvernement. Elle déplore également "*l'inertie*" de la nouvelle instance de réforme de l'information et de la communication (INRIC).

La direction de la radio estime que "*six mois après la révolution, l'audiovisuel est toujours accaparé par les mêmes monopoles mis en place par la volonté de l'ancien président*" tunisien Zine El Abidine Ben Ali, qui a fui en Arabie Saoudite en janvier dernier à la suite d'un soulèvement populaire.

Elle considère comme "*un paradoxe*" le fait que "*les médias alternatifs qui ont combattu l'appareil*" du régime "*et contribué à le discréditer, en payant le prix fort, demeurent rejetés hors de l'espace médiatique légal*". "*La scène publique a vu apparaître plus de 90 nouveaux partis politiques, mais aucun média audiovisuel*", regrette le communiqué.

Les responsables de la station proclament leur refus d'utiliser des fréquences pirates ce qui "*serait une insulte à la Révolution tunisienne*", optant pour un "*combat pour la légalité et une reconnaissance légale de Kalima et de toutes les radios libres*".

Opposante notoire au régime de Ben Ali dont elle dénonçait régulièrement les atteintes aux libertés et aux droits de l'Homme, la fondatrice de cette radio, Sihem Ben Sédrine, a été emprisonnée et longtemps en butte aux harcèlements de la police du président déchu qui avait fermé les locaux de la station et saisi ses équipements. (AP 25.06)

Voilà une question à creuser. Le régime se veut démocratique et légalise plus de 80 partis, mais refuse qu'ils puissent faire entendre leur voix par le biais de médias indépendants qui leur permettraient de toucher la totalité de la population, ce que la diffusion de journaux ou de tracts sur un trottoir ne permet pas. Que ou qui craint-il ?

Au lieu de dépenser des sommes colossales inutilement dans des campagnes électorales, un parti ouvrier ferait mieux de se doter d'une radio et si possible d'une chaîne de télévision pour fidéliser ses sympathisants et en gagner d'autres.

5- Afghanistan

L'Afghanistan s'est enfoncé samedi un peu plus dans la crise politique avec le limogeage par les députés des cinq juges les plus haut placés à la Cour suprême, dont son propre président.

Il s'agissait pour les parlementaires de riposter à la décision de la cour spéciale nommée par décret du président Hamid Karzaï d'invalider jeudi pour fraudes 62 députés élus l'an dernier.

Les adversaires du président afghan reprochent à celui-ci d'avoir nommé cette cour spéciale - contestée en Occident - après les élections controversées du 18 septembre pour minimiser les gains politiques qu'ils y avaient enregistrés.

La décision de Karzaï, actuellement en Iran, de remettre en cause le quart du parlement, a amené les députés à évincer les cinq principaux membres de la Cour suprême, dont son président Abdul Salam Azimi, pour ne s'être pas opposés à la décision de cette cour spéciale à la main du président.

Fatima Aziz, une parlementaire de la province de Kunduz, a déclaré que 183 de ses collègues sur 190 avaient voté en faveur de

la destitution des cinq juges suprêmes.

L'assemblée élue en septembre 2010 n'a pas siégé avant le 26 janvier dernier et cela lui a pris des semaines avant de choisir Ibrahimî comme président.

Pour sa part, Karzaï n'est toujours pas en mesure de nommer un gouvernement complet en raison de l'opposition qu'il rencontre au parlement. En attendant, plusieurs portefeuilles clés sont aux mains d'intérimaires. (Reuters 25.06)

Social

1- France

Se promener place Wilson à Toulouse une canette à la main fait désormais de l'assoiffé moyen un contrevenant.

Il est en effet interdit depuis vendredi 24 juin de consommer de l'alcool «sur l'espace public dans tout l'hyper-centre». Toulouse ville étudiante, au régime nord-américain depuis la Garonne jusqu'aux boulevards et du palais de justice jusqu'à la place Arnaud Bernard.

La maire PS Pierre Cohen n'est pas un «sécuritaire». Il dit à qui veut l'entendre que la répression, c'est pas son truc. Il vient pourtant de signer cet arrêté. Lequel arrêté est assorti d'un deuxième point: Les «établissements de vente à emporter», autrement dit des enseignes se présentant comme épiceries de nuit mais distribuant de l'alcool pour l'essentiel, seront contraints de tirer le rideau à 2h en semaine et 3h les samedi et dimanche.

Le Capitole durcit ainsi la règle imposée en février par la justice administrative, obligeant déjà les bars de Toulouse à fermer à 3h le week-end plutôt que de rester ouverts toute la nuit comme il y était exception. Plus d'alcool, donc, jusqu'à pas d'heure.

Ce n'est pas encore la prohibition, mais cela pourrait y ressembler. Le décès d'un étudiant, tombé ivre dans les eaux du fleuve au mois de mai et les mauvaises humeurs des riverains de la place Saint-Pierre semblent avoir fait basculer le pouvoir municipal.

Il n'est pas rare dans les rues de New York ou de Montréal où les agents ne rigolent pas avec cette règle, de croiser un passant, ou une passante, biberonnant la bouteille. Mais une bouteille emballée dans un sac de papier non transparent... C'est parce qu'il sait que toutes les règles peuvent être contournées et que la répression n'est pas toujours la solution que le maire a tardé à sévir.

Pour ne pas se laisser doubler sur ce terrain là par Pierre Cohen, le leader de son opposition municipale, l'UMP Jean-Luc Modenc a tout de suite proposé que l'interdiction de consommer de l'alcool sur l'espace public soit étendu de l'hyper-centre à toute la ville. Non, mais ! (libetoulouse.fr 26.06)

Commentaire de quelques internautes.

1- Et bien, c'est du joli...ça promet une France socialo ... on va pas vraiment voir la différence !!!!!!!

2- Avec un type qui se différencie aussi peu de l'UMP, c'est une raison de plus de ne pas voter socialiste.

3- Une société qui contrôle, encadre, réprime à ce point sa jeunesse est une société réactionnaire. Cohen n'aura plus jamais mon bulletin de vote.

4- Le PS va vous surprendre lorsqu'il sera au pouvoir, par les mesures qu'il sera "obligé" de prendre si on eut que notre société demeure un peu agréable et vivable.

5- De toute façon cet arrêté municipal vise surtout à chasser de l'hyper-centre, non pas les étudiants, mais les clochards et autres SDF imbibés. Chassez ces pauvres que nous ne saurions voir! Merci pour cette leçon de "socialisme réel" Mr Cohen.

6- Ce maire de gauche a raison de faire une politique de droite puisque c'est nécessaire. D'ailleurs, ce n'est pas une loi liberticide puisqu'il s'agit de défendre la liberté des uns contre celle des autres: ceux qui veulent une ville propre et conviviale contre ceux qui veulent pouvoir beugler ivre et pisser partout. Vive la droite, même sous étiquette PS.

Braves gens, si Mr Cohen était vraiment socialiste, croyez-vous qu'il prendrait ce genre de mesures ? Cet élu comme ses semblables de "gauche" gère sa ville dans l'intérêt de la société bien pensante, qui vit confortablement, se plaint la panse pleine et le compte en banque bien garni, ces gens qui ne supportent pas les dérives qui sont le produit de l'idéologie à laquelle ils adhèrent...

Les témoignages d'incivilité incommodent tout le monde un jour ou l'autre. Mais apparemment pas le chômage, pas la précarité, pas la pauvreté, pas la jeunesse sacrifiée, désœuvrées, sans avenir...

Messieurs et mesdames du PS, s'il vous plaît, changez le nom de votre parti, bannissez de votre langage le mot socialiste, bannissez de vos discours toute référence au socialisme ou alors disparaissez ! Sinon, de deux choses l'une : soit vous finirez comme Allende, soit le peuple aura votre peau le moment venu !

Non, nous ne nous trompons pas d'ennemi. Vous avez décidé de gérer la société pour le compte du capitalisme, de vous ranger à ses côtés, personne ne vous y a forcés, vous avez pris vos responsabilités, vous avez décidé de les assumer jusqu'au bout, demain vous enverrez la mitraille pour mater la révolution prolétarienne, ne nous loupez pas car nous ne ferons preuve d'aucune indulgence à votre égard, et ne comptez pas sur votre étiquette de socialiste pour tenter de vous en sortir, nous veillerons scrupuleusement à vous faire payer tous vos crimes, ainsi que ceux dont vous avez été les complices.

La survie du capitalisme entraîne la décomposition de toutes les couches et classes de la société. Plus de lois liberticides, toujours plus d'interdictions, plus de policiers, plus de surveillance, plus de répression, plus de prisons, etc. voilà tout ce que vous avez trouvé pour assurer la tranquillité des classes dominantes.

Dites-donc braves gens, qu'est-ce qu'il y a de socialiste là-dedans ? Rien, c'est le mode d'emploi d'un régime antisocial, profondément réactionnaire. Cette racaille a mis la main sur l'étiquette socialiste, demandez-vous s'ils ne l'ont pas volée, si ce ne seraient pas une escroquerie, une imposture, une forfaiture...

Grande-Bretagne

«C'est un appel aux armes», assure solennel Dave Prentis, secrétaire général d'Unison, le plus important syndicat britannique de la fonction publique (1,2 million de membres), qui n'a pas fait dans la dentelle. «*Nous espérons le meilleur, nous espérons des négociations, mais nous nous préparons pour le pire*», a-t-il emphatiquement déclaré devant ses délégués réunis à Manchester pour leur congrès annuel. Le pire, a-t-il promis, sera la plus importante grève générale qu'ait connue le Royaume-Uni depuis 1926. Et ce pour protester contre la politique d'austérité du gouvernement de coalition (conservateurs et libéraux-démocrates) en général et la réforme des retraites en particulier.

La grève de 1926, lancée par les mineurs qui protestaient contre une réduction de leurs salaires, avait duré neuf jours. Mais le gouvernement conservateur n'avait pas cédé et les mineurs avaient été contraints d'abandonner leur mouvement. Les dernières grandes grèves au Royaume-Uni datent de 1984-1985, à nouveau initiées par les mineurs. Et, encore une fois, le gouvernement, alors dirigé par Margaret Thatcher, avait remporté le bras de fer. «Mais cette fois-ci, ce sera différent, parce que nous gagnerons», a affirmé Dave Prentis.

Le premier pas vers une grève générale historique se tiendra donc le 30 juin avec l'appel à l'arrêt de travail de plus de 750 000 employés de la fonction publique, essentiellement des enseignants. Ironiquement, Unison ne participera pas à cette grève... pour des raisons techniques. Pour déclencher un mouvement, les syndicats britanniques doivent organiser un scrutin auprès de tous leurs membres, puis déposer un préavis d'au moins sept jours. Avec plus d'un million d'adhérents, «*nous avons besoin de 17 semaines pour voter une grève*», explique une porte-parole d'Unison. Les enseignants souhaitant faire grève avant les vacances scolaires d'été, Unison a été pris de court. «*Mais ce n'est que partie remise, nous prévoyons un automne de grèves si les négociations n'avancent pas.*» Ces négociations, qui doivent reprendre lundi, concernent le report de l'âge de la retraite pour le secteur public et des pensions. Le gouvernement propose de repousser le premier de 60 ans actuellement à 66 ans à partir d'avril 2020, et d'augmenter la contribution des fonctionnaires au régime des secondes.

«*L'attaque contre les retraites du secteur public pourrait être l'élément qui rassemble l'opinion*» autour d'un vaste mouvement de protestation générale, a affirmé Liz Chinden, porte-parole du Trade Union Congress (TUC), la confédération des syndicats britanniques. La réforme des retraites entre dans le cadre du vaste programme d'austérité entamé juste après l'arrivée au pouvoir, il y a exactement un an, du gouvernement du conservateur David Cameron.

Pourtant, en dépit de coupes sévères dans tous les budgets, de gels des salaires et d'une économie toujours très fragile, la réaction de l'opinion publique est restée jusqu'à présent modérée. Certes, le pays a connu en mars sa plus grande manifestation du secteur public jamais vue, avec un demi-million de personnes dans la rue. Pourtant, les syndicats espèrent contraindre le gouvernement à faire machine arrière, confortés par une série de revirements récents de la coalition.

Le gouvernement a en effet renoncé successivement aux points les plus polémiques de sa réforme du système de santé publique (NHS) et vient également de revenir sur celle de son système de justice. «*Au Royaume-Uni, nous avons cette tradition qu'un gouvernement se doit de poursuivre les mesures qu'il a préconisées, même quand elles sont clairement mauvaises. Thatcher l'a fait avec la poll-tax [impôt local non modulé sur le revenu, ndr] et cela a précipité sa fin, Tony Blair l'a fait avec la guerre en Irak et cela ne l'a pas particulièrement aidé, explique Tony Travers. David Cameron semble pencher vers l'opposé, en positivant ses revirements ; c'est une attitude qui pourrait à terme payer.*» «*Je ne vais pas m'excuser d'écouter les gens et de vouloir changer les choses*», s'est défendu le Premier ministre. Et c'est sur cette capacité à réagir face à la grogne sociale que comptent sans

aucun doute les syndicats. (liberation.fr 25.06)

Economie

France. Détournement de fonds publics, cadeau aux patrons, corruption, mode d'emploi.

Les autorités françaises ont annoncé vendredi le lancement d'un "*Fonds national d'amorçage*" doté de 400 millions d'euros destiné à soutenir les jeunes entreprises innovantes.

Ce fonds ne financera pas directement les entreprises mais investira dans 15 à 20 fonds qui investiront eux-mêmes, poursuit le communiqué conjoint du ministère de l'Economie, du Commissariat général à l'investissement et de la Caisse des dépôts.

Le Fonds national d'amorçage sera géré par CDC Entreprises, filiale de la Caisse des dépôts, et les 15 à 20 fonds par des équipes de gestion professionnelles.

Ce régime d'intervention publique en capital-investissement auprès des jeunes entreprises innovantes a été validé par la Commission européenne le 20 avril, précise le texte. (Reuters 25.06)

Commentaire d'un interanaute

- "15 à 20 fonds qui se serviront grassement au passage, il va rester combien des 50 millions pour les entreprises, c'est la crise mais des millions apparaissent .. et disparaissent."

[Haut de page ↗](#)

Le 27 juin

Mais dites-moi, j'ai cru comprendre que la France nous avait rejoint sous les tropiques, il fait une chaleur à crever chez vous, non ? Ici on se maintient entre 40 et 45°C, et je ne sais pas ce qui se passe : pas de coupures de courant depuis deux jours, étrange ! La signature de la vente de notre maison a encore été reportée d'une semaine...

Au fait, bonnes vacances à ceux qui ont la chance d'en prendre. Vous êtes les bienvenus si vous passez dans le coin, mais apparemment cette destination n'est pas prisée par les militants, il faut dire qu'en juillet et août le prix des billets d'avion augmente de 50 à 90% !

Un article de libération.fr d'hier et un commentaire pour se mettre en forme dès le lundi, car ici on continue de bosser !

La manière d'exercer la justice est un marqueur parfait d'une époque et d'un pays. Pour connaître l'état des mœurs d'une société, rien ne vaut les arrêts de jurisprudence, révélateurs des seuils de tolérance d'une population à un moment donné de son histoire. Voilà pourquoi la justice et la délinquance sont un terrain privilégié des politiques qui font là leur miel de tout «accident» capable d'émouvoir une opinion malléable. Les faits divers, que jadis la presse qualifiait de «chiens écrasés», font la part belle aux cruelles aptitudes des humains.

En période électorale, le crime devient le filon idéal pour faire trembler les chaumières et prétendre apporter la solution au «mal». C'est exactement le sens de la réforme des tribunaux, adoptée vendredi, qui joue les jurys populaires contre les juges professionnels. Une réforme qui renoue avec l'archaïsme de la seule sanction pénale et refait de la loi du talion la potion magique, censée apaiser les victimes des délinquants décréétés irrécupérables. Ce cercle vicieux, vieux comme la politique pseudo-vertueuse dénoncée par Michel Foucault, est remis au goût du jour : flatter les instincts de vengeance ne relève pas seulement du paternalisme de bas étage. C'est aussi un mépris de la conscience d'un peuple diminué par l'exploitation de la peur. Nier la peur n'a guère plus de sens. Apprendre au contraire à la maîtriser est le seul moyen de vivre dans un monde réel, parfois sauvage. Inconvénient majeur : il faudrait dire la vérité. (liberation.fr 25.06)

Alors disons la vérité : le régime qui ne doit son salut qu'à l'ignorance des masses exploitées, flatte l'ignorant, le frustré, le faible, le complexe, l'envieux, le couard, pour mieux le maintenir dans sa condition en le dressant contre lui-même ou ses semblables. Il lui balance un os à ronger en lui désignant un bouc-émissaire, sur lequel l'ignorant peut se venger de l'injustice ou des inégalités que le régime lui fait subir et dont il n'a pas conscience.

On pourrait écrire longtemps sur les imperfections et les faiblesses de l'homme, mais ce qu'il faut retenir, c'est que quel que soit son degré d'ignorance ou sa condition il demeure assoiffé de justice, et s'il aspire au progrès social à notre époque, c'est parce

qu'il estime injuste d'en être écarté ou de ne pas en profiter au même titre que les nantis.

Le gouvernement et les médias exploitent la violence issue de la décomposition de la société pour faire oublier qu'ils en sont responsables et en tirent profit. Cette exploitation nauséabonde et cynique de la misère humaine leur sert à manipuler la conscience des masses afin de dresser leurs différentes couches les unes contre les autres, car ils ne craignent rien de plus que leur unité qui coïnciderait avec la prise de conscience de leur force qui les rendrait invincible.

L'ignorant qui se livre à la violence aveugle ne fait que reproduire les rapports sociaux de production en agissant de la même manière que la classe dominante envers la classe dominée. L'homme fort frappe sa femme plus faible, qui bat ses enfants, qui martyrisent leur chien. Dans un film d'Alain Resnais récemment diffusé sur TV5Monde Asie, le réalisateur s'exprimait en toile de fond et affirmait que les instincts de domination et de possession étaient fondamentalement étrangers à l'homme, que c'était la société qui avait fait naître en lui ce genre de rapports destructeurs dans leurs têtes, rapports dont on a souligné l'origine plus haut.

Ce film, dont je n'ai pas relevé le titre, se terminait par cette phrase : l'homme ne sera vraiment libre que le jour où il aura réussi à vaincre cette domination, autrement dit, lorsque la société ne reposera plus sur des rapports basés sur la domination d'une classe par une autre, lorsque le capitalisme aura été éradiqué de la surface de la terre et que les classes auront disparu.

Autre réflexion.

Les intellectuels qui interviennent sur le Net sont des fainéants à l'esprit étroit ou borné hantés par le stalinisme qu'ils identifient au socialisme ou au communisme. Du coup, ils s'en trouvent de plus en plus parmi eux qui se demandent comment on pourrait sortir du capitalisme sans se tourner vers ce qu'ils croient être le socialisme et qui leur fait horreur, et qui avancent l'idée d'un monde sans argent.

Je l'ai noté, car j'avais avancé l'idée en 2005 que cela réglerait effectivement tous nos problèmes, et j'avais émis un instant l'hypothèse qu'on pourrait peut-être passer directement du capitalisme à une société démonétisée, ce qui demeurera malheureusement irréalisable aussi longtemps que le capitalisme n'aura pas été vaincu à l'échelle mondiale. Cependant, c'est un fait que cette idée peut gagner les esprits plus facilement que celle du communisme plus compliqué à mettre en oeuvre, une utopie économique dans le sens où elle dispense de réfléchir à la manière dont on pourrait changer le monde en attendant qu'elle se réalise et cesse d'être une utopie.

Quand on entend Marie-Ségolène Royal (plus loin) se réclamer du socialisme, on a instantanément envie de lui faire connaître le même sort que Jeanne d'Arc pour qu'elle se taise définitivement.

En entendant par hasard sur TV5Monde Asie le panégyrique d'Inès de la Fressange par le maire de Paris, Bertrand Delanoë, à l'occasion d'une sauterie donnée en son honneur, on se serait cru retourné trois siècles en arrière à Versailles en présence d'un bouffon poudré à l'éloquence empoulée flattant les riches atours de la reine, j'ai ressenti la même impression à vomir qu'en présence d'une crème solaire au beurre de karité qui aurait tourné, je me suis demandé s'il était possible d'être plus ridicule et de tomber plus bas sur l'échelle de la médiocrité humaine. Je me suis demandé également comment un type aussi pitoyable avait bien pu devenir maire de Paris, les mystères de Paris !

Ces gens-là n'appartiennent manifestement pas au même monde que nous, ils ne sont pas prétentieux, ils sont carrément hautains, suffisants, méprisants, ce sont des bourgeois qui transpirent la haine de la plèbe, ils le portent sur eux, au point qu'on en soit incommodé avant même qu'ils aient prononcé le moindre mot. On se dira alors qu'il ne faut pas avoir grand chose dans la tête pour ne pas s'en apercevoir au premier coup d'oeil ou qu'il ne faut pas avoir beaucoup de principes pour les supporter ne serait-ce qu'un instant, qui plus est pour adhérer à leur parti. Ce sont les champs lexicaux de l'hypocrisie et de la forfaiture dans lesquels ils se complaisent qui leur sied le mieux.

Vous me direz que ceux qui adhèrent au PS se moquent de ces critères, et qu'ils le rejoignent sur un critère idéologique qu'ils partagent avec lui. Sans doute, ce qui signifie qu'ils partageaient déjà cette idéologie avant d'y adhérer, ce qui expliquerait qu'ils se trouvent à l'aise dans cette assemblée de dandys et d'arrivistes qui sont entrés en politique uniquement pour faire carrière et goûter du pouvoir. Ce qui me fait dire que ceux qui en sortent n'ont eu aucun effort à produire pour se séparer de l'idéologie qui les habitait quand ils y sont entrés, puisqu'ils la possédaient avant même d'y adhérer et l'on conservé en réalité après en être sorti, sauf exceptions rarissimes. Ils quittent le PS sans jamais (totalement) se défaire de l'idéologie qui leur sert de point de repère pour interpréter la société. Leur mode de pensée, leur statut social, leur mode vie, chacun de leur geste porte l'empreinte de cette idéologie bourgeoise décadente. Les en priver ou s'en défaire serait vécu par eux comme une castration aurait dit Freud, ce n'est pas Delanoë qui me contredira sur ce point !

Que l'on puisse laisser cette vermine paumadée parler au nom du socialisme est une véritable torture, pire, la fréquenter ouvertement ou discrètement comme on arpenté à pas feutrés les allées du pouvoir à l'insu des militants, alors que rien ne vous y oblige, révèle un attachement à des illusions profondément enracinées ou relève d'une régression généralisée sur les principes et sur le plan idéologique.

Je n'avais pas prévu d'écrire cette causerie. Il nous restera cette semaine à aborder la question du cannabis (un article dans IO et ma réponse) et du mariage gay. Sur ce sujet, je n'ai rien à dire de particulier, hormis qu'il me semble que le développement de l'homosexualité dans la société va de pair avec sa décomposition, qu'il en est un des aspects, au même titre qu'à l'époque de la décadence de la Grèce antique ou de l'empire romain, mais je peux me tromper.

Quant au cannabis, sachant qu'il est consommé par des millions de personnes dont une majorité de jeunes, l'interdire, verbaliser, cela ne revient-il pas à pratiquer une répression de masse spécialement en direction de la jeunesse ? Pour la sauver, contre elle-même, franchement, vous y croyez ? S'il faut l'interdire sous prétexte que certains en font un mauvais usage aux conséquences parfois dramatiques, dans ce cas-là il faut absolument tout interdire ! Et qui peut l'interdire ou verbaliser ? L'état. Quel état ? Le nôtre, non, alors contentons-nous de nous occuper des problèmes qui sont de notre ressort et il y a du pain sur la planche, au lieu de mêler notre voix à celle d'un état policier.

A ce que je sache, à une autre époque tous les paysans ne sont pas devenus systématiquement des alcooliques invétérés, la petite bourgeoisie et les poètes qui pouvaient s'envoyer en l'air en buvant de l'absynthe ou en fumant de l'opium n'ont pas tous fini leurs jours au fond d'un caniveau, alors laissons chacun s'enivrer comme il le souhaite pour oublier un moment ce vieux monde pourri à défaut de pouvoir le changer dans l'immédiat.

Eh oui, c'est encore un paradoxe de leur société qu'il nous faut essayer de gérer au mieux, sans juger ou jouer au procureur ou au gendarme ! Hier ils ont interdit le port du voile, demain comme hier ils traiteront de putains les femmes qui portent des mini-jupes. Puritain ou libertin, c'est les deux faces de la même pièce frappée du sceau du pouvoir que l'argent octroie.

Bonne semaine à tous.

Politique

1- France

1.1- L'erreur !

Ségolène Royal a fait officiellement dimanche acte de candidature pour la primaire socialiste pour la présidentielle de 2012 en assurant avoir compris les erreurs de sa précédente campagne.

Ségolène Royal a assuré vouloir être "*la présidente des solutions, celle de la morale de l'action, celle du socialisme qui marche et qui obtient des résultats*". (Reuters 26.06)

Démagogie délirante produit de l'impasse dans laquelle se trouve le capitalisme.

1.2- Le NPA à hue et à dia.

1.2.1- Philippe Poutou, ouvrier dans l'automobile, a été élu samedi soir candidat du Nouveau parti anticapitaliste (NPA) pour la présidentielle de 2012, par 53% des délégués réunis à Nanterre en conférence nationale, succédant ainsi à Olivier Besancenot.

Selon le décompte final, 122 délégués ont voté pour sa candidature, 50 contre, il y a eu 11 abstentions et 47 personnes n'ont pas pris part au vote, donnant un score de 53% sur le total des délégués et de 66,67% des exprimés.

Ouvrier de l'usine automobile Ford de Blanquefort (Gironde), où il est syndicaliste CGT, M. Poutou a déjà été tête de liste du NPA aux élections régionales en Aquitaine (2,52%) mais aussi aux législatives de 2007 (2,7%) en Gironde sous l'étiquette de la Ligue communiste révolutionnaire (devenue NPA).

En début de semaine, la commission de candidatures du NPA s'était "*majoritairement prononcée*" pour Philippe Poutou pour remplacer Olivier Besancenot qui s'est retiré début mai après avoir représenté deux fois la LCR, en 2002 (4,25%) et 2007 (4,08%).

Réunis à l'université de Nanterre en conférence nationale, sorte de mini-congrès, les délégués ont donc confirmé, après des débats longs et parfois tendus, la candidature de M. Poutou.

A la tribune, plusieurs militants se sont toutefois demandé pourquoi aucune des deux femmes porte-parole, Christine Poupin ou Myriam Martin, n'avait été désignée. Mme Martin a estimé que la commission des candidatures qui a récemment sorti le nom de M. Poutou, avait été mise en place pour "*éviter*" la sienne.

Un vote serré dans une ambiance de division. Les délégués ont en effet confirmé le vote des congrès locaux, coupant quasiment

en deux le NPA : 50,4% des militants soutenant la ligne "*identitaire*", contre 40,1% favorables à des discussions avec le reste de la gauche radicale dont le Front de gauche (FG), pour l'après-2012.

Le premier texte était soutenu notamment par Mme Poupin, MM. Besancenot et Poutou, le deuxième étant porté par Myriam Martin et Pierre-François Grond. (Liberation.fr et AFP 26.06)

1.2.2- Très pugnace, cet homme de 44 ans a en tout cas toujours su mener de front aussi bien ses activités syndicales que politiques. Aujourd'hui, il est secrétaire CGT de Ford Aquitaine Industrie (FAI) alors que pour le compte du NPA, il s'est déjà présenté à trois élections. C'est à partir de 2007 que le nom de Philippe Poutou, alors délégué CGT à l'usine, a commencé à apparaître dans les médias, quand Ford a annoncé la fin de la production en 2010 de boîtes automatiques sur le site de Blanquefort, faisant planer des menaces pour l'emploi de quelque 2 000 salariés.

Toujours disponible, excellent orateur, cet homme au look très décontracté s'est vite imposé comme un interlocuteur privilégié des journalistes au sujet de l'avenir de ce site. Aux côtés d'autres syndicalistes, il a participé à des dizaines de réunions avec la direction ainsi que les représentants politiques de tous bords. Le combat a fini par payer, puisque début mai, le géant de l'automobile américain a confirmé un plan industriel permettant de pérenniser 955 emplois au sein de FAI. (lemonde.fr 26.06)

2- Azerbaïdjan. Bruit de bottes.

Le président azerbaïdjanais, Ilham Aliev, s'est engagé dimanche à accroître les dépenses militaires de son pays et à reprendre le contrôle des territoires revendiqués et occupés par l'Arménie.

Il a fait ces déclarations au cours d'un défilé militaire dans la capitale Bakou, le plus important depuis la fin de l'Union soviétique et l'accession à l'indépendance en 1991.

L'Azerbaïdjan et l'Arménie, qu'une guerre a opposés avec pour enjeu la région du Haut-Karabakh, ont conclu un cessez-le-feu en 1994. Depuis ce conflit, qui a fait environ 30.000 morts de part et d'autre, les Etats-Unis, la Russie et la France ont tenté de rapprocher les positions des deux camps, en vain.

"Je suis totalement persuadé que nous recouvrerons notre intégrité territoriale, quels qu'en soient les moyens", a dit Aliev, dont le discours et le défilé militaire ont été retransmis par la télévision nationale. *"Par conséquent, il nous faut être encore plus fort"*, a-t-il ajouté.

Le Haut-Karabakh, région d'altitude peuplée majoritairement d'Arméniens de souche, faisait partie du territoire de l'Azerbaïdjan. Des troubles y ont éclaté dès 1988, avant même l'éclatement de l'URSS, et les Arméniens de souche en ont chassé les troupes de Bakou.

Dans son intervention, Aliev a indiqué que son pays, producteur de pétrole et de gaz, porterait dès cette année ses dépenses militaires à 3,3 milliards de dollars, contre 2,15 milliards l'an dernier et seulement 160 millions en 2003.

"Le Haut-Karabakh est un pays traditionnellement azerbaïdjanais, il l'a toujours été, mais il est temporairement sous occupation, ce qui ne pourra pas durer éternellement", a déclaré Aliev, en ajoutant que Bakou allait poursuivre ses efforts diplomatiques.

Bakou et Erevan ne sont pas parvenus à s'entendre sur un accord cadre fixant les conditions d'une résolution de leur conflit, lors d'un sommet en présence du président russe Dmitri Medvedev, vendredi dernier à Kazan au Tatarstan russe. Les deux pays rivaux se sont rejétés la responsabilité de cet échec. (Reuters 26.06)

3- Yémen

Des dizaines de milliers de personnes ont une nouvelle fois manifesté à Sanaa dimanche, demandant à Saleh de quitter le pouvoir et condamnant la politique des Etats-Unis et de l'Arabie saoudite, accusés de ne pas prendre nettement position contre le chef d'Etat.

"La position des Etats-Unis et de l'Arabie saoudite est contre notre révolution (...) Nous voulons voir la mise en place d'un conseil de transition et le départ des suppôts du régime", glisse Imar Naji, un manifestant. (Reuters 26.06)

4- Syrie

Trois mois après le début de la révolte syrienne, le président Bachar el-Assad n'a pas réussi à mettre fin à la contestation, malgré une répression sanglante. Mais les opposants ne sont pas parvenus non plus à faire pencher la balance en leur faveur; pour cela, il leur faudrait le ralliement des classes moyennes, un tel basculement pourrait alors pousser l'armée à se soulever contre le régime.

Plus de 1.400 Syriens ont été tués par les forces de l'ordre et 10.000 autres emprisonnés depuis le début des révoltes, selon le bilan des organisations de défense des droits de l'Homme.

Certes, la contestation essaime dans toute la Syrie. Mais pour l'instant, elle n'a pas gagné les grandes villes, faute d'avoir convaincu les classes moyennes.

Le pays de 22 millions d'habitants est un puzzle fragile de sunnites, de chiites, d'alaouites, de chrétiens, de Kurdes, de Druzes, de Circassiens et d'Arméniens, entre autres. Bachar el-Assad tente de se présenter comme le seul rempart contre le chaos, jouant sur la peur de conflits communautaires qui dégèneraient en une guerre civile à la libanaise.

En outre, la Syrie jouit de sa position stratégique au Proche-Orient. Frontalière de cinq pays, elle entretient des liens étroits avec l'Irak et avec des groupes palestiniens comme le Hezbollah (Liban) et le Hamas (Bande de Gaza). Elle contrôle l'alimentation en eau de l'Irak, de la Jordanie et d'une partie d'Israël. Même si elle est officiellement en guerre avec l'Etat hébreu, qui occupe son Plateau du Golan depuis 1967, elle a gardé avec lui des contacts discrets qui ont parfois contribué à éviter un embrasement. Nombre d'acteurs régionaux n'ont donc pas envie de voir une Syrie déstabilisée.

Les sunnites sont majoritaires dans le pays et parmi les militaires du rang. Mais les hauts gradés sont majoritairement des alaouites. Cette branche du chiisme est minoritaire (11% de la population syrienne) mais elle est présente à tous les postes clefs.

La famille el-Assad est alaouite, tout comme la plupart des hauts gradés dans l'armée, et les "*chabiha*", les miliciens à la solde du régime. La Garde républicaine, chargée de la sécurité de la capitale, Damas, est aussi majoritairement alaouite, tout comme la 4e Division qui, sous la direction de Maher el-Assad, le frère du président, écrase les manifestations d'ampleur.

Tandis que les sunnites se plaignent de discriminations à l'emploi, les alaouites considèrent, eux, qu'ils seraient opprimés pour hérésie s'ils venaient à perdre le pouvoir.

Pour que les officiers alaouites tournent le dos à Bachar el-Assad, il faudrait d'abord que les classes moyennes fassent de même. Or, pour l'heure, le président syrien peut compter sur le soutien de cette part, petite mais croissante, de la population. Ces commerçants et ces petits entrepreneurs, qui vivent surtout à Damas et à Alep, ont vu leur niveau de vie augmenter depuis que Bachar a succédé à son père Hafez el-Assad en 2000 et que l'économie du pays s'est ouverte.

"Jusqu'à maintenant, ils pensent que le régime d'Assad assure la stabilité", analyse Hilal Khashan, professeur de sciences politiques à l'Université américaine de Beyrouth. "S'ils parviennent à la conclusion qu'Assad n'est pas leur homme et qu'ils ne peuvent pas se reposer sur le régime, ils se joindront au mouvement de protestation".

C'est alors que les militaires pourraient entrer en jeu. (AP 26.06)

[Haut de page ↗](#)

Le 28 juin

Je suis retourné ce matin au bureau de l'immigration, je croyais mon dossier complet, pas de bol, ils me réclament le certificat de naissance en anglais de Mageswary et un certificat de mariage traduit en anglais visé par le consulat de France à Pondichéry et certifié par the ministry of External Affaire à Chennai, de mieux en mieux, je suis reparti pour un marathon administratif ! On est mariés depuis 21 ans et ils ont déjà reçu en plusieurs exemplaires les documents qu'ils me réclament. No comment !

Quelques sujets en très bref.

1-- Des tâches d'intérêt commun comme nouvelle sanction scolaire - Liberation.fr (27.06)

Effectuées gratuitement à la place d'un employé de service ou un chômeur ? J'oubliais que les chômeurs sont tous des fainéants en puissance, de vulgaires profiteurs... Après cela ils vont aimer l'école, c'est sûr !

2-- Dimanche, lors de l'émission politique Le Grand Jury/RTL/LCI/Le Figaro, Alain Juppé a estimé "*utile*" de revenir aux valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité, dans le cadre du projet de l'UMP pour la présidentielle de 2012.

"Quelles sont les valeurs de l'UMP? Tout simplement, les valeurs de la République. (...) Liberté, égalité, fraternité. On se rend compte que quand on décline ces trois thèmes, on retrouve leur modernité, leur actualité", a ajouté Alain Juppé.

A l'occasion d'un point de presse, le maire de Bordeaux a également redit qu'il était favorable au mariage homosexuel, reconnaissant qu'"on n'a pas aujourd'hui sur le mariage homosexuel, le même regard que celui qu'on avait il y a 20 ou 30 ans".

"Les responsables politiques ne sont pas toujours là pour suivre l'opinion, mais ils doivent malgré tout tenir compte, en démocratie, de l'évolution de l'opinion et dans ce domaine, l'opinion a beaucoup évolué", a-t-il déclaré. (AFP 27.06)

C'est surtout "utile" en campagne électorale, puisque Marine Le Pen se réclame de la République, c'est pour dire que ce terrain est une planche pourrie ! En revendiquant une République sociale, on donne un autre contenu de classe aux valeurs de la République...

3-- La jeunesse d'aujourd'hui est toujours rêveuse mais moins idéologue. Elle tourne pragmatique: elle veut des solutions. L'utopie est belle pour qui a un job. Des générations n'en n'ont pas. Les jeunes veulent du concret, du possible. Les ONG en proposent, pas le NPA. (slate.fr 27.06)

Erreurs :

1- Avec l'approfondissement de la crise du capitalisme, l'idéologie va de plus en plus alimenter les discussions dans les mois et années à venir. Quand la jeunesse s'oppose au racisme ou à la xénophobie, elle mène un combat sur le terrain idéologique, même si en grande partie elle l'ignore ;

2- La jeunesse "veut des solutions", mais il n'en existe pas sous ce régime ;

3- Si les travailleurs et les jeunes qui ont un emploi avaient une utopie en tête cela se saurait, le problème c'est justement qu'ils n'en ont pas ;

4- Le "possible", un salaire de misère, la surrexploitation, occuper un emploi sans rapport avec sa qualification ou ses diplômes, etc., il faut l'état d'esprit d'un esclave pour s'en trouver bien ou celui d'un larbin comme l'auteur de cet article, Eric Le Boucher (Les Echos, Le Monde notamment) ;

5- Les ONG proposent d'accompagner la destruction des services publics et les conséquences de la crise du capitalisme dont sont victimes les travailleurs au lieu de les combattre en s'attaquant à leurs racines.

Les ONG, financés par les liquidateurs de nos droits sociaux, gouvernements et capitalistes, ont pour fonction d'associer des travailleurs inconscients à leur oeuvre destructrice, afin de la légitimer et de renforcer l'idée que le meilleur et surtout le pire relève d'une terrible fatalité contre laquelle évidemment nous serions impuissants, un sparadrap sur une jambe de bois.

Le Boucher n'a pas inventé le fil à couper le beurre, tout le monde aspire à une solution à ses problèmes, tout de suite, immédiatement, mais par le fait qu'il n'en existe pas de satisfaisantes sous ce régime, cela force chacun à réfléchir davantage sur sa condition, la place qu'il occupe dans la société, à la société elle-même, comment elle fonctionne, c'est ainsi que mûrit l'idée qu'il existe bien une solution, mais au-delà de ce régime qu'il faut commencer à abattre.

La crise du capitalisme est une aubaine, car elle conduit des millions de travailleurs et jeunes à se poser un tas de questions qu'ils ne se seraient pas posés autrement, à chercher une issue politique...

4-- "La Libye (...) n'accepte pas les décisions de la CPI (Cour pénale internationale) qui est un instrument du monde occidental pour poursuivre les dirigeants du tiers-monde", a déclaré le ministre de la Justice, Mohammed al Kamoudi, lors d'une conférence de presse à Tripoli. (Reuters 27.06)

Le CPI est un tribunal d'exception, illégitime, qui a pour fonction de juger des bouc-émissaires du capitalisme mondial parmi ceux aqui le représentaient encore hier, et dont il n'a plus besoin aujourd'hui ou qu'il estime devenu trop encombrants. Bush devrait être condamné à mort par la CPI pour avoir bombardé et envahi l'Irak sous un faux prétexte, l'existence d'armes de destruction massive qui en réalité n'ont jamais existé, non ?

Parole d'internaute

(A propos d'Arnaud Montebourg)

- "Si, si je le connais, je l'ai rencontré plusieurs fois dans le TGV Paris -Le creusot. j'ai rarement vu quelqu'un d'aussi arrogant dans son attitude et c'est aussi le seul homme politique que j'ai rencontré dans le train qui n'avait aucun dossier et qui a bullé tout le temps du trajet." (slate.fr 27.06)

Cet internaute confirme ce que j'ai écrit hier à propos des dirigeants puants du PS.

Politique

1- France

Jean-Louis Borloo, président du Parti radical, continue de jouer avec les nerfs de l'UMP. Il inaugurerait, dimanche 26 juin à Epinay (Seine-saint-Denis), la nouvelle confédération des centres baptisée Alliance républicaine, écologiste et sociale (Ares).

Ce mouvement pérenne se veut "*une force politique alternative entre un PS dépassé par les enjeux du XXI^e siècle et une UMP qui s'est rétrécie, incapable d'entrer dans l'action*", a lancé celui qui était encore numéro deux du gouvernement il y a huit mois.

"*Nous avons un cap, une vision, des valeurs*", a souligné Jean-Louis Borloo. Notre "*force doit avoir un candidat à l'élection présidentielle*", a-t-il ajouté. "*J'en ai marre de la politique de dénonciation de l'autre et de la politique spectacle. Nous avons une obligation d'action immédiate et concrète*", a-t-il lancé, en présentant l'union des centres comme "*la force anti-FN*". "*C'est nous la force anti-21 avril parce qu'on répond aux Français par l'action. Si on laisse s'affronter le vainqueur de la primaire entre énarques socialistes et l'UMP actuelle, je vous garantis qu'on aura un FN au second tour*", a-t-il prédit, retournant l'argument de ceux qui l'accusent de favoriser une percée de l'extrême droite en divisant la majorité.

Sur RMC, Xavier Bertrand, le ministre du travail, a également mis en garde son ex-collègue centriste. "*S'il est candidat, c'est de la division. S'il y a de la division, il y a effectivement le risque que la droite et le centre ne soient pas représentés au second tour*". Sur France 2, Nadine Morano, ministre de l'apprentissage et fidèle sarkozyste, a aussi expliqué que la candidature de son ancien collègue au gouvernement n'avait pas de sens. "*Il n'y a aucune différence entre Jean-Louis Borloo et nous. Nous sommes vraiment dans la même famille politique*", a-t-elle conclu. (Le Monde.fr avec Reuters et AFP 27.06)

Mais nous n'en avons jamais douté, ce qui n'est pas le cas de tout le monde...

2- Espagne

La chambre basse du Parlement espagnol a approuvé lundi le projet de loi du gouvernement socialiste de José Luis Rodríguez Zapatero reculant l'âge de la retraite de 65 à 67 ans.

Le texte doit à présent être examiné dans les prochaines semaines par le Sénat, qui peut l'adopter ou le renvoyer avec des amendements vers la chambre des députés.

Les Espagnols, selon la législation actuelle, peuvent prendre leur retraite à taux plein à 65 ans après 35 années de cotisations à la sécurité sociale. Si le projet de loi est définitivement adopté par le Parlement, l'âge de la retraite sera progressivement reculé à 67 ans à partir de 2013, avec 37 ans de cotisations. Il sera possible de partir en retraite à 65 ans, mais 38,5 années de cotisations seront nécessaires. (AP 27.06)

Antisocial le PSOE, le PASOK, le Labour Party, le PS, etc, mais non, mais non, vous n'avez pas envie de monter une petite délégation en direction des élus de ces partis, comment, le front unique ne vous tente plus, non, mais alors dites-nous, il va falloir que vous nous expliquiez pourquoi.

3- Syrie

Quelque 190 intellectuels et critiques du régime syrien se réunissaient lundi à Damas pour discuter des stratégies permettant une transition pacifique vers la démocratie. Ce rassemblement d'une journée est le premier d'opposants au régime du président Bachar el-Assad.

Les autorités syriennes ne se sont pas opposées à la tenue de cette réunion, dans un hôtel du centre de Damas. Elle a commencé par l'hymne national, avant une minute de silence à la mémoire des victimes de la répression.

"*Nous sommes ici pour mettre en avant une vision sur les moyens de mettre fin à la tyrannie et assurer une transition pacifique et sûre vers l'Etat espéré: un Etat de droit, de démocratie et d'égalité*", a déclaré l'écrivain Louay Hussein, une des figures de l'opposition syrienne et un des organisateurs du rassemblement. Le régime de Bachar el-Assad doit "*disparaître*", a-t-il lancé.

D'autres militants de l'opposition, en Syrie et à l'étranger, ont critiqué la tenue de cette réunion. Le gouvernement syrien va "*l'exploiter*" pour faire croire à sa volonté réformatrice et "*dissimuler les arrestations, les meurtres et les tortures quotidiens*", a ainsi estimé Walid al-Bunni. Il dit ne pas avoir été invité à la conférence, en raison du "*véto*" mis par les autorités syriennes à la présence de certaines personnalités.

"Nous aurions été plus heureux si les organisateurs de la conférence avaient été libres d'inviter qui ils voulaient. En tant que telle, ce n'est pas une conférence de l'opposition", a-t-il dit à l'Associated Press.

La Coordination de la révolte syrienne, un autre mouvement d'opposition, a également exprimé son mécontentement, estimant qu'on donnait au gouvernement syrien une occasion de propagande.

Rami Abdul-Rahman, directeur de l'Observatoire syrien pour les droits de l'homme, a lui appelé l'opposition à surmonter ses divisions. "Cette rencontre à Damas est consultative. Ce n'est pas une rencontre avec le régime syrien", a-t-il souligné. "L'objectif est de trouver une transition vers la démocratie, d'arrêter le glissement vers la guerre civile".

Michel Kilo, un des écrivains et militants syriens pour la démocratie les plus reconnus, a appelé le régime à autoriser les partis d'opposition et supprimer l'article de la Constitution instituant la prééminence du parti Baas de Bachar el-Assad dans "l'Etat et la société".

Le salut ne peut venir que d'une transformation politique pacifique, a de son côté déclaré lors de la conférence l'universitaire Munther Khaddam. "L'alternative est sinon l'inconnu, et la destruction de la société", a-t-il ajouté. (AP 27.06)

4- Soudan

Le Conseil de sécurité des Nations unies a approuvé lundi à l'unanimité le déploiement de 4.200 militaires éthiopiens dans la région soudanaise d'Abyei, pour une durée initiale de six mois.

Cette résolution, soumise par les Etats-Unis, doit répondre à la multiplication des conflits dans cette région riche en pétrole, source d'un contentieux entre le gouvernement de Khartoum et le Sud-Soudan.

Khartoum a envoyé ses blindés en mai dans la région, provoquant un exode de dizaines de milliers de personnes. Le Sud doit proclamer son indépendance le 9 juillet.

Les deux gouvernements ont conclu un accord prévoyant la démilitarisation de la région et le déploiement de la force éthiopienne. Cette force tampon sera distincte de la mission des Nations unies au Soudan (Minus), dont Khartoum exige le départ avant le 9 juillet. (Reuters 27.06)

Une mesure pour protéger les puits de pétrole ?

Social

France

"On a l'impression qu'on nous pousse dehors", témoigne Agnès, enseignante en mathématiques et mère de trois enfants. 30 000 fonctionnaires, mères de trois enfants, partiront en retraite anticipée au 1er juillet 2011, a révélé Les Echos. C'est "deux fois plus qu'une année classique", selon le quotidien économique. Un afflux prévisible après la réforme des retraites. Mais ni avec une telle ampleur ni avec ce sentiment de malaise.

Jusqu'ici, les mères fonctionnaires de trois enfants et plus pouvaient partir en retraite anticipée après quinze ans de service. La loi du 10 novembre 2011 supprime ce droit à compter du 1er juillet 2011, date de l'entrée en application de la réforme des retraites.

En clair, les fonctionnaires, mères de trois enfants ont eu un choix à faire: profiter de ce droit immédiatement ou y renoncer complètement. Sans poids, ni mesure. "Si je ne prenais pas ma retraite cette année, je perdais tous mes avantages. Du coup, je me suis sentie obligée de signer, même si je me sens encore capable de continuer quelques années", raconte Agnès, jeune retraitée âgée de 50 ans.

"Je n'ai pas spécialement bien vécu cette réforme. Les règles du jeu ont changé en cours de route, raconte Florence, conseillère d'orientation-psychologue. J'envisageais de prendre ma retraite vers 56 ans et je la prend à 48 ans. Je vais toucher 49% de mon traitement comme pension, si j'avais pu continuer cinq ou six ans de plus, j'aurais pu toucher 65%. C'était ça ou continuer jusqu'à 62 ans."

Même phénomène à l'hôpital. Le directeur de la Caisse de retraite des agents des hôpitaux et des collectivités territoriales (CNRACL), cité par Les Echos, indique que "18 900 départs sont intervenus durant le premier semestre" dans les hôpitaux. (lexpress.fr 27.06)

Economie

France

La volatilité des prix des produits alimentaires va obliger les agriculteurs à "*jongler entre les bonnes et les mauvaises années*", conclut un rapport sur les prix et les marges du secteur, qui constate les tensions croissantes entre producteurs, industriels et distributeurs.

Ces derniers, constate ce rapport, ont fortement accru leurs marges sur un certain nombre de produits de grande consommation, comme le beurre, l'emmental ou la viande de porc par exemple.

Ce document de 240 pages remis lundi au ministre de l'Agriculture et de la Pêche, Bruno Le Maire, synthétise les travaux de l'Observatoire de la formation des prix et des marges des produits alimentaires, créé à l'automne dernier dans le but d'assurer un "*juste équilibre*" dans la répartition de la valeur ajoutée des filières concernées, au profit des producteurs.

Et les données compilées dans le rapport permettent de mesurer l'ampleur du chantier. Elles montrent entre autres une tendance régulière à la hausse des marges brutes des grands industriels des produits laitiers d'une part, de celles des distributeurs d'autre part sur les dix dernières années.

Ainsi, entre 2001 et 2011, la marge brute de la distribution en grands magasins spécialisés a augmenté de près d'un tiers pour l'emmental, d'environ 50% pour la côte de porc et de quasiment 100% pour le beurre en plaquette.

L'exemple de la longe de porc, cité par Les Echos, illustre bien cette répartition et ces évolutions. En 2000, 45 % du prix final du produit revenait à l'éleveur, qui touche aujourd'hui seulement 36 %. La part de l'industriel, chargé de l'abattage, a également chuté, passant de 11 % à 8,8 %, tandis que le distributeur a augmenté sa marge, passant de 39 % du prix final en 2000 à 55 % aujourd'hui.

Parmi les premières réactions à la publication du rapport, les chambres d'agriculture de France estiment que l'Observatoire "*démontre que souvent les producteurs ne peuvent tout simplement pas vivre de leur travail*".

"*Si les professionnels ont systématiquement répercuté les hausses de prix agricoles en 2007, ils se sont bien gardé de faire de même pour les baisses observées dès le deuxième semestre 2008*", constate l'UFC-Que Choisir dans un communiqué. (Reuters et lemonde.fr 27.06)

La Talonnette a montré l'exemple en augmentant son salaire de 172% en arrivant au Château, les banksters et les gangsters du CAC 40 lui ont emboîté le pas, tous leurs semblables qui pouvaient les imiter s'en sont donnés à coeur joie, normal.

[Haut de page ↗](#)

Le 29 juin

Suite de mon calvaire administratif en Inde. Je suis allé ce matin au consulat de France avec une copie en anglais de mon acte de mariage (1990) pour leur demander de le certifier. Impossible, je dois écrire à la mairie où nous nous sommes mariés pour obtenir un acte de mariage intégral, ensuite je devrai le faire traduire en anglais par un avocat à Pondichéry, après je devrai retourner au consulat pour qu'ils le certifient, le tout étant à mes frais évidemment. Ce matin j'ai reçu mon nouveau passeport (biométrique) après un délai de 3 semaines. Impossible de changer l'adresse dessus, donc si je déménage dans une semaine, je devrai retourner au consulat avec des photos, attestation de domicile, etc. et attendre à nouveau 3 semaines. A ce rythme-là, j'aurai mon nouveau visa dans 3 mois car il va me falloir remplir de nouveaux formulaires avec les références de mon nouveau passeport, etc. Restons calme !

On va laisser tomber le cannabis, le mariage gay et les autres questions de société secondaires pour se recentrer sur l'économie dans les jours qui viennent. J'ai commencé à écrire quelques lignes, mais sans électricité et plus de 40°C, je crève littéralement, j'arrête de bosser et je sors de cette fournaise. En attendant j'ai mis en ligne dans la rubrique *Documents* section *Economie*, un article intéressant qui résume bien la situation : *Sortir de l'impasse monétaire*. Son auteur revient sur les modifications intervenues au niveau de la banque, la monnaie et l'Etat de 1945 à 2010. Il est facile à lire et comprendre par tous les militants.

En très bref.

1- Chine. Colossal !

Selon un premier rapport public, les collectivités locales chinoises ont en effet accumulé une dette de 1.160 milliards d'euros fin 2010. Un chiffre colossal qui représente 27% du produit intérieur brut (PIB) et ferait grimper le total de la dette chinoise à plus de 80% de son PIB, selon les calculs de plusieurs experts.

En cause, les milliards prêtés par les banques de l'empire du Milieu en 2009 et 2010 pour accompagner le plan de relance adopté fin 2008, alors que le pouvoir central redoutait un ralentissement économique. (lefigaro.fr 28.06)

2- Grèce. "Il n'y a pas de plan B"

2.1- "Les investisseurs anticipent une issue favorable (du vote en Grèce) et un règlement d'une manière ou d'une autre. Personne n'a vraiment envie que la Grèce fasse défaut parce qu'on est incapable de prédire l'impact qu'aurait un défaut de l'un des pays de la zone euro", a commenté Anita Paluch, trader d'ETX Capital.

Eclipsant les nouveaux affrontements à Athènes entre forces de l'ordre et manifestants anti-austérité, plusieurs facteurs ont contribué à cette embellie, au premier rang desquels les progrès apparents dans les discussions sur la participation du secteur privé au nouveau plan soutien financier à Athènes.

Principale difficulté de ces pourparlers : ils doivent aboutir à un engagement volontaire des créanciers privés d'Athènes à reconduire une partie de leur prêts; dans le cas contraire, les agences de notation pourraient en effet considérer leur contribution au plan comme le déclencheur d'un défaut de la Grèce sur sa dette de 340 milliards d'euros. (Reuters 28.06)

2.2- Les marchés d'actions en Europe ont fini en hausse mardi, dopés par un optimisme croissant sur les chances de résolution de la crise grecque, notamment sur le vote au Parlement d'un nouveau plan d'austérité dans le pays.

L'annonce dans le Wall Street Journal, qui cite des sources au gouvernement, que le Portugal compte renforcer ses mesures d'austérité, destinées à réduire le déficit public, a également contribué à une accélération des gains en fin de séance.

Les valeurs bancaires, profitant de l'optimisme concernant la crise de la dette grecque, ont figuré parmi les plus fortes hausse du CAC. (Reuters 28.06)

2.3- Si le parlement grec ne vote pas le programme d'austérité présenté par le gouvernement, cela aura pour conséquence que le pays se retrouverait immédiatement dans une situation de défaut, a déclaré mardi Olli Rehn, commissaire européen aux Affaires économiques et monétaires.

"La seule manière d'éviter un défaut immédiat consiste en ce que le Parlement soutienne la nouvelle version du programme économique (...) Il doit être approuvé pour que la prochaine tranche du plan d'assistance financière soit versée", souligne-t-il dans un communiqué.

"A ceux qui spéculent sur d'autres options, je dis clairement, il n'y a pas de plan B pour éviter un défaut", ajoute Olli Rehn. (Reuters 28.06)

3- NPA. La crise.

Entendu lors du congrès du NPA. «*Nous ne sommes pas au bord de la scission mais il y a une fracture*», dit, amer, Frédéric Borrás, membre de la direction.

Les derniers unitaires ont pactisé avec ceux qui tenaient la barre du parti, aujourd'hui minoritaires, comme Pierre-François Grond : «*On ne peut pas passer de 9 300 à 3 000 votants en disant que tout va bien ! Un petit parti en crise ne peut pas être une réponse à lui seul.*» La crise ? «*Un passage obligé*» pour Besancenot.

Les féministes hurlent au scandale d'avoir choisi un homme alors que deux femmes porte-parole ont été nommées en avril. Candidate potentielle mais victime du «*tout sauf*», l'une d'elles, Myriam Martin, sort de l'amphi en retenant ses larmes après son intervention. (liberation.fr 27.06)

Rageant, on récolte ce qu'on a semé, non ? Des illusions.

Parole d'internaute

- "La Grèce n'était pas un pays surendettés jusqu'au sauvetage des banques par le gouvernement précédent, suite à la crise des subprimes (80 milliard de dette en 2008, contre 350 milliards actuellement). Sans cette dette contractée pour renflouer les banques, le budget grec sera équilibré !

Donc non on ne peut pas dire que les contribuables européens financent les fonctionnaires grecs, ni la Grèce en général. Ils financent plutôt les banquiers à cette heure-ci." (lefigaro.fr 28.06)

Politique

Sénégal

Des soldats ont été déployés, mardi 28 juin, autour des bâtiments publics de Dakar. Des véhicules blindés gardaient la présidence et au moins un hélicoptère de combat survolait la capitale sénégalaise au lendemain d'une nuit d'émeutes provoquée par des coupures de courant chroniques et prolongées.

De nombreuses maisons et entreprises de la capitale étaient toujours sans courant trente heures après la rupture de l'électricité, exacerbant le ressentiment envers les autorités, jugées incapables d'assurer l'alimentation normale des foyers.

Dans la nuit de lundi à mardi, plusieurs bâtiments publics de Dakar et des environs, notamment ceux de la Société nationale d'électricité du Sénégal (Senelec), ont été incendiés par des habitants excédés par les coupures d'électricité de plus en plus longues et fréquentes.

Dans le quartier des Parcelles assainies, les locaux de la Senelec étaient également en feu et les rues étaient jonchées de pierres et de débris, signe du passage de manifestants en colère, qui n'étaient plus présents sur place, pas plus que les forces de l'ordre. La mairie de ce quartier a aussi été saccagée et brûlée.

Dans la banlieue de Pikine-Guiédawaye, c'est le siège des services fiscaux qui a été totalement saccagé et incendié. Les pompiers tentaient de maîtriser l'incendie.

Un policier présent sur les lieux a affirmé que les manifestants "*ont tout emporté avec eux, y compris le coffre-fort*". Selon lui, "*c'est toute la ville de Dakar qui s'est embrasée*", avec des bâtiments de la Senelec également incendiés dans les quartiers de Yembeul et de Daroukhane. Un peu partout dans la ville, des pneus incendiés étaient visibles.

Plus tôt dans la journée de lundi, des manifestations de colère populaire contre la Senelec s'étaient également produites à Mbour, ville du littoral située à environ 80 kilomètres au sud de Dakar. Des forces de l'ordre étaient intervenues pour les disperser à coups de grenades lacrymogènes. Les protestataires s'étaient ensuite disséminés dans les quartiers, bloquant des voies, brûlant des pneus, et saccageant les locaux de la Senelec.

"*Tout est cassé à la Senelec*", ordinateurs et véhicules, a raconté un témoin ajoutant que "*les vingt-sept quartiers de Mbour ont chacun*" leur foyer de tension. Il a parlé d'"*émeutes des délestages*".

Le Sénégal est en proie à des coupures régulières d'électricité depuis des mois, qui se sont aggravées ces dernières semaines, durant parfois deux jours d'affilée dans certaines zones. Ces "*délestages*", qui touchent la plupart des villes, ont un impact négatif sur l'activité économique, en particulier pour les petits commerces, très nombreux.

Ces manifestations de colère ont éclaté quatre jours après une journée d'émeutes, jeudi, à Dakar, provoquée par un projet de loi du président Abdoulaye Wade visant à permettre, dès février 2012, l'élection simultanée d'un président et d'un vice-président avec un minimum de 25 % des voix au premier tour. (lemonde.fr 28.06)

Hier, chez nous (en Inde), ils ont encore coupé le courant de 6h à 9h du matin, on y est habitué depuis près d'un an, à cette heure-là la température est supportable. À 20h hier soir à l'extérieur le thermomètre affichait encore 38°C, la journée il a dû faire aux alentours de 45°C. Tenez, ils ont recoupé à midi, il est 16h30 et on n'a toujours pas de courant, donc pas de climatisation, quant au ventilateur, il brasse de l'air bouillant, vaut mieux encore sortir à l'ombre d'un cocotier et profiter du brin d'air qui va qui vient...

Le problème, c'est la faiblesse de la production alors que la consommation a fortement augmenté avec l'élévation du niveau de vie de la population d'une part, et d'autre part la consommation industrielle qui a explosé avec l'implantation de nombreuses usines étrangères dont Ford et Renault au Tamil Nadu où j'habite.

Egypte

Un tribunal égyptien a ordonné mardi la dissolution de plus de 1.750 conseils municipaux considérés comme l'un des derniers

vestiges du régime d'Hosni Moubarak.

La décision du tribunal administratif, annoncée par le juge Kamal el-Lamei, répond à l'une des revendications majeures du mouvement de contestation qui a entraîné la chute du président Moubarak en février.

Les instances locales, dont les sièges sont pourvus lors d'élections largement considérées comme truquées, étaient l'un des puissants soutiens du parti au pouvoir de Moubarak.

Elles étaient devenues particulièrement importantes après les amendements constitutionnels de 2005, qui exigeaient des candidats à la présidentielle d'obtenir l'appui d'un certain nombre de représentants des conseils locaux ainsi que de membres du Parlement égyptien.

La décision, qui fait suite à une action en justice intentée par un ingénieur, Hamdi el-Fakharani, peut encore faire l'objet d'un appel, mais l'opposition populaire pourrait rendre difficile toute contestation émanant des militaires actuellement au pouvoir en Egypte.

D'après Hamdi el-Fakharani, qui dit avoir été rejoint dans son action par dix membres indépendants des conseils attestant de faits de corruption au sein de ces instances, 97% des membres des conseils municipaux appartenaient au Parti national démocratique, la formation de Moubarak désormais dissoute.

Un important rassemblement doit avoir lieu la semaine prochaine en signe, notamment, de soutien en faveur de la dissolution des conseils à l'approche des législatives prévues en septembre. (AP 28.06)

Social

France

En mai, Pôle emploi a enregistré, en France métropolitaine, 17.700 demandeurs d'emplois supplémentaires en catégorie A, ceux qui n'exercent aucune activité. Soit une augmentation de 0,7% par rapport à avril.

Ce fort revond concerne aussi ceux qui exercent une activité réduite: +0,7% pour la catégorie B (moins de 78h travaillées dans le mois), +2,2% pour la catégorie C (plus de 78h).

Au total, catégories A,B,C confondues, 4.078.500 personnes sont considérées comme demandeurs d'emplois. Leur nombre n'a jamais été aussi élevé depuis au moins 14 ans, selon nos calculs. Sur un an, il augmente de 1%.

Si l'on inclue des départements d'Outre-mer, le nombre de demandeurs d'emplois dans les catégories A, B et C atteint 4.341.400. Un chiffre en hausse de 0,9% sur un mois et de 4,1% sur un an.

Fait notable: les jeunes (et en particulier les hommes) sont particulièrement concernés par cette hausse: +1,3% pour les moins de 25 ans (catégorie A). Un retournement complet par rapport à la tendance observée sur un an (-6,6%). C'est la classe d'âge la plus touchée ce mois-ci. Avec les plus de 50 ans (la hausse est de 0,9% sur un mois et elle atteint 12,3% sur un an) qui, catégories A,B,C confondues, enregistrent la même hausse.

Qu'est-ce qui explique cette remontée brutale du nombre de demandeurs d'emploi? Pas les licenciements économiques (-7%). En revanche, le nombre de «premières entrées» a fortement augmenté: +15,7%. Le nombre de démissions, de reprises d'activité, de fins de mission d'intérim aussi. Les fins de CDD fournissent toujours le gros des arrivées.

Autre tendance confirmée: l'importance du chômage de longue durée. Le nombre de personnes inscrites au chômage depuis un an ou plus a augmenté de 0,8% en mai pour les catégories A, B et C et affiche une progression de 10,5% par rapport à mai 2010. (liberation.fr et Reuters 28.06)

Economie

1- FMI

Christine Lagarde, choisie mardi pour diriger le FMI, a déclaré que son objectif premier serait que l'institution continue dans la même voie et a appelé à une entente nationale en Grèce.

Christine Lagarde, première femme à diriger le FMI après dix hommes, a été soutenue par l'Europe, les Etats-Unis et des pays dits émergents comme la Chine, la Russie et le Brésil.

"L'action du FMI doit être pertinente, proactive, efficace et légitime, pour assurer une croissance plus forte et durable, la stabilité macroéconomique et un avenir meilleur pour tous", a dit Christine Lagarde dans un communiqué.

"Le FMI a été au service de ses 187 pays membres pendant la crise économique et financière mondiale, ce qui l'a amené à évoluer profondément. Mon objectif premier à la tête de notre institution sera de faire en sorte qu'elle continue dans cette voie avec la même détermination et le même engagement", poursuit-elle.

Sur TF1, la ministre française a appelé l'opposition grecque à une entente nationale avec le parti au pouvoir pour sortir le pays de la crise.

"Si j'ai un message à faire passer ce soir concernant la Grèce, c'est un appel à l'opposition politique grecque pour qu'elle rejoigne dans une entente nationale le parti qui est actuellement au pouvoir. Il y va vraiment du destin d'un pays, de sa sécurité", a dit la ministre.

Interrogée sur une éventuelle sortie de la Grèce de la zone euro, elle a répondu : "C'est le scénario du pire qu'il faut impérativement et par tous les moyens éviter". (Reuters 28.06)

La voix de Washington ! Un "avenir meilleur pour tous", ben voyons, les Grecs n'y croient plus et bientôt les travailleurs de l'ensemble de l'UE, du monde !

2- Nouveau coup tordu de la BCE.

Une banque européenne sur six pourrait échouer aux tests de résistance, a-t-on appris mardi de sources de la zone euro au fait du dossier.

Ces résultats, dont la Banque centrale européenne (BCE) espère qu'ils persuaderont les investisseurs que l'UE est finalement au clair avec ses problèmes bancaires, devraient inciter les Etats réticents à soutenir celles de leurs banques qui ne peuvent se financer elles-mêmes.

Selon les sources interrogées, l'Autorité bancaire européenne (ABE) devrait annoncer dans les semaines à venir qu'entre 10 et 15 des 91 banques qui ont passé ces stress tests ont échoué. Il s'agit notamment de banques grecques, allemandes, portugaises et espagnoles.

Les tests 2011 ont cherché à déterminer si les établissements européens possédaient les fonds propres nécessaires pour faire face à des scénarios de chocs économiques sévères avec leurs conséquences telles que des prêts non remboursés. Ils ont également mesuré l'impact d'une dépréciation des titres détenus par les banques, notamment de ceux émis par la Grèce.

Les banques européennes doivent afficher un ratio de fonds propres "durs" supérieur à 5% pour réussir les nouveaux tests de résistance qui simulent une récession de deux années, dans le cadre d'une opération visant à rassurer les contribuables et à redorer l'image du secteur.

"Combien de banques devraient échouer? Je dirais entre dix et 15", a déclaré une source de la BCE, laquelle a élaboré les tests conjointement avec l'ABE.

Selon une autre source, l'ABE souhaite que le nombre d'échecs approche ce niveau afin de prouver que ces tests sont sérieux. Toutefois, le nombre de banques en échec ne devrait pas être plus élevé car l'ABE ne veut pas provoquer une panique sur les marchés, susceptible d'aggraver la crise budgétaire européenne.

"Afin de démontrer que ces tests sont crédibles, l'ABE devra montrer que le nombre d'échecs est significatif sans être considérable", a dit une source. "Un chiffre autour de dix semble adéquat".

Ces tests ont également une envergure politique.

"Tous les régulateurs nationaux se battent pour qu'aucune de leurs banques ne figure sur la liste", commente une source. "C'est une marque d'incompétence".

L'ABE s'efforcera toutefois de ne pas concentrer la pression uniquement sur les pays les plus fragiles, comme l'Espagne, pour ne pas créer une aversion des créanciers internationaux envers ces pays et leurs banques.

"Ils vont éviter de faire ressortir un épice centre", explique une source. "Si c'était l'Espagne, ce serait une très mauvaise nouvelle.

Un échec de banques allemandes aux stress tests serait beaucoup moins risqué."

En attendant les résultats officiels, dans les ministères des Finances des Etats européens, on se prépare désormais à agir pour soutenir les banques qui n'auront pas réussi les tests. (Reuters 28.06)

Il s'agit pour la BCE, à partir de critères arbitraires choisis pour l'occasion, de démontrer que certaines banques dans certains pays présenteraient des faiblesses afin de légitimer leur renflouement par les Etats concernés, qui ainsi verront leur endettement augmenter, pour justifier ensuite des coupes claires dans leurs budgets sociaux, de nouvelles privatisations, l'adoption de nouvelles mesures d'austérité...

La BCE, la Fed, Wall Street et les agences de notations américaines, on a compris, c'est la même boutique.

3- France. La dictature des trusts.

Lactel, Président, La Laitière, Rondelé... Toutes ces marques appartiennent au même groupe, Lactalis. Son nom, méconnu, n'est pas présent sur les étiquettes. Mais ses dizaines de produits sont partout dans les étals et en font un géant multinational du lait. En achetant l'italien Parmalat ce mardi, le groupe pourrait même bien devenir le numéro un mondial. (Dernière minute: Le groupe Lactalis a bien pris le contrôle de Parmalat mardi à 19h)

Déjà présent dans 148 pays, où il collecte près de 10 milliards de litres de lait chaque année, le groupe Lactalis pourrait en effet atteindre avec cette acquisition un chiffre d'affaires de 14 milliards d'euros, et devancer Danone et Nestlé, ses deux concurrents. Une ambition de plusieurs décennies pour ce groupe familial né en commercialisant Président, le premier camembert pasteurisé, dans les années 60. (20minutes.fr 28.06)

4- Portugal

Le nouveau gouvernement portugais de centre-droit a présenté mardi au parlement un programme sur quatre ans visant à remplir ses obligations liées au plan d'aide international de 78 milliards d'euros.

Comme convenu avec le Fonds monétaire international (FMI) et l'Union européenne (UE), le gouvernement veut céder des participations de l'Etat dans la société de services aux collectivités Energias de Portugal (EDP) et dans l'exploitant du réseau d'électricité REN en 2011.

L'Etat devrait également se défaire de l'activité assurance de Caixa Geral Depositos, ainsi que de la compagnie aérienne TAP, mais n'a pas donné de calendrier pour ces deux cessions.

"L'Etat portugais doit scrupuleusement remplir toutes les obligations attendues à l'international et nécessaires pour pouvoir se financer sur les marchés et pour renouer avec la croissance et la création d'emplois", lit-on dans le programme, qui sera discuté par le parlement jeudi et vendredi.

La presse portugaise estime que l'application de ce plan pourrait être accélérée afin d'atteindre l'objectif fixé pour 2011 de ramener le déficit à 5,9% du produit intérieur brut.

Le document ne mentionne cependant pas de dates butoirs pour la plupart des mesures, qui incluent également le relèvement de la TVA sur certains produits, la suspension du projet de liaison grande vitesse entre Madrid et Lisbonne, et une réduction des contributions sociales patronales. (Reuters 28.06)

5- Soudan.

Le président soudanais Omar Hassan al Bachir est arrivé mardi à Pékin pour une visite d'Etat qui devrait se focaliser sur les conséquences de la partition du pays et de l'indépendance prochaine du Sud-Soudan.

Le président soudanais devrait profiter de cette visite de quatre jours pour rassurer les dirigeants chinois au sujet de la pérennité de leurs investissements au Soudan, notamment dans le secteur énergétique, malgré la sécession du Sud-Soudan, dont l'indépendance sera proclamée le 9 juillet.

La Chine est un grand acheteur de pétrole brut soudanais, dont les réserves sont majoritairement situées dans le Sud, et Pékin voudra s'assurer que ses approvisionnements ne seront pas perturbés par d'éventuels affrontements Nord-Sud.

"Les deux parties discuteront des moyens de consolider l'amitié traditionnelle entre les deux pays dans un nouvel environnement", a déclaré le porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères Hong Lei.

Dans ses interviews accordées aux médias chinois, Bachir a à la fois affirmé sa détermination à garantir une sécession pacifique le 9 juillet et prévenu que celle-ci comportait des risques.

Il y a de nombreuses "*bombes à retardement*" dans la division du Soudan et la possibilité d'un nouveau conflit Nord-Sud, après la guerre civile de 1983-2005 qui a fait deux millions de morts, ne peut être exclue, déclare ainsi le président soudanais dans un entretien publié lundi par le Quotidien du Peuple.

Les échanges commerciaux entre Chine et Soudan se sont envolés à 8,6 milliards de dollars en 2010, en hausse de 35% par rapport à 2009. Cette augmentation s'explique en partie par la hausse en valeur des importations pétrolières chinoises, selon les statistiques des douanes chinoises.

Le Soudan était l'an dernier le sixième fournisseur de pétrole brut de la Chine, avec 12,6 millions de tonnes, à comparer aux 44,6 millions de tonnes de son premier fournisseur, l'Arabie saoudite.

L'émissaire spécial de la Chine en Afrique, ancien médiateur au Darfour, Liu Guijin, a confié la semaine dernière que Pékin avait beaucoup oeuvré pour persuader le Nord d'appliquer l'accord de paix de 2005 qui a mis fin à la guerre civile et d'accepter le référendum d'autodétermination du Sud.

Le 21 mai dernier, les forces nordistes se sont emparées de la région pétrolifère d'Abyei, à cheval entre Nord et Sud, faisant craindre une reprise des affrontements.

Mais les armées des deux camps ont convenu la semaine dernière de retirer leurs troupes pour les remplacer par une force éthiopienne de maintien de la paix. (Reuters 28.06)

Ne serait-ce pas plutôt l'ONU qui aurait imposé aux deux belligérants la présence de son armée d'occupation pour préserver les intérêts des multinationales occidentales ?

[Haut de page ↗](#)

Le 30 juin

Ils ont recoupé le courant depuis 10h ce matin, il est 14h et je cuis littéralement. Ils avaient déjà coupé de 6 à 9 heures. Vous avez vue ce qui s'est passé au Sénégal, dites-vous que je suis dans le même état d'esprit prêt à foutre le feu au bureau d'électricité de mon district et je ne dois pas être le seul. Comment voulez-vous bosser, merde à la fin !

Juste un mot très bref sur les dernières mesures adoptées par la Commission européenne (CE). Dans plus plusieurs pays la TVA a augmenté ou devrait l'être un jour ou l'autre, la CE a décidé d'augmenter le pourcentage de la TVA qu'elle prélevait dans chaque pays, donc cela viendra en déduction des recettes des Etats, attention trop de recettes pourraient tuer la dette ! ; la taxe sur les transactions financières doit bien faire rire les banquiers : leur soutirer de l'argent d'une poche qui atterira dans l'autre, un tour de passe-passe pour amuser la galerie ! ; le gel des volumes financiers alloués à la PAC se traduira par la disparition des exploitations agricoles les moins rentables.

Acte de contrition. Après avoir consacré une page à E. Badinter bien connue pour son combat contre le capitalisme, fille du riche patron de Publicis, Marcel Bleustein-Blanchet, les mêmes "*trotskystes*" qui conspuaient hier Andreï Sakharov et Elena Bonner pour être des suppôts de l'impérialisme américain consacrent aujourd'hui une pleine page à Elena Bonner après son décès. J-J Marie peut y mettre les formes, cela ne change rien. C'est marrant que vous n'ayez pas les mêmes attentions envers des dirigeants du mouvement ouvrier décédés en France ou encore l'avocat Dechezelles qui a combattu à vos côtés. Une mémoire et une conception de la fraternité à géométrie variable qui ne vous grandit pas.

Au fait, comme il cite le combat que nous avons mené pour la libération du mathématicien Léonid Pliouchtch en 1976, j'étais au meeting à la Mutualité, c'est maintenant que j'apprends que vous étiez en relation avec Andreï Sakharov et Elena Bonner, comme il m'a fallu attendre plus de 20 ans pour apprendre que Jospin faisait de l'entrisme dans le PS ou que vous arpentiez discrètement les allées du pouvoir sous Mitterrand. La tête et les jambes...

Grèce. J'avais vu juste, même dans les détails, non ?

Même pas besoin d'un "*consensus*" pour faire passer le principe d'un nouveau plan d'austérité en Grèce, pas de bol pour Christel Keiser (IO n°155 page 5). Je rappelle à l'occasion que je suis contre l'analyse qui tend à présenter "droite" et "gauche"

ou gouvernement et "opposition" comme faisant partie de deux camps qui s'affrontent et que le mot "*consensus*" valide. Dès lors que l'on considère que la Nouvelle Démocratie et le PASOK en Grèce figurent dans le même camp, celui du capital, il est incorrect de parler de consensus car cela pourrait faire naître des illusions dans la tête des travailleurs, à moins qu'ils vous rient au nez et vous prennent pour des charlots !

Le front unique FMI-BCE-PASOK a fonctionné à merveille, comme prévu. Les partis de l'Internationale jaune n'ont pas le choix, ils sont pieds et mains liés non pas par le FMI ou la BCE, mais par l'idéologie qu'ils ont adoptée et que par conséquent ils doivent soutenir jusqu'au bout, surtout en période de crise aiguë.

Les dirigeants de ces partis n'appartiennent pas ou sont étrangers au mouvement ouvrier, quand ce ne sont pas carrément des bourgeois ce ne sont pas des travailleurs comme les autres, ils ont adopté une idéologie en parfaite connaissance de cause contrairement à ce qu'on voudrait nous faire croire. Dès lors, ils sont passés consciemment dans le camp des ennemis de la classe ouvrière et ils doivent être traités et combattus de la sorte au même titre que le parti de l'ordre.

Nous ne sommes pas en présence de gens qui aurait un jour sincèrement adopté l'idéologie socialiste, et qui parce qu'ils ne sauraient plus très bien où ils en sont, se seraient fourvoyés un temps. Non, il s'agit chez eux d'une constante, d'un engagement conscient au service du capitalisme dont ils tirent personnellement profit.

Aujourd'hui, adopter l'idéologie socialiste cela signifie concrètement rompre avec la politique impulsée par l'impérialisme américain relayée par le FMI et l'UE, avec la dictature de l'aristocratie financière qui a conduit tous les Etats de l'UE à la faillite au profit des banquiers, rompre avec le capital.

Quand on dit qu'il y a incompatibilité totale entre les deux idéologies en présence, cela signifie qu'il est pratiquement impossible de passer de l'une à l'autre sans se renier totalement. Quand des gens tirent personnellement profit de l'idéologie qu'ils ont adoptée, rien ne les fera en changer, sauf exception très rares qui confirme la règle.

Question : doit-on baser notre ligne politique, notre tactique, notre stratégie et notre intervention dans la lutte des classes sur ces exceptions rarissimes ou en tenant compte de la règle évoquée plus haut ?

Doit-on définir notre politique en fonction des illusions que l'on prête aux masses exploitées, quitte à les entretenir au lieu de réellement les combattre si toutefois elles existent, ou au contraire doit-on se disposer en fonction des tâches que le prolétariat devraient accomplir dans une situation sociale et politique donnée, afin de réaliser un pas vers l'objectif final de son combat, la prise du pouvoir, un pas qui consiste à réunir les conditions subjectives qui nous permettraient d'aborder une situation révolutionnaire dans les meilleurs conditions possibles pour vaincre notre ennemi.

La politique qui consiste à se disposer en fonction des illusions (supposées ou inventées) des travailleurs, coïncide avec la recherche de résultats immédiats ou accessibles, qui une fois atteints, s'ils le sont, demeurera sans lendemain et sans profit aussi bien sur le plan de la conscience politique des travailleurs qui auront le sentiment d'avoir obtenu gain de cause, ils sont avant tout pragmatiques et ne pensent pas leur condition sur le long terme, ils sont donc incapables d'en tirer des enseignements politiques pour la suite de leur combat, que par conséquent sur le plan de la construction du parti, car les rares qui seront tentés de le rejoindre le feront encore sur la base d'illusions en croyant qu'en renouvelant la même expérience il serait possible d'obtenir des résultats sur des revendications qui concernent l'ensemble de la classe (licenciements, retraite, Sécu, etc), or, comme il en sera rien, déçus ou se lassant et découragé un jour ils disparaîtront dans la nature. Et ceux qui ne m'emprunteront pas ce chemin, ils resteront dans le parti uniquement parce qu'il combat pour défendre leur statut en permanence menacé par le régime, leur niveau de conscience politique ne va pas plus loin.

Voilà comment on aboutit à un parti passoire dont le turn over frôle les 50% tous les deux ou trois ans (POI), quand il ne s'écroule pas (NPA), tandis que la base de ses militants se compose pour moitié de révolutionnaires, l'autre moitié étant composée de réformistes, pour lesquels le parti doit davantage jouer le rôle d'un syndicat qu'un parti politique, et lorsqu'il engage une bataille sur le plan politique, au-delà des grandes déclarations qui se terminent parfois par l'énumération d'objectifs politiques, chaque fois il faut que cette bataille se situe sur le terrain des illusions des masses pour ne pas heurter leur susceptibilité, pas question d'aller à contre-courant de leurs illusions, on évitera de lier ces objectifs politique à cette bataille par crainte de ne pas pouvoir les mobiliser ou obtenir un nombre significatif de signatures sur une pétition, la dictature du chiffre, caricature ou détournement du principe objectif résultat, on dit non à un projet de "réforme constitutionnelle" mais sans le placer systématiquement dans la perspective de l'abolition de la Constitution de la Ve République, on est dans le domaines des apparences, de la posture, de la légalité qui rassure.

Il n'y a pas de politique plus opportuniste que celle qui consiste à s'adresser aux élus du PS et ses satellites. Imaginez-vous un instant militer en Grèce. Si la majorité des travailleurs grecs avaient eu la moindre illusion dans le PASOK, c'est par centaines de milliers qu'ils auraient manifesté hier devant le Parlement pour exiger qu'ils ne votent pas le nouveau plan d'austérité concocté par la CO, la BCE et le FMI. Or, ils n'étaient que quelques dizaines de milliers. Allez donc leur faire signer une pétition en direction des élus du PASOK, au mieux ils vont vous rire au nez, au pire vous allez être accueillis à coup de pierres !

Bien des militants seront portés à penser que cela tient à la situation actuelle, gravissime erreur qui pour le prouver nécessiterait une longue démonstration.

Disons pour le moment que la pire chose qui pouvait nous arriver, c'était qu'ils parviennent à avancer dans la construction de l'Union européenne, et que cette politique opportuniste qui a donné des résultats à une autre époque en permettant d'améliorer la condition ouvrière a largement contribué à endormir les masses, pendant que dans leurs dos les capitalistes fourbillaient leurs armes dans la perspective de s'attaquer à tous nos droits sociaux, ils étaient tranquillement en train de réunir les conditions politiques qui leur permettraient le moment venu étape par étape, de nous imposer la dictature du capital dans sa version la plus brutale et impitoyable jusqu'à nous ôter pour ainsi dire tout pouvoir politique pour finalement nous livrer pieds et mains liés à l'UE, politique constante adoptée par le PS et ses satellites.

Pendant que sur le plan objectif les masses exploitées n'avaient pas trop à se plaindre de leurs conditions matérielles d'existence, à l'exception toutefois des couches du prolétariat les plus défavorisées qui ont toujours été sacrifiées sur l'autel du réformisme, sur le plan politique, institutionnel et juridique, notre ennemi peaufinait sa stratégie et avançait un à un ses pions sur le plan économique à moyen terme pour rafler la mise à l'arrivée, ce qui est en train de se produire en Grèce et au Portugal, les autres pays de l'UE vont suivre évidemment le même chemin.

Formidable, bravo, vous avez fait en sorte que certains acquis sociaux demeurent en vie plus longtemps que l'aurait voulu ou l'escomptait notre ennemi, c'est ce qui figure dans un plateau de la balance, mais il faut regarder ce qui figure dans l'autre avant de crier victoire, et dans l'autre qu'y a-t-il, un ennemi armé jusqu'au dent avec l'euro et la BCE et prêt à nous terrasser, ainsi que des masses dont le niveau de conscience politique et d'organisation n'a pas évolué malgré la crise qui dure depuis 2007. Hier l'aiguille de la balance penchait en faveur de la politique que vous appliquiez, cela pouvait donner l'illusion aux travailleurs qu'il en serait toujours ainsi, mais voilà ce n'est plus le cas et plus personne n'y comprend rien, les masses se font matraquer et sont totalement désarmées politiquement pour y répondre.

On nous rétorquera que si on avait laissé filer nos droits sociaux - ce qui ne veut pas dire qu'on n'aurait pas combattu pour les préserver, disons qu'on aurait subordonné ce combat à des objectifs politiques - on aurait été finalement dans la même situation qu'aujourd'hui. Faux, car à l'époque, il y a 30 ou 40 ans en arrière ou plus, l'Union européenne ne disposait pas des moyens qu'elle a aujourd'hui pour soumettre les peuples en Europe, les disparités dans tous les domaines entre les Etats et la situation politique internationale ne permettaient pas de passer à l'euro et de créer la BCE...

Objection : mais cela ne dépendait pas de nous. Il faudrait savoir, un jour on nous dit que les appareils on été obligés de se positionner par rapport à l'avant-garde et quand cela nous arrange on prétend l'inverse ! Maintenant, que l'état d'esprit des travailleurs ait été différents dans les années 60-70-80, c'est un fait que l'on ne peut nier, mais on ne peut nier non plus que la construction du parti n'a pas été au centre de la politique du parti contrairement là encore à ce qu'on a pu croire par erreur ou nous faire croire. D'ailleurs, je ne me souviens pas quand je militais à la fin des années 70, que l'on se soit vraiment soucié du rôle croissant qu'allait jouer l'Union européenne, et la loi de 1973 qui modifiait une nouvelle fois les rapports entre l'Etat et la Banque de France ou plutôt les banques et le marché, dont on voit aujourd'hui dans quelle perspective elle s'inscrivait, jusqu'à récemment je n'en avais jamais entendu parler.

En réalité à cette époque nous oscillions en permanence entre réformisme et gauchisme comme à continuer à le faire la LCR et LO par la suite, le PT privilégiant le réformisme en adoptant la ligne politique de la défense de la démocratie. Soit nous nous battions pour des revendications sociales et les objectifs politiques passaient à la trappe, soit nous avancions des objectifs politiques qui n'étaient pas reliés à la situation sociale, nous ne disposions même pas d'un programme transitoire de revendications sociales. On avait adopté le mot d'ordre de gouvernement PS-PCF (sans ministres bourgeois) car il était censé intégrer les illusions que les travailleurs avaient dans ces partis, alors que leurs illusions concernaient essentiellement les institutions et le capitalisme lui-même, ce qui explique que la "trahison" du PS et du PCF ne se traduisit pas la mobilisation des masses, elles s'en détournèrent aussi vite qu'elles avaient voté pour eux, sans se tourner pour autant vers le PCI, la LCR ou LO pour au moins deux raisons, la première parce que ces partis avaient encore une existence très marginale, la seconde, parce que les illusions limitées qu'elles pouvaient avoir dans le PS et le PCF se confondaient avec les revendications sociales qu'elles souhaitent voir satisfaites immédiatement et non un changement de régime, dit autrement, c'étaient normal que les masses se tournent vers des partis qui étaient en situation de pouvoir accéder au pouvoir et il était normal qu'elles se détournent des partis qui n'étaient pas dans cette situation, puisque leur niveau de conscience politique n'allait pas plus loin que leurs revendications alimentaires ou immédiates. L'attitude des masses témoignait principalement leur subordination au capitalisme et aux institutions, tout comme 30 ans plus tard. En février 1917, ce sont les masses russes qui avaient porté au pouvoir les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires qui se sont empressés de le remettre à la bourgeoisie, elles avaient de profondes illusions dans ces partis alors qu'elles se détournaient du parti bolchevik, et c'est seulement une fois qu'elles commencèrent à se défaire de ces illusions avec l'aide des bolcheviks qu'elles se tournèrent vers le parti de Lénine, elles n'avaient pas d'illusions dans le régime, le tsar avait abdiqué laissant vacant le pouvoir.

Pour les militants qui militaient à l'époque à l'OCI puis au PCI, ils se souviennent sans doute qu'on nous avait expliqué aussi que ce mot d'ordre gouvernement PS-PCF était une manière de poser la question du pouvoir, or les travailleurs y donnaient un tout autre contenu comme je viens de le rappeler, sauf que nous, pauvres pommes qu'on était encore jeunes militants, nous nous imaginions à la suite des discours de nos dirigeants que les conditions étaient réunies pour que la situation et les

masses deviennent révolutionnaires du jour au lendemain, ce qui ne se produit pas parce qu'en réalité les conditions objectives n'avaient même pas commencé à mûrir, nos dirigeants avaient tout simplement ignoré le b.a-ba du marxisme.

On s'aperçoit aujourd'hui à travers l'expérience grecque et espagnole pour le moment, que c'est seulement lorsque tous les acquis sociaux des travailleurs sont remis en cause, que leurs conditions de travail et d'existence, leur moyens d'existence ne leur permettent plus de vivre normalement ou comme avant qu'ils se dressent en masse contre le régime, que sinon ils ne se mobiliseraient pas davantage qu'en temps normal ou pas du tout. Aujourd'hui dans tous les pays les travailleurs sont durement frappés par des plans d'austérité sans avoir les moyens politiques de s'y opposer, car à aucun moment ils n'ont été préparés à affronter cette situation, on pourrait dire que dans le cas contraire cela se verrait à travers le parti révolutionnaire et l'Internationale qu'ils auraient largement eu le temps de construire au cours des 3, 4 ou 5 décennies écoulées, mais qui n'existent pas hélas !

On a cru peut-être échapper à un mal pour être finalement confrontés à une situation encore plus difficile, pire que tout ce qu'on a pu imaginer, et ce n'est pas faute d'avoir été mis en garde par Trotsky.

Il ne fait aucun doute qu'ils ne sont qu'au début d'une vaste offensive contre le prolétariat européen pour briser sa résistance et réduire ses conditions d'existence, les coups vont redoubler d'intensité dans tous les pays les uns après les autres dans les mois qui viennent, c'est donc dans cette perspective qu'il faut se disposer.

Comment notre ennemi procède-t-il ?

Ils se serrent des institutions nationales et des partis qui participent à leur fonctionnement pour imposer la dictature de Bruxelles et Washington. C'est donc à la fois contre les institutions, le parti de l'ordre et l'ensemble des partis qui refusent d'avancer le mot d'ordre de l'annulation de la dette qu'il faut mener le combat, tout en indiquant aux travailleurs qu'il n'existe aucune issue politique sous ce régime qu'il faut par conséquent balayer, et que seul un gouvernement ouvrier révolutionnaire issu de leur mobilisation révolutionnaire rompra avec la dictature du capital incarnée par le FMI et l'UE.

Au-delà, on doit préciser que sans un puissant parti profondément enraciné dans toutes les couches exploitées de la société et incarnant cette rupture avec le capitalisme et les institutions de la Ve République, un tel gouvernement ne verra jamais le jour, c'est la raison pour laquelle sans attendre chaque travailleur ou jeune doit prendre ses responsabilités et rejoindre un des partis qui combat dans cette perspective ou l'incarne à ses yeux, sans attendre un jour de plus.

C'est triste à dire, on a l'impression de pisser dans un violon, car aucun parti n'est encore capable aujourd'hui de tenir un tel discours aux travailleurs et jeunes. Absolument aucun parti ne précise la place et le rôle qu'il devrait occuper ou remplir au cours d'un processus révolutionnaire, cela doit être une question en option !

Dans la "*Lettre aux comités et aux adhérents du Parti ouvrier indépendant*" du 18 juin (IO n°154 page 9), le bureau national du POI a effectué une reculade, plus question de l'abolition des institutions de la Ve République, elles aussi elles doivent jouer un rôle secondaire dans la situation actuelle il faut croire, dans ces conditions on se demandera comment il serait possible d'"*ouvrir la voie à la reconquête de la démocratie*" ? Le POI ne s'adresse pas à l'ensemble de la classe ouvrière, il continue de s'adresser aux élus du PS et du PCF, aux syndicalistes et aux intellectuels quitte à "*partager ou non l'ensemble des positions du Parti ouvrier indépendant*", peu importe, on a franchement l'impression que leurs dirigeants s'en foutent, comme si les non-dits pouvaient passer à la trappe, notamment celui évoqué au début de ce paragraphe et à la fin du paragraphe précédent, pour ne conserver que les seuls mots d'ordre "*« Dehors la dictature des déficits publics »*", "*« Dehors l'Union européenne, le FMI et la BCE »*", "*« Oui aux droits et revendications des peuples d'Europe »*".

Si on parvient à s'en sortir malgré tout et c'est loin d'être gagné, ce sera surtout parce que le temps jouait contre le capitalisme mondial.

Ils respirent... pour combien de temps ?

- La Grèce vote le plan d'austérité 2012-2015 - LeFigaro.fr - mer. 29 juin

- Les Bourses européennes en forte hausse, Paris gagne 1,88% - Reuters - mer. 29 juin

Parole d'internaute

- "Christine Lagarde ne serait pas jugée avant plusieurs années" et "Parmi les potentiels candidats au poste de procureur général figure Jean-Claude Marin, considéré comme proche de l'actuelle majorité" Aucun risque pour Lagarde, c'est ce qu'on appelle la réforme de la justice réalisée par Sarkozy." (lefigaro.fr 29.06)

- "Tout le monde sait que la CJR (Cour de justice de la République) n'a jamais condamné personne à une peine exemplaire.

Pourquoi les ministres auraient droit à une justice spéciale, avec au final des copains pour rendre la sentence. On est vraiment dans une république de crapules. (lefigaro.fr 29.06)

Politique

1- France.

1.1- Histoire incestueuse.

Bertrand Delanoë a un argument bien particulier pour expliquer à ses proches pourquoi il soutient Martine Aubry et non François Hollande, son ex-allié du congrès de Reims: "*Jacques Delors a eu deux enfants spirituels, l'une est de gauche, c'est Martine, et l'autre est de droite, c'est François.*" (lexpress.fr 29.06)

1.2- Des têtes sans corps.

Eva Joly a frôlé l'exploit. L'ancienne magistrate, dont les sondages prédisaient depuis des semaines la défaite a déjoué les pronostics et failli mettre fin avant l'heure à la primaire écolo.

Le sourire légèrement crispé, Cécile Duflot, soutien de Nicolas Hulot, détaille les résultats. Eva Joly obtient 49,75% (12 571 voix), l'ancien animateur 40,22% (10 163 voix), Henri Stoll 5,02% (1269 voix) et enfin Stéphane Lhomme clôt la marche avec 4,44% (1172 voix). Malgré sa déception apparente, Cécile Duflot s'est félicitée du "*grand succès de cette primaire tant par le nombre de personnes inscrites (32 896 ndlr) que par le formidable taux de participation, 77,33%*".

"*Personne ne connaît vraiment le corps électoral d'Europe-Ecologie*", souligne l'eurodéputé Yannick Jadot. "*La base militante des Verts a fait le choix du repli identitaire plutôt que celui de l'ouverture, c'est regrettable!*", soupire l'un des rares partisans d'Hulot présents dans la salle. (lexpress.fr 29.06)

2- Grèce

Le Parlement grec a adopté, mercredi 29 juin, le nouveau plan d'austérité proposé par le gouvernement sur l'insistance du FMI et de l'Union européenne. Le texte a obtenu 155 voix pour, 138 contre et cinq abstentions sur un total de 298 députés présents (sur 300).

Un seul député Pasok, le parti socialiste au pouvoir, a fait défaut. Panayotis Kouroubli, qui a refusé de céder au '*chantage*' de la zone euro. Son retrait a été compensé par la voix de la députée de Nouvelle Démocratie, Elsa Papadimitriou qui a voté en faveur du plan, contrairement aux consignes de son parti.

Les députés ont voté à main levée, égrenant chacun un 'oui' ou un 'non', dans une ambiance silencieuse au début, qui est devenu plus chahutée quand l'un des principaux opposants au plan, Alexandros Athanasiadis, est revenu sur son choix et a pris la parole pour annoncer qu'il votait oui, sous les applaudissements de ses collègues.

Immédiatement après le vote, le Premier ministre, Georges Papandréou, a annoncé l'exclusion du groupe parlementaire de Panayotis Kouroubli. Celui-ci avait lancé peu avant le vote qu'il ne «*pouvait pas accepter le chantage*» posé par la zone euro entre la faillite du pays et l'adoption du plan jugé «*injuste*». (lemonde.fr et liberation.fr 29.06)

Lisez ou relisez les analyses parues ces derniers jours dans vos journaux préférés et dites-nous lequel avait pronostiqué ce qui vient de se passer en Grèce. Je ne parle pas des médias nationaux qui avaient formulé leur vœux à voix haute.

3- Sénégal

L'armée sénégalaise a annoncé mercredi qu'elle avait déployé des soldats aux points stratégiques de Dakar pour mettre fin aux émeutes qui ont semé le chaos ces derniers jours dans la capitale.

D'ordinaire paisible, le Sénégal a été secoué par des manifestations contre des coupures de courant répétées qui ont dressé une partie de l'opinion contre le président Abdoulaye Wade. La police anti-émeute a par moments été débordée par cette explosion de mécontentement.

"*A présent nous ne plaisantons pas*", a dit à Reuters Serigne Mbacké Ndiaye, porte-parole du chef de l'Etat, en confirmant le déploiement de l'armée aux points clés de la ville.

Un autre responsable a dit que le déploiement militaire libérerait de 4 à 500 policiers anti-émeute et gendarmes qui pourraient

ainsi faire face à des émeutiers en cas de besoin. (Reuters 29.06)

4- Egypte

Des affrontements entre plusieurs centaines de jeunes et la police qui ont débuté mardi au soir au Caire ont fait un millier de blessés, rapporte mercredi le ministère égyptien de la Santé.

Pour certains, les violences sont à mettre sur le compte de fauteurs de troubles décidés à en découdre avec la police. Pour d'autres, les motifs sont politiques.

"Les gens sont furieux que les poursuites contre les hauts responsables soient sans cesse retardées", a expliqué Ahmed Abdel Hamid, employé d'une boulangerie âgé de 26 ans.

L'ancien ministre de l'Intérieur Habib al Adli a été condamné début mai à douze ans de prison pour blanchiment d'argent et corruption mais il n'a pas encore comparu en justice pour la mort des manifestants tués pendant les 18 jours de contestation qui ont poussé Hosni Moubarak vers la sortie, le 11 février.

Les affrontements se sont poursuivis mercredi. En début de matinée, des jeunes ont lancé des pierres sur la police alors que les Caiotes se rendaient au travail et des manifestants ont par la suite érigé des barricades de pneus auxquelles ils ont mis le feu aux abords du ministère de l'Intérieur.

D'autres rassemblements, motivés par la répression de ceux de la vieille, ont par ailleurs eu lieu mercredi place Tahrir.

"Je suis ici aujourd'hui parce que j'ai appris que la police avait agi violemment contre la foule, cette nuit", a expliqué un manifestant. (Reuters 29.06)

Social

Le PDG du constructeur d'automobiles japonais Nissan, Carlos Ghosn, a annoncé mercredi avoir perçu 8,4 millions d'euros pendant l'année 2010-2011, ce qui fait de lui l'un des patrons les mieux payés du Japon.

Cette somme en yens, en hausse de 10% sur un an, recouvre uniquement les rémunérations touchées au cours de l'exercice du 1er avril 2010 au 31 mars 2011 en tant que PDG de Nissan, et ne comprend pas les honoraires perçus en tant que responsable du constructeur français Renault, dont M. Ghosn est également PDG.

Détenu à 43,8% par Renault, Nissan a multiplié par plus de sept son bénéfice net lors de l'année budgétaire 2010-2011, à 319 milliards de yens (2,8 milliards d'euros), grâce à des ventes record de voitures. (20minutes.fr 29.06)

Economie

Etats-Unis. Juge et partie.

Le Fonds monétaire international a appelé mercredi les parlementaires américains à relever le plafond d'endettement des Etats-Unis, avertissant que ne rien faire pourrait provoquer une hausse des taux d'intérêt nuisible à l'économie américaine et aux marchés financiers internationaux.

Ce plafond, fixé à 14.300 milliards de dollars (9.900 milliards d'euros), représente le montant maximal que l'Etat fédéral peut emprunter pour financer ses activités. Les Etats-Unis l'ont atteint en mai et pourraient faire défaut sur leur dette s'ils ne la relèvent pas d'ici le 2 août.

La limite doit être relevée "*rapidement pour éviter un choc sévère pour l'économie et les marchés financiers mondiaux*", déclare le FMI dans son rapport annuel sur l'économie américaine.

Le dossier oppose le président américain Barack Obama et les parlementaires républicains. Ces derniers demandent en préalable des coupes budgétaires substantielles, notamment dans le programme d'assurance-santé aux personnes âgées Medicare. Les démocrates estiment de leur côté que tout accord doit inclure des hausses d'impôts.

Le FMI note dans son rapport que la hausse des déficits publics américains représente un risque pour l'économie, mais prône une stratégie de longue haleine pour les résorber. Réduire le déficit trop rapidement pourrait ralentir la faible reprise de l'économie américaine, explique-t-il.

Les agences de notation Standard & Poor's et Moody's ont récemment averti qu'elles pourraient dégrader la note de crédit des Etats-Unis en l'absence d'accord sur le plafond de la dette et de progrès dans la lutte contre les déficits.

La dégradation de la note américaine aurait des "*répercussions mondiales importantes*" étant donné "*le rôle central des obligations du Trésor américain sur les marchés financiers mondiaux*", souligne le FMI. AP

Le FMI ne demande pas à l'impérialisme américain de réduire son endettement comme il le fait envers les pays de l'UE, mais de relever son plafond, autrement dit à s'endetter encore plus.

[Haut de page ↗](#)